مكتبة الأردنية
The University of Jordan
66303
2131

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13247 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 1er SEPTEMBRE 1987

Une victoire pour le colonel Kadhafi

C'est avec un embarras évident que les autorités françaises ont accueilli, le samedi 29 août, la reprise de la palmeraie d'Aozou par l'armée libyenne. Certes, Paris avait déconseillé à M. Hissène Habré de régler par la force le sort de cette bande de terre annexée par le colonel Kadhafi il y a plus de dix ans, en vertu d'un accord signé jadis par Mussolini et Laval, mais qui n'avait jamais été ratifié. Il n'en demeure pas moins que le revers infligé aux troupes tchadiennes, dépourvues de toute couverture aérienne, risque de ternir la réputation et la crédibilité françaises dans toute une partie de l'Afrique.

Ce nouvel épisode de la crise tchadienne illustre une nouvelle fois les ambiguïtés des liens qui existent entre Paris et N'Djamena : les autorités françaises — et, sur ce sujet, M. Mitterrand et M. Chirac sont bien sur la même longueur d'ondes — ont du mal à cacher leurs réticences à l'égard de la personnalité de M. Hissène Habré, tandis que ce dernier accepte mal les éternels conseils de prudence qui lui sont prodigués.

Jusqu'à présent, les « désobéissances » de M. Habré lui avaient réussi. C'est ainsi qu'il a pu chasser les Libyens des territoires du Nord et infliger une défaite mémorable à l'armée du colonel Kadhafi. Tant d'audace avait fait frémir à Paris. La France, cependant, n'avait pas désavoué le chef d'Etat tchadien dans cette affaire, comme elle devait le faire, il y a quinze jours, lors de l'offensive lancée contre Aozou.

La position française a-t-elle encouragé le colonel Kadhafi à lancer sa contre-offensive ? On le pense, sans trop le dire, à N'Djamena. Il est sûr en tout cas que l'aviation libyenne a fait la différence à Aozou, même si, au sol, les hommes du colonel Kadhafi ont également changé de tactique, abandonnant notamment les lourds blindés au profit d'engins sans doute moins orthodoxes, mais bien plus légers et maniables.

Et maintenant ? La défaite d'Aozou constitue indéniablement un rude coup pour M. Habré, dont les ressources en combattants de valeur ne sont pas inépuisables. Elle va également remettre au goût du jour les critiques de ceux qui reprochent au chef d'Etat tchadien de n'être qu'un homme de guerre et de négliger la reconstruction et la gestion de son pays — l'un des plus pauvres de l'Afrique — au profit d'un règlement de comptes frontalier qui n'intéresserait que les tribus du Nord. De nouvelles frictions sont aussi à attendre avec Paris, qui va s'entendre réclamer de nouvelles livraisons d'armes pour remplacer celles perdues à Aozou, des missiles anti-chars Milan en particulier.

Le grand vainqueur du jour, bien sûr, c'est le colonel Kadhafi. Coûteuse victoire, certes, mais supportable dans un régime totalitaire et qui permettra à l'homme de Tripoli de se lancer une nouvelle fois dans une des activités qu'il affectionne : la palabre en forme de négociation. Il est douteux, en effet, qu'il ait pour l'instant la volonté de pousser son avantage dans le nord du Tchad et de risquer une confrontation avec la France, qui a fait connaître récemment que le 16e parallèle ne constituait plus une limite à son intervention. Le colonel préférera sans doute se présenter en homme ayant lutté pour son droit, prêt à négocier, quitte à préciser par la suite que son annexion de la bande d'Aozou n'est pas négociable. C'est cette attitude qui limite considérablement la prise de position française en faveur d'un arbitrage international de cette question.

(Lire nos informations page 3.)

Rupture de la trêve dans le Golfe

Après les bombardements irakiens contre ses installations pétrolières, l'Iran attaque un navire koweïtien

Après une pause de six semaines, la guerre du Golfe se rallume. Alors que l'aviation irakienne avait repris, le samedi 29 et le dimanche 30 août, ses attaques contre des pétroliers et des installations pétrolières de l'Iran, une vedette iranienne a attaqué, lundi, un porte-conteneurs koweïtien au large de Dubaï, en lançant deux roquettes. Le bâtiment a été touché, mais il n'y a pas de victimes. Un nouveau convoi de pétroliers koweïtiens battant pavillon américain est, d'autre part, entré dans le Golfe sous la protection de l'US Navy.

Le président irakien a menacé de poursuivre les bombardements tant que Téhéran n'aura pas accepté, dans son ensemble, la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU. Dès l'annonce des attaques irakiennes, Washington avait fait part de sa crainte d'une escalade de la tension.

WASHINGTON
correspondance

La rupture de la trêve de fait dans le Golfe préoccupe les milieux officiels américains, qui craignent une escalade et le risque accru d'un affrontement entre l'Iran et les Etats-Unis. Mais la reprise des attaques aériennes irakiennes n'a pas surpris dans la mesure où M. Hamdoon, ambassadeur d'Irak à Washington, avait, la veille même, déclaré que son pays avait perdu patience et que sa stratégie était « *de continuer à tirer sur les navires iraniens jusqu'à l'acceptation par Téhéran du cessez-le-feu recommandé le 20 juillet par le Conseil de sécurité* ».

Les premières réactions du département d'Etat ont été réservées, affichant sympathie et compréhension à l'égard de l'initiative militaire de Bagdad. Les dernières attaques visaient essentiellement les installations terrestres et le tanker touché n'était pas l'objectif des Irakiens, disaient certains officiels, laissant entendre que la trêve maritime n'avait pas été délibérément violée.

Ainsi, les ambiguïtés et les tergiversations de Téhéran provoquent la même impatience, mais on regrette que l'Irak ait repris ses opérations aériennes avant de connaître la réponse « définitive » promise par Téhéran à la fin de cette semaine au sujet du cessez-le-feu.

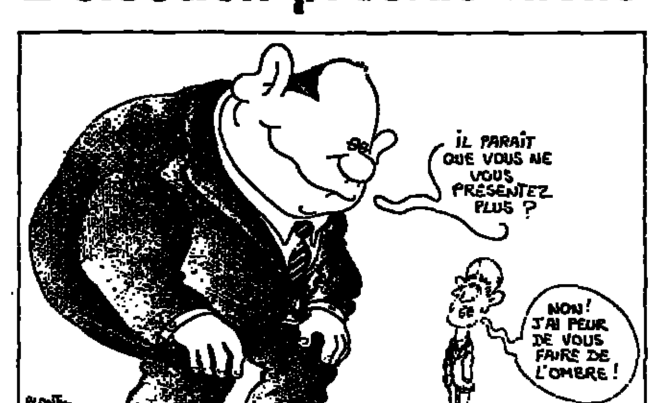
L'impatience de l'Irak est expliquée ici par l'augmentation sensible, pendant la période de trêve, des exportations pétrolières de l'Iran, qui auraient atteint jusqu'à 25 millions de dollars par jours. Néanmoins, on estime que la démarche militaire de l'Irak complique la tâche déjà difficile de Washington d'obtenir des Nations unies une seconde résolution infligeant des sanctions, et notamment un embargo sur les livraisons d'armes en cas de rejet définitif par Téhéran du cessez-le-feu.

A dire vrai, le gouvernement Reagan craint qu'une escalade de la tension ne ravive les doutes de l'opposition au Congrès à l'opération d'escorte. Une opposition déjà renforcée par l'ampleur de la mobilisation aéronavale rassemblant une trentaine de navires les plus modernes et 20 000 hommes, et représentant une dépense évaluée à un million de dollars par jour.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 4.)

L'élection présidentielle



La recherche de l'unité au PS et dans la majorité.
PAGES 7 et 8

La fin de la grève en Afrique du Sud

Ni vainqueurs, ni vaincus...
PAGE 3

Privatisations : un bilan

Les cours des sociétés industrielles ont plus grimpé que ceux des banques.
PAGE 34

Concordances des temps

Amnisties.
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 38

Violences, incidents, injures, ostracisme...

Chronique du racisme ordinaire

M. Dubernard, député RPR du Rhône, vient de porter plainte pour « propos racistes » contre le propriétaire et les « videurs » d'une boîte de nuit de Lyon qui avaient refusé de laisser entrer ses enfants en compagnie d'une amie ivoirienne. Cet ostracisme illustre le climat de racisme ordinaire qui s'est développé en France ces dernières années (lire page 38).

La France, c'est acquis, n'est pas raciste. L'histoire en est témoin. La pays de l'égalité et de la fraternité, des valeurs que le monde nous envie, ne saurait être devenu petit et xénophobe. Non, la France est vaccinée contre le racisme. Tombée dans la marmite, en 1789. Ceux qui en doutent, à la lumière des ratonnades de l'été, sont invités à regarder au-delà des « péripéties ».

La France, donc, n'est pas raciste. Il fut un temps pourtant, on s'en souvient à peine, où ceux qui « *n'aimaient pas les Arabes* » se bornaient à le penser. Il fut un temps, aussi, où la justice était plus vigilante. Parler d'« *invasion étrangère* » à propos de l'immigration tombait sous le coup de la loi de 1972 contre la discrimination raciale. Les magistrats ne voient plus, aujourd'hui dans « *l'envahissement de la France* » qu'une expression « *polémique* » d'un niveau « *admissible* ».

Il fut un temps où la presse ne mentionnait pas, par pudeur, l'origine ethnique des suspects. Elle s'en fait, désormais, un devoir pour ne pas avoir l'air de cacher quelque chose. Il fut un temps, encore, où les racistes les plus audacieux affirmaient tout au plus qu'ils ne l'étaient pas, « *mais* »... En toute franchise, on s'efforce, aujourd'hui, de se maintenir dans une honnête moyenne. Début mars, un ministre, M. Charles Pasqua, eut ces mots flatteurs à propos d'un de ses collègues, M. Robert Pandraud : « *Il n'est pas plus raciste que n'importe quel autre membre du gouvernement* ». Bref, il fut un temps — pas si lointain, celui-là — où l'autocensure limitait les embardées verbales, où le pays des droits de l'homme n'avait pas encore cédé en partie au « *dévergondage idéologique* » que dénonce Harlem Désir, le président de SOS-Racisme. Où la France, dans son langage sur l'immigration, n'était pas encore « *libérée* ».

LAURENT GREILSAMER et CORINE LESNES.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde — ÉCONOMIE

- **Devoirs de vacances : priorité à l'équité, par Alain Juppé.**
- **Algérie : la baisse des prix du pétrole a des effets redoutables sur le budget. Pour assainir l'économie, le gouvernement donne priorité à l'agriculture et à la productivité industrielle.**
- **La chronique de Paul Fabra : vers le plein-emploi aux Etats-Unis ?**

Pages 31 à 33

EN LIBRAIRIE LE 22 SEPTEMBRE
François WEYERGANS
Je suis écrivain
roman
GALLIMARD nrf

Record du monde du 100 mètres à Rome

Ben Johnson, le colosse volant

Fantastique exploit athlétique, le dimanche 30 août, à Rome : le Canadien Ben Johnson est devenu champion du monde du 100 mètres en améliorant le record de la distance d'un dixième de seconde. Chronométré sur la piste du stade olympique devant 64 500 spectateurs en 9 s 83, il a précédé l'Américain Carl Lewis, tenant du titre et champion olympique, qui a pourtant égalé l'ancien record de son compatriote Calvin Smith.

ROME
de notre envoyé spécial

Ben Johnson, ce Canadien né à la Jamaïque il y a vingt-six ans est entré tout debout dans la légende du sprint. Pour dix petits centièmes de secondes. D'importance, l'affaire mérite bien d'être contée par le menu.

Les personnages d'abord. Il n'y a pas de truand comme dans le western de Sergio Leone. Mais il y a un bon et une brute. Dans une distribution assez surprenante : Carl Lewis en gentil, Ben Johnson en méchant. Et oui, le Carl sulfureux des Jeux de Los Angeles se présentait ici en victime. Ce gros balourd de Ben voulait être Calife du 100 mètres à la place du Calife. Cela faisait un moment qu'il manigançait son coup. Depuis précisément qu'il avait terminé sur les talons de Lewis à Los Angeles. Depuis, le roi s'était un peu reposé sur ses lauriers. Moins de piste. Plus de théâtre et de music-hall. Le Canadien en avait profité pour faire exploser quelques « chronos » dans les stades qu'il visitait. Cette sorte de terrorisme semblait viser le record du monde du 100 mètres. En réalité c'était bien Lewis, l'arrogant champion du monde et champion olympique, qui était la cible.

Même le réalisateur le plus nul de Cinecitta aurait pu tirer de cela un péplum extravagant. Car il y a là un modèle de situation : le talent contre l'obstination.

Lewis n'est pas une star à laquelle une firme japonaise a offert un contrat mirifique par caprice. Certes, il sait paraître à merveille. Il aime être vu et se faire voir. Mais il est avant tout bourré de talent. Il a la vitesse dans le sang comme on le dit d'un cheval de race. Tout dès le berceau. Une enfance facile. Une réussite rapide. Gloire et dollars vont très bien ensemble aux Etats-Unis.

Né seulement quelques mois avant Johnson, Lewis a connu les deux dès vingt-deux ans. Le Canadien a dû patienter quatre ans de plus en suant sous des barres de fonte pour pouvoir acheter une voiture neuve et habiter dans une maison confortable. Au total, dix ans d'entraînement quasi quotidien. Un véritable travail de forçat. Pour oublier au bout du compte que, jusqu'à quatorze ans, il n'a pas mangé tous les jours à sa faim dans son village natal de la Jamaïque.

Pour finalement ne plus se souvenir que jusqu'à vingt-cinq ans il n'a pas osé répondre aux questions des journalistes par incompréhension d'abord, ensuite par honte de son accent des Caraïbes et d'un bégaiement tenace. Avec ses épaules de déménageur et ses cuisses énormes, Ben n'était pas bien dans sa peau.

Lewis et Johnson, Johnson et Lewis : une maille à l'endroit, une maille à l'envers, et voilà tricoté une petite pièce de théâtre classique. Unité de temps : *10 secondes. Unité de lieu* : le stade olympique à Rome. Unité d'action : les championnats du monde.

Premier acte donc : Lewis, qui a d'abord opté pour le 200 mètres, décide de relever le défi de Johnson sur 100 mètres.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 10.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Amnisties

Trois amnisties : celle des généraux d'Algérie, celle des faits et méfaits liés à l'affaire Dreyfus, celle des communards. Les temps sont différents et pourtant ces amnisties permettent de mettre au jour le mécanisme de l'oubli pour raison d'Etat.

par Jean-Noël Jeanneney

AU moment où courent vers leur fin ces chroniques qui plaident pour la mémoire, en voici une sur l'oubli... Faux paradoxe ! Car il s'agit de se ressouvenir des oblitérations calculées du passé que décida l'Etat, jadis et naguère : pour comparaison.

Les traces de « l'affaire des généraux d'Algérie », en octobre et novembre 1982, sont restées profondes, chez les socialistes surtout, parce qu'elle fut pour eux douloureuse : seule occasion durant le quinquennat 1981-1986 où grippèrent sérieusement les mécanismes de concertation qui fonctionnaient d'ordinaire convenablement entre le pouvoir exécutif d'un côté et, de l'autre, le parti et les députés. Le conflit qui surgit alors fut porté sur la place publique, et la blessure en resta quelque temps ouverte (1).

L'occasion du litige est créée par le projet de loi *« relatif à la révision des carrières à la suite des événements d'Afrique du Nord »* ; c'est, en termes politiques, sinon strictement juridiques (2), une amnistie portée à l'extrême : il s'agit d'effacer tous les effets des condamnations des militaires qui ont mené des actions factieuses contre la République durant la guerre d'Algérie, et en particulier lors du putsch manqué du 22 avril 1961, puis au temps de l'OAS. Avec notamment cette conséquence que huit officiers généraux seront réintégrés dans le cadre de la deuxième réserve. Le propos est de réaliser complètement l'une des promesses du candidat François Mitterrand lors de sa campagne présidentielle, telle qu'il l'avait explicitement formulée à Avignon, le 4 avril 1981, et de sceller une grande réconciliation historique.

Or le groupe socialiste résiste. Un amendement Jospin-Joxe-Forni (3) qui *exclut les officiers généraux du bénéfice* de la loi est adopté le 21 octobre par l'Assemblée, avec les voix des quarante-quatre députés communistes et des deux cent soixante-six députés socialistes (plus, à droite, celle du seul Raymond Barre). Selon les témoignages, la réaction du chef de l'Etat est vive, et il ne songe pas à accepter cette indiscipline. Dès lors, et selon la logique des institutions de la Ve République, le groupe doit s'incliner. Une seule concession lui est faite : le premier ministre Pierre Mauroy est autorisé en conseil à utiliser la procédure de l'article 49-3, qui évitera aux socialistes de se déjuger trop spectaculairement en votant positivement le texte. Demeure un désaccord qui est important, car il touche non pas des intérêts matériels, toujours voués au compromis, mais des choix à valeur symbolique.

AMNISTIES : les précédents abondent. Je m'en tiens à la IIIe République en laissant de côté le cas de la dernière guerre, qui est *sui generis*, et j'incline à considérer surtout deux faits précédents majeurs : d'une part, l'amnistie des faits et méfaits liés à l'affaire Dreyfus, que Waldeck-Rousseau fit adopter par le Parlement en 1900, parce qu'elle visait elle aussi à effacer l'effet d'événements qui avaient créé une atmosphère de quasi-guerre civile, et, d'autre part, l'amnistie des communards votée en deux temps, en 1879 et 1880 (4), parce que celle-ci fonctionna à fronts renversés par rapport aux amnisties de la guerre d'Algérie : ici c'est la droite et le centre droit que la gauche dut convaincre d'amnistier des militants de l'extrême gauche, et cette symétrie, terme à terme, aide à dénuder l'essentiel du mécanisme psychologique et politique de l'oubli pour raison d'Etat, et à se consacrer sur cette seule question : la gestion politique du temps qui passe.

Dédaignons l'éclairage étroitement électoraliste. Certes, on note qu'en mai 1876, lorsque la Chambre rejeta la première proposition de loi d'amnistie des communards, celle de Raspail, sur les 50 députés qui votèrent pour (en face de 392 hostiles), la Seine pesa lourd puisqu'on y trouva quinze de ses vingt-cinq représentants. Certes, en 1982, les députés PS du Midi animèrent la minorité hostile à l'amendement du groupe et favorable à l'intégralité du projet gouvernemental : les dix-sept représentants qui votèrent contre l'amendement Jospin-Joxe-Forni étaient, pour la plupart, élus au sud de la Loire. Mais ces calculs-là sont assez courts et l'on ne vit guère les effets de la loi, lors des élections municipales de mars 1983, dans les villes du Midi, où le Front national réussit sa première percée. Surtout, l'intérêt historique durable est ailleurs. On trouve profit, en ces affaires de conscience et de doctrine, à créditer les acteurs de la sincérité et à considérer les choses à la hauteur qu'elles méritent : élevée.



Le retour d'exil (en Nouvelle-Calédonie) de Louise Michel en 1880.



La réhabilitation de Dreyfus (deuxième en partant de la droite) en 1906.

Depuis longtemps s'impose une distinction entre l'*amnistie* et la *grâce*. Le comte de Peyronnet, ministre de l'intérieur de Charles X, lors du fatal gouvernement Polignac de 1830, condamné après la révolution de Juillet à la détention perpétuelle et à la dégradation civique, gracié en 1834, écrivait dans ses *Pensées d'un prisonnier* (1831) : *« Amnistie, c'est abolition et oubli ; grâce, ce n'est que pitié et pardon... L'amnistie ne remet point, elle efface. La grâce n'efface rien, elle abandonne et remet. La grâce suppose le crime et la condamnation, une certaine régularité dans la condamnation et une certaine justice. L'amnistie ne suppose rien, si ce n'est pourtant l'accusation. On reçoit plus et on est moins redevable dans une amnistie. Dans une grâce, on reçoit moins et on est plus redevable* (5). »

L'amnistie se fonde sur des critères politiques et ne se conçoit que collective, la grâce s'appuie sur des critères humains, et sa logique est individuelle. D'où découle, quant à la première, la philosophie des grands ancêtres républicains. L'idée centrale ? Le seul critère de décision qui vaille est l'intérêt du pays. *« La clémence des princes*, disait déjà La Rochefoucauld, *n'est souvent qu'une politique pour gagner l'affection des peuples* (6). »

Charles de Freycinet, président du conseil lors de l'amnistie complète des communards, est explicite en février 1880 (à un moment où il refuse encore ce qu'il concédera en juillet suivant) : *« L'amnistie n'est pas une mesure de commisération, de bienfaisance ou d'humanité ; elle est essentiellement et exclusivement une mesure politique : elle n'est pas faite dans l'intérêt des individus, elle est faite dans l'intérêt de la société. »* Et Waldeck-Rousseau opine semblablement, vingt ans plus tard, au sortir de l'affaire Dreyfus : *« On a beaucoup écrit sur l'amnistie et le droit de punir, et la thèse qui m'a toujours paru la plus logique, c'est que ce droit n'appartient à la société qu'en raison de son intérêt et de son utilité. Et alors on reconnaît aisément qu'il peut arriver des heures où ce même intérêt, cette même utilité sont au contraire de ne pas punir et de pardonner* (7). »

OR c'est l'intérêt du pays qui prescrit, après une crise profonde, de provoquer un apaisement national. Le sénatus-consulte du VI floréal an X (26 avril 1801) l'exprimait ainsi dans son préambule : *« Attendu que la paix ayant été faite au-dehors, il importe de la cimenter à l'intérieur par tout ce qui peut rallier les Français, tranquilliser les familles et faire oublier les maux inséparables d'une longue révolution... »* Et Napoléon disait quelques mois plus tôt à un groupe d'officiers, lors de la bataille de Marengo : *« Messieurs, tout m'a réussi. Savez-vous pourquoi ? Parce que je suis pour tout le monde une amnistie vivante* (8). » Gambetta, enfin, dans son discours du 21 juin 1880 sur l'amnistie des communards, parle de faire disparaître ces *« haillons de guerre civile que l'on promène encore dans les rues »*, affirmant : *« Dans un pays de démocratie, dans un pays de suffrage universel, de disputes ardentes dans les comices électoraux, il y a un moment où, coûte que coûte, il faut jeter le voile sur les crimes, les défaillances, les lâchetés et les excès communs* (9). »

Une condition indispensable est celle-ci : que, par rapport aux amnistiés, l'État soit en position de force, qu'il n'y ait pas concession de la faiblesse à la culpabilité, mais aman accordé par le vainqueur au vaincu. Clemenceau avança cet argument à la Chambre, en mai 1876 : trop tôt pour qu'il portât. C'est seulement lorsque la République parut solidement installée, après sa victoire du 16 mai 1877, par l'entrée d'une majorité républicaine au Sénat et l'élection de Jules Grévy à l'Elysée, que le gouvernement se jugea apte à faire voter l'amnistie pour les communards : *« L'amnistie*, dit alors le sénateur Tresneau, *est un jugement sur l'état social d'un pays et sur la fixité, le respect conquis par l'autorité souveraine* (10). »

A vrai dire, il n'est rien jusqu'ici qui éclaire le déchirement des socialistes en octobre 1982 : nul ne songeant alors à dire que les anciens de l'OAS, que le *« quarteron »* des généraux félons, avec leur cortège de colonels *« au savoir-faire expéditif et limité »*, comme avait dit de Gaulle à l'époque, pussent constituer encore un péril pour la République. Pour toucher au fond des choses, il faut relever cet autre caractère de l'amnistie défini par les républicains de jadis : elle n'est pas, elle ne peut pas être une absolution, encore moins une réhabilitation. L'exposé des motifs de la loi de juillet 1880 est explicite : *« Nos sentiments sont connus (...). Jamais nous ne réhabiliterons des crimes qui ont soulevé toutes les consciences, et dont l'énormité ne peut s'expliquer que par les effroyables circonstances qui les ont vu naître. Ce n'est pas à votre justice que nous nous adressons, mais à votre clémence... »*

« La société peut oublier, elle peut amnistier, dit à l'époque Freycinet, *mais elle ne peut pas réhabiliter, elle ne peut pas changer la moralité des événements* (11). » Waldeck-Rousseau le rejoint vingt ans plus tard : *« On ne donne pas l'amnistie à ceux qui l'attendent comme des excuses. »* Et il précise : *« L'amnistie n'est pas faite pour les innocents, elle n'est même pas faite pour soustraire aux rigueurs de la justice ceux auxquels s'attache un intérêt particulier, ceux par exemple qui auraient subi les entraînements de la passion, et qui trouveraient dans les circonstances de l'acte, non pas seulement des circonstances atténuantes, mais je dirais volontiers des circonstances de clémence. L'amnistie n'est pas faite pour ceux-là : elle est faite pour les coupables* (mouvements divers), *quels qu'ils puissent être, à une seule condition, c'est que l'intérêt public et l'intérêt général l'exigent... »* Ou, selon une formulation plus ramassée encore : *« L'amnistie ne juge pas, elle n'accuse pas, elle n'innocente pas, elle ignore* (12). »

LE mécanisme fonctionne d'ailleurs dans les deux sens : la fierté des condamnés a, quelquefois, sur l'autre bord, pesé en faveur du refus. L'amnistie, telle que définie par Waldeck-Rousseau, peut leur convenir, à défaut d'une réhabilitation proprement dite, parce qu'elle laisse intacte leur conviction et leur fierté d'avoir agi juste et droit. Ils n'en voudraient pas si elle était comprise comme une grâce — car l'accepter serait alors admettre la faute commise (on est tout près du fameux débat qui divisa les partisans du capitaine Dreyfus sur le point de savoir s'il avait eu raison d'accepter en 1899 la grâce qu'on lui offrait). Tout au long des années 1870, la presse d'extrême-gauche est parcourue par cette affirmation : celui des communards qui accepterait la grâce au lieu de la réparation serait discrédité à jamais parmi les siens. Le journal *Droits de l'homme*, où s'expriment les plus célèbres exilés de la Commune, est particulièrement clair à cet égard, *en mai 1876, lorsque* court le bruit, d'ailleurs infondé, que le géographe Elisée Reclus pourrait bénéficier d'une semblable mesure (13).

La même démonstration est fournie par le maigre succès qu'eurent dans le milieu politique ceux qui réclamèrent l'amnistie, en la définissant comme une révision des procès de 1871. Victor Hugo lui-même y brisa sa générosité quand il se battit, comme sénateur, en 1876, pour la libération des prisonniers déportés en Nouvelle-Calédonie. Lui qui avait dit un jour : *« La clémence, c'est la justice plus juste »*, fonda son argumentation sur une défense de la Commune : *« Quand les Prussiens étaient entrés dans Paris, ils croyaient rencontrer Sodome, et c'est Sparte qu'ils trouvèrent* (14). » Le 22 mai 1876, le Sénat écouta son discours dans un silence respectueux, puis sa proposition de loi ne recueillit que douze voix parmi les pères conscrits...

Sous cette lumière historique, l'affaire de 1982 prend un relief nouveau. Au fond, la divergence ne portait pas alors sur l'idée d'amnistie, mais sur *l'interprétation du geste. Pour le chef de* l'Etat, celui-ci ne prenait toute sa portée que si l'on allait, sans la moindre réticence, jusqu'au bout de la générosité. Aux yeux du groupe socialiste, les dimensions du projet de loi, tel que présenté par Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, le 5 octobre, lui donnaient figure, parce qu'il reconstituait les carrières des officiers concernés, au mieux de pardon, au pis de réhabilitation. Les députés pouvaient d'ailleurs trouver argument dans les déclarations du général Jouhaud, qui était avec Salan l'un des deux survivants du « quarteron », disant à TF1 : *« Le projet parle de réparation. C'est pour nous extrêmement important (...), c'est une sorte de réhabilitation de notre histoire de pieds-noirs* (15). » Lionel Jospin fait remarquer ce jour-là, pour tenir sa ligne de défense, que respecter la volonté de réconciliation nationale du président de la République et du gouvernement n'imposait pas de *« réécrire l'histoire »*.

Réécrire l'histoire... S'agissait-il bien de cela ? Pierre Joxe, président du groupe socialiste, parut n'en pas douter pour sa part. Et, aussi douloureux que lui puisse être, visiblement, son désaccord public avec François Mitterrand, l'intervention grave qu'il fit devant le groupe, le 20 octobre, définit clairement les racines de son attitude. Il y parla en termes de générations : *« J'étais jeune fonctionnaire au moment du putsch. Et des fonctionnaires, des officiers, des civils se sont dressés contre les décisions du pouvoir d'Etat, les armes à la main pour certains. Ils ont retourné contre la République des armes confiées par la République. Il y a eu beaucoup de morts (...), une quinzaine sont tombés sous mes yeux, tués par des fonctionnaires d'Etat, des officiers (...). Après si peu d'années, le criminel pourrait regarder sa victime du haut de sa réhabilitation ? C'est presque incroyable. La seule décision possible, dans l'intérêt de la République, c'est qu'il ne soit pas dit que des chefs militaires seront non pas amnistiés (ils le sont déjà), non pas pardonnés (cela ne relève pas de la loi), mais réintégrés dans des conditions d'honneur...* (16) »

---

(1) *Cf.* le récit de Claude Estier et Véronique Neiertz, *Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire*, Paris, Grasset, pp. 133-142.

(2) Des amnisties pénales, au sens propre, ont déjà été votées successivement en 1964, 1966, 1968, 1974 et 1981.

(3) A noter que Lionel Jospin fit savoir ensuite que c'est par *« une erreur de transmission »* que son nom figurait le premier sur l'amendement du groupe *(le Monde*, 28 octobre 1982) ; il ne l'en vota pas moins, et l'histoire peut conserver son intitulé originel à ce document.

(4) Cf. Jean T. Joughin, *The Paris' Commune in french politics, 1871-1880*, Baltimore, the John Hopkins Press, JHT, 1955, 2 vol., 530 p. et Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, *les Communards*, Paris, Le Seuil, coll. Le Temps qui court, 1964.

(5) Cité par Joseph-Barthélemy, « L'amnistie », *Revue de droit public et de sciences politiques*, avril-juin 1920, p. 262.

(6) Cité par Henri Cromette, *De l'amnistie spécialement dans ses effets au point de vue pénal et au point de vue civil*, thèse de droit, Paris, 1898, p. 44.

(7) Le 12 février 1880, à la Chambre (cité par André Daniel, *l'Année politique 1880*, Paris, p. 55), et le 13 décembre 1900, *JO*, Débats de la Chambre, p. 2679.

(8) Citations de Joseph-Barthélemy, art. cité, pp. 263 et 265.

(9) André Daniel, *op. cit.*, p. 247.

(10) *JO*, Débats du Sénat, 28 février 1879, p. 1541.

(11) Dans son discours du 12 février, André Daniel, *op. cit.*, p. 57.

(12) *JO*, Débats de la Chambre, 13 décembre 1900, p. 2679, et Débats du Sénat, 2 juin 1900, p. 517.

(13) Jean T. Joughin, *op. cit*, p. 111 et *passim*.

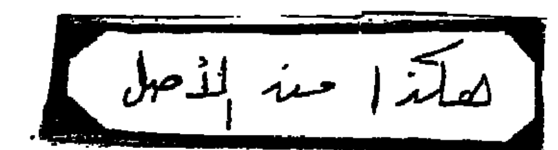
(14) *Lettres de Victor Hugo, le délégué de Paris aux délégués des trente six-mille communes de France*, Paris, 1876, pp. 13-15.

(15) *Le Monde*, 2 novembre 1982 (la citation remonte au 29 septembre précédent).

(16) Claude Estier et Véronique Neiertz, *op. cit.*, pp. 134-136 et 142.

Demain :
Les commémorations de 1789

صورة عن الأصل



THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
CLASS
DATE 13 OCT 1987

TCHAD : après la reconquête de l'oasis d'Aozou

Visite dans le « couloir de la mort »

Six journalistes occidentaux *ont pu visiter la localité* d'Aozou, reconquise par l'armée libyenne. Voici le récit de l'envoyé spécial de l'AFP.

Aozou *(AFP)*. — Des cadavres calcinés, gisant sur le sol ou à bord de carcasses de véhicules blindés immatriculés au Tchad, un important lot de matériel militaire occidental détruit ou abandonné : l'étroit passage de 12 kilomètres qui donne accès à la palmeraie d'Aozou offrait, samedi 29 août, l'aspect d'un « couloir de la mort ».

Au lendemain de l'annonce par Tripoli de la reprise de la localité aux forces gouvernementales tchadiennes, un groupe de six journalistes occidentaux a effectué une visite dans la zone des combats en compagnie du colonel Ali Chérif Riffi, commandant du secteur d'Aozou, parcourant pendant quatre heures à bord de Toyota libyennes la palmeraie et ses environs. Partout, le même spectacle de désolation et de destruction s'offrait à eux.

Sur une des deux pistes menant à Aozou, les cadavres carbonisés d'une trentaine de soldats tchadiens ont été dénombrés, certains à bord de leur véhicule, d'autres gisant à même le sol, comme foudroyés par la soudaineté de l'intervention de l'aviation libyenne.

Selon les indications fournies par les officiers libyens qui accompagnaient les journalistes et les recoupements faits sur le terrain, il semble que les Tchadiens ont été attaqués par surprise.

Un jeu complet de lance-missiles antichars Milan, de fabrication française, a ainsi été récupéré par les Libyens. Outre les Milan, dont les Tchadiens avaient fait usage avec succès lors des précédentes batailles contre les soldats du colonel Kadhafi à Faïda, à Ouadi-Doum et à Faya-Largeau, les Libyens se sont emparés de missiles antichars américains Redeye, de missiles sol-air soviétiques SAM-7, d'une grande quantité de mortiers ainsi que de munitions de fabrication égyptienne.

L'important lot découvert sur le terrain donne à penser que les Tchadiens, pris de court, n'ont pas pu ou su regrouper leurs forces pour livrer bataille, préférant trouver le salut dans la fuite en direction du Sud. Samedi après-midi, alors qu'un millier de soldats libyens se déployaient dans et autour d'Aozou, l'armée libyenne, soutenue par l'aviation, poursuivait ses opérations de ratissage.

Six soldats tchadiens qui s'étaient réfugiés dans les collines surplombant Aozou se sont rendus, samedi, aux forces de Tripoli. Hagards, épuisés par la chaleur, la faim et la soif, ils ont été présentés, samedi après-midi, aux journalistes dans la cour de l'école d'Aozou, à proximité du local où, symboliquement, les forces tchadiennes avaient marqué leur bref passage dans la zone en inscrivant en gros caractères sur les murs de la bâtisse : *« Les forces tchadiennes ont pris Aozou le 8 août 1987. »*

La tactique de l'adversaire

Selon le colonel Riffi, quinze autres soldats tchadiens ont été capturés, ce qui porte à vingt et un le nombre de prisonniers tchadiens. Les Libyens ont annoncé, quant à eux, trois morts et cinq blessés dans leurs rangs. Le chiffre peu élevé des pertes libyennes — s'il est confirmé — pourrait s'expliquer par la nouvelle tactique adoptée par l'état-major de Tripoli, tactique empruntée d'ailleurs à ses adversaires.

Délaissant les lourds tanks soviétiques, difficilement maniables dans un terrain tantôt rocailleux, tantôt sablonneux, les Libyens sont partis à l'assaut d'Aozou, vendredi matin, à bord de Toyota équipées de mitrailleuses lourdes ou de mortiers. Précédée d'un tir d'artillerie visant à déloger les Tchadiens des collines surplombant les passages menant à Aozou, la progression libyenne a été couverte par l'aviation.

Une colonne tchadienne d'une dizaine de Toyota a ainsi été fauchée par l'aviation libyenne à 3 kilomètres d'Aozou, ont constaté les observateurs. *« Le choc frontal a duré dix minutes : ensuite, tout s'est vite passé. Nous avons avancé, les Tchadiens ont fui et nous les avons pourchassés »*, a expliqué le colonel Riffi. *« Aozou est une terre libyenne. Si* (le président) *Habré récidive, nous serons amenés à prendre des mesures radicales »*, a-t-il averti.

Les forces libyennes n'auraient pas l'intention de poursuivre leur offensive vers le sud

Le drapeau libyen flotte de nouveau sur Aozou. Annoncée le samedi 29 août par Tripoli, la reprise de l'oasis, située aux confins tchado-libyens, a été confirmée sur place par les témoignages d'un groupe de journalistes occidentaux *(voir ci-dessous le reportage de l'envoyé spécial de l'AFP)*. Les circonstances de la bataille d'Aozou ont donné lieu toutefois au cours du week-end à une controverse entre Tripoli et N'Djamena, les Libyens affirmant avoir conquis la localité de haute lutte et les Tchadiens se bornant à indiquer que seule l'une de leurs positions était tombée.

Pour Tripoli qui tenait depuis longtemps à laver l'affront de l'agression du 8 août, date à laquelle les Tchadiens s'étaient emparés de la localité, la victoire est totale. Quatre cent soixante Tchadiens ont été tués et huit cent soixante-dix-sept autres blessés.

D'importantes quantités d'armements et de munitions ont été détruites ou récupérées, affirme-t-on dans la capitale libyenne. Un autre bilan libyen fait état de six cents morts tchadiens.

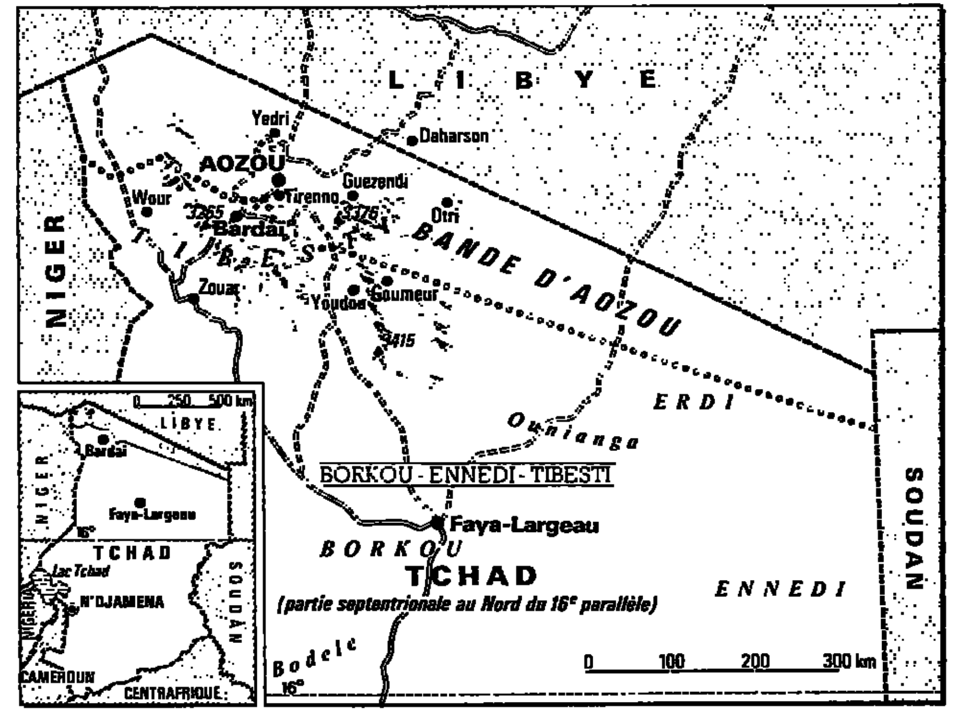
L'armée libyenne, ajoute-t-on à Tripoli, qui n'a enregistré que dix tués et dix-huit blessés, a continué pendant le week-end ses opérations de ratissage dans la région, cependant que l'aviation bombardait les troupes tchadiennes en fuite *« jusqu'à l'intérieur du territoire tchadien pour les anéantir complètement »*.

La radio officielle de Tripoli s'est naturellement fait largement l'écho de la reprise d'Aozou « territoire libyen » qui intervient, quatre jours avant la célébration du dix-huitième anniversaire de la révolution libyenne.

Indication importante : Tripoli a fait savoir clairement que ses forces se contenteraient de leur victoire à Aozou et ne « descendraient » pas plus au sud. Selon un haut responsable libyen cité par le quotidien *Al Ittihad* d'Abou Dhabi *« la Libye a informé plusieurs capitales occidentales, dont Paris, que les forces libyennes n'iraient pas au-delà de la bande frontalière d'Aozou et qu'elles ne poursuivraient pas leurs opérations militaires vers Faya-Largeau »*.

Le journal, citant ce responsable dont l'identité n'est pas révélée, ajoute que *« Tripoli a aussi fait part samedi au président zambien, M. Kenneth Kaunda, également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de sa disposition à négocier avec le président tchadien, M. Hissène Habré, afin d'aboutir à un accord sur un tracé de ses frontières avec le Tchad et de parvenir à un règlement des différends tchado-libyens dans le cadre de l'OUA »*.

N'Djamena, la capitale du Tchad, semblait vivre dimanche dans l'irréalité la plus totale. Tout le monde faisait semblant d'ignorer la reconquête d'Aozou, samedi, par l'armée libyenne.



Alors que toutes les radios internationales diffusaient, depuis samedi soir, les reportages des journalistes occidentaux sur la reconquête de l'oasis par les soldats du colonel Kadhafi, la radio officielle tchadienne affirmait imperturbablement dimanche : *« C'est faux. Les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) sont toujours à Aozou. »*

La seule réaction officielle notable, côté tchadien, est venue de l'ambassade à Paris. Dans un communiqué minimisant la portée de la reprise d'Aozou, l'ambassade soulignait dimanche que *« les forces tchadiennes tiennent toujours leurs positions autour de la localité. » « Les Libyens sont dans un secteur,* ajoutait-on à l'ambassade, *cela ne veut pas dire qu'ils contrôlent la totalité de la région. Les troupes tchadiennes n'étaient du reste pas installées au centre d'Aozou. Nous sommes tout autour. Il ne suffit pas de prendre une position pour déclarer contrôler la région. »* Dans les milieux tchadiens de Paris, on affirmait dimanche que les attaques aériennes libyennes effectuées à basse altitude ont été d'une grande précision, ce qui indiquerait selon eux, que les pilotes pourraient ne pas être uniquement de nationalité libyenne.

La position de la France

A Paris, dès l'annonce par Tripoli de la reprise d'Aozou, M. François Mitterrand s'était entretenu samedi de la situation avec M. Edouard Balladur, premier ministre par intérim. Selon un communiqué de l'Elysée, le général Fleury, chef de l'état-major particulier, a participé à l'entretien. Le texte ajoute que *« le président de la République est également resté en liaison avec le ministre de la défense et l'état-major des armées »*.

A Ottawa, où il se trouve en visite officielle, M. Jacques Chirac a réaffirmé la position traditionnelle de Paris dans la conflit tchadien. *« La France,* a-t-il déclaré, *sera toujours prête à apporter au Tchad, s'il le demande, toute l'aide indispensable pour son gouvernement et pour faire respecter son intégrité et son unité territoriales. Il n'y a aucun changement dans l'attitude de la France. Nous avons toujours souhaité qu'une solution soit recherchée et trouvée dans le cadre d'une concertation politique ou d'un appel à des juridiction compétentes. »*

M. André Giraud, ministre de la défense, réaffirmant la position traditionnelle de la France, a déclaré que celle-ci n'interviendrait pas militairement dans la bande d'Aozou. La reprise d'Aozou par la Libye, a ajouté M. Giraud, *« est évidemment une nouvelle qui doit particulièrement attrister le gouvernement du Tchad »*. *« Les troupes françaises,* a souligné le ministre, *n'ont pris aucune part »* au conflit dans la région d'Aozou.

Pour sa part, M. Balladur, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a indiqué dimanche que la France pourrait être militairement impliqué, au Tchad dans l'hypothèse où les forces libyennes poursuivraient leur descente au sud d'Aozou.

A la question : *« Qu'est-ce qui serait susceptible de nous impliquer sur le plan militaire ? Il faudrait que, à ce moment-là, les Libyens descendent en dessous d'Aozou ? »* M. Balladur a simplement répondu : *« Par exemple. Nous avons très clairement fait savoir ce que nous avions dans l'esprit et ce que nous n'accepterions pas, et les intéressés le savent »*, a poursuivi M. Balladur.

Après avoir rappelé la position française préconisant la soumission du litige frontalier d'Aozou à l'arbitrage international, M. Balladur a observé que la France *« fera donc ce qu'elle estimera devoir faire pour aider à ce que l'intégrité du Tchad soit maintenue »*. Le Tchad, a dit le ministre, a demandé le renforcement de l'aide accordée par la France. *« Nous y répondrons dans la mesure à la fois de nos moyens et du jugement que nous porterons sur la situation »*, a-t-il ajouté. — *(AFP, AP, Reuter.)*

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les mineurs ont repris le travail après trois semaines de grève

Ni vainqueurs, ni vaincus

A quelques heures seulement de son entrée dans sa quatrième semaine, le conflit des mineurs noirs s'est achevé, le dimanche après-midi 30 août. La Chambre des mines et le syndicat, la NUM *(National Union of Mineworkers)* sont finalement parvenus à un accord après trois heures trente de discussions. La NUM a accepté les deux propositions faites mardi dernier par l'organisation patronale sans rien obtenir de plus, notamment sur la question centrale des salaires, qui n'a d'ailleurs même pas été abordée au cours de la réunion finale. Au contraire, les acquis sont légèrement inférieurs à ceux qui avaient pourtant été massivement rejetés par les grévistes mercredi.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Quatre jours de trop pour un maigre résultat ? Trois semaines pour peu de chose ? L'équation n'est pas si simple. Sur les cinq revendications, la NUM n'a obtenu satisfaction que sur l'une d'elles, et de façon partielle, à savoir le capital alloué à la famille du mineur décédé accidentellement. Celui-ci passe de deux à trois ans de salaire alors que la Chambre des mines était prête à en accorder quatre. Mais, pour cela, la cotisation de chaque employé à ce fonds de garantie aurait dû être augmentée. Or, comme l'a dit M. Cyril Ramaphosa *« un cent est un cent »*. Donc pas question de réduire les gains des mineurs, surtout quand l'objet de la grève est d'obtenir un minimum vital.

Deuxième acquis, une revalorisation de dix points de la somme versée pour les congés annuels, qui passe de 55 % minimum à 65 % du salaire mensuel. Une concession qui ne faisait pas partie des demandes de la NUM. Sur le reste, la prime de risque, les 27 % d'augmentation salariale au lieu des 15 % à 23,4 % offerts, trente jours de congé annuel, le 16 juin (anniversaire des émeutes de Soweto) jour férié et payé, et l'équivalent de cinq années de salaire de capital-décès, la Chambre des mines s'en est tenue à son « non » initial. Ce qui prouve, comme l'a souligné M. Naas Steenkamp, président de cette fédération patronale, *« que nous sommes capables de nous fixer des limites et de nous y tenir »*. Une démonstration parfaitement réussie, mais qui a coûté *« très cher »* aux compagnies minières, comme il l'a reconnu.

Quel est le prix de cette grève historique de vingt et un jours ? Le plus long conflit social dans ce secteur depuis le célèbre mouvement des mineurs blancs en 1922, qui avait duré deux mois et fait deux cent dix morts. Les sociétés minières se refusent toujours à donner un chiffre, se bornant à réfuter celui avancé par M. Cyril Ramaphosa : 107,5 millions de dollars. M. Johann Liebenberg, responsable des relations industrielles de la Chambre, a indiqué que les stocks avaient permis de continuer à raffiner l'or et qu'il restait encore *« une quantité non négligeable »* de réserves. Il a ajouté que la perte de salaire pour les grévistes, dont le nombre est estimé à deux cent trente mille, se montait à 5,5 millions de rands par jour soit un total de 348 millions de francs.

10 morts, 350 blessés 40 000 licenciés

Au-delà des calculs, toujours sujets à caution, le mouvement s'est soldé par dix morts, trois cent cinquante blessés, autant d'arrestations et environ quarante mille licenciés. Un prix élevé, compte tenu de ce qui a été obtenu. L'Anglo American, la principale firme et celle qui a mis à pied la presque totalité des quarante mille mineurs licenciés a affirmé qu'elle allait s'efforcer d'en réembaucher le plus grand nombre possible, mais sans garantie que ce soit à 100 %. Deux puits au total (6 000 personnes) sont définitivement fermés, et les dirigeants du consortium n'ont pas exclu que certains emplois marginaux puissent être supprimés.

Laquelle des deux parties a le plus perdu dans ce « bras de fer » ? MM. Steenkamp et Liebenberg pour la Chambre des mines, et M. Bobby Godsell, responsable des relations industrielles de l'Anglo American, se sont bien gardés de parler de *« victoire »*.

M. Steenkamp a même rendu un hommage appuyé à la NUM et à ses dirigeants, saluant *« leur extraordinaire capacité de négociation »*. Il a estimé que le règlement finalement intervenu était porteur d'*« ingrédients pour une coopération bénéfique »* et a constaté qu'au terme de cette épreuve de force chacun avait probablement *« une perception plus réaliste de l'autre »*. Une leçon de pragmatisme, l'apprentissage douloureux des rapports de forces entre un patronat puissant et un syndicat qui a fait une démonstration de combativité, ce test est riche d'enseignements pour les uns comme pour les autres.

Pour le dirigeant syndical, M. Ramaphosa, *« la Chambre des mines n'a pas gagné et nous n'avons pas perdu »*. Il a réfuté les termes de *« défaite »* et encore plus de *« capitulation »*. *« Ce n'est pas une retraite, seulement un pas de côté tactique, une répétition pour l'an prochain, une expérience pour le futur. »* M. Ramaphosa a expliqué qu'il était plus important de préserver l'unité du syndicat et de garder intacte sa force. Nul doute que le risque d'effritement du mouvement et la menace d'autres licenciements massifs n'aient pesé lourd dans la décision de la NUM d'accepter des propositions que la base avait même refusé de *« considérer »* mercredi dernier.

Néanmoins, la NUM a fait la preuve indéniable qu'elle était capable de tenir tête à l'industrie minière, et cela d'une façon qui ne souffre pas de contestation. Du jamais vu dans l'histoire syndicale du pays. M. Ramaphosa estime que ces trois semaines ont permis de *« renforcer les fondations de la NUM »* et *« permettront d'obtenir plus l'an prochain »*.

Un galop d'essai ? Le patron de la NUM depuis sa création en 1982 a clairement laissé entendre qu'une partie seulement des travailleurs noirs sud-africains s'étaient engagés dans la bataille et qu'à l'avenir il faudrait s'attendre à des conflits généralisés.

Une vague de revendications

M. Jay Naidoo, secrétaire général de la COSATU, Confédération des syndicats noirs, a qualifié cette grève de *« tremplin »*, indiquant que *« la bataille pour un minimum vital sera menée sur tous les fronts »*, dans tous les secteurs industriels. Légalisés depuis 1979, les syndisats noirs jouent un rôle de plus en plus important dans la contestation d'un système social où le capitalisme et l'apartheid ne sont que *« les deux faces d'une même pièce »*. Les grèves se sont multipliées à un degré jamais atteint cette année. Celle des mineurs n'a été que le point culminant d'une vague de revendications qui ont pour objet essentiel un salaire décent et une parité avec celui des Blancs.

Ce conflit, qui a débuté le dimanche 9 août au soir, a, de l'avis de tous, et notamment des dirigeants des sociétés minières, été une illustration de *« la transition douloureuse vers une société industrielle non raciale »*, selon les termes du communiqué de l'Anglo American.

Le patron de l'Anglo American, M. Gavin Relly, reconnaît que *« l'industrie minière est toujours dans un processus de transition du paternalisme vers un syndicalisme moderne »*. Mais, pour lui, ce conflit est *« une indication du progrès de la société sud-africaine vers la normalisation »*. Et, de fait, il y a eu progrès. Fidèle à sa parole, le gouvernement n'est pas intervenu dans ce litige qu'il considérait comme d'ordre privé, même s'il touchait le cœur de l'économie du pays. Les forces de l'ordre n'ont pas envahi massivement les mines. L'accord final s'est réalisé autour d'une table de négociations. La victoire n'était pas au bout pour la NUM, mais elle a fait la preuve de son audience (340 000 grévistes) et de sa faculté d'organisation et de contrôle d'un mouvement qui n'a que très rarement basculé dans les affrontements violents. Ce syndicat a finalement su s'imposer comme une force avec laquelle il fallait compter dans le futur.

MICHEL BOLE-RICHARD.

PAGE 71

La vie glisse entre les mots, les gens nous filent entre les doigts ; chacun, le jour venu, disparaît comme ces rivières des Causses qui, plus loin, plus tard, vont ressurgir, enfin je le crois.

ANNE WALTER
LES RELATIONS D'INCERTITUDE
UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR
ACTES SUD
DIFFUSION PUF

Proche-Orient

La guerre du Golfe

La reprise par l'Irak des bombardements sur les installations pétrolières iraniennes préoccupe Washington

Après six semaines de trêve *de facto*, la guerre s'est rallumée dans le Golfe, où les Irakiens ont repris, le samedi 29 et le dimanche 30 août, leurs bombardements contre des pétroliers ainsi que des installations pétrolières iraniennes dans le Golfe même.

La reprise des raids de l'aviation irakienne, coïncidant avec le passage du détroit d'Ormuz par un nouveau convoi de pétroliers koweïtiens réimmatriculés aux Etats-Unis et escortés par la marine américaine, a provoqué de vives réactions de la part des Iraniens, qui ont promis des représailles. Dès dimanche, Bagdad annonçait le bombardement par l'artillerie iranienne de villages dans le nord de l'Irak, ainsi que de zones résidentielles de Bassorah (sud du pays). Un porte-conteneurs koweïtien de 20 000 tonnes a, en outre, été touché lundi matin par deux roquettes lancées à partir d'une vedette rapide manifestement iranienne au large de Dubaï, a-t-on appris de sources maritimes.

Si l'Irak avait effectué des raids contre des installations industrielles iraniennes le 10 août, Bagdad s'était abstenu, jusqu'à samedi, de bombarder des terminaux ou des pétroliers dans le Golfe, et ce depuis le 15 juillet. Samedi, peu après la reprise des attaques, le président irakien, M. Saddam Hussein, affirmait que son pays poursuivrait *« la destruction des moyens d'exportation du pétrole iranien dans le Golfe jusqu'à ce que Téhéran accepte de mettre fin à l'état de guerre et de rétablir la paix »*.

Parmi les cibles de l'aviation irakienne figure le principal terminal pétrolier dans le Golfe, celui de l'île de Kharg. Un pétrolier iranien a, en outre, été touché près de l'île de Sirri, dans le sud du Golfe.

Malgré ce nouvel embrasement, deux pétroliers américano-koweïtiens, le *Surf-City* et le *Chesapeake-City*, ont passé dimanche à l'aube le détroit d'Ormuz sous l'escorte de six navires de guerre américains, d'une importance sans précédent depuis le début, le 22 juillet, des opérations de convoyage menées par l'US Navy dans le Golfe.

La Grande-Bretagne, en même temps que les Etats-Unis, a fait connaître dimanche son inquiétude devant la *« dangereuse escalade »* que représentent les attaques irakiennes. – *(AFP, Reuter.)*

Rupture de la trêve

(Suite de la première page.)

Une centaine de parlementaires essaient toujours d'obtenir du président qu'il invoque le War Powers Act, qui permettrait au Congrès de mettre éventuellement fin à l'opération au bout de soixante jours.

D'autre part, les chefs de l'US Navy, ayant ressenti les critiques sur leur état d'impréparation face au défi des mines et des vedettes rapides iraniennes, acceptent mal une présence indéfinie dans le Golfe. L'amiral Trost, chef des opérations navales, a exprimé la frustration de ses hommes, placés sur la défensive face à un ennemi imprévisible dans ses réactions. M. Lehman, ancien ministre de la marine, craint que les mastodontes navals américains ne conviennent pas pour cette forme de guérilla maritime que les Iraniens pourraient engager. Quant à M. Webb, ministre de la marine en exercice, il pense qu'une trop longue mission affectera le moral et la vigilance des marins et des aviateurs.

L'opération escorte

Malgré les critiques du Congrès et les inquiétudes des militaires, le gouvernement est décidé à maintenir la présence navale américaine dans le Golfe pour une période illimitée. Les milieux officiels soulignent que l'opération d'escorte a déjà eu l'effet politique de rassurer les Etats arabes modérés sur la fermeté de l'engagement américain. Certains ont accru leur coopération discrète, et notamment l'Arabie saoudite, qui a accordé des droits d'atterrissage à l'US Navy. L'administration espère en retour que le Congrès, passant outre aux objections du lobby pro-israélien, approuvera maintenant la vente à l'Arabie saoudite d'un milliard de dollars de nouveaux armements, y compris des appareils modernes F-15.

Comme le gouvernement, beaucoup de parlementaires s'inquiètent du caractère imprévisible de la riposte iranienne. Cependant, on pense que, malgré leurs outrances verbales, les dirigeants iraniens continueront d'être prudents et ne s'engageront pas dans une provocation qui les exposerait à un affrontement avec l'armada américaine.

HENRI PIERRE.

ISRAËL

Le gouvernement enterre le projet d'avion de combat Lavi

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En principe, cette fois, c'est bien fini. Le gouvernement israélien a enterré, le dimanche 30 août, le projet qui devait doter le pays d'un chasseur bombardier national, le Lavi, destiné à être, à l'horizon 90, la pièce maîtresse de ses forces aériennes. Le programme Lavi (le « lion ») a été jugé économiquement et militairement irrationnel, et c'est un peu un rêve qui s'effondre dans l'amertume et la désillusion. Car fabriquer le Lavi c'était, pour Israël, à la fois une importante performance technologique et une tentative pour se dégager quelque peu de sa dépendance militaire à l'égard des Etats-Unis.

Il a fallu des mois d'un incessant débat, frisant parfois la tragi-comédie et le psychodrame national, pour en arriver à la décision de dimanche, acquise à une voix de majorité. Par douze voix contre onze, en effet, le cabinet a adopté un dispositif en trois volets, suggéré par M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères (travailliste) : le projet Lavi est arrêté, *« il n'ira pas au stade de la production »* ; la recherche technologique sur ce que doit être le chasseur bombardier du futur se poursuivra néanmoins ; enfin, sur proposition de Washington, les Etats-Unis et Israël vont étudier dans quelle mesure l'Etat hébreu pourrait participer à la production du prochain modèle de chasseur F-16 américain.

Le programme Lavi, lancé au tout début des années 80, en restera donc au niveau du prototype – seuls deux appareils ont déjà été construits et ont effectué des vols d'essais. Le programme n'aura pas surmonté le triple et impressionnant barrage que lui ont opposé le ministre de la défense, celui des finances et, enfin, les Etats-Unis.

Les arguments de M. Moshe Nissim (Likoud, droite), ministre des finances, et ceux de son collègue de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, appuyés par tout l'état-major tiennent en peu de mots : le projet était trop lourd pour les capacités financières du pays, sauf à mettre en péril le plan de redressement économique ; il aurait été réalisé aux dépens de ressources que l'armée entend consacrer à de futurs armements jugés prioritaires pour la sécurité d'Israël ; enfin, le F-16 américain offre d'ores et déjà des performances équivalentes à un coût moindre (certains experts affirment que le Lavi aurait été de près de 60 % plus onéreux que l'appareil américain).

Un programme financièrement irréalisable

Le programme représentait une dépense de plus de 500 millions de dollars par an (dont 300 millions fournis par les Etats-Unis) ; il a déjà englouti près de 1,5 milliard de dollars d'aide militaire américaine et aurait représenté quelque 20 % du budget de la défense pendant les années à venir. *« C'est triste, mais c'était économiquement irréalisable »*, a commenté M. Nissim à la sortie du conseil des ministres.

Pour des raisons similaires, les Etats-Unis, principaux bailleurs de fonds et dont les industriels fournissaient près de la moitié des composants de l'appareil, étaient, depuis plus d'un an et demi, résolument hostiles au Lavi. Ils l'ont à nouveau et pesamment fait savoir ces dernières semaines.

La décision de dimanche introduit un élément supplémentaire de conflit au sein du gouvernement d'union nationale (Likoud et travaillistes) à la tête du pays depuis l'été 1984. Au fil des semaines, une ligne de fracture s'était dessinée : la droite (le Likoud), à l'exception notable de M. Nissim, voulait poursuivre le programme Lavi ; les travaillistes, en revanche, y étaient majoritairement hostiles. Le Lavi est un projet né alors que le Likoud était majoritaire, et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, y voyait une affaire où l'honneur national et la réputation de son parti étaient en jeu. Dès la décision acquise, un des principaux dirigeants du Likoud, M. Moshe Arens, ministre sans portefeuille et farouche défenseur du Lavi, a fait part de son intention de démissionner.

Par ailleurs, les quelque cinq mille à six mille travailleurs du consortium des Industries aéronautiques israéliennes (IAI) concernés par le projet craignent maintenant pour leur emploi. Leur syndicat, affilié à la centrale Histadrout que domine le Parti travailliste, appelle à des manifestations de masse. Dès dimanche après-midi, des employés du groupe ont manifesté devant la direction travailliste à Tel-Aviv, ont brièvement bloqué une autoroute et menacé de fermer l'aéroport Ben-Gourion.

A. F.

Le procès de Mordechaï Vanunu s'est ouvert à Jérusalem

Huis clos pour un tabou

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le prévenu est arrivé de très bonne heure dans un fourgon aux vitres peintes en blanc qui s'est immédiatement engouffré dans la cour du tribunal. A l'intérieur du bâtiment, un jeu de parois en contreplaqué l'a soustrait à tout regard indiscret... Son avocat n'a été autorisé qu'à quelques commentaires de pure forme. Ni photos ni films, des journalistes soigneusemnt tenus à distance et pas le moindre public : le procès de Mordechaï Vanunu s'est ouvert, le dimanche 30 août, devant le tribunal du district de Jérusalem dans le huis clos le plus total.

Si le secret entoure cette affaire, c'est que cet homme de trente-trois ans a violé un véritable tabou israélien en livrant l'an passé au Sunday Times de Londres deux rouleaux de photos et des plans du centre atomique de Dimona (dans le Néguev, au sud du pays) où il fut employé de 1976 à décembre 1985.

Le nucléaire militaire et l'éventuelle capacité d'Israël à produire des armes atomiques sont ici un sujet dont on ne parle jamais. Assermenté et tenu au secret en tant que technicien à Dimona, Mordechaï Vanunu n'a pas seulement gravement enfreint la loi, il a violé une des règles les mieux observées de la société israélienne. Il est poursuivi pour trahison et espionnage, deux chefs d'inculpation qui peuvent lui valoir la prison à vie et qui lui avaient été présentés lors d'une première comparution devant le tribunal en décembre dernier (*le Monde* du 24 décembre 1986).

La première demande de la défense, assurée par Me Avigdor Feldman, sera de solliciter du tribunal qu'il lève une partie du huis clos. La deuxième intervention de Me Feldman, membre de l'Association pour la défense des libertés publiques, sera plus délicate. L'avocat entend aborder les conditions apparemment rocambolesques dans lesquelles Vanunu a été arrêté.

Licencié de Dimona, pour raisons économiques, en 1985, Vanunu quitte Israël le 19 janvier 1986. Il a en poche ces deux fameux rouleaux de photos et une indemnité de licenciement qu'il entend dépenser en faisant le tour du monde. Il se rend en Australie et c'est de Sydney qu'il gagnera Londres pour s'y entretenir, au cours de l'été 1986, avec des membres de la rédaction de l'hebdomadaire britannique. Le 30 septembre, il informe le *Sunday Times* qu'il quitte Londres pour quelques jours ; le 9 octobre, les autorités de Jérusalem annoncent que Vanunu est détenu en Israël. Comment, dans quelles conditions, à la suite de quel transfert ? Mystère.

Il faudra attendre le 21 décembre 1986 pour en savoir un peu plus. Conduit au tribunal de district, l'ancien technicien de Dimona parvient ce jour-là à tromper la vigilance de ses gardiens et plaque la paume d'une de ses mains contre la vitre du « panier à salade ». Un message en cinq lignes figure dans la paume de l'inculpé : *« Mordechaï Vanunu*, peut-on lire, *a été enlevé à Rome (Italie) le 30 septembre 1986 à 21 heures. Il est arrivé à Rome sur le vol British Airways 504. »* Les autorités ne feront pas de commentaires.

Piégé par le Mossad

Ces dernières semaines, M. Meïr Vanunu, un des frères de l'inculpé, qui avait pu s'entretenir avec lui dans sa cellule, à la condition de ne rien révéler de ces conversation, s'est à son tour confié à la presse britannique, relatant ce qu'il appelle l'*« enlèvement de* [son] *frère »*. Ce dernier, selon M. Meïr Vanunu, a été « piégé » en septembre par une jeune femme du Mossad – l'énigmatique « Cindy » – qui l'a conduit à Rome où il aurait été drogué dans un appartement avant d'être embarqué pour Israël, toujours selon ces sources, à bord d'un cargo, le *Tapuz*, battant pavillon israélien. Depuis, M. Meïr Vanunu fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour n'avoir pas respecté sa parole (*le Monde* du 26 août).

Pour Me Feldman, cet épisode est important. Son client, dit-il, a agi par idéalisme, pour des motifs politiques, par conviction pacifiste, sans avoir, affirme l'avocat, touché d'argent du *Sunday Times*. Jamais, dans ces conditions, selon Me Feldman, ni la Grande-Bretagne ni l'Italie n'auraient autorisé son extradition. D'autant, poursuit Me Feldman, qu'aucune des révélations de son client n'a pu vraiment mettre en péril la sécurité d'Israël : il s'agissait, selon la défense, d'une description du réacteur de Dimona et des différents étages souterrains du centre atomique.

Aucun expert ne conteste qu'Israël a la capacité de produire des armes atomiques. L'université américaine de Georgetown et la revue britannique *Jane's Weekly*, ont déjà publié des études à ce sujet, sans toutefois avancer les chiffres cités par le *Sunday Times*. A chaque fois, le seul commentaire formulé par les autorités israéliennes a tenu en une phrase, encore répétée il y a quelques jours par le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès : *« Nous ne serons par les premiers à introduire l'arme atomique au Proche-Orient. »*

Au-delà de la personnalité de l'inculpé – un déçu du modèle israélien, un « paumé », un cynique ou un idéaliste sincère ? – cette question du mystère entourant les capacités nucléaires du pays sera sans doute aussi au centre du procès (il pourrait ne durer qu'une dizaine de jours). Il est temps, estime Me Feldman, qu'il y ait un véritable débat politique sur le nucléaire militaire en Israël. C'était aussi l'opinion des seuls manifestants présents à l'entrée du tribunal, trois jeunes filles, vêtues de noir, déclarant appartenir au mouvement anarchiste de l'université de Jérusalem (dix membres, de tendance écolo-situationniste) venues « remercier » Vanunu pour avoir enfin lancé le débat nucléaire.

ALAIN FRACHON.

Asie

PHILIPPINES : les leçons du putsch avorté

L'autorité de Mme Aquino est gravement entamée

MANILLE
de notre envoyé spécial

La leçon est amère pour Mme Aquino. Si elle avait pu croire que doter les Philippines d'une nouvelle Constitution et d'institutions démocratiques suffisait à stabiliser le pays, le dernier putsch militaire qui, contrairement aux quatre précédents, a bien failli, cette fois, renverser son gouvernement, a démontré la vanité de telles illusions. Cette nouvelle tentative, vraisemblablement loin d'être la dernière, a surtout mis en lumière la vulnérabilité et la faiblesse d'un pouvoir dont les lenteurs à donner des débuts de solutions aux problèmes du pays sont masquées par la popularité de la présidente.

L'optimisme des déclarations de bonne intention, le mysticisme de la réconciliation nationale, une croyance quelque peu angélique dans des institutions à l'américaine comme réponse aux espoirs d'une population qui, depuis dix-huit mois que Mme Aquino est au pouvoir, veut toujours croire au miracle, et le triomphalisme qui a suivi les élections du 11 mai ne sont plus de mise. Cette fois, la mutinerie des militaires a fait 55 morts et 263 blessés à Manille et elle conduit à poser la question des responsabilités : ce qui, hier, pouvait encore passer pour du laxisme est aujourd'hui assimilé à de la faiblesse.

Dimanche 30 août, au cours des cérémonies marquant la Journée des héros nationaux, Mme Aquino a déclaré que les rebelles avaient eu pour objectif de *« tuer la présidente et sa famille »* et que *« ces traîtres à la nation devaient être châtiés »*. Un langage inhabituel chez la présidente, destiné sans doute à répondre aux critiques qui lui sont adressées d'avoir été trop faible avec les auteurs des précédentes rébellions : ceux du Manila Hotel (juillet 1986) s'en sortirent avec trente « pompes », et 68 des 150 militaires arrêtés à la suite de raids sur des chaînes de télévision en janvier dernier avaient été libérés. Ils ont participé d'ailleurs à la tentative de putsch de vendredi.

Le mystère Enrile

Alors que, cette fois, quelque huit cents soldats rebelles arrêtés vendredi ont été entassés sur deux navires de guerre ancrés dans la baie de Manille (faute, apparemment, de lieu assez sûr dans les camps militaires : une bonne centaine se sont d'ailleurs « évaporés » quelques heures après leur arrestation), des rumeurs circulaient, lundi, à Manille, selon lesquelles leurs chefs, une dizaine d'officiers, dont le colonel Honasan qui dirigeait la rébellion, chercheraient à regrouper leurs forces dans le centre de Luçon.

Il semble cependant que la tentative de vendredi ait bien échoué : non seulement l'ordre semble avoir été rétabli en province, mais encore M. Enrile, ancien ministre de la défense, dont le colonel Honasan était le bras droit, est sorti dimanche de son silence pour appeler les rebelles à se rendre. Cette déclaration de l'homme, dont l'ombre se profile derrière toutes les tentatives de coups d'Etat contre le gouvernement Aquino, ne dissipe pas le mystère qui plane sur son rôle cette fois-ci.

Si l'ordre a été rétabli, la corruption, le chômage, le contrôle oligarchique de l'économie, la misère des campagnes, les insurrections communiste et musulmane – autant de maux que Mme Aquino a reçus en héritage, – demeurent après dix-huit mois de pouvoir, sans solution. Des rumeurs de plus en plus insistantes circulent en outre sur les *« indélicatesses »* auxquelles se livreraient certaines personnalités de l'entourage de la présidente : non seulement son propre frère, Peiping Cojuangco (qui contrôle les jeux et le port de Manille, et serait impliqué dans bien des affaires louches), mais aussi le secrétaire exécutif du gouvernement, M. Joker Arroyo, celui qu'on appelle le « petit président » et qui gouverne dans l'ombre de Mme Aquino.

Le putsch de vendredi n'avait rien de commun avec les coups d'Etat d'opérette qui l'ont précédé. Il est symptomatique du malaise croissant dans l'armée et de la fragilité de l'Etat. Dans ses habits neufs (Constitution et Parlement), l'Etat philippin n'en a pas moins été paralysé pendant une douzaine d'heures à la suite du putsch. Non seulement l'état-major et le ministère de la défense n'avaient pas été informés par leurs services de renseignements que onze bataillons faisaient mouvement autour de Manille dans la nuit de jeudi à vendredi (le généra Ramos, chef d'état-major, a été prévenu alors que les rebelles attaquaient le palais présidentiel), mais encore le gouvernement a tardé à réagir : ce n'est que dix heures plus tard que le général Ramos a été en mesure de faire dégager son quartier général occupé, tandis que quelques membres du Congrès, sortes de fantômes dans une salle quasiment vide, dénonçaient la mutinerie, mais devaient armer les huissiers, car il n'y avait, semble-t-il, pas de troupes pour les défendre.

Interrogations américaines

Quant aux soldats rebelles, ils étaient entrés sans difficulté dans le camp Aguinaldo, où se trouvent le ministère de la défense et le quartier général. Les quelque deux mille hommes stationnés dans le camp manifestant à leur égard une bienveillante neutralité. C'est sur la gendarmerie et les fusiliers marins, commandés par un fidèle de Mme Aquino, le général Biason, que le général Ramos a finalement pu compter pour renverser en sa faveur une situation qui, alors, semblait très compromise.

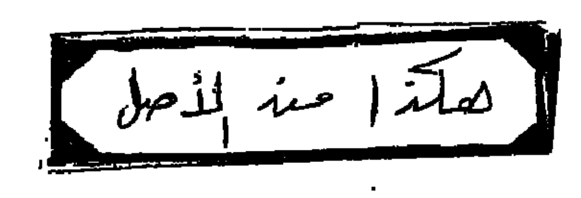
En fin de matinée, vendredi, bien qu'il affirmât contrôler la situation, le chef d'état-major était toujours coupé des commandements en province et en quête de renforts. Malgré les tirs nourris qui, pendant cinq heures, précédèrent la capitulation des rebelles, ni d'un côté ni de l'autre, les soldats ne tenaient apparemment à se battre : il n'y eut d'ailleurs qu'une douzaine de morts, en dépit des moyens déployés.

L'ordre a été temporairement rétabli, mais le malaise dans l'armée risque d'être accentué par la fermeté qu'entend manifester cette fois le gouvernement à l'égard des mutins. Ces derniers, dans une déclaration aux termes mesurés, avaient affirmé qu'ils n'avaient aucune ambition politique, mais étaient animés de la volonté d'enrayer la détérioration de la sécurité nationale, une situation à laquelle le gouvernement Aquino semblait incapable de remédier. Cette fois, le putsch a été mené par une brochette d'officiers, dirigeants du Mouvement de réforme dans les forces armées (RAM), qui sont loin d'être des amateurs ou des idéalistes, même si leur chef, le colonel Honasan, dit « Gringo », avec son côté « macho » et baroudeur, peut paraître quelque peu folklorique. Il est clair qu'ils bénéficient d'une certaine influence parmi les militaires.

Sans doute, les putschistes n'ont-ils pas eu le soutien populaire qu'ils attendaient. Leur opération n'en est pas moins un signal d'alarme : pour la première fois peut-être, la présidente Aquino doit faire face à une véritable crise de confiance.

Les premières conséquences risquent de se faire sentir sur une économie qui commençait à donner des signes de reprise, mais n'en a pas moins un impérieux besoin de la confiance des investisseurs étrangers et des industriels locaux. La période d'instabilité accrue qui s'annonce pourrait, en outre, inciter les Américains à se poser des questions : Mme Aquino ne semble capable ni de stabiliser le pays ni de défendre leurs intérêts en contrôlant un Sénat prêt à voter une loi anti-nucléaire risquant de compromettre le système de défense des Etats-Unis dans la région. Alors que vendredi partait de Washington le message de soutien du président Reagan à Mme Aquino, l'ambassade américaine à Manille cherchait à connaître, de manière informelle – par l'entremise de l'Eglise, – l'opinion de la présidente sur la formation d'une sorte de « gouvernement de crise » pour faire face à la situation.

PHILIPPE PONS.



هكذا من الأصل

Amériques

Qui remplacera le président de La Madrid en 1988 ?

Succession à la mexicaine

MEXICO
de notre envoyé spécial

En dépit de l'urgence des problèmes économiques en suspens, la classe politique mexicaine n'a d'yeux que pour la prochaine succession présidentielle. A moins d'une année du scrutin de juillet 1988, une prolifération de livres de circonstance et un foisonnement d'articles dans la presse contribuent à entretenir l'expectative. En fait, comme à l'accoutumée, l'intérêt se porte davantage sur le choix du candidat officiel, prévu pour le début de l'automne, que sur l'élection proprement dite, traditionnellement réduite à une simple formalité. D'ailleurs, le système mis en place au lendemain de la révolution mexicaine est ainsi fait que personne ne doute de l'issue de la consultation. A commencer par le président sortant lui-même.

Lorsque nous avons évoqué devant lui l'hypothèse — toute théorique — d'imaginer un jour une éventuelle alternance au Mexique, M. Miguel de La Madrid nous a répondu avec un sourire entendu : *« Je crois que chaque pays a son propre système politique en fonction de son évolution historique, de l'étape de son développement, de ses traditions. Pour l'heure, le Parti de la révolution mexicaine a été capable de maintenir les principes fondamentaux de la doctrine de la révolution tout en faisant preuve d'un grand pragmatisme pour s'adapter aux conditions nouvelles. Tant que cela durera, je crois qu'on ne saurait envisager de changement radical dans le système politique du Mexique ou dans son orientation essentielle. »*

Le président feint d'ignorer l'effervescence feutrée qui règne dans son entourage. Malgré quelques grincements dans les rouages de la machine, il se veut au-dessus de la mêlée et envisage sa succession avec sérénité. Lui-même connaît sans doute déjà le nom de son dauphin, mais le secret sera jalousement gardé jusqu'au *destape*, c'est-à-dire l'instant où le voile sera publiquement levé.

Un empereur aztèque

Les pouvoirs du président mexicain sont parfois comparés à ceux d'un empereur aztèque dont le règne serait cependant limité à six ans — non renouvelables. L'une de ses prérogatives essentielles, bien que non écrite, est de désigner son successeur. Aussitôt rendu public, ce choix est ratifié par le congrès du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans. Sa puissante machine électorale n'a plus qu'à se mettre en marche pour propulser l'image du candidat aux quatre coins du pays. Comme le veut la coutume, l'étoile du futur président montera à mesure que pâlira celle de son prédécesseur.

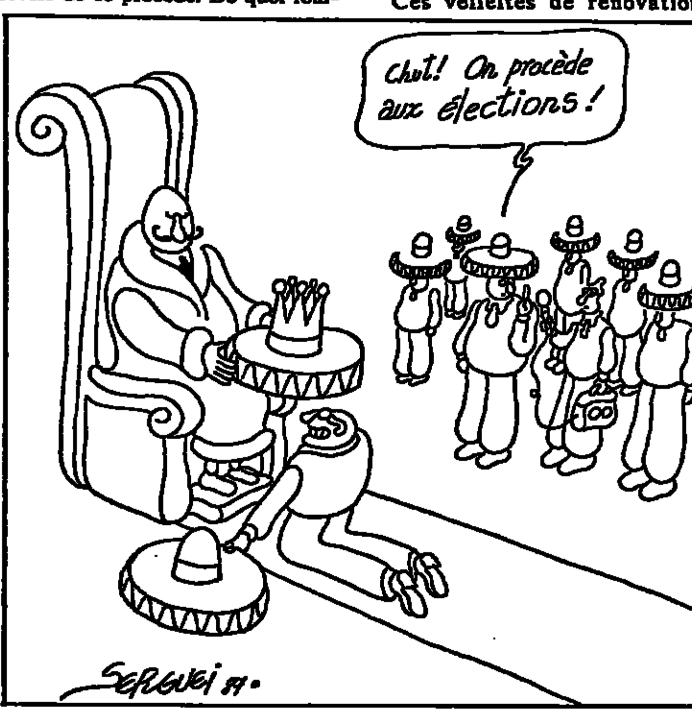
Dans l'ensemble, la procédure n'a guère varié depuis 1929. Ce qui est aujourd'hui nouveau, c'est qu'il est désormais reconnu que la décision revient au président et à lui seul, comme l'ont publiquement admis MM. Luis Echeverria et José Lopez Portillo. En divulguant les règles, jusque-là tenues secrètes, en dehors de quelques initiés, de la désignation du successeur, on est passé *« de la politique-fiction à la politique du cynisme »*, constate un professeur de sciences politiques, M. Luis Javier Garrido, dans un livre consacré à *« la succession présidentielle en 1988 »*. Auparavant, *explique-t-il*, le mythe avait toujours été entretenu selon lequel le mandat officiel était choisi par le parti à la suite d'une ample consultation démocratique.

Le débat n'est pas seulement académique. Il est un des points saillants d'une discussion plus vaste sur la démocratisation des institutions. En avouant que, quatre ou cinq mois avant l'annonce officielle de leur candidature, ils savaient déjà qu'ils seraient des élus, les deux anciens présidents ont transgressé une loi non écrite qui veut que rien ne soit révélé de ce procédé. De quoi fournir de nouveaux arguments aux détracteurs du PRI et du système politique mexicain. En tout cas, c'est ce que pensent les dissidents du « courant démocratique », qui se sont fixé pour tâche de démocratiser le parti de l'intérieur. L'un des chefs de file de cette tendance, M. Porfirio Munoz Ledo, lui-même ancien président du PRI, va jusqu'à accuser de *« parricides politiques »* ceux qui ont mis à nu le mode de désignation du candidat officiel. Il leur reproche de s'être comportés comme s'il s'agissait *« d'une décision testamentaire ou d'une succession dynastique ». « Nous ne devons plus accepter que des règles non écrites se superposent à l'exercice des droits démocratiques ».*

Avec l'accentuation du malaise économique et social doublé d'une crise de confiance de plus en plus aiguë, la démocratisation n'est plus seulement une revendication de l'opposition. Pourtant, cette aspiration n'est pas nouvelle non plus au sein du PRI. En 1965 déjà, le président alors en charge du parti, Carlos Madrazo, pensait que la démocratisation des institutions passait par une démocratisation du PRI. Pour lui, le *dedazo*, c'est-à-dire le choix de son successeur par le président sortant, était passé de mode. Madrazo souhaitait rendre aux militants la faculté de désigner les candidats du parti et réformer un système où *« les citoyens votent mais n'élisent pas »*.

Ces velléités de rénovation allaient lui être fatales : écarté de la direction du PRI, Madrazo mourra mystérieusement dans un accident d'avion quelques années plus tard. Entre-temps, la crise avait atteint son paroxysme avec la révolte étudiante de 1968, brutalement réprimée lors du massacre de Tlatelolco : au moins deux cents manifestants avaient alors trouvé la mort sur la place des Trois-Cultures à la veille des Jeux olympiques.

Si le système mexicain ne lésine pas sur les moyens dès lors qu'il se sent acculé à la défensive, il sait aussi faire preuve de souplesse face à ses contestataires. Ainsi l'ouverture amorcée sous le président Echeverria avec la mise en liberté des principaux dirigeants du mouvement de 1968 a-t-elle frayé la voie à la légalisation de nouveaux partis et à une meilleure représentation de l'opposition au Parlement. En vertu de la réforme politique entreprise *ensuite par le président Lopez Portillo*, cent des quatre cents sièges de la Chambre des députés sont désormais réservés aux partis qui ont obtenu moins de soixante députés au scrutin majoritaire.



Tout en ayant quelque peu desserré la bride, le PRI n'en garde pas moins les rênes fermement en main. Pour lui, il n'est pas question de concéder ne serait-ce que le moindre poste de gouverneur, pas plus qu'un seul siège de sénateur, à l'opposition. Il l'a régulièrement rappelé lors des élections régionales de ces dernières années, malgré la multiplication des accusations de fraude et des protestations, en particulier dans les Etats du Nord, plus réceptifs à l'influence de l'opposition. Si besoin était, il l'a encore fait clairement sentir lors de l'élection, au début de juillet, du gouverneur de l'Etat de Mexico jouxtant la capitale. Après plusieurs jours d'expectative et de contestation, les résultats officiels sont tombés, sans appel : 63,6 % des suffrages pour le PRI, 9,9 % pour le Parti d'action nationale, de droite, et 8,9 % pour une coalition de gauche. Officiellement, il y a eu 46,7 % d'abstentions et 11,1 % de bulletins nuls. L'opposition, tant de gauche que de droite, avait pour sa part évalué l'abstention à 70 % et ne s'est pas privée de dénoncer une fois de plus des irrégularités désormais traditionnelles. A douze mois de distance, une préfiguration, en quelque sorte, de l'élection présidentielle de 1988.

Exclure les trouble-fête

Les dirigeants du PRI ne traitent pas mieux leurs propres dissidents, surtout depuis que l'une de leurs figures de proue, M. Cuauhtemoc Cardenas, fils du célèbre président Lazaro Cardenas, a été proclamé, en juillet, *« pré-candidat »* à la tête de l'Etat. Une entorse aux principes sacro-saints du parti, qui n'a fait qu'aggraver le cas des rebelles. Condamnant leur attitude, la direction en a conclu qu'ils s'étaient placés eux-mêmes en dehors du parti. Et de rappeler que, à l'époque où il était à la tête du PRI, M. Munoz Ledo n'était pas un *« parangon de vertus démocratiques »*. *« Au sein du PRI*, ont indiqué les responsables, *nous respectons le droit à la critique et au désaccord. Ce que nous ne tolérons pas, c'est l'opposition à l'intérieur du parti. »* Certains ont proposé d'exclure les trouble-fête, mais, pour l'instant, il a été jugé préférable de les marginaliser, leur fronde rencontrant peu d'écho auprès des militants de base, généralement dépolitisés.

A la différence du PRI, les partis d'opposition se targuent d'organiser des élections primaires et de recourir à des procédés démocratiques pour choisir leur candidat. La principale formation de droite, le PAN, départagera divers aspirants lors d'une convention, le 20 novembre. A gauche, le nouveau Parti mexicain socialiste (PMS) nommera son candidat le 6 septembre, lors d'élections primaires au suffrage direct et secret. Issu d'une récente fusion de cinq organisations de gauche allant des communistes au Parti mexicain des travailleurs (d'orientation nationaliste), le PMS se trouve en cours de structuration et doit encore élire ses organes dirigeants d'ici à la fin de l'année.

Sans illusions face au PRI, les partis d'opposition en sont pratiquement réduits à faire de la figuration. Les élections sont néanmoins pour eux une occasion de faire passer leurs idées et de tenter de canaliser le mécontentement populaire pour se disputer la deuxième place à défaut de la première.

Du côté du PRI, tout est en place pour lancer la campagne. Les *tapados*, c'est-à-dire les présidentiables, sont au nombre de quatre, tous membres du cabinet, comme il se doit : M. Manuel Bartlett, ministre de l'intérieur, pour sa formation et sa détermination ; M. Alfredo del Mazo, ministre de l'énergie, des mines et des entreprises parapubliques, âgé seulement de quarante-trois ans et réputé ambitieux ; M. Carlos Salinas, ministre de la planification et du budget, considéré comme le bon élève de la classe ; et M. Miguel Gonzalez Avelar, ministre de l'éducation, le seul à ne pas jouer des coudes pour brusquer les événements.

Sous l'œil amusé du président, les aspirants se disputent à fleuret moucheté pour obtenir ses faveurs, chacun cherchant à s'afficher en sa compagnie pour promouvoir sa candidature. Par quelques promesses, il s'agit tout à la fois de rassurer, de se ménager la bienveillance des secteurs-clés du parti et de la vie publique. Durant sa campagne, le futur président ne manquera sans doute pas de se démarquer, comme le veut la coutume, des travers de son prédécesseur et de canaliser à son profit les aspirations diffuses de la population. Mais, en ces temps de crise prolongée, le verbe à lui seul ne saurait faire plus longtemps illusion. Gagnés par une méfiance croissante, les Mexicains sont las des belles promesses.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

LA FRANCE EST-ELLE UN PAYS RICHE ?
SCIENCE & VIE SEPTEMBRE
ECONOMIE

QUOI DE NEUF ? RAVEL !

Henri Dutilleux se dit fasciné par l'ombre de Ravel. Manuel Rosenthal, son élève, raconte ses souvenirs. Un dossier complet sur le compositeur français le plus joué dans le monde.
Karajan le considérait comme son éventuel successeur à la Philharmonie de Berlin. C'est finalement la direction de l'Orchestre de Paris que prendra Semyon Bychkov en 1989 à la suite de Daniel Barenboïm. En exclusivité pour le Monde de la Musique, une interview de ce chef venu de l'Est.
Après Nice, Lille et Bordeaux, le Monde de la Musique se livre à une grande enquête sur la vie musicale à Lyon. Et si la troisième ville de France n'avait rien à envier à la capitale ?
La cassette DAT préenregistrée fait son apparition sur le marché. Le nouveau support s'imposera-t-il ? Le Monde de la Musique l'a testé en avant-première pour vous !
Egalement au sommaire, un portrait de Luigi Nono, compositeur engagé qui est l'hôte du Festival d'automne, et les souvenirs d'Horace Silver, pianiste de jazz de légende. Avec lui, le jazz n'est pas prêt de mourir !



Le Monde de la Musique de septembre. 25 F. Chez votre marchand de journaux.

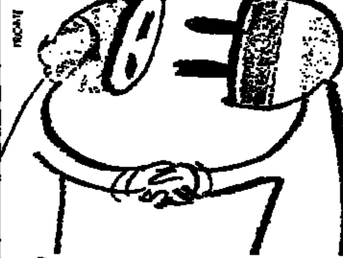
UNE PUBLICATION LOFT

PACKSTRAD
1 PC 1512 AMSTRAD Double disquette - Monochrome Graphique - 512 KO
1 IMPRIMANTE AMSTRAD DMP 3160
1 OPEN ACCESS Le must des logiciels intégrés
2 JOURS DE FORMATION assurés par Altitude XXI
9990 F TTC AU LIEU DE 22678 F TTC
TELEPHONEZ VITE 46.66.21.81 +
GEPSI
Z.I. 7, rue Marcelin Berthelot 92160 ANTONY (FRANCE)

« Leçons de chôses »
LE MONDE FASCINANT DES AEROPORTS
Texte d'Edmond JOUVE
Illustrations de Pierre WACHS
24,5 × 25 cm - cart. - 34 p. - 55 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

DROIT SCIENCES ECO.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentrée
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel. Paris 6e.
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71.

L'Anglais: the language of communication



Cours Combinés
30 H/semaine
20 H collectif + 10 H particulier
Cours Intensifs
20 H/semaine – 4 H/jour
Cours Trimestriels
3 ou 4 H/semaine
Cours en Entreprise

Demain nous serons citoyens européens.
Pour communiquer dans la vie privée et réussir dans la vie professionnelle, l'anglais sera un atout majeur.
En l'apprenant dès aujourd'hui, vous prenez une langue d'avance grâce à ILC.
Robert McLarty, Directeur d'ILC, évaluera personnellement votre niveau et choisira avec vous le rythme de cours qui vous convient.

Les professeurs d'ILC, tous de langue maternelle anglaise, vous attendent dans le cadre paisible de notre centre.
Get ready for 1992...







Diplomatie

La visite du premier ministre

M. Chirac salue une « ère nouvelle » dans les rapports de la France avec le Canada

M. Jacques Chirac, qui arrivait de Saint-Pierre-et-Miquelon, a été accueilli, le samedi 29 août, à Ottawa, par le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney. Après une série d'entretiens politiques au niveau fédéral, le premier ministre a commencé dimanche son séjour au Québec par une visite du complexe hydro-électrique de la baie James. Il doit rejoindre, mardi, la délégation française au sommet francophone de Québec.

OTTAWA
de nos envoyés spéciaux

La visite de la baie James par laquelle M. Chirac a commencé son séjour au Québec, dimanche après-midi, avait été souhaitée par M. Bourassa, chef du gouvernement de la province, pour qui l'équipement hydro-électrique de cette région, décidé il y a seize ans, est le symbole de la modernité québécoise et du savoir-faire des francophones. Le premier ministre de la Belle Province considère cette réalisation comme son œuvre personnelle. Il voudrait aujourd'hui prolonger ce projet dont la première phase n'est devenue rentable que tout récemment et dont l'extension immédiate implique un pari contestable sur la demande future des Etats de l'Est américain.

M. Chirac n'a pas ménagé son appui à l'audace de M. Bourassa en déclarant cette extension *« nécessaire et utile »* et en affirmant que le complexe hydro-électrique de la baie James est *« le plus éclatant symbole de la capacité du Québec à se doter des moyens de se développer et de s'affranchir, que le général de Gaulle évoquait il y a vingt ans »*.

M. Chirac n'avait pas attendu d'être au Québec pour évoquer le fameux voyage qui avait tourné court après le *« Vive le Québec libre ! »* lancé du balcon de l'hôtel de ville de Montréal par de Gaulle et qui devait empoisonner durablement les relations franco-canadiennes. Dès son arrivée à Ottawa, la veille, le premier ministre, en réponse à M. Mulroney, qui avait souligné la nouvelle *« légitimité des relations privilégiées entre Paris et Québec »*, avait évoqué l' *« impulsion décisive »* donnée par de Gaulle à ces relations. M. François Mitterrand, lors de sa visite en mai dernier, avait scrupuleusement évité de prononcer le nom du Québec à Ottawa et avait oublié le Canada tout au long de son séjour dans la province francophone.

Le premier ministre estime pour sa part que l'accord constitutionnel du lac Meeck signé en juin entre le gouvernement fédéral et les provinces, qui reconnaît au Québec le statut de *« société distincte »*, met fin au contentieux québéco-canadien et doit être reconnu et salué à ce titre par la France.

L'atmosphère *« familiale »* évoquée par M. Chirac n'est cependant, pour l'instant, pas beaucoup plus qu'une donnée climatique. Certes, le gouvernement canadien a offert à la France un lot de consolation après la fin de non-recevoir opposée aux offres de l'Aérospatiale alliée à la société montréalaise Canadair pour la fourniture d'hélicoptères de marine, et la préférence donnée au consortium anglo-italien Westland-Augusta. Il a annoncé, dimanche, l'achat à l'Aérospatiale de son système d'arme antichar Eryx (1), soit un marché de l'ordre de 1,15 milliard de francs (celui des hélicoptères représentait une somme dix fois supérieure).

Cette commande s'inscrit dans le cadre du Livre blanc de la défense présenté au printemps dernier par le gouvernement canadien. Ce programme prévoit, en outre, l'acquisition d'une douzaine de sous-marins à propulsion nucléaire destinés à permettre au Canada de mieux assurer sa souveraineté dans la zone arctique. La France, naturellement, est sur les rangs pour ce marché et se trouve, là encore, en concurrence avec la Grande-Bretagne. Par ses implications économiques, militaires et politiques, un tel projet nécessiterait une réelle connivence entre les deux pays. M. Chirac ne semble pas l'exclure puisqu'il a parlé, à propos de l'achat des missiles Eryx, de *« premiers pas vers une coopération nouvelle »*.

Le problème de la pêche

Avant d'engager des paris aussi difficiles, la France et la Canada ont à régler un de ces *« malentendus »* dont a parlé M. Chirac, M. Mulroney les qualifiant, pour sa part, de *« problèmes joliment difficiles »* : le contentieux sur les zones et les quotas de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. La fermeté affirmée par M. Chirac à ce sujet avant son départ de Paris, et encore samedi matin lors de sa visite à Saint-Pierre, n'a eu pour résultat tangible, du côté canadien, que la décision de M. Mulroney de se saisir lui-même du dossier et de désigner, pour le défendre, un ami personnel, Me Yves Fortier, à la place d'un négociateur dont l'attitude lassait la patience française.

Les négociations suspendues depuis le printemps dernier vont reprendre. M. Chirac a indiqué qu'elles devraient aboutir *« dans les toutes prochaines semaines »*, faute de quoi *« chacune des parties aura recours aux voies de droit qu'elle souhaiterait utiliser »*. Le choix de Me Fortier, qui avait été reçu officieusement à Paris, est accueilli, du côté français, comme un gage de bonne volonté. Les discussions devront porter en priorité sur les quotas à accorder aux chalutiers français dans la zone litigieuse située au sud-ouest de l'archipel en prévision de la prochaine campagne de pêche. L'enjeu politique est relativement limité pour le gouvernement français, mais il est plus marqué pour M. Murnoney, qui doit faire face au mécontentement des pêcheurs de Terre-Neuve, la province la plus gravement affectée par le chômage (près de 20 % de la population active).

MARTINE JACOT
et PATRICK JARREAU.

(1) Le missile antichar à courte portée Eryx, conçu par la société française Aérospatiale, est destiné à équiper une infanterie dans sa lutte contre tous les types de blindages des chars de combat sur le champ de bataille à des distances de l'ordre de 600 mètres. Il est tiré à partir d'un tube conteneur qui sert aussi au stockage et au transport. Il parcourt ses 600 mètres en moins de quatre secondes et sa munition, dont la masse est de 10 kilogrammes, est extrêmement précise grâce à un système de télécommande par fils. L'intérêt du missile Eryx est d'être utilisable en combat rapproché, notamment en zone urbaine. Eryx devrait entrer en service avant 1990.

Europe

ESPAGNE : tout en rejetant l'idée de « négociations politiques »

Madrid confirme qu'un dialogue est en cours avec l'ETA

MADRID
de notre correspondant

« Le dialogue avec l'ETA militaire a eu lieu, a lieu et aura lieu. » A l'issue du conseil des ministres du vendredi 28 août, le porte-parole du gouvernement, M. Javier Solana, a ainsi confirmé officiellement ce que toute l'Espagne politique savait depuis longtemps et ce que d'autres responsables officiels avaient déjà laissé entendre à de multiples reprises de manière un peu moins explicite.

Le porte-parole concrétisait les propos tenus trois jours plus tôt par le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, après ses entretiens avec le président Mitterrand à Latche (*le Monde* du 27 août). Il a toutefois rejeté l'ouverture de *« négociations politiques »* avec l'ETA.

La déclaration de M. Solana a provoqué de multiples spéculations dans la presse, chacun y allant de sa révélation exclusive quant à la situation exacte de ce *« dialogue »*, qui a lieu apparemment en Algérie. Ainsi, le dimanche 30 août, deux des principaux quotidiens nationaux parvenaient, à ce propos, à des conclusions diamétralement opposées.

Selon le journal madrilène *El Pais*, qui cite des sources *« proches de l'ETA en France »*, les conversations en cours (encouragées par Paris) se seraient jusqu'ici traduites par des résultats franchement *« positifs »*. A tel point, toujours selon le quotidien, que les interlocuteurs songeraient désormais à en venir à court terme à la *« négociation authentique »*, celle qui permettrait d'aborder les problèmes de fond. L'ETA aurait déjà désigné à cette fin son représentant, dont le nom n'est pas révélé par le quotidien.

Lundi, *El Pais* écrivait qu'un accord serait déjà intervenu entre les deux parties sur le principe d'une amnistie pour les membres de l'ETA prisonniers en Espagne et en France et qui ne sont pas impliqués dans des *« crimes de sang »*. Les discussions porteraient actuellement sur deux revendications des séparatistes : la reconnaissance du droit à l'autodétermination et le rattachement de la Navarre à la *« nouvelle nation basque »*.

Cet optimisme n'est toutefois pas partagé, bien au contraire, par le journal *La Vanguardia*, de Barcelone. Selon ce quotidien, la direction de l'ETA, réunie il y a peu à Paris, aurait décidé, à l'instigation du secteur « dur » de l'organisation, de rejeter la voie du dialogue avec Madrid, estimant que ses revendications étaient loin d'être satisfaites. L'important quotidien catalan affirme que cette décision aurait provoqué une sérieuse division au sein de l'ETA et de la coalition Herri Batasuna, qui en est proche.

THIERRY MALINIAK.

● **Attentats à la bombe à Santander.** — Quatre bombes ont explosé, le dimanche 30 août, en provoquant des dégâts importants, mais sans faire de victime, devant un concessionnaire Renault, un supermarché à intérêts français, et un concessionnaire Ford, à Santander (nord de l'Espagne), a-t-on appris de source policière. Ces attentats n'ont jusqu'à présent pas été revendiqués. — *(AFP.)*

Le deuxième sommet francophone

Québec et Ottawa alliés pour accueillir plus de quarante chefs d'Etat et de gouvernement

QUÉBEC
de notre correspondante

Les remparts tricentenaires de la ville de Québec n'auront jamais vu défiler autant de visiteurs de marque : quelque quarante chefs d'Etat ou de gouvernement, six cents délégués et autant de journalistes sont attendus pour le deuxième sommet des pays *« ayant en commun l'usage du français »*, du 2 au 4 septembre.

Pour célébrer une apparente réconciliation après vingt ans d'amères querelles autour du statut de la province, Québec et Ottawa se sont alliés en vue de tenter de tirer le meilleur parti possible de cette affluence. *« Dans ce Québec chaleureux*, a récemment déclaré Mme Monique Landry, ministre canadien des relations extérieures, *nous voulons faire la preuve de notre génie particulier. »* Et le vendre, aurait-elle pu ajouter.

Du 31 août au 7 septembre se tiendra à Québec un vaste salon où le visiteur prendra la mesure du savoir-faire québécois ou canadien (démonstration de logiciels et de banques de données, projections de nouvelles émissions de télévision, considérées comme exportables, etc.). Ouverte au grand public, cette exposition a surtout pour but de *« promouvoir la technologie locale auprès des délégations des pays africains »*. Juste après le sommet, Montréal accueillera un Forum francophone des affaires, financé en partie par Québec et Ottawa, dont le but est d'établir des *« liens de partenariat entre les entreprises québécoises ou canadiennes et celles des pays en voie de développement »*.

Les organisateurs attendent une centaine de « décideurs » étrangers et prévoient d'ores et déjà des retombées d'environ 100 millions de dollars canadiens (450 millions de francs).

L'insistance souvent mise au Canada sur les bénéfices à escompter de ce sommet a aussi pour but de rassurer l'opinion publique anglophone et de justifier les dépenses engagées (environ 54 millions de dollars canadiens), à un moment où le contribuable canadien se montre très pointilleux quant à l'utilisation des deniers publics.

« Le défi est de contrer l'idée reçue que l'économie et la technologie sont trop importantes pour être traitées en français », a déjà souligné M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris et président du comité organisateur du sommet.

Surenchère

Les ambitions canadiennes sur les marchés des pays francophones, africains et arabes, toujours largement tournés vers la France, ont dorénavant le mérite d'être claires. Mme Landry avait annoncé lors de la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères des pays francophones, au Burundi, en juillet dernier, que le Canada doublerait sa contribution à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'organisme qui rassemble, depuis 1970, la plupart des pays francophones.

Les nouvelles sommes allouées (35 millions de dollars canadiens, soit 160 millions de francs) seront versées non pas à l'Agence mais dans des comptes spéciaux destinés au suivi du prochain sommet. Cette annonce prématurée a créé un réel malaise. La France a rappelé, depuis, qu'elle avait réservé la même somme pour la réalisation des projets décidés lors du premier sommet organisé à Paris en février 1986 et que sa contribution pour cette année atteindra 175 millions de francs.

Cette surenchère inquiète les pays africains ou arabes et surtout le Québec qui ne souhaite pas que ses adversaires d'hier (Ottawa) et ses amis de toujours (Paris) alimentent de sourdes rivalités mercantiles.

L'affirmation concrète d'une nouvelle solidarité au niveau international est essentielle pour la province du Québec tant au niveau culturel qu'économique ou diplomatique (l'ACCT et les sommets francophones sont les seules instances internationales où le Québec a le statut de *« gouvernement participant »*).

La plupart des projets soumis à l'approbation des chefs d'Etat ou de gouvernement auront des incidences directes dans la province, qu'il s'agisse de la création d'une « bourse d'échanges » d'images télévisées (en lieu et place de l'Agence d'images lancée l'an passé mais pratiquement restée lettre morte), de l'intégration des réseaux informatiques, de l'instauration d'un « marché commun » du livre francophone, du lancement de collections de poche à bon marché ou de la fondation de l'institut de l'énergie, dont le siège devrait être à Québec.

Entre Ottawa et Québec, le protocole a été réglé au détail près, pour que chacun ait la « visibilité » qui sied à son rang. La première partie du sommet, consacrée mercredi 2 septembre aux problèmes de politique internationale et à l'économie (des domaines de compétence fédérale), sera présidée par le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney. Son collègue québécois, M. Robert Bourassa, se verra confier la présidence des séances portant sur la coopération, en particulier, sur les projets relatifs à l'énergie, l'industrie de la langue, la culture et la communication, l'agriculture, la coopération scientifique et technologique.

Le Canada et le Québec ont déjà fait connaître leur intention de privilégier systématiquement l'ACCT pour la gestion des projets proposés, tandis que la France souhaiterait plutôt qu'un nouveau « comité du suivi » officie en attendant qu'aboutissent les réformes entamées au sein de cet organisme, accusé de consacrer trop d'argent à son fonctionnement et pas assez à ses missions.

M. J.

URSS

Demetrios Ier invité à revenir

Le patriarche de Constantinople, Demetrios Ier, a achevé le dimanche 30 août un voyage de douze jours en Union soviétique. Il y a concélébré plusieurs offices à Moscou, au monastère de Zagorsk, à Leningrad, à Lvov et samedi à Tbilissi, où il était l'hôte du chef de l'Eglise de Géorgie, le patriarche Catholicos Ilia II. Le chef de l'Eglise orthodoxe russe, Mgr Pimen, l'a invité a revenir à Moscou l'année prochaine pour prendre part en 1988 aux festivités devant marquer le millénaire de l'évangélisation de la Russie.

En multipliant les visites aux communautés orthodoxes éparpillées dans le monde, Demetrios Ier souhaite faire progresser l'idée d'un concile qui permettrait de surmonter les interprétations canoniques divergentes. Sa venue en URSS témoigne de la volonté réciproque des orthodoxes grecs et russes de mettre un terme à l'isolement relatif de l'Eglise russe, la plus importante communauté orthodoxe avec quelque 40 à 50 millions de fidèles sur un total de 160 à 180 millions dans le monde. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Trente-deux morts au cours d'un suicide collectif

Les autopsies pratiquées sur les corps de trente-deux disciples d'une secte, décédés vendredi, ont montré que trente d'entre eux sont morts étranglés, a annoncé, le dimanche 30 août, la police. Trente des trente-deux personnes retrouvées mortes dans les combles d'une fabrique d'objets artisanaux du sud de Séoul ont été étranglées par un homme de quarante-cinq ans, qui s'est ensuite pendu. Tous étaient des fidèles de Park Soon-Ja, une femme de quarante-huit ans, qui prétendait être une déesse.

Au préalable, certains disciples avaient absorbé des capsules de poison dont le dosage n'avait pas été mortel, obligeant Lee Kyung-Soo, un dirigeant de la fabrique, à les étrangler à l'aide d'un fil de nylon, selon la police. Les corps d'autres victimes ne présentaient que des traces de strangulation, ajoute-t-on de même source, en précisant que certains adeptes avaient été ligotés contre leur gré mais que la plupart d'entre eux semblaient consentants.

L'autopsie du corps de la « prêtresse » Park Soon-Ja n'a révélé aucune trace de poison. Elle serait morte d'un coup reçu derrière la tête, selon la presse. Parmi les victimes figurent ses deux fils d'âge adulte, sa fille et sept autres adolescentes, a annoncé la police.

L'enquête a montré que Park avait emprunté 17 milliards de wons (21 millions de dollars) à ses disciples et à d'autres particuliers, acquittant les intérêts de sa dette mais refusant de rembourser le capital. Selon la presse, la « déesse » Park vivait avec cent trente hommes, femmes et enfants soumis à une stricte discipline et autorisés à sortir de leurs quartiers seulement deux fois par semaine. — *(AFP.)*

● **Accord sur un projet de Constitution.** — Les deux principaux partis se sont mis d'accord, le lundi 31 août, sur les grandes lignes d'un projet de Constitution, qui prévoit notamment l'élection d'un président au suffrage universel direct. La tenue du scrutin est prévue en décembre. Les dirigeants des deux formations, MM. Roh Tae Woo (pouvoir) et Kim Young Sam (opposition) doivent finaliser cet accord en milieu de semaine. Entre-temps, la police a annoncé qu'elle interrogeait sept opposants, dont un prêtre, et en recherchait trente autres suspectés d'avoir attisé les conflits sociaux. — *(Reuter.)*

Etats-Unis

Le gouvernement veut limiter l'information sur l'avortement

Le gouvernement américain a proposé de nouvelles législations visant à limiter l'information sur l'avortement dans les cliniques recevant des subventions publiques. Le règlement en ce sens, présenté le samedi 29 août par le secrétaire américain à la santé, fait suite au projet, annoncé à la fin du mois de juillet par le président Reagan, d'expurger toute information sur l'avortement du programme du planning familial. — *(AFP.)*

Inde

Arrestation des deux terroristes sikhs les plus recherchés

Des agents des services de renseignement indiens ont arrêté, le dimanche 30 août à New-Delhi, les deux militants sikhs les plus recherchés par la police indienne, ont annoncé les autorités. Le premier, Harjinder Singh Jinda, surnommé *« le fantôme »* pour avoir échappé dix-sept mois à la police indienne, est selon la police, le commandant en second du groupe sikh interdit Khalistan Commando Force (KCF). Son adjoint, Satnam Singh Baba, est également un dirigeant du KCF et obéissait uniquement aux ordres de H. Sinhg Jinda ou du numéro un du groupe, le général Labh Singh, toujours selon la police.

Les deux hommes ont été arrêtés par des agents secrets indiens alors qu'ils circulaient sur un scooter dans un quartier animé du nord de New-Delhi. Une course-poursuite s'est engagée sur un kilomètre, et H. Singh Jinda a été blessé de trois balles aux jambes, après avoir ouvert le feu sur les agents indiens. Selon les autorités indiennes, les deux hommes étaient venus de l'Etat du Pendjab il y a quelques jours et s'étaient introduits clandestinement dans la capitale pour assassiner des membres du gouvernements et du Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi.

Selon un rapport des services secrets du Pendjab, H. Singh Jinda, accusé du meurtre de deux députés à New-Delhi en 1985 et de l'ancien chef de l'armée, le général A.S. Vaidya, en août 1986, avait reçu du numéro un du groupe l'ordre d'assassiner le premier ministre Rajiv Gandhi. — *(AFP.)*

Pologne

L'anniversaire de Solidarité célébré dans le calme

Plusieurs milliers de personnes ont célébré, le dimanche 30 août, le septième anniversaire des accords de Gdansk et de Szczecin, où le syndicat Solidarité, aujourd'hui dissous, avait arraché la reconnaissance de syndicats indépendants.

A Gdansk, trois mille personnes ont assisté à une messe d'anniversaire en l'église Sainte-Brigitte, à quelques centaines de mètres des chantiers navals Lénine, avant de prendre part à un meeting tenu par M. Lech Walesa et d'autres responsables de Solidarité. Aucune présence policière n'était visible. *« Solidarité vit, existe et est en train de vaincre »*, a déclaré M. Lech Walesa, en réaffirmant sa volonté d'œuvrer par des moyens pacifiques. *« Personne ne veut prendre le pouvoir, personne ne veut mourir dans la rue »*, a-t-il rappelé.

A Varsovie, six mille personnes s'étaient réunies à l'église Saint-Stanislas, où une messe était célébrée à la mémoire du Père Popieluszko, assassiné en octobre 1984 par des membres de la police politique. Dans une allocution, le Père jésuite Stefan Miecznikowski a appelé au rétablissement du syndicat dissous. *« C'est un devoir moral pour la société et les autorités »*, a-t-il dit sous les applaudissements.

A la fin de l'office, plusieurs milliers de personnes ont formé un cortège à l'extérieur de l'église. Arrêté par des unités des forces anti-émeutes, celui-ci s'est dissous sans incident après avoir scandé des slogans en faveur de Solidarité. — *(AFP-Reuter.)*

● **PÉROU : assassinat du directeur d'une entreprise d'Etat.** — Le directeur de la principale entreprise publique d'importation de produits alimentaires du Pérou, l'ENCI, a été tué, le samedi 29 août, lors d'une embuscade tendue par des guérilleros maoïstes. Rodrigo Franco Montes, âgé de trente ans, membre du parti au pouvoir, est mort à l'hôpital moins de deux heures après qu'une dizaine d'hommes masqués eurent attaqué sa résidence avec des explosifs et des armes automatiques.

● **TURQUIE : trois villageois tués par des extrémistes kurdes.** — Des séparatistes kurdes ont tué, le dimanche 30 août, un homme et ses deux filles lors d'un raid contre le village de Caylidere, dans le sud-est de la Turquie, à 80 kilomètres au nord de la frontière syrienne.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

Europe

A TRAVERS LE MONDE

L'élection présidentielle : proclamations unitaires dans la majorité

Divisions et unité

LA majorité ricane. Cela ne lui était pas arrivé souvent depuis son accession au pouvoir. Les socialistes dont les mines s'allongent à mesure qu'éclatent les sourires présidentiels de leurs prétendants — M. Rocard et, depuis samedi, M. Chevènement, — ont au moins le mérite d'analyser avec lucidité un phénomène qui devrait être de nature à leur saper le moral.

Il faut, explique M. Mauroy, qu'ils soient *« bien maladroits »* pour avoir interrompu le *« feuilleton des divisions de la droite »* par une page de publicité sur leurs propres désaccords et rivalités. M. Rocard, qui s'en est aperçu, a décidé de se distinguer un peu moins qu'il ne l'a fait de ses amis, et de jouer un peu plus le jeu de son parti.

M. Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, s'amuse de cette *« guerre des deux roses »*. M. Toubon, secrétaire générale du RPR, rit à l'idée que ces gens-là *« anticipent plutôt la défaite que la victoire »*. M. André Santini menace *« d'envoyer Charles Pasque »* auprès des candidats socialistes afin de rétablir l'ordre.

Par contraste, la majorité paraît unie. Ses dirigeants auraient tort de ne pas insister sur cette nouvelle donne. *« Tout nous rassemble et bien peu nous divise »,* affirme M. Toubon, qui invite les Français à un choix de société entre la *« République tricolore »,* dans laquelle il classe le Front national, et la *« République rouge »*. M. Gaudin y va de son petit couplet sur le *« code de bonne conduite »* que ses amis ont la fâcheuse habitude d'oublier plus vite qu'ils ne l'apprennent. M. Pasqua, soudainement oecuménique, fait patte de velours. Il est prêt, s'il le faut, à se convertir au barrisme, mais il espère surtout que M. Barre deviendra, s'il en est besoin, un adepte du chiraquisme. Les deux principaux prétendants de la majorité pour 1988 ont, à l'évidence, besoin l'un de l'autre. Refuser une telle solidarité minimale serait suicidaire. Quant à M. Léotard, qui n'a plus très envie de s'offrir le luxe d'un tour de piste sans espoir au premier tour de l'élection présidentielle, il s'apprête à entrer au vestiaire en douceur.

Ce tableau serait idyllique si chacun avait définitivement remisé ses rancœurs, ses angoisses, ses frustrations. Les centristes continuent de se pincer le nez chaque fois qu'on leur parle de l'extrême droite. M. Léotard affirme qu'il encombrera le débat, non plus de sa personne mais avec des idées ravageuses. Comme M. Barrot, secrétaire général du CDS, il redoute que les hommes politiques de la majorité ne parlent plus d'autre chose que de Madonna.

Le ministre de la culture — qui pourtant s'y connaît en matière de politique showbiz — juge que M. Chirac, de ce point de vue, en fait un peu trop. A l'UDF, on n'apprécie guère non plus l'offensive lancée contre M. Mitterrand à propos de son âge, bien que le feu ait été ouvert par l'un des poids lourds de la confédération, M. Monory, et que le chef de l'Etat lui-même *« s'en contrefiche »*.

Comme dirait, sans rire, M. Séguin, la France se prépare à *« un grand débat national »*.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. François Léotard renonce à sa propre candidature

La chose est désormais entendue : M. François Léotard ne sera pas candidat à l'élection présidentielle. Même s'il se réserve d'en faire l'annonce officielle à « L'heure de vérité » du 23 septembre sur Antenne 2, M. Léotard s'est adroitement évertué, au cours des trois journées bordelaises d'université d'été de son parti, à préparer les esprits de militants qui, en fait, depuis la grand-messe de Fréjus en juin dernier, ne nourrissaient plus beaucoup d'illusions à ce sujet.

Ainsi quand le samedi M. Jean-Claude Gaudin, mangeant la consigne de bannir à la tribune tous propos de politique intérieure, vint expliquer sans gêne qu'en 1988 la majorité aurait besoin *« non pas de trois candidats, non pas d'un seul, mais de deux »*, cette petite phrase fut reçue comme une vérité d'évidence.

Dès lors toute la question est de savoir comment M. Léotard s'y prendra pour annoncer cette décision, définitivement arrêtée lors d'une réunion d'état-major secrète, le dimanche 23 août, à Fréjus. Puis, cette annonce faite, s'il sera capable avec ses amis de mobiliser son parti pour qu'il ne se transforme point en parti de « malgré-nous » au cours de la campagne présidentielle.

En réalité, M. Léotard aura le choix le 23 septembre entre le service minimum — annoncer tout bonnement qu'il n'est pas candidat - et le service grand luxe pour l'UDF — annoncer sans retenue qu'il fera campagne pour M. Raymond Barre. On peut aujourd'hui pencher pour la seconde hypothèse. M. Barre et M. Léotard se sont vus longuement cet été sur la Côte d'Azur. Les principaux députés barristes, MM. Charles Millon, François d'Aubert et Pascal Clément, ont fait l'effort d'assister aux universités d'été de Bordeaux et, en aparté, M. Millon se dit prêt, dès le 24 septembre, et *« dans le quart d'heure »*, à régler les problèmes d'harmonisation entre les réseaux Reels et les fédérations PR.

Parallèlement et *a contrario* les rapports entre le PR et le RPR recèlent toujours pas mal d'aigreur et d'énervement. L'annonce en fanfare, par M. Chirac, de la baisse de la TVA sur le prix des disques pour laquelle M. Léotard se battait depuis des mois au ministère de la culture, la récupération de la star Madonna, font que M. Léotard s'insurge *« contre cette exploitation autre que musicale »*.

Surtout, et plus sérieusement, certains responsables du PR confient leur désaccord quant au style de campagne qu'essayent d'imprimer les dirigeants du RPR. Attaquer M. Mitterrand sur son âge leur apparaît, notamment de la part des gaullistes, le plus sûr moyen de contrarier les électeurs du troisième âge...

Entre M. Barre et M. Chirac, le choix est donc désormais très clair, encore qu'il serait illusoire de penser que, entre léotardiens et barristes, tout soit réglé. Reste donc pour l'heure à mobiliser les militants du PR, qui, avant tout, se sentent toujours au fond d'eux-mêmes une âme de républicains... indépendants.

« Ne pas croiser les bras »

Dès dimanche, en concluant les travaux de l'université d'été, M. Léotard s'y est employé, en demandant à ses troupes, au nom de l'intérêt supérieur de la France de *« ne pas croiser les bras »* et d'*« être sur le pont »*. *« Les deux chances que nous avons,* leur a-t-il expliqué, *c'est d'être encombrants et exigeants. Vous êtes forts : ne vous méprenez pas sur cette réalité. Nous serons là et nous serons nombreux. Nous allons faire une campagne active. »* De ce discours de M. Léotard, trois priorités ressortent.

D'abord, comme l'avait dit d'entrée le secrétaire général du PR, *« entrer dans le lard de M. Mitterrand »*. Cette consigne ne peut que ravir M. Barre, lequel, depuis des mois, exhorte ses amis à ne point ménager le président. Dimanche, M. Léotard a violemment attaqué le chef de l'État sur deux terrains sensibles, ceux de la politique étrangère et de la défense. *« N'ayons pas la mémoire courte,* a-t-il lancé. *L'ambiguïté, c'est de défendre le Tchad et de rencontrer Kadhafi. Le ridicule, c'est M. Lang à Cuba dénonçant l'impérialisme américain et déjeunant avec Fidel Castro. L'hypocrisie, c'est qu'on aime bien les Jaguar à condition qu'ils ne soient pas porteurs de bombes. »*

Ensuite, M. Léotard a insisté sur le débat des idées. *« Nous ne gagnerons pas l'élection présidentielle dans l'échange de petites phrases assassines ou dans l'absence de discours. »* Sage et nouvelle résolution de sa part !

Enfin, M. Léotard a clairement expliqué que, d'ores et déjà, il importe de se préoccuper des *« questions du lendemain »*. Combien de députés ? Quelle majorité ? Quelle famille ? *« Vous devez être,* a-t-il dit aux militants, *le fournil où l'on va chercher le meilleur pain. »* Sous entendu : puisse M. Barre ne pas nous laisser au fond du pétrin...

DANIEL CARTON.

M. Mitterrand et son âge

Dans un entretien accordé, le samedi 29 août, à Latche, à six quotidiens de province, M. François Mitterrand affirme qu'il se *« contrefiche »* des attaques sur son âge venues des rangs de la majorité. Il juge que *« les problèmes de culture et de société, comme on dit, vont primer les discours économistes »* lors de la campagne de 1988.

A propos de la décision de M. Jacques Chirac de créer une chaîne de télévision musicale, le président affirme : *« On s'honore quand on cherche à reconstruire ce qu'on a soi-même détruit, même si l'on reconstruit un palais en bicoque. »*

Les universités du PSD et des jeunes du RPR

« Nous serons des agitateurs de l'union »

LE TOUQUET
de notre correspondant

La première université d'été des jeunes sociaux libéraux du Parti social-démocrate s'est achevée, le dimanche 30 août, au Touquet. Chacune des formations politiques de la majorité y a dépêché ou un ministre ou un leader pour marquer la volonté d'union de la majorité et creuser la différence avec le Parti socialiste, en proie, se réjouit-on à droite, à une *« multiplicité de candidatures »* sur laquelle on ne manque pas d'ironiser.

« Nous avons à gauche un problème de candidatures, expliquait M. André Santini, secrétaire général nous avons, nous, un problème de report. » *« Nous serons, au PSD, des agitateurs de l'union »*, proclamait-il en soulignant que son parti *« a toujours été fidèle et discipliné »* et que, *« le moment venu, ses responsables décideront de leur choix »*.

Jacques Toubon, présent dimanche matin, est resté plutôt en retrait sur ce thème de l'union, évitant par ailleurs les petites phrases polémiques et assassines et préférant chanter les vertus de la *« société de liberté, de responsabilité, d'exaltation de l'autonomie individuelle et de solidarité »*.

« Démocratie économique »

Au nom du CDS, M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation, a plaidé pour *« une authentique démocratie économique »*. M. Jacques Douffiagues, du Parti républicain, a mis l'accent sur le bilan du gouvernement et y allait de sa petite phrase contre la gauche : pas question, pour lui, de gouverner *« avec des tricheurs et des voleurs »* ni avec ceux qui *« ont la nostalgie nauséabonde des totalitarismes de l'entre-deux-guerres »*.

Mais, de tous, c'est M. Didier Bariani, du Parti radical valoisien, qui s'es montré le champion des *« agitateurs de l'union »*.

« Nous sommes un modèle d'homogénéité et de solidarité au regard d'un Parti socialiste qui n'a cessé de se diviser, se félicite-t-il. *Le PS a la vocation de ne jamais pouvoir s'entendre sur rien et, ce qui se passe aujourd'hui, et va s'accroître, n'est qu'un préalable à ce qui se passera s'ils reviennent au pouvoir. »*

J. R. L.

Super-Charlie !

ARLES
de notre envoyé spécial

Pas d'erreur, l'idole des jeunes du RPR, ce n'est pas Madonna, mais M. Charles Pasqua. Lui, ils ne le partagent pas avec cent trente mille fanatiques. Il est à eux, exclusivement. Ils le couvent de ce regard énamouré qui dénote les vraies passions, et l'ont presque statufié.

Ceux qui croient que M. Pasque est banalement ministre de l'intérieur se trompent. Aux yeux des cadets du RPR qui l'accueillent samedi 29 août en Arles, pour la première journée de leur université d'été, il est un dieu aux talents multiples. Presque la Sainte-Trinité, *« trois êtres en un seul »,* comme l'a laissé échapper lors d'une explication embrouillée l'un des cent cinquante participants à ce culte indéchiffrable pour les agnostiques. Ils sont sympathiques, ces jeunes de vingt ans habités par la politique, et ils ne manquent pas de tonus pour clamer ainsi leur passion cinq heures durant.

A peine M. Pasqua était-il apparu que, déjà, ils s'époumonaient sur fond de drapeaux tricolores qu'ils agitaient debout sur leur chaise, et d'entonner en chœur : *« On a gagné ! On a gagné ! », « Chirac, président ! », « Un Pasqua, sinon rien ! »*.

Le ministre de l'intérieur a ce soir la mine joviale, pas la tête qu'on lui voit parfois à la télévision, ce regard noir des mauvais jours. Le voilà tombant la veste tandis que la salle trépigne : *« La cravate, la cravate ! »* Il s'exécute, les yeux aux anges pendant que les officiants de cette liturgie pasquale s'emparent du micro : *« Charlie, tu es super ! »* La salle chavire, elle en redemande même. Pasqua, ce soir-là, valait bien Madonna.

B.L.G.

M. Pasqua : « Se défoncer »

Voici les principales déclarations de M. Pasqua devant les jeunes du RPR le 29 août en Arles :

● **Election présidentielle.** — *« Nous avons besoin d'un président qui entraîne, pas d'un président qui traîne. » « Chirac ne gagnera pas sans Barre et Barre ne gagnera pas sans Chirac. »* Au second tour, *« toute abstention d'un électeur favorable à la liberté serait un double suffrage offert à l'adversaire »*. Nos adversaires ne gagneront pas, *« pour peu que nous soyons unis »* et que *« nous nous défoncions »*.

● **Le Front national.** — *« Pourquoi voulez-vous que j'en parle ? Quand j'étais directeur chez Ricard, je ne souhaitais pas que mes représentants parlent de Pernod. »*

● **Les Abdallah.** — *« Les premiers éléments de l'enquête sur les attentats de l'automne dernier avaient indiqué que les frères Abdallah étaient impliqués. Le fait que d'autres le soient maintenant ne les exclut pas pour autant. »*

● **La carte d'identité infalsifiable.** — Elle sera miise en circulation le 1er janvier 1988 et sera d'abord testée dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis. *« C'est un hasard ! »* (MM. Pasqua et Pandraud ont respectivement été élus dans ces deux départements).

● **M. Mitterrand.** — *« Il n'a pas l'air désagréable ! »*

● **L'action gouvernementale.** — *« Les ministres doivent montrer qu'ils en ont, je parle des nerfs, bien entendu ! »*

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA *Master of Business Administration*
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur :
Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2e CYCLE *Intensif :*
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (Métro Iéna), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California

A Saint-Pierre-et-Miquelon

L'enthousiasme de M. Chirac

SAINT-PIERRE
de notre envoyé spécial

« Un peu d'enthousiasme, que diable ! » Saint-Pierre aura sa cale sèche. Enfin, peut-être. Les « technos » qui s'inquiètent du prix de cet équipement et de sa viabilité ont été priés par le premier ministre de reprendre leur calculette. Les hommes d'affaires saint-pierrais, qui avaient vu un peu large, ont remanié leur projet et ont présenté à M. Jacques Chirac, le samedi 29 août, une version plus raisonnable. Cet effort, aux yeux du premier ministre, mérite récompense. Un crédit a été débloqué pour l'étude, qui doit être achevée au 1er décembre prochain. Les arbitrages seront rendus au début de 1988, et, s'ils sont positifs, les travaux ne tarderont pas à commencer.

L'enthousiasme, rien n'est plus propre à le déclencher, chez M. Chirac, qu'une poignée de Français (6 041 exactement) accrochés à une terre *« difficile »* et cernés par ce *« monde anglo-saxon qui, bien sûr, est notre ami, mais qui a, parfois, du mal à tolérer notre présence trop près de ses côtes »*, comme il l'a déclaré samedi. Un axe était, ainsi, esquissé entre Nouméa et Saint-Pierre. Personne, pourtant, ne parle d'indépendance à Saint-Pierre-et-Miquelon, sauf M. Albert Pen, le sénateur, maire de Saint-Pierre, qui a boudé la visite du premier ministre, après avoir donné sa démission du conseil général.

M. Pen protestait ainsi contre la décision du président de cette assemblée, M. Marc Plantegenest, de recevoir M. Chirac. Pour le président du conseil général, le premier ministre incarne *« la légitimité républicaine »*. Il est *« l'exécutif de l'État »*. M. Plantegenest a donc souhaité la bienvenue à M. Chirac, *« au nom de tous ses compatriotes »*, et il lui a parlé des problèmes économiques de l'archipel, au regard desquels, a-t-il dit, *« tout le reste n'est que péripétie »*.

Saint-Pierre-et-Miquelon doit faire face à ce que le président du conseil général a appelé *« l'hostilité de plus en plus marquée et, même, agressive »* de ses voisins canadiens. Un peu d'histoire : lors de la cession du Canada aux Anglais, en 1763, la France avait, par traité, conservé l'archipel et un droit de pêche dans les eaux de Terre-Neuve, droit réaménagé et confirmé par un accord de 1972. Or, depuis une dizaine d'années, les Terre-Neuviens font la guerre aux pêcheurs de morue français, qui ont été chassés du golfe du Saint-Laurent et qui ne peuvent plus faire réparer leurs bateaux dans les ports canadiens. L'affaire se complique d'une rivalité entre les pêcheurs de l'archipel et les morutiers qui viennent de métropole. M. Chirac a appelé les uns et les autres à présenter, face aux Canadiens, *« un front aussi uni que possible »*.

Combien ?

La fermeture des ports canadiens, non seulement aux bateaux de pêche français, mais à tous les bâtiments étrangers, oblige ceux-ci, en cas d'avarie, à aller jusqu'aux côtes américaines. D'où l'intérêt d'une cale sèche à Saint-Pierre, et celui d'étendre le quai de pêche pour permettre au port d'accueillir un trafic qui, déjà, cette année, a augmenté de 20 %. M. Chirac considère l'une et l'autre comme *« indispensables »*.

Les applaudissements que lui ont valus cet engagement, dans la salle du centre culturel et sportif de Saint-Pierre, n'avaient d'égaux que ceux qui, quelques minutes auparavant, avaient salué la détermination affirmée par le premier ministre au sujet du contentieux avec le Canada, lorsqu'il avait déclaré qu'*« il ne saurait être question (...), sur ce point, de la moindre compromission »*.

Il faut dire que la population de l'archipel a fait à M. Chirac un accueil qui contrastait avec celui qu'y avait trouvé M. François Mitterrand en juin dernier. Plus de deux cents personnes attendaient le premier ministre à l'aéroport, au début de la matinée, et près du double, deux heures plus tard, au centre culturel et sportif.

Le préfet, récemment arrivé à son poste, avait lancé des invitations en masse. Au conseil général, où il a reçu des mains du président une parure de bureau en cuir de morue, le premier ministre s'est penché avec attention sur un projet d'aménagement de la route Miquelon-Langlade *« Combien ? »* — *« Une trentaine de millions, monsieur le premier ministre »* —, avant de se rendre à la préfecture, puis d'aller donner le départ d'une course de dériveurs autour de l'île. A la chambre de commerce, où il a découvert le nouveau projet d'aménagement du port, plus modique que celui que les élus avaient présenté quelques mois auparavant, M. Chirac a aussitôt exprimé son intérêt.

Le voyant dans d'aussi bonnes dispositions, le maire de Miquelon, qui a reçu dans l'après-midi, pour la première fois de son histoire, la visite d'un chef de gouvernement français, a lui aussi parlé d'agrandir son port. Hola ! comme aime à le dire M. Chirac, *« il ne faut pas confondre vitesse et précipitation »*.

PATRICK JARREAU.

Au « baromètre » de l'IFOP

La plus mauvaise cote pour le premier ministre

A l'exception de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, tous les hommes politiques voient leur cote de popularité se redresser, selon le « baromètre » réalisé par l'IFOP et publié, le 30 août, dans le *Journal du dimanche* (1). Ils ont bénéficié d'une certaine démobilisation des personnes interrogées puisque le nombre des hésitants progresse de 5 points en moyenne en un mois.

Si le président de la République recueille, comme en juillet, 52 % d'avis positifs, seules 27 % des personnes consultées (au lieu de 35 % le mois dernier) se déclarent mécontentes de lui. C'est le plus faible pourcentage d'insatisfaits obtenu par M. Mitterrand depuis octobre 1981. De même, si M. François Léotard (42 % d'opinions favorables) et M. Laurent Fabius (38 %) demeurent stables, ils obtiennent respectivement 32 % (au lieu de 38 %) et 39 % (au lieu de 43 %) d'avis négatifs.

Quant à M. Michel Rocard (46 % de bonnes opinions) et M. Valéry Giscard d'Estaing (38 %), ils perdent 2 points depuis le mois dernier, tandis que 26 % (au lieu de 31 %) des personnes sondées se déclarent mécontentes du député des Yvelines, et 41 % (au lieu de 44 %) émettent la même opinion à l'égard de l'ancien chef de l'État.

En revanche, avec 35 % de jugements favorables, le premier ministre enregistre son plus mauvais résultat depuis sa nomination à l'hôtel Matignon en avril 1986. En outre, 44 % (au lieu de 45 % en juillet) expriment à son égard un avis négatif. M. Barre, pour sa part, recueille 49 % de bonnes opinions (au lieu de 53 % le mois dernier), retrouvant là son résultat d'octobre 1986, et il suscite le mécontentement de 30 % des personnes interrogées.

(1) Sondage effectué du 17 au 22 août auprès d'un échantillon représentatif de mille sept cent soixante-douze personnes.

Politique

Election présidentielle : la multiplicité des candidatures au PS

M. Michel Rocard cherche à calmer le jeu

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale et député du Territoire de Belfort, a annoncé, le samedi 29 août, depuis le château de Belfort, qu'il sera candidat à la candidature dans le PS, sauf si M. Mitterrand décide de se représenter. Toutefois, M. Chevènement n'espère pas être désigné par le PS en 1988. Il s'agit surtout pour lui de se faire entendre et de renforcer sa position dans le parti, dans l'optique d'une candidature réelle à l'élection présidentielle qui suivra celle de l'année prochaine. Il a précisé, lundi 31 août à France Inter, qu'il soutiendra M. Rocard sans réticence si ce dernier devient le candidat du PS.

Dans l'immédiat, la multiplication des candidatures à l'intérieur du PS offre un large angle d'attaque à la majorité dont plusieurs dirigeants ont ironisé sur la division du PS. M. Pierre Mauroy a remarqué samedi que les socialistes ont été bien maladroits d'en arriver là. Jusqu'à ce que M. Mitterrand annonce sa décision (et peut-être après), le PS va connaître de rudes moments. Son premier secrétaire, M. Lionel Jospin, avait déjà appelé, vendredi (*le Monde* daté 30-31 août) à la sauvegarde de l'unité du PS d'Epinay.

M. Jospin, néanmoins, peut avoir, depuis samedi, un motif de satisfaction : après l'affirmation de sa candidature auprès de l'opinion ces derniers mois, M. Michel Rocard va maintenant privilégier l'unité du parti. C'est ce qui ressort des déclarations de l'ancien ministre, lors d'une réunion de travail à huis clos avec une cinquantaine de ses amis, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Lors de cette réunion (au cours de laquelle il a fêté, avec quelques jours de retard, son cinquante-septième anniversaire), M. Rocard a manifesté son intention de calmer le jeu et de s'abstenir, pour le moment, de déclarations pouvant prêter à exploitation ou controverse.

Vendredi à Montpellier, lors de l'université d'été de ses jeunes partisans (auxquels il rendra visite pendant une tournée dans la région Languedoc-Roussillon), il ne devrait pas prononcer de discours. Sa campagne d'affichage reste prévue pour l'automne, mais pas pendant le mois de septembre, et il semble que soient recherchées des modalités qui ne heurtent pas M. Jospin.

Enfin, lors de la réunion de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Gérard Fuchs, député de Paris, a remarqué que, *grosso modo*, le préprogramme du PS pour l'élection présidentielle est acceptable par les rocardiens et est compatible avec les réflexions de M. Rocard et de ses experts (que M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, a présentées aux participants).

A l'issue de cette réunion, M. Alain Richard, porte-parole de M. Rocard, a jugé possible *« un compromis constructif et dynamique entre Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement qui a des titres solides pour faire valoir sa candidature »*. M. François Doubin, président du MRG, a remarqué, pour sa part, samedi à Montchanin, que M. Chevènement est *« un homme de qualité »* dont il a *« toujours apprécié* [la] *capacité à formuler des projets à long terme »*.

M. Chevènement pour... 1995

BELFORT
de notre envoyé spécial

Qui d'autre – au PS ou même ailleurs – aurait pu choisir une citadelle de Vauban pour y annoncer sa candidature à l'élection présidentielle ? Heureux hasard et symbole magnifique ! Le château de Belfort est le plus beau monument de la ville dont M. Jean-Pierre Chevènement est le maire. Il était donc naturel que le choix de l'ancien ministre se portât sur ces murailles énormes et ces voûtes imposantes. Mais aussi, quel cadre sur mesure pour le plus nationaliste des hommes de gauche français, pour l'un des hommes politiques de l'Hexagone les plus passionnés par la question allemande...

La solennité du lieu, à vrai dire, était tempérée par le soleil de plomb qui baignait de sa lumière les glacis de la forteresse et les rendait plus aimables. Toute la journée fut ainsi, à l'image même du nouveau candidat, balançant entre le sérieux et l'humour, hésitant entre deux atmosphères, entre le poids écrasant de ces murailles chargées d'histoire et l'insouciance d'un beau jour d'été.

A l'apéritif, on pouvait danser au son d'un orchestre de jazz, avant de rejoindre les salles immenses – pompeusement baptisées « égalité », « liberté »... – d'un banquet républicain de plus de mille couverts. Le ciel bleu rendait presque insolites les appels à l'effort, au travail, qui ont jalonné le discours de l'ancien ministre devant un parterre quasiment familial, pas très nombreux, d'habitants de Belfort et d'amis politiques de M. Chevènement venus de toute la France.

Même la musique symphonique qui clôturait le discours du candidat à la candidature, une musique qui charme plus qu'elle n'invite à la méditation, participait de cette ambivalence. Il est vrai que le choix d'une symphonie « italienne » écrite par un compositeur allemand, Félix Mendelssohn-Bartholdy, dans un château au pont-levis gardé par un char français de la dernière guerre relevait, peut-être, lui aussi, du symbole. Curieux discours de candidature, selon les canons du « goût » politique français, que cette allocution d'une heure consacrée, pour plus de la moitié, à l'Europe...

M. Chevènement s'est montré tel qu'il aime à se définir, fidèle à ses thèmes de prédilection – au point d'y insister pesamment, – rétif aux concessions. Une fidélité à un discours rugueux qui tient à son tempérament, mais aussi à la singularité de sa candidature, et explique l'impression mélangée qu'a donnée cette journée.

La candidature du maire de Belfort correspond, en réalité, à un galop d'essai. M. Chevènement n'espère pas cette fois-ci être désigné par le parti, si M. Mitterrand n'est pas candidat. Il a, en revanche, plusieurs objectifs « intermédiaires ».

Première préoccupation affichée par l'ancien ministre : pousser les feux du débat dans le PS, poser les questions de fond, recréer une dynamique à gauche. L'idée est, que, ainsi, on sert tout à la fois les intérêts de M. Chevènement, ceux du PS, et ceux du président Mitterrand. Mais, pour la première fois, les amis de M. Chevènement avouent une ambition plus nouvelle de la part de l'ex-CERES.

Corde raide

Il s'agit, aujourd'hui, de créer le rapport de forces qui, pour... 1995, fera entrer M. Chevènement dans le club fermé des « vrais » présidentiables. « *Nous passons à l'âge adulte* » affirme un proche du maire de Belfort, tandis qu'un autre souligne que les mois qui viennent testeront la capacité de son champion à aller au-delà de son rôle d'agitateur d'idées pour s'installer « *au cœur* » du parti.

Dans l'entourage de M. Chevènement, on observe que les encouragements prodigués par le président au nouveau candidat, lors de leur récente rencontre, ont été plus nets qu'espéré, même s'il n'est pas dans les habitudes du chef de l'Etat de déconseiller explicitement de telles volontés d'expression. On remarque aussi que M. Lionel Jospin, sans cacher qu'une telle démarche ne lui facilite pas vraiment les choses, a été très « fair-play ». Il est vrai que M. Jospin est, peut-être, secrètement content que M. Rocard ne soit plus seul dans les starting-blocks...

La démarche de M. Chevènement néanmoins relève, par certains aspects, d'un exercice de corde raide. Cette candidature qui n'a pas de chance d'aboutir est en partie artificielle. Elle tient largement à des considérations internes à la planète des dirigeants socialistes et sans doute peu claires pour l'opinion publique.

L'ancien ministre veut se situer sur le terrain noble des idées. Mais il n'empêchera pas la majorité de saisir l'opportunité de sa candidature pour alimenter la campagne de « *dérision* » que le RPR a déjà entamée à l'encontre du PS et pour souligner ses divisions.

M. Chevènement aura, en outre, besoin de toute son intelligence politique et de tout son sens tactique pour rendre crédible un discours par définition ambigu. Le créneau évident de l'ancien ministre au sein du PS est d'incarner l'opposition à M. Rocard, du moins tant que M. Fabius ne se mêle pas ouvertement de l'affaire. Mais M. Chevènement ne peut oublier que, le moment venu, si M. Mitterrand ne se représente pas, il risque de devoir se rallier au maire de Conflans-Sainte-Honorine, en l'enrichissant de sa « différence »... Cela lui interdit, en principe, toute attaque trop violente contre M. Rocard.

Il est sans doute, de ce point de vue, significatif que le maire de Belfort n'ait critiqué, samedi, celui de Conflans-Sainte-Honorine que de manière allusive. En 1980, lorsque, déjà, M. Chevènement avait fait savoir qu'il serait candidat si M. Mitterrand ne l'était pas, il n'avait pas eu de ces pudeurs et avait critiqué ouvertement « *le candidat sans projet* ».

Si M. Rocard est le candidat du PS et se retrouve battu en 1988, M. Chevènement pourra faire valoir qu'il avait pressenti que le combat était mal engagé. Mais il se verra probablement reprocher d'avoir donné à M. Rocard le baiser de Judas, même si, aujourd'hui, les amis du député des Yvelines affirment que la candidature de M. Chevènement ne les inquiète pas.

C'est notamment pourquoi il serait sans doute plus facile pour le maire de Belfort que M. Mitterrand soit candidat. Comme le président se déclarera tard, M. Chevènement aurait ainsi quelques mois devant lui pour mener tranquillement sa barque, sans encourir par la suite beaucoup de reproches.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Mauroy : les socialistes sont « bien maladroits »

VIEUX-BOUCAU
de notre envoyé spécial

« *Il faut que les socialistes soient bien maladroits pour avoir interrompu ce feuilleton des divisions de la droite, pour que l'on parle de leurs divisions à eux.* » M. Pierre Mauroy n'a pas prononcé une seule fois le nom de M. Michel Rocard, le samedi 29 août, au Vieux-Boucau (Landes), devant ses amis du club Socialisme et réalités, mais le nom du vice-candidat intronisé au congrès de Lille par le même M. Mauroy était sur toutes les lèvres.

Maladroit ou diviseur, M. Rocard ? A moins que l'ancien premier ministre n'ait pensé à M. Jean-Pierre Chevènement, qui, le même jour à l'autre bout de la France, annonçait sa candidature à la candidature socialiste pour l'Elysée. Le lendemain, le maire de Lille s'est contenté de préciser que l'ancien ministre de l'éducation nationale avait « *la capacité d'être candidat à la tête de l'Etat* » mais que, tout compte fait, « *il est bon* » que M. Chevènement continue de travailler à l'élaboration du programme du PS. « *Bon* » : voulait-il dire « souhaitable ? »

Refusant de jouer au « *portrait-robot, qui prend si souvent les traits de celui qui le dessine* », s'interrogeant sur les « *candidatures de pression, de notoriété, ou encore d'avertissement* », il a préféré « *constater tout simplement que M. François Mitterrand est la personnalité la plus apte à exprimer ce grand dessein que les Français attendent* ».

Devant la moitié des quatre cents militants, pour l'essentiel mauroyistes, réunis en forum d'été sous le soleil landais au village de vacances Léo-Lagrange. M. Mauroy a engagé ses partisans du courant AB à ne perdre ni confiance ni patience. « *Rien ne nous contraint à décider dès aujourd'hui quel sera notre candidat. Attendons mars, tranquillement !* » Un de ses proches confiait, l'air gourmand, que l'ancien premier ministre avait déjeuné, quarante-huit heures auparavant, avec « Tonton ».

« Une loi de respiration »

Fidèle à son art oratoire consommé, M. Mauroy s'est donc étonné de « *ces débordements du mois d'août* » de certains présidentiables socialistes, à qui il s'est implicitement adressé en disant : « *La victoire est possible, voire prévisible, à une condition, supérieure à toutes les autres, celle de notre cohésion et de notre solidarité.* »

Après avoir rendu hommage au premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, il a abordé la question du projet politique socialiste qui, en matière économique et sociale, doit se « *garder de toute fuite en avant* ». Il a réaffirmé son attachement à « *une loi de respiration* » en cas d'éventuelles nationalisations et a proposé de « *reposer nettement la question – difficiles certes – de la réduction de la durée du travail* ». M. Mauroy s'est prononcé en faveur de l'instauration d'un « *revenu minimum garanti* ». Concernant la politique étrangère, face aux propositions de M. Gorbatchev, il a invité les dirigeants européens à opter « *pour un discours et une logique de paix.* »

O. B.

« Donner de l'air » à la France

M. Chevènement a notamment déclaré, le samedi 29 août à Belfort : « *Depuis de longues années, je suis porteur d'un projet. Voilà pourquoi, sauf si François Mitterrand décide de poursuivre son action, je serai candidat pour l'élection présidentielle. Je serai candidat parce qu'il faut à la France une vision à la fois cohérente et ambitieuse pour répondre aux défis de l'avenir. Pour permettre un vrai débat. Pour offrir au pays une perspective mobilisatrice. Pour lui donner de l'air, je serai, aussi, candidat parce que, étant l'un des fondateurs du PS à Epinay (...) je sais que l'unité des socialistes a besoin d'un projet. Je serai candidat enfin parce que je crois avoir montré, comme ministre de la recherche, puis comme ministre de l'éducation nationale, que j'étais capable de rassembler bien au-delà du Parti socialiste, une majorité de Français pour une politique de progrès au service de l'intérêt national. Mon message est simple : pour redresser la France, il faut compter d'abord sur nous-mêmes.* »

M. Chevènement a également fait remarquer qu'il se « *reconnaît pleinement* » dans la définition donnée par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, à Villeneuve-lès-Avignon, du bon candidat socialiste et a rappelé qu'il le sera « *dans le respect des règles et des procédures* » du PS.

Le maire de Belfort a affirmé la nécessité, pour vaincre le chômage, de retrouver « *une croissance plus forte, par tous les moyens* ». Il a jugé que « *la démocratie, la justice sociale, l'indépendance nationale* », sont « *les trois conditions* » pour donner « *sens à l'effort* ».

« *Nous ne devons pas perdre en route le socialisme* », a lancé M. Chevènement, qui a invité les socialistes à « *rester fidèles* [à eux-mêmes], *fidèles au peuple* » et a ajouté : « *Le PS d'Epinay ne sera pas subrepticement transformé, comme carrosse en citrouille, en parti libéral avancé.* »

M. Chevènement a consacré une large part de son intervention aux questions européennes. Il a souligné la nécessité de « *fonder un compagnonnage historique de la France avec l'Allemagne* » et a réaffirmé son souhait d'une « *initiative européenne de croissance* ». « *Mais,* a-t-il ajouté, *si l'Allemagne (...) préfère, dans les années qui viennent, ne pas investir dans l'Europe, dans la croissance et dans la défense européenne, alors la France devrait, provisoirement, être capable de reprendre sa liberté par rapport à des disciplines qui ne pèsent que sur elle (...).*

» *Une mise en congé provisoire si nous ne pouvions pas faire évoluer le système monétaire européen ne remettrait d'ailleurs nullement en cause notre engagement au sein du Marché commun (...), le SME a été une approche libérale de la construction européenne. Cela ne doit pas devenir une religion (...). Un tel choix (...) n'impliquerait d'ailleurs en aucun cas une politique de facilité, bien au contraire. Simplement,* [il] *supprimerait une contrainte et donnerait des marges de manœuvre accrues (...). Nous n'avons pas fait vœu de libéralisme, puisque nous sommes des socialistes, et nous n'avons pas fait vœu pour nos jeunes de chômage à perpétuité.* »

M. Chevènement s'est prononcé pour une « *Europe de l'Ouest confédérée* », tout en soulignant, pour l'avenir, que « *le peuple russe (...) est un peuple européen* ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT ENTRE L'OMNIUM DE LA PARFUMERIE DE LUXE ET LA SOCIÉTÉ MONTGERON DISTRIBUTION

La société Omnium de la parfumerie de luxe, fabricant et distributeur des parfums Van Cleef et Arpels, a fait assigner la société Montgeron Distribution Centre exploitant le Centre Leclerc de Montgeron, pour voir dire que, n'étant pas revendeur agréé, la commercialisation par lui des produits Van Cleef et Arpels était fautive et constituerait un acte de concurrence déloyale :

PAR CES MOTIFS

Condamne la société Montgeron Distribution à payer à la Société Omnium de la parfumerie de luxe la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts. Lui fait défense de procéder à la vente des produits de la marque Van Cleef et Arpels sous astreinte définitive de 5 000 F par infraction constatée. Ordonne la publication du présent jugement dans cinq journaux au choix de la Société Omnium de la Parfumerie de luxe sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser 6000 F.

Pour extrait : S.C.P. Fisselier Chiloux Boulay, avoués près la Cour d'appel de Paris, jugement confirmé par l'arrêt de la 4e Chambre A de la Cour d'appel de Paris du 24 mars 1987. Et Me Jean Edouard Bloch, avocat à la Cour, demeurant, 9, avenue Hoch, 75008 PARIS.

Les duettistes de l'assurance et de la banque

VIEUX-BOUCAU
de notre envoyé spécial

« *Yvette, veux-tu venir à la tribune, Jean se prépare à surveiller tes propos.* » C'est ainsi que M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, a introduit le numéro des « *duettistes* » socialistes de l'assurance et de la banque, samedi, devant le « club » de M. Mauroy. Yvette, c'est Mme Chassagne, ancienne présidente de l'UAP. Jean, c'est M. Deflassieux, ancien PDG du Crédit lyonnais. L'un et l'autre ont un franc-parler décapant, volontairement provocateur à l'égard de leurs « *camarades* » socialistes.

« *On dit toujours que la droite a des hommes d'affaires et nous, des politiques* », a dit celle qui fut la première femme préfet. « *Nous avons des gestionnaires,* a-t-elle ajouté, *et nous n'avons pas à en avoir honte.* » C'était plus qu'un conseil, comme elle sait en prodiguer à ses interlocuteurs. Elle s'est prononcée pour un « *renforcement des pouvoirs du ministère de l'économie* » au détriment du ministère des finances, dont une des concrétisations serait « *le passage de la direction du Trésor sous la tutelle de l'économie* ».

« Affairisme plus charité »

Favorable à une « *renationalisation des banques et des assurances* », sans écarter la solution de la mutualisation « *avec un système de contrôle des responsables* », elle a relancé l'idée, abandonnée sous la législature précédente, de création de « *la Banque nationale d'investissements* ». Pragmatique, elle a souligné que les assureurs et les banquiers conserveraient « *la maîtrise de la gestion* » de leurs établissements.

« Jean », qui surnomme gentiment sa complice, « Chysette », s'est voulu plus mordant à l'égard de la majorité et de ses amis socialistes. « *C'est la première fois depuis Louis-Philippe que l'argent domine à ce point la société,* a-t-il lancé. *Affairisme plus charité ne remplacent pas la solidarité.* » S'il est encore administrateur de banque outre-mer, cela n'empêche pas M. Deflassieux d'être un chaud partisan de l'indépendance de tous nos départements lointains.

A l'exception de Clipperton (1). Il a fustigé les anti-indépendantistes calédoniens : « *Ces types qui adorent la France n'ont jamais payé d'impôts sur le revenu. S'ils aiment tant la République, qu'ils payent !* » Il a dénoncé la droite qui, selon lui, cadenasserait le pouvoir économique : « *Ils sont en train de préparer des places de sûreté pour nous empêcher de gouverner quand nous serons revenus au pouvoir.* »

Partisan du « *rétablissement de la troisième voie de l'ENA* », dont l'accès devait être élargi pour ne pas être réservé à « *quelques copains* », il s'est lamenté, en termes sévères, sur l'absence de réforme fiscale « *en cinq années de majorité absolue* ». « *Nous sommes allés trop loin dans les nationalisations industrielles* », a-t-il en revanche estimé.

Après cette douche, M. Delebarre a repris la parole. « *Au nombre de baffes qu'il colle,* a glissé l'ancien ministre, *il y en a toujours plus pour la droite que pour ses amis.* »

O. B.

(1) Atoll inhabité de l'océan Pacifique.

PROPOS ET DÉBATS

M. Balladur :

réservé

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, M. Edouard Balladur s'est montré pour le moins réservé sur les critiques touchant à l'âge du président de la République. Le ministre d'Etat a assuré qu'il ne participera « *à aucun débat sur la personne, le caractère, le présent et l'avenir* [du chef de l'Etat] *jusqu'au moment où il sera officiellement candidat* ». « *Mais même, à ce moment-là, il y a des sujets que je n'aborderai pas* », a-t-il annoncé avant d'ajouter : « *Le président de la République met beaucoup de soin à marquer en toute circonstance que son appréciation des choses est différente de celle du gouvernement. On peut le comprendre d'ailleurs puisqu'il est socialiste et que, nous, nous ne le sommes pas. Cependant, sur les 70-75 conseils des ministres, à vingt ou trente reprises, il y a eu une déclaration du président* », dont aucune n'a été « *consacrée à approuver le gouvernement* », à la différence de l'avant-mars 1986. Le ministre de l'économie a poursuivi : *Je comprends parfaitement que le président cherche à marquer ses différences, c'est son droit le plus absolu. Mais il connaît trop la nature des choses pour s'étonner dès lors qu'en retour il soit l'objet d'un certain nombre de mises en cause et d'attaques.* »

M. Barrot :

malgré lui

M. Jacques Barrot, qui participait, le dimanche 30 août au « Forum RMC-FR3 », a expliqué que pour l'élection présidentielle, à gauche, « *il n'y a pas d'issue même avec François Mitterrand. S'il est candidat, il sera candidat malgré lui. Car il n'y a aucun intérêt personnel pour lui, à l'être* » parce qu'il « *court à l'échec* ». Pour le secrétaire général du CDS, « *la victoire, elle-même, serait pour M. Mitterrand un problème car ou bien il ne dissout pas l'Assemblée, et nous voilà embarqués dans la quatrième République,* » et « *on essaie de trouver un gouvernement à base d'alliances* », « *ou bien alors, il dissout, et il cherche* » à susciter « *un courant que la gauche actuelle ne peut pas lui procurer et à ce moment-là, il n'y a pas de majorité parlementaire* ». Se refusant à évoquer l'âge du chef de l'Etat, le député de la Haute-Loire a observé : « *Je ne suis pas tombé dans l'agressivité et la dérision. Ce sont des armes dangereuses. Elles se retournent souvent contre ceux qui les utilisent. En France, la sympathie va souvent aux victimes...* »

M. Le Pen :

grotesque

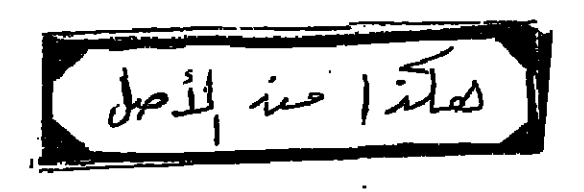
M. Jean-Marie Le Pen, qui clôturait l'université d'été du Front national de la jeunesse, dimanche 30 août, à Neuvy-sur-Barangeon (Cher), a qualifié de « *grotesque* » le comportement de M. Jacques Chirac à l'égard de la chanteuse Madonna. Estimant qu'il s'agit d'« *une récupération hypocrite et totalement infondée de la jeunesse* », le candidat à l'élection présidentielle a affirmé : « *Je préfère que ce soit Madonna qui ait jeté sa culotte aux orties que Jacques Chirac, qui s'est cru obligé d'assurer la campagne de promotion d'une artiste étrangère, quel que soit son talent.* »

La veille, son directeur de campagne, M. Bruno Mégret, avait déclaré que « *ce n'est pas en singeant les adolescents* » que le premier ministre « *fait montre des qualités d'homme d'Etat nécessaires pour devenir président de la République* ». Si M. Chirac « *croit convaincre les jeunes Français en prenant Madonna par la taille et en se coiffant d'un Walkman, c'est qu'il les prend pour des imbéciles* », a-t-il expliqué.

M. Toubon :

anticiper

La candidature de M. Jean-Pierre Chevènement est « *pour les socialistes une manière d'anticiper plutôt la défaite que la victoire* », a estimé M. Jacques Toubon, le dimanche 30 août. Selon le secrétaire général du RPR, au PS, « *plus on est de fous, moins on rit* ». La décision de l'ancien ministre de l'éducation confirme, a-t-il ajouté, que « *le PS ne s'intéresse qu'aux questions de personnes et non à ses projets d'avenir* » et qu'il a pour objectif « *d'empêcher les autres d'être élus plutôt que de les amener à la victoire* ».



Société

REPÈRES

Espace

Test réussi pour la navette

Les techniciens américains ont testé, dimanche 30 août, la nouvelle version des fusées d'appoint de la navette spatiale américaine. Avec un retard de deux jours sur le programme prévu, ils ont réussi cet essai qui constitue une étape cruciale pour le retour dans l'espace de la navette (*le Monde* du 29 août). Pendant deux minutes, le propulseur de 48 mètres de long et chargé de 500 tonnes de carburant solide, arrimé à l'horizontale, a craché une longue flamme blanche orangée, provoquant un épais nuage de fumée et de poussières dans les collines désertiques de l'Utah, près de Bingham City. Il faudra cependant plusieurs semaines pour analyser complètement les résultats fournis par les cinq cents capteurs qui bardaient la fusée.

Les problèmes liés aux propulseurs et au manque d'étanchéité de ses joints avaient été à l'origine de l'explosion de la navette Challenger, en janvier 1986.

Euthanasie

M. Malhuret ne veut pas de loi

« Il n'est pas question de légiférer sur l'euthanasie » estime M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, dans une interview publiée par l'hebdomadaire *le Point* daté du 31 août. *« Comprendre, pardonner à ceux qui, à bout d'amour, à bout de ressources, se sont résolus à ce geste, oui »* ajoute-t-il, *« mais légaliser, non, car c'est courir le risque d'encourager. »* Selon M. Claude Malhuret, *« entre l'euthanasie et la dysthanasie, une mort longue et douloureuse, il existe pour les médecins de plus en plus de possibilités pour accompagner les derniers moments sans pour autant poursuivre obstinément des traitements devenus inefficaces, mais tout en évitant au maximum la souffrance physique ou morale ».*

Nucléaire

l'incendie d'une centrale à Taiwan

Un incendie s'est déclaré, samedi 29 août, sur le site de la centrale nucléaire de Pingtung, au sud de Taiwan. Le feu, qui a pris dans un bâtiment situé à environ 600 mètres des réacteurs, a été rapidement maîtrisé et n'a pas fait de victimes. Les deux réacteurs n'ont pas été affectés par l'incendie, et la production d'électricité n'a pas été interrompue, a déclaré le vice-président de Taipower. Selon lui, le sinistre a vraisemblablement été provoqué par des braises de cigarettes laissées sur le chantier du bâtiment en réfection.

Pêche

Le Japon chassera quand même

En dépit de toutes les décisions de la Commission baleinière internationale, le Japon entreprendra en décembre prochain une campagne de chasse à la baleine, au cours de laquelle il a prévu de capturer huit cent vingt-cinq baleines et cinquante cachalots. Ce projet continue d'émouvoir les défenseurs des cétacés, qui rappellent que la chasse commerciale à la baleine est interdite depuis 1985 et que la Commission avait enjoint aux trois derniers pays chasseurs, le Japon, la Corée du Sud et l'Islande, de mettre fin à leur pratique. L'agence japonaise de pêche avait alors présenté sa campagne de l'hiver 1987-1988 comme une entreprise de caractère scientifique

SIDA

Le dépistage sera obligatoire pour les immigrants aux Etats-Unis

Les immigrants et les réfugiés désirant obtenir un permis de résident permanent aux Etats-Unis devront, au préalable, passer un test de dépistage du SIDA, indique une directive des services de santé américains, rendue publique le vendredi 28 août. L'accès au territoire américian sera interdit aux personnes qui seraient séropositives. Les travailleurs clandestins voulant régulariser leur situation, comme le leur permettent les mesures d'amnistie contenues dans la nouvelle loi sur l'immigration, devront également passer ces tests.

Cette mesure, effective au 1er décembre, ne s'applique pas aux visiteurs munis d'un visa de tourisme ni aux personnes atteintent par la maladie qui viendraient aux Etats-Unis pour s'y faire soigner.

Ecoliers séropositifs persécutés en Floride

Il ne fait pas bon être séropositif à Arcadia (Floride). Le 5 août dernier, un tribunal fédéral avait décidé que trois enfants hémophiles contaminés par le virus du SIDA, et exclus de leur école l'année précédente, étaient autorisés à retourner en classe. Coups de téléphone anonymes aux parents, menaces de mort, appel au boycottage de l'école : le jour de la rentrée, près de trois cents enfants étaient absents (*le Monde* du 26 août). Le vendredi 28 août, enfin, un incendie se déclarait dans la maison des trois écoliers séropositifs. Selon leur père, l'incendie aurait été déclenché par une *« sorte de cocktail Molotov »*.

Le préfet de police de Paris avait demandé l'expulsion de Whadid Gordji dès janvier 1985

Le Point du 31 août affirme que *« Pierre Joxe avait refusé »*, en 1985, l'expulsion de Wahid Gordji, numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris et aujourd'hui au cœur de l'imbroglio franco-iranien. L'hebdomadaire publie, en effet, une lettre signée de M. Guy Fougier, alors préfet de police de Paris, adressée, le 10 janvier 1985, au ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. M. Fougier y demandait, au nom de la procédure dite d'*« urgence absolue »*, un arrêté d'expulsion à l'encontre de M. Gordji.

Cette demande, à laquelle il ne sera pas donné suite, était ainsi motivée : *« M. Gordji a été chargé de la section « étrangers » du « Centre culturel islamique », 6, rue Jean-Bart, jusqu'à sa fermeture, le 23 décembre 1983, par arrêté ministériel. Cet organisme, dirigé par l'ambassade d'Iran, était suspecté de préparer des actions terroristes. Il a participé à la réunion du jeudi 9 février 1984 organisée par les « Etudiants musulmans iranien »s en France, pro-khomeinistes, 8, villa du Parc-Montsouris à Paris 14e. Il fréquente l'appartement no 1 293 situé au vingt-neuvième étage de la tour Tokyo, 20, avenue d'Ivry à Paris 13e, qui sert de lieu de rencontre des militants pro-khomeinistes de la région parisienne. »*

M. Joxe se refusait, lundi matin 31 août, à tout commentaire sur ces informations, ayant décidé d'observer une sorte de devoir de réserve sur son activité ministérielle, depuis qu'il est dans l'opposition. Dans tous les cas, la révélation de la lettre de M. Fougier n'a qu'une portée politique limitée. Il s'agit, en fait, d'une demande classique du 8e bureau de la direction de la police générale de la préfecture de police, chargé des *« mesures de rigueur applicables à tous étrangers »*. Contresignée par le préfet de police, cette demande est semblable à des dizaines d'autres et relève d'une chasse routinière à l'agitation politique dans les milieux étrangers.

A l'époque, elle était essentiellement motivée par les bagarres récurrentes entre pro-khomeinistes et adversaires de la révolution iranienne à la cité universitaire internationale du boulevard Jourdan. La surveillance de l'agitation idéologique et religieuse l'emportait sur les éventuels projets terroristes. De plus, la présence en France de Wahid Gordji était souhaitée par certains services de police qui voyaient alors en lui un interlocuteur sinon un informateur : ainsi la DST, en particulier l'un de ses sous-directeurs, M. Raymond Nart, était en contact avec Gordji jusque durant l'année 1986. Enfin, le refus de l'expulser — dont les archives policières gardaient évidemment la trace — fut tacitement confirmé après le changement politique de mars 1986 : Gordji participa comme interprète aux rencontres du premier ministre, M. Jacques Chirac, avec des délégations iraniennes. En somme, une décision de janvier 1985 ne saurait donc être indûment interprétée en fonction des soupçons de l'été 1987.

E. P.

Impliqué dans l'attentat du 4 août près de Bastia

Gérard Pellier a été écroué à Paris

Gérard Pellier, ancien légionnaire impliqué dans l'attentat au cours duquel le gendarme Guy Aznar a été tué, le 4 août dernier, près de Bastia, a été écroué, le samedi 29 août, par M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous les inculpations de complicité d'assassinat, complicité de tentative d'assassinat et association de malfaiteurs. Ces inculpations ont été signifiées en application de la loi du 9 septembre 1986 sur la lutte contre le terrorisme, qui prévoit notamment la compétence des juridictions parisiennes.

Arrêté à Monaco au début de la semaine dernière, Pellier aurait avoué aux gendarmes de Menton (*le Monde* daté 30-31 août), puis confirmé au magistrat instructeur, qu'il avait rencontré des membres de l'ex-FLNC lorsqu'il purgeait une peine pour escroquerie à la prison de Bastia. Libéré peu avant l'attentat, il aurait apporté son aide à ses auteurs en effectuant des repérages et en louant une chambre d'hôtel sans pour autant connaître le but réel de l'opération.

Sans citer le nom de Gérard Pellier, l'ex-FLNC a affirmé, dimanche, dans un communiqué authentifié et diffusé à Bastia (Haute-Corse) que *« cette personne est tout à fait étrangère »* à son organisation et qu'elle n'a pas participé, ni de près, ni de loin, à l'embuscade du 4 août, ni à aucune autre opération. Le communiqué poursuit : *« Les prétendus aveux d'une personne déclarant avoir assisté deux militants du FLNC donnent à la gendarmerie les prétextes juridiques qui lui manquent pour interpeller, perquisitionner, garder à vue, faire déporter n'importe quel militant nationaliste dont le nom, l'aspect, la ressemblance auront été suggérés à cet individu. »*

Chronique du racisme ordinaire

(Suite de la première page.)

Les Français, c'est donc bien sûr, ne sont pas racistes. Ou alors sans le savoir. Nice, début août : une mère de famille apprend que son fils, un garçon de dix-neuf ans, qui a *« fait un blocage »* après avoir *« raté son brevet »*, appartenait au commando qui a frappé à mort un ouvrier tunisien. Elle ne comprend pas : *« On n'aime pas les Arabes, comme tout le monde en France, mais on n'a jamais dit qu'il fallait les tuer. »* Châteauroux, le 15 août : cinq skinheads *« nationalistes et patriotes »*, mettent un long moment, au commissariat, à réaliser que personne n'approuve leur *« virée »* anti-arabe de la soirée. Alors que le substitut du procureur de la République arrive sur place, il se trouve encore suffisamment d'inconscience sous les crânes rasés pour que l'un d'eux claironne : *« Avec tous les juifs qu'il y a dans la police, nous sommes faits. »* Troyes, le 14 septembre 1986 : à la fin d'un western, un téléspectateur de vingt-deux ans tue, depuis sa fenêtre, un jeune Marocain qui marche dans la rue. Ce n'est qu'une erreur, il a mal vu : *« Je croyais tirer sur un Chinois »*, explique- t-il en pensant sans doute rendre son geste lumineux.

Dévergondage de la pensée. Au moment du procès de Klaus Barbie, les pamphlétaires amateurs courent les rues. Le 6 mai, c'est devant la porte même du Palais de justice de Paris qu'un ancien étudiant en histoire de trente-trois ans distribue un tract révisionniste signé *l'Aigle noir* et intitulé *« Le génocide des boches »*. Le texte est presque obscène. Mais les policiers ne relèvent qu'une phrase qui les choque particulièrement et qu'ils consignent dans le procès-verbal. *« Un bon flic est un flic mort. »*

L'époque est à la libération des mots. Pendant la tournée des plages de Jean-Marie Le Pen — décevant cette année sur la question, — les troupes prennent le relais. Le racisme, on ne peut plus, au Front national, qu'en rigoler. Les militants ne se font pas prier pour raconter « la dernière des jeunes du Front ». *« Savez-vous que Le Pen a du sang arabe ? »* Tiens, donc ? *Mais oui, sur le capot de sa voiture »*...

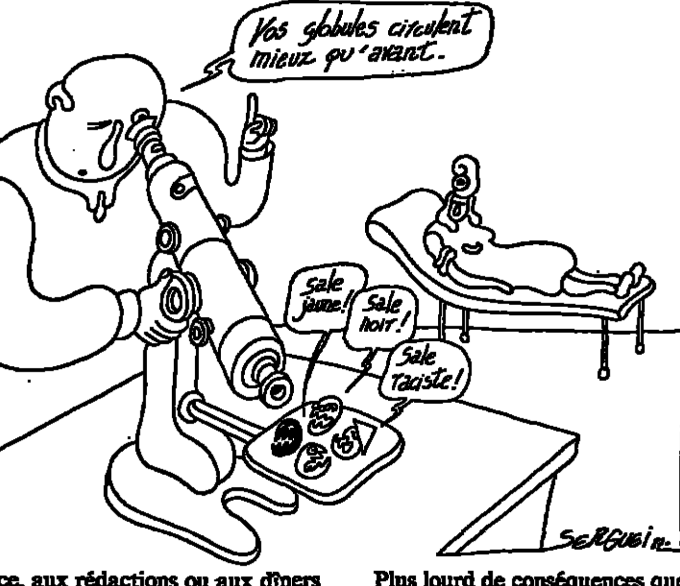
Comment en est-on arrivé là ? En 1970 déjà, *le Monde* pose la question, sous la plume de Jean Lacouture : « Les Français sont-ils racistes ? » A l'époque, l'« envahisseur » étranger reste mythique : selon un sondage, les Français se sentent menacés en priorité par les Chinois, avant les Arabes. Le racisme, alors, est fait des ces *« petits riens »* qu'épingle Pierre Viansson-Ponté dans ses chroniques : vexations, entassement chez les « marchands de sommeil ». La tension ne vient qu'après le premier choc pétrolier. « Expéditions punitives » dans les banlieues ou cafés immigrés, incendies de mosquées, revendications à partir de 1977 des agressions au nom de ce *« je n'aime pas les Arabes »*, qui revient aujourd'hui : les racistes de 1987 n'innovent guère.

Les actes xénophobes sont-ils plus nombreux ces dernières années ? Rien ne permet de l'affirmer. Ni la chancellerie ni le ministère de l'intérieur ne se préoccupent de les recenser à part. A défaut de statistiques officielles, il faut recourir à un thermomètre empirique : les archives du *Monde*. Elles ne font pas apparaître d'augmentation significative des faits racistes.

« Tu es raciste, tu le gardes pour toi. Il n'y a qu'en refoulant les arbitraires qu'on construit une société. » Harlem Désir serait-il en retard — ou en avance — d'une époque ? Le temps n'est plus à la muselière qu'il préconise ou à la culpabilisation du discours raciste. Pour M. Albert Lévy, secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), les tabous ont sauté lorsque les hommes politiques ont sorti le thème de l'immigration de leur boîte à polémiques en 1981. *« On a vu apparaître un « racisme d'opposition », pour contrer la gauche et ses mesures de régularisation des sans-papiers. »* Ensuite, ajoute M. Lévy, la droite a péché par *« complaisance »* et les socialistes ont déçu par leur *« silence »*. *« Ni les hommes politiques, ni la presse, ni les spécialistes n'ont jamais répondu à Le Pen sur l'immigration avec la vigueur qu'ils ont manifestée sur le SIDA. »*

Contamination

La contamination, elle, court pendant ce temps-là. De l'Assemblée nationale au Palais de justice, aux rédactions ou aux dîners en ville, il devient de bon ton de chercher à *« faire la part des choses »*. Les immigrés sont mal logés, certes, mais n'est-ce pas un peu leur faute ? *« Ils économisent sur le loyer pour envoyer l'argent chez eux »*, entend-on dans les couloirs de respectables institutions. A Mulhouse, après une agression contre un instituteur, commise par deux jeunes beurs, un prêtre se sent mal à l'aise : quelques catholiques, d'habitude plus prompts à pardonner, empruntent des arguments au Front national. Son président, Jean-Marie Le Pen, pose, faut-il le rappeler, *« de bonnes questions »*.



Plus lourd de conséquences que ces dérapages, un *« racisme institutionnel »*, selon le terme des organisations antiracistes, gagne certaines municipalités. La Ville de Paris a, par exemple, décidé, en 1985, de réserver l'allocation de congé parental pour le troisième enfant aux familles françaises. Le tribunal administratif a annulé cette mesure mais la Ville a fait appel devant le Conseil d'Etat.

Pauvres juges ! Comment échapperaient-ils à la banalisation du racisme ? *« Ils ne sont ni plus ni moins racistes que les autres. Mais ils le sont tous un peu »*, estime Me Bernard Jouanneau, défenseur de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme). Certains parquets et avocats reprochent aux juges de ne prononcer qu'avec parcimonie des condamnations pour provocation à la haine raciale ou injures. La loi de 1972, d'ailleurs, est de plus en plus négligée (dix jugements à Paris en 1986, dix-huit en 1985). *« Les juges souffrent d'un phénomène de lassitude,* note un haut magistrat parisien. *Ils se disent que la vérité sur la discrimination raciale ne se situe peut-être pas d'un seul côté. Et surtout, ils estiment qu'ils ne sont pas chargés d'assurer la censure morale en France. »* Autrement dit, ils vivent avec leur siècle.

Cette *« loi-alibi »* de 1972, d'après l'expression d'un magistrat marseillais, a tout de même contraint les racistes à davantage de paraphrase dans leurs écrits. Au fil des procès, la revue *Notre Europe combattante* du néo-nazi Marc Frederiksen a dû affadir son contenu. *« Le langage est plus crypté, mais le venin reste »*, ne peut que constater un magistrat, qui compare le jeu du chat et de la souris auquel se livrent justice et antisémites en puissance à la résistance des virus aux antibiotiques. *« Il arrive un moment où il faut trouver un médicament plus puissant. »* Avant la mort du criminel nazi *Notre Europe* faisait le décompte de chaque *« mois de captivité de notre camarade Rudolf Hess »*. Sous la pression des magistrats, le *« camarade »* a disparu, mais l'hommage est resté. La justice ne pouvait guère plus.

Le racisme, désormais, se comprend à demi-mot quand il ne s'exprime pas en langage codé. En 1972, l'ANPE ne s'embarrassait pas de périphrases dans cette annonce : *« Citroën recherche Européens (pas de Nord-Africains ni Africains, sauf candidats exceptionnels). »* L'agence aujourd'hui attribue des codes : 01 correspond à la nationalité française. Le MRAP a porté plainte en décembre contre des antennes locales qui affichaient des propositions *« 01 uniquement »*

Un enjeu politique

En 1975, le meurtre d'un ouvrier algérien dans un bal occupe vingt-cinq lignes tout juste dans *le Monde* et guère plus, quand ce n'est pas l'oubli dans d'autres titres. Le 15 août, l'équipée des skinheads de Châteauroux — quelques dents ébréchées, un poignet cassé, mais l'intention y était — fait la « une » de la quasi-totalité des médias. Indéniablement, la sensibilisation au racisme a augmenté, au même titre que la contamination. A l'approche de l'élection présidentielle, l'anti-racisme devient donc plus que jamais un enjeu politique majeur, et notamment pour la majorité, dont le projet de code de la nationalité reste très contestée.

Chacun dans son bureau, le ministre des affaires sociales, Philippe Séguin, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, le garde des sceaux, Albin Chalandon, et le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Claude Malhuret, ont préparé pour la rentrée qui un projet de loi, qui une circulaire, un rapport ou la mise en place d'une commission de médiation sous l'œil encore sceptique des organisations antiracistes. A la suite d'une réunion avec ces associations le 7 juillet, M. Pasqua a demandé, début août, à la police des frontières et aux préfets de renforcer la vigilance face aux publications racistes, révisionnistes et antisémites. Le ministre souhaiterait, en outre, pénaliser la négation du génocide des juifs. Il a d'ores et déjà transmis à Albin Chalandon un projet de décret interdisant le port des insignes nazis.

La France est-elle plus raciste qu'auparavant ? Plus antiraciste ? Coupée en deux ? A l'approche de l'échéance électorale, on ne peut que se demander si toute vaccinée qu'elle est, la France des droits de l'homme ne mérite pas un rappel.

LAURENT GREILSAMER et CORINE LESNES.

Relaxes

La France est un curieux pays. A supposer qu'un raciste, que vous avez désigné comme tel dans un journal, vous poursuive en justice, vous voilà presque assuré d'être condamné. Libre à vous, en revanche, de prendre à partie avec véhémence les immigrés... Vos libelles seront, la plupart du temps, considérés par les tribunaux et les cours d'appel comme participant au grand débat d'idées auquel chacun est convié.

En mai 1984, Mme Marie-Luce Wacquez publie dans *Présent*, bulletin quotidien d'extrême droite, un article consacré à la condition féminine. On peut y lire notamment que Mme Yvette Roudy — à l'époque ministre des droits de la femme — *« ferait mieux d'apprendre à ses sœurs comment rentrer chez elles sans être détroussées, agressées, violées ». « Le féminisme et l'antiracisme,* écrit la journaliste, *sont deux choix, deux attitudes totalement incompatibles. Tant que les beurs, les rastas et* tutti quanti *auront tous les droits, la femme n'en aura aucun et surtout pas celui d'exister en tant que telle sans haïk ni tchador. »*

Dans son arrêt du 13 juin 1985, la cour d'appel note sentencieusement : *« Il s'agit (...) d'un simple constat sur les risques encourus par les femmes du fait d'une certaine population d'immigrés inadaptés et de la difficulté de concilier, en conséquence, antiracisme et féminisme. ces propos n'outrepassent pas les limites de la simple polémique. »* Mme *Wacquez est relaxée.*

En 1983, dans un tract distribué à Marseille, M. Marcel Bianconi dénonce les étrangers qui *« submergent »* la France. M. Bianconi suggère aux Français qui *« ne veulent pas mourir en esclavage »* de se regrouper par *« quartier, commune, région »*. La cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 25 juin 1985, estime, dans un style passablement emberlificoté : *« Le tract reste, dans l'ensemble, mesuré puisqu'il dénonce « l'envahissement excessif des populations étrangères et immigrées, particulièrement nord-africaines à haut taux de natalité qui nous submergent », « l'immigration massive de races dont l'assimilation est pratiquement impossible tels les musulmans », que donc seul l'excès des taux des étrangers au sein de la population française est critiqué (...). »*

M. André Figueras, écrivain, brosse, dans un discours prononcé en 1983 à la Mutualité, une grande fresque supposée prophétique. *« Nous sommes sous l'œil des barbares »*, lance l'orateur, *« les immigrés se reproduisent comme des lapins », « l'avènement d'un président musulman nous guette ».* Le 26 mars 1986, la cour d'appel de Paris, dans un style inimitable, tranche : *« La comparaison des immigrés avec des lapins constitue certes une métaphore peu respectueuse mais ne va pas jusqu'à tomber sous le coup de la loi pénale. »* La cour d'appel continue : *« L'évocation d'un président musulman en France représente un simple pronostic ne dépassant pas les limites permises dans le discours politique (...). De tels propos, qui ne visent aucune ethnie, nation, race ou religion déterminée, expriment une opinion politique — certes tranchée — sur le problème de l'immigration, en général mais ne contiennent aucune exhortation, incitation hostiles aux immigrés. »*

M. Figueras, cela va sans dire, est relaxé...

C. L. et L. G.

Sports

Roma

Les championnats du monde d'athlétisme

Le bon plaisir du peuple romain

L'Italie vit à son rythme. Pour les 130 000 spectateurs venus en deux jours sur les gradins du stade olympique de Rome, l'événement le plus considérable du week-end a été la victoire de Maurizio Damilano dans le 20 kilomètres marche. La démarche chaloupée de cet arpenteur de bitume a fait chavirer le public de bonheur. Bien davantage que le fabuleux record du monde de Ben Johnson au terme d'un 100 mètres de légende, ou que le record du monde de Stefka Kostadinova à la hauteur. Sur ces deux athlètes hors du commun, l'obscur Damilano a un avantage indiscutable : il est Italien. Sa médaille d'or lavait deux affronts : le Suisse Günthör avait pris la médaille d'or du poids au colosse local Andrei, et à l'issue d'un 10 000 mètres au déroulement suspect Panetta n'avait pu revenir sur le Kenyan Kipkoech.

Le chauvinisme exacerbé jette une curieuse ambiance sur ce début de championnat du monde. Des sifflets et des huées tombent tout à coup des tribunes sur tel ou tel athlète qui n'en peut mais. On applaudit l'apparition de Moses à retardement, comme si l'on n'avait pas reconnu la star du 400 mètres haies. Ce public connaît-il l'athlétisme ?

Les premières épreuves ont pourtant véhiculé leur lot de sensations fortes. Les bonnes et les mauvaises. C'est selon cette alternance que vit le camp français. Pour une heureuse surprise – la médaille de bronze de la marathonienne Villeton, – que de déboires ! Eliminations prématurées ou blessures, les athlètes tricolores ne sont pas à la fête à Rome. Ils ne sont pas les seuls. Les Américains sont partis piano à la chasse aux médailles. A l'image de Willie Banks, le joyeux recordman du triple saut, éliminé sans gloire dans une série matinale.

J.-J. B.

Record du monde du 100 mètres à Rome

Ben Johnson, le colosse volant

(Suite de la première page.)

Deuxième acte : au niveau de la mer, le Canadien flirte avec le record du monde (9 s 93) établi en altitude par Calvin Smith. Troisième acte : Lewis annonce qu'il va battre Johnson, qui ne dit rien. Quatrième acte : alors des séries préliminaires, Lewis s'applique à aller plus vite que Johnson, sans l'impressionner pour autant. Cinquième acte...

Ah ! ce dénouement. Le Canadien et l'Américain sont côte à côte couloirs 5 et 6. Ils s'installent. L'un en roulant des pectoraux. L'autre en effectuant mille petits mouvements.

Et bang ! C'est parti. Le bruit de la détonation ne s'est pas encore assourdi que déjà Johnson a bondi propulsé par ses quatre membres comme lui seul sait le faire, comme un jaguar fondant sur sa proie. Il a 2 mètres d'avance. Et il accélère, accélère sans relâche, tel un dragster dont le moteur brule des tonnes d'éthanol en quelques dizaines de mètres. Lewis s'est aussi élancé.

Mais c'est pour une poursuite infernale. Fluide, félin aussi, il grignote quelques centimètres. En vain ! Johnson n'a pas faibli un millième de seconde. Il a maintenu son élan fou d'un bout à l'autre de la piste. Et il est sur la ligne. C'est fini. Lewis est 1 mètre derrière, 10 centièmes de seconde, dit le chronomètre. Mais il dit bien plus que cela, ce « chrono » : Johnson n'a pas seulement nettement battu Lewis, il vient d'établir un nouveau record du monde. Et quel record : 9 s 83 avec 0,95 mètre de vent favorable.

A peine imaginable : dans une discipline où on pensait qu'il faudrait instaurer les millièmes de seconde pour améliorer les records, le Canadien a tout bonnement ravi au temps un dixième de seconde, une mesure oubliée depuis la fin de l'antique chronométrage manuel. A 2000 mètres d'altitude, le nouveau record équivaudrait à un temps de 9 s 75. Théorie ? Qu'importe ! A ce niveau, victoire et performance dépassent la dramatisation d'une confrontation d'homme à homme analogue à celle naguère d'un Ali et d'un Frasier sur le ring ou bien d'un Borg et d'un McEnroe sur le court. Elles entrent bel et bien dans l'histoire. En tout cas l'histoire a une morale : à force d'acharnement, le petit Jamaïquain malingre est devenu au Canada un colosse. Et ce moderne Titan qui a été successivement le plus rapide sur 40, 60 à 80 mètres a désormais emmagasiné suffisamment de puissance pour ne plus être dépassé dans les derniers mètres. Tout tient à la rapidité de sa mise en action (12 centièmes de seconde), travaillée sans relâche avec son entraîneur Charlie Francis, qui, après avoir vu courir pour la première fois un gamin chétif de seize ans, a dit avoir découvert un diamant brut. Maintenant Ben brille de tout son éclat.



AP

Ben Johnson à droite.

Dans les écoles d'athlétisme, les magnétoscopes vont passer à l'infini son départ, comparable à celui de Armin Harry, sa puissance, égale à celle de Bob Hayes, sa vélocité, analogue à celle de Carvin Smith, et son accélération, digne de Carl Lewis. Mais pour le Canadien ce n'est pas fini : il veut traumatiser encore plus les chronomètres afin de rendre son record vraiment inaccessible. A la manière des 8,90 mètres de Bob Beamon en longueur il y a dix-neuf ans à Mexico. Or, comme le sort est ironique, c'est précisément l'homme qu'il a détrôné hier, Carl Lewis, qui est le mieux placé pour bondir plus loin que son compatriote. Mais, comme disait le vieux Kippling, c'est une autre histoire.

A. G.

MARATHON FÉMININ : Jocelyne Villeton sur le Podium

Les courses d'une mère de famille

En courant en tête 42,195 kilomètres à travers les rues de la Ville éternelle, la Portugaise Rosa Mota, qui était déjà championne d'Europe 1982 et 1986 de la distance, est devenue en 2 h 25 min 17 s la deuxième championne du monde du marathon. En dépit de la chaleur (27°C) et de l'humidité (74° d'hygrométrie) elle a précédé de plus de sept minutes la Soviétique Zoja Ivanova et la Française Jocelyne Villeton, qui est monté sur le podium après avoir doublé cinq concurrentes dans les 10 derniers kilomètres. Jocelyne Villeton répond à nos questions.

ROME
de notre envoyé spécial

« Mère de famille et marathonienne ! Souffre-t-on plus accouchant ou bien en courant 42,195 kilomètres ?

– Oh ! dans mon cas personnel il n'y a pas de doute : le marathon est infiniment plus dur. Et pour une raison simple : j'ai accouché mes deux enfants, Stéfanie, huit ans, et Jérôme, six ans, en beaucoup moins de temps que je ne termine mes courses...

– Comment une mère de famille devient elle marathonienne ?

– Je pratiquais l'athlétisme depuis l'âge de quinze ans environ. Cross et demi-fond. J'ai été championne de France par équipe avec les Coquelicots de Saint-Étienne. C'était le club de Bernard Bobès, qui a été deux fois champion de France de marathon. Je me suis entraînée avec lui. Et l'été on passait nos vacances en Lozère, où beaucoup de coureurs de fond se retrouvent. Bref, en 1982, un an après la naissance de Jérôme, j'ai fait mon premier marathon. En 3 h 6 min ! Samedi, c'était mon seizième. Le déclic s'est produit en 1985 : j'ai terminée troisième à Montréal. L'an dernier, j'ai fini quatrième à New-York et cinquième à Stuttgart, pour les championnats d'Europe. Rosa Mota avait déjà gagné. Mais ici j'ai la médaille de bronze.

– C'est aussi simple que cela ?

– Bien sûr que non ! Certains jours, j'aurais besoin de trente-six heures et non pas de vingt-quatre. Mais c'est surtout une question d'organisation. En fait rien ne serait possible sans la compréhension de mon mari, Michel, un ancien sprinteur devenu marathonien. Il est instituteur. Son emploi du temps lui permet de s'occuper des enfants, qui heureusement ne sont pas difficiles. Il supervise aussi mon entraînement. En période de préparation, je fais deux séances par jour. Au total cela représente 170 à 180 kilomètres par semaine, que je m'efforce de couvrir à un train soutenu : 3 min 40 au kilomètre, soit plus de 16 à l'heure, pour améliorer ma vitesse de base.

– Vous courez donc tout le temps ?

– Six jours sur sept en fait. Le vendredi je me repose en général. Mais, rassurez-vous, il n'y a pas que cela dans ma vie. Heureusement ! On dit les marathoniens introvertis. Moi, j'aime sortir et m'amuser avec la famille et les amis. Et puis il y a le travail : je fais de la comptabilité prospective à la mairie de Saint-Etienne. C'est un mi-temps payé à mi-temps. J'attends depuis dix-huit mois une convention d'athlète de haut niveau qui me permettrait de faire le même horaire avec une rémunération à plein temps. Théoriquement, elle est sur le bureau de l'adjoint aux sports de la ville.

– Est-ce que c'est une différence de salaire qui explique la réussite de Rosa Mota ?

– Pour être honnête, non ! Rosa a une vitesse de base incroyable, et mentalement elle est très forte. Actuellement personne ne peut la battre. Les Africaines ne sont pas encore assez émancipées et les Américaines se laissent « bouffer » par les dollars de leurs courses sur route. Samedi, c'est surtout l'adaptation de Rosa à la chaleur qui a fait la différence. Elle a tenu de bout en bout un rythme incroyable dans ces conditions de 3 min 25 s au kilomètre. Toutes les autres favorites qui ont voulu s'accrocher ont « surchauffé ». Personnellement, j'avais mal aux jambes au départ. Mais il aurait fallu que je sois à demi-morte pour abandonner. Je me suis efforcée de ne pas être trop décrochée. J'ai fait une dizaine de kilomètres avec Maria Lelut avant qu'elle ne s'évanouisse. Et au trente-deuxième kilomètre, au moment où normalement on a le trou noir, je me suis *sentie* bien et j'ai pu remonter jusqu'à la troisième place.

– Cela change beaucoup de choses dans votre vie ?

– Cela me donne de bons espoirs pour les Jeux olympiques de Séoul l'an prochain. Il fera aussi chaud, mais le parcours, sans pavés et sans faux plat, sera moins dur qu'à Rome. Or, à trente-deux ans, je ne me sens pas du tout usée. Au contraire, je pense qu'en travaillant ma vitesse de base je peux progresser encore et passer sous les 2 h 30 min. Car mon record personnel de 2 h 28 min, qui m'a permis d'être qualifiée, n'est pas valable : le parcours était trop court de 1 200 mètres. En fait, c'est amusant : j'ai la médaille de bronze, mais je n'ai toujours pas réussi le minimum de qualification (2 h 32 min) requis par la fédération française d'athlétisme pour être qualifiée. »

Propos recueillis par
ALAIN GIRAUDO.

LANCER DU POIDS MASCULIN : les nouveaux athlètes

Günthör le magnifique

Le lanceur de poids suisse Werner Günthör a remporté le premier titre de champion du monde mis en jeu, le samedi 29 août, à Rome. Avec un jet à 22,23 mètres, il a dominé le favori italien Alessandro Andrei (deuxième avec un jet de 21,88 mètres) et l'Américain John Brenner (troisième, 21,75 mètres).

ROME
de notre envoyé spécial

Les ventripotants ne sont plus omnipotents sur les aires de lancer. Gros bébés joufflus, nourris aux hormones, vous ne faites plus le poids ! L'ère des mastodontes patauds qui expédiaient leurs boulets dans un océan d'indifférence et de suspicion est révolue. Werner Günthör est l'emblème musclé et souriant de la révolution du poids. Cet athlète de vingt-six ans a le ventre plat, le torse ample et des épaules sculpturales. Ses 125 kilos sont répartis avec harmonie sur 2 mètres de hauteur. La fièvre stature du nouveau champion a de quoi réconcilier les esthètes avec une discipline ingrate.

Le Suisse est le plus élancé des lanceurs : sans être obèses, Andrei (120 kilos, 1,89 mètre), Beyer (135 kilos, 1,95 mètre), Brenner (130 kilos, 1,92 mètre) et Timmerman (120 kilos, 1,95 mètre), ont la silhouette trapue. Günthör est aussi le plus efficace : champion d'Europe en salle en 1986 et 1987, champion d'Europe en plein air en 1986, recordman du monde en salle, il fait preuve d'une exceptionnelle constance dans les grands rendez-vous. Ce doux géant est le chef de file d'une nouvelle race de lanceurs. Les excès de la préparation biologique semblent aujourd'hui reniés par la plupart des écoles de lancer, et les méthodes d'entraînement ont été radicalement changées. En ce domaine, Jean-Pierre Egger, l'entraîneur de Günthör, est un précurseur.

C'est à l'Institut des sports de Macolin, centre de contrôle antidopage de réputation internationale, qu'il a fait passer son élève de 17,51 mètres en 1982 à 22,47 mètres cette saison. Cinq années d'amicale complicité entre un pédagogue hors pair et un disciple doué. Malgré des débuts prometteurs au javelot, Günthör s'est vite laissé convaincre par Egger que son avenir était au poids. Le jeune plombier abandonnait alors ses clés à molette pour rejoindre Macolin, où il s'entraîne désormais comme un professionnel : cinq à six heures quotidiennes en deux séances. Pris en charge par une compagnie d'électricité à raison de 4 000 francs suisses par mois, il n'a plus qu'un souci : suivre les conseils avisés de son maître à lancer.

Ancien et inamovible champion de Suisse des années 70, Jean-Pierre Egger est « *bien placé pour faire la différence entre l'ancienne et la nouvelle génération* ». Auparavant, dit-il, « *l'entrainement, c'était de la fonte, de la fonte, de la fonte. On obtenait des musculatures hypertrophiées, sans souplesse. C'était le temps des lanceurs de force* ». La nouvelle conception de l'entraînement privilégie la coordination du mouvement, la complémentarité entre force et technique.

Les haltères ne meublent que 50 % du temps d'entraînement de Günthör. L'autre moitié est consacrée à « *bâtir un athlète complet* » grâce à des exercices dynamiques développant souplesse et détente. Le colosse suisse franchit plus de 19 mètres en cinq bonds à pieds joints. Il saute 1,80 mètre en hauteur sans élan. « *Aussi haut que le Suédois Patrick Sjoberg, détenteur du record du monde* », précise J.-P. Egger. Tout l'art du lanceur est ensuite de réussir à point nommé la délicate alchimie « *entre les muscles qui bloquent et ceux qui poussent* ». Trop de poussée, et l'athlète est emporté par son élan hors du cercle, trop de blocage, et la force lui manque au moment de l' « explosion ».

Malgré les sifflets des tifosi romains, Günthör a réussi le geste parfait. En revanche, sous le coup de l'émotion, Alessandro Andrei, le recordman du monde (22,91 mètres), a commis une erreur fatale. « *L'Italien m'avait impressionné à l'entraînement*, avoue Jean-Pierre Egger. *Mais, dans le concours, il a confondu vitesse d'action rapide et vitesse précipitée, vitesse maximale et vitesse optimale. Il n'a pu traduire sa vitesse dans le jet.* » Il y a des détails qui pèsent lourd.

J.-J. B.

SAUT EN HAUTEUR FÉMININ : Stefka Kostadinova à 2,09 mètres

La grande sauterelle

La Bulgare Stefka Kostadinova est devenue championne du monde du saut en hauteur, le dimanche 30 août à Rome, en établissant un nouveau record du monde (2,09 mètres). Elle a battu la Soviétique Tamara Bykova (2,04 mètres) et l'Allemande de l'Est Susanne Beyer (1,99 mètre).

ROME
de notre envoyé spécial

Séance de pause devant le tableau d'affichage électronique. Sourire radieux sur fond de record du monde. Stefka Kostadinova plonge les doigts dans sa courte crinière blonde, puis lève les yeux vers l'écran géant. Elle se regarde sauter au ralenti. Délicieuses images qui confirment une évidence ancrée depuis longtemps dans sa tête : elle est bien la femme la plus haute du monde.

Dans la touffeur d'un après-midi romain, la Bulgare a battu pour la troisième fois le record du monde de « sa » spécialité (2,07 et 2,08 mètres en 1986). Mais c'est la victoire qui lui importait le plus. Championne d'Europe l'an dernier, championne du monde aujourd'hui, il ne lui manque plus que le titre olympique pour achever la trilogie qui lui sert de plan de carrière. A vingt-deux ans, la jeune femme ne doute pas que ce soit pour demain. « *Les objectifs que je me fixe, je les atteints* », a-t-elle coutume de dire, ajoutant, comme pour excuser son aplomb, cet aphorisme de bazar : « *Un vrai sportif doit avoir une forte personnalité.* »

Duel au sommet

Certes nécessaire, cette dernière qualité n'est cependant pas suffisante. C'est ce que devait ruminer Madely Beaugendre en assistant au triomphe de Kostadinova. La sauteuse cannoise ne manque assurément pas de caractère. Il lui a parfois valu des éclats avec les instances fédérales, mais il lui a aussi permis de se glisser dimanche, en finale parmi les douze meilleures spécialistes du monde. Ayant égalé son record personnel (1,93 mètre), elle n'a pas à rougir de sa dixième place. Cependant, avec sa frêle silhouette (1,72 mètre), sa petite frimousse encadrée par deux nattes bien sages, la Française avait l'air d'une petite fille égarée dans la cour des grandes.

Stefka Kostadinova et la Soviétique Tamara Bykova s'étaient donné rendez-vous à 2,04 mètres pour le duel le plus élevé de toute l'histoire du saut en hauteur. Les statistiques retiennent qu'en 1983, lors du meeting à Londres, Bykova et l'Allemande Ulrike Meyfarth en avaient décousu à 2,03 mètres. La Soviétique avait perdu. Cette fois, elle effaçait la barre au premier essai, tandis que Kostadinova échouait nettement par deux fois.

La championne du monde en titre, ancienne recordwoman du monde (2,05 mètres en 1984), allait-être connaître, à vingt-neuf ans, une seconde consécration ? C'eût été un *come-back* aussi prestigieux que celui de Carl Lewis, après trois saisons en demi teinte. A cet instant du concours, alors que Kostadinova se concentrait pour son troisième essai, tout plaidait en sa faveur. Puis la Bulgare est passée, enroulant son corps autour d'une latte qui ne frémit même pas.

Le suspense augmentait de 2 centimètres. A 2,06 mètres, les deux concurrentes échouaient au premier essai, puis décrétaient d'un commun accord un court armistice, le temps de voir passer les bolides du 100 mètres. Les 65 000 spectateurs du stade olympique éprouvèrent du mal à se concentrer à nouveau sur le sujet. Bykova aussi, qui manquait sa deuxième tentative. Kostadinova la réussissait, obligeant la Soviétique à risquer son va-tout sur un seul saut à 2,08 mètres, record mondial encore en vigueur. Ce vertigineux banco devait ruiner ses derniers espoirs. Assurée de la victoire, la Bulgare pouvait alors conclure ce concours d'anthologie par un saut record réussi au deuxième essai.

Durement acquis, ce sacre mondial récompense néanmoins la meilleure sauteuse de tous les temps. A Rome, Stefka a réussi son quarante et unième concours à plus de 2 mètres. Une hauteur encore inaccessible aux rêves de Madely Beaugendre, malgré ses progrès. Une hauteur que Kostadinova a franchie pour la première fois le 25 juillet 1984, à dix-neuf ans. Elle était alors une comparse anonyme de Ludmilla Andonova, sa compatriote, recordwoman du monde avec 2,07 mètres.

Elle lui a succédé après que celle-ci fut suspendue pour une ténébreuse affaire de dopage. Mais Stefka montra en l'occurrence une autre belle qualité : la fidélité en amitié. Alors qu'elle aurait pu tenter le record du monde d'Andonova le 26 mai 1986 à Sofia, elle se contenta de l'égaler. « *Tout le monde lui a tourné le dos après le hasard absurde qui a entraîné son bannissement*, avait-elle expliqué. *J'ai voulu me placer à côté d'elle au sommet pour lui signifier qu'elle me manque et que j'attends son retour.* »

Ludmilla est certes revenue, mais loin du sommet. Elle a terminé dernière de la finale, avec un saut à 1,85 mètre. C'est avec une autre revenante que Stefka Kostadinova dut ferrailler pendant deux heures et demi. Bâties sur le même modèle (1,80 mètre pour 58 kilos), la Soviétique et la Bulgare ont une ambition commune pour plus tard : devenir journaliste. En attendant, les deux femmes ont cosigné à Rome une fameuse page d'athlétisme.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Messieurs

100 m. – 1. Johnson (Can.), 9 s 83 (record du monde, ancien record 9 s 93 par l'Américain Calvin Smith en 1983) ; 2. Lewis (E-U), 9 s 93 ; 3. Stewart (Jam.), 10 s 08.

20 km marche. – 1. Damilano (Ital.), 1 h 20 mn 45 s ; 2. Priblinec (Tch.) ; 3. Marin (Esp.) ; (...) 7. **Corre** (Fra.) 1 h 23 mn 38 s.

10 000 m. – 1. Kipkoech (Ken.), 27 mn 38 s 63 ; Panetta (Ita.), 27 mn 48 s 98 ; 3. Kunze (RDA), 27 mn 50 s 27 ; (...) 9. **Prianon** (Fra.), 28 mn 19 s 47.

Poids. – Guenthoer (Sui.), 22,23 m ; 2. Andrei (Ita.), 21,88 m ; 3. Brenner (E-U), 21,75 m.

Javelot. – 1. Raty (Fin.), 83,54 m ; 2. Yevsukov (URSS), 82,52 m ; 3. Zelezny (Tch.), 82,20 m ;... 10. **Lefevre** (Fra.), 77,14 m.

Dames

100 m. – 1. Galdisch (RDA), 10 s 90 ; 2. Drechsler (RDA), 11 s ; 3. Ottey (Jam.), 11 s 04.

Marathon. – 1. Mota (Port.), 2 h 25 mn 17 s ; 2. Ivanova (URSS), 2 h 32 mn 38 s ; 3. **Villeton** (Fra.), 2 h 32 mn 53 s.

Hauteur. – Kostadinova (Bul.), 2,09 m (record du monde), ancien record 2,08 m par elle-même en 1986 ; 2. Bykova (URSS) ; 3. Beyer (RDA)... 10. **Beaugendre** (Fra.), 1,93 m.

Sports

SPORTS ÉQUESTRES : les championnats d'Europe

Jappeloup bondit à la première place

En tête depuis la première épreuve, le Français Pierre Durand a remporté le championnat d'Europe individuel de saut d'obstacles, le dimanche 30 août, à Saint-Gall (Suisse). Acclamé par 35 000 spectateurs, le cavalier bordelais, et son étonnant petit cheval Jappeloup de Luze, a dû se battre jusqu'au dernier obstacle pour gagner son titre et résister aux Anglais John Whitaker et Nike Skelton. Une victoire qui complète la belle moisson de l'équipe de France, qui a remporté, vendredi, la médaille d'argent du championnat par équipe, derrière les Britanniques.

Pierre Durand et son Jappeloup qui avaient déjà brillé dans les grands concours, réussissent à obtenir la médaille d'or, la première qu'un Français ait gagné en saut d'obstacles depuis 1966, date des exploits de Pierre Jonquères d'Oriola au mondial de Buenos-Aires.

LUTTE : les championnats du monde

L'or du petit postier

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

A l'occasion de la journée de clôture des championnats du monde de lutte, le samedi 29 août, l'hymne soviétique s'est encore fait entendre plusieurs fois. Au classement par nations établi en fonction des dix meilleures performances individuelles, l'Union soviétique vient en tête dans les deux spécialités. En gréco-romaine (première partie du programme qui avait pris fin le 22 août), elle précède la Bulgarie et la Pologne. En libre, les Etats-Unis, en grand progrès, se sont hissés au rang de dauphins, à la place de la Bulgarie, repoussée en troisième position.

La France est loin de tutoyer ces seigneurs. Ces championnats marquent cependant un tournant avec la médaille d'or obtenue par un Lyonnais de vingt-cinq ans, Patrice Mourier, dans la première partie de la compétition.

Attiré sur les tapis par un éducateur du quartier populaire Mermoz, le nouveau champion du monde de la catégorie des 57 kilos en gréco-romaine (le premier Français de l'histoire dans cette spécialité) comble une frustration entretenue depuis le départ de Daniel Robin, champion du monde en 1967 en libre et médaillé d'argent aux Jeux olympiques de 1976. Agent des PTT, issu d'une modeste famille ouvrière, le petit Patrice (1,65 m) redoutait un peu les sirènes d'une popularité dépassant le simple cadre de la Maison des sports de Clermont-Ferrand.

Après les Jeux méditerranéens en septembre, Patrice Mourier va engager une tournée dans les clubs. Plusieurs en ont fait la demande. Ensuite, le postier reviendra à son isolement d'avant pour préparer dans la quiétude les Jeux olympiques de Séoul.

La victoire de Patrice Mourier met fin à une impatience générale. Au-delà, elle conforte les thèses de Pierre Taberna, directeur technique national, qui entend mener une politique d'élite dont l'objectif consiste à monter une quarantaine de clubs performants en 1992. A ses yeux, il en existe seulement douze actuellement, dotés des moyens humains et financiers nécessaires à l'éclosion d'athlètes de niveau international.

Visiblement, la médaille de Patrice Mourier le rassure, mais il sait que les oppositions demeurent au bord des tapis fréquentés par cinq mille pratiquants seulement.

LLIBERT TARRAGO.

CYCLISME : les championnats du monde

Le tandem aux Français

On comptait sur Jeannie Longo pour une médaille d'or au cours des championnats du monde sur piste, qui viennent de prendre fin à Vienne (Autriche), et ce sont Colas-Magné qui ont obtenu la seule victoire française en gagnant, dimanche 30 août, l'épreuve du tandem. Alors que Jeannie Longo, fatiguée par une saison routière intense, s'inclinait en finale de poursuite face à l'Américaine Rebecca Twigg et perdait son titre, Fabrice Colas et le jeune Frédéric Magné, révélation de la saison, battaient les Italiens Nicotti-Faccini en réalisant d'excellents chronos : 10 s 35 puis 10 s 62 pour les 200 derniers mètres.

Il est vrai que depuis le succès remporté en 1966 par Trentin et Morelon, l'actuel entraîneur fédéral, le tandem est devenu une spécialité française. Cabard-Depine avaient triomphé en 1979 et Depine récidivait en 1983, associé à Vernet. La même équipe s'était classée deuxième en 1984.

J. A.

Les résultats

Automobilisme

RALLYE DES 1000 LACS

Alen-Kivimaki (Lancia Delta HF), 5 h 12 mn 22 s ; 2. Vatanen-Harryman (Ford Sierra-Cosworth), à 5 mn 32 s ; 3. Blomqvist-Berglund (Ford Sierra-Cosworth), à 6 mn 29 s ; 4. Eklund-Whittock (Audi coupé Quattro), à 8 mn 38 s ; 5. Kankkunen-Piironen (Lancia Delta HF), à 9 mn 2 s.

Championnat du monde des pilotes. – 1. Alen et Kankkunen (Fin.), 80 pts ; 3. Biasion (It.), 74 ; 4. Eriksson (Suè.), 48 ; 5. Ragnotti (Fr.), 39.

Aviron

CHAMPIONNATS DU MONDE

La RDA a repris sa place de leader sur les eaux du lac Bagsvaerd (Danemark) lors des championnats du monde. La France a quitté Copenhague avec une médaille d'argent. Thierry Renault et Luc Crispon ont terminé deuxièmes en deux de couple (poids légers) derrière les Italiens. En skiff, le Français Pascal Body a raté la médaille de bronze pour 48 centièmes.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Huitième journée)

*Monaco b. Laval	2-0
*Paris-SG b. Bordeaux	1-0
*Toulouse b. Toulon	1-0
*Lens b. Matra-RP	2-1
*Metz b. Nice	2-0
*Marseille b. Saint-Etienne	5-1
*Montpellier b. Lille	3-1
*Niort b. Cannes	2-0
*Le Havre b. Brest	3-2
*Auxerre b. Nantes	1-0

Classement. – 1. Monaco, 12 pts ; 2. Paris-SG, 11 ; 3. Marseille, Bordeaux, Montpellier, Niort et Toulouse, 9 ; 8. Toulon, Metz, Le Havre, Matra-RP, Auxerre, Nice et Saint-Etienne, 8 ; 15. Lille et Cannes, 7 ; 17. Nantes et Lens, 6 ; 19. Laval et Brest, 5.

Deuxième division
(Huitième journée)

GROUPE A

Sochaux b. *Le Puy	3-1
Nîmes b. *Montceau	3-1
*Lyon b. Sète	4-0
*Alès b. Gueugnon	2-1
*Grenoble b. Châtellerault	2-0
*Ajaccio et Orléans	0-0
*Bastia b. Dijon	3-2
Cuiseaux-L. b. *Tours	1-0
*Istres et Martigues	1-1

GROUPE B

*Abbeville et Strasbourg	1-1
*Angers et Rouen	1-1
*Caen b. La Roche	1-0
Melun b. *Mulhouse	2-1
Saint-Dizier b. *Beauvais	1-0
*Rennes et Guingamp	1-1
Nancy b. *Dunkerque	2-0
*Reims b. Valenciennes	1-0
Lorient b. *Quimper	3-2

Motocyclisme

GRAND PRIX DE SAINT-MARIN A MISANO

250 centimètres cubes. – 1. Reggiani (It., Aprilia), 41 mn 21 s, moy. 151,8 km/h ; 2. Cadalora (It., Yamaha), à 7 s ; 3. Pons (Esp., Honda), à 11 s ; 4. Dominique Sarron, (Fr., Honda), à 11 s.

500 centimètres cubes. – 1. Mamola (EU, Yamaha), 46 mn 35 s 85, moy. 157,1 km/h ; 2. Lawson (EU, Yamaha), à 3 s ; 3. Gardner (Aus., Honda), à 34 s ; (...) 8. Christian Sarron (Fr., Yamaha).

(Publicité)

SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
Nouveau : prépa CELSA
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 timbres.
CEPES
57, rue Charles-Laffite, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Religions

Une convention évangélique en Meurthe-et-Moselle

Dix mille gitans bible en main

Le pèlerinage annuel des gitans a commencé, pour une semaine, le dimanche 30 août à Lourdes. Le même jour, à Chambley (Meurthe-et-Moselle), prenait fin une convention de la Mission Evangélique tzigane, mouvement pentecôtiste parti de France et membre de la Fédération protestante de France. Dix mille gitans ont été présents pendant les quatre jours de la convention.

CHAMBLEY
(Meurthe-et-Moselle)
de notre envoyé spécial

Lui, c'est Pierrot de Brive : l'autre, à côté, Georges de Lure. Il y a aussi Carotte, Forain, Quat'Sous, Tarzan la radio et Tarzan les rideaux... Dans la vie, ils font les marchés ou sont ferrailleurs, vanniers, rempailleurs de chaises ou ramoneurs. Ils ressemblent à des athlètes de foire plus qu'à des premiers communiants et, autrefois, ils étaient volontiers, disent-ils eux-mêmes, alcooliques, bagarreurs et « bringueurs ».

Sous un chapiteau, ils sont aujourd'hui une centaine de « serviteurs de Dieu », serrés les uns contre les autres, certains pleurant à chaudes larmes et tous, bible en main ou bras en l'air, les yeux fermés ou levés au ciel, rendant grâce au dieu qui les a sauvés.

Chacun vient dire au micro le mal dont il souffrait – kyste dans les reins, début de surdité, cancer des cordes vocales – et raconte sa guérison. *« Satan ne me lâchait plus, mais le Seigneur m'a libéré »*, dit l'un d'eux. L'émotion est à son comble. Les cris fusent : *« Je bénis le Seigneur ! »*, *« Gloire à Dieu ! »*, *« Alléluia ! »*, *« Amen »*.

Ils sont ainsi près de 500 pasteurs et prédicateurs de la Mission évangélique tzigane en France, 2 500 dans le monde, artisans de l'un des phénomènes religieux les plus spectaculaires des dernières années *« Il n'y a pas d'athées chez nous. Tous les tziganes sont croyants. Ils se sentent d'autant plus proches de Dieu qu'ils sont rejetés des hommes »*, explique Djimy Meyer, président du mouvement. Les gitans étaient plutôt catholiques, allaient en pèlerinage aux Saintes-Marie-de-la-Mer, à Lourdes, à Fatima, mais leur foi, simple et naïve, leur croyance aux miracles, leur dévotion et leur absence de tout complexe dans l'annonce de Dieu les rendaient disponibles au « réveil » de type évangélique ou pentecôtiste.

A l'image d'une société qui a souvent exclu ses « bohémiens » et ses « romanichels », les grandes Eglises, catholique et protestantes, n'avaient jamais été très généreuses pour les gens du voyage. Les tracasseries liées au mariage religieux, au baptême des enfants, à la formation d'un clergé au sein d'une population nomade qui n'a ni maire ni curé, qui ne sait souvent ni lire ni écrire, ont accru le malentendu.

Mesurant leur détresse et leur foi, un sédentaire, catholique et breton, Clément Le Cossec, a pris fait et cause pour les gitans. Il a quitté son église et s'est mis à prêcher, à initier une élite à la Bible, à former des prédicateurs et des pasteurs.

Le progrès de la Mission évangélique tzigane, qu'il a fondée en 1950, a été foudroyant. Rattachée depuis 1975 à la Fédération protestante de France, cette Eglise pentecôtiste compte à ce jour 40 000 baptisés adultes et toucherait plus ou moins 100 000 gitans, soit un sur deux. Elle s'est étendue à une trentaine de pays, aux Etats-Unis, en Australie, en Inde, où, selon certains spécialistes, serait né le peuple tzigane, et revendique 160 000 baptisés et un total de 400 000 fidèles dans le monde.

Des baptêmes par immersion

« Jamais je n'aurais pu mener tout ce travail dans une grande Eglise instituée, avec sa mentalité et ses règles », explique sans regrets le pasteur Le Cossec, qui, avec ses trois fils prédicateurs comme lui, s'est fait gitan parmi les gitans. Il est pourtant en bons termes avec les aumôniers catholiques. Il n'est pas rare de voir des curés et des pasteurs prêter leurs locaux, y compris leur église, aux caravanes de gitans qui partent chaque année sur les routes, en tournée d'évangélisation.

Venues de la plupart des départements français et d'un grand nombre de pays d'Europe, ces caravanes, au nombre de 2 500, se sont cette fois arrêtées à Chambley, en Meurthe-et-Moselle, sur une ancienne base aérienne américaine de 115 hectares. On en attendait 1 000 de plus, mais les gitans connaissent bien la nature, et sur les routes de l'Est, certains, assure-t-on, se sont méfiés du nuage de Tchernobyl.

« Venez lire l'Evangile », *« Notre guide, c'est Jésus-Christ »*, *« Espérance, paix et joie en Dieu »*, clament des affiches sur les camions et les caravanes, dans ce camp retranché de Chambley, mi-fête foraine, mi-convention religieuse à l'américaine, avec ses frères prêcheurs, ses orchestres, ses cantiques, ses récits de conversion et de guérison, ses miracles.

Ici, on rechappe des pneus. Là, un garçon de cirque fait paître ses chèvres. Des ribambelles d'enfants jouent à cache-cache entre les réchauds à gaz et les cordes à linge. Feutre vissé sur la tête, moustache cachée par un ampli, un manouche gratte sa guitare. Nattes noires dans le dos, moulées dans leurs longues robes de couleurs vives, des femmes roms, de celles qui dans la rue vous tendent la main ou vous prédisent l'avenir, se dirigent, bible sous le bras, vers la tente de prière.

« Roms » venus des pays de l'Est, manouches de France, d'Allemagne ou de Hollande, gitans espagnols, toutes les tribus tziganes sont rassemblées. *« Cette unité est le plus grand miracle de Jésus*, dit le pasteur Micheletti, *car, traditionnellement, les roms détestent les manouches, qui n'aiment pas les gitanos, et inversement. Certains pèlerinages se sont même terminés dans le sang. »*

Mais il n'y a pas de convention tzigane sans baptême par immersion. Les pentecôtistes refusent en effet le baptême par simple aspersion des jeunes enfants. Après les formules rituelles, en robe, en chemise et pantalon blancs, cent néophytes de seize à soixante ans, ont été plongés dimanche après-midi jusqu'à la tête, dans des piscines en plastique.

La ferveur de ces croyants tziganes était alors à son comble. Quelques heures plus tard, avant qu'ils ne replient leurs chapiteaux et ne reprennent leur route, on entendait encore dans la nuit, mêlés aux jappements d'un chien, un dernier accord de guitare.

HENRI TINCQ.

Les prêtres mariés offrent leurs services

ROME
de notre correspondant

La Fédération internationale des prêtres catholiques mariés, fondée l'année dernière à Paris, a tenu son premier congrès à Ariccia, près de Rome, du 23 au 28 août. Les travaux, réunissant quelque cent cinquante participants accompagnés de leurs familles, ont marqué un tournant dans le mouvement, qui affirme représenter *« moralement »* » une grande majorité des quatre-vingt mille prêtres – le terme « ex-prêtre » est tabou – mariés et pères de famille.

Ce dernier chiffre, difficilement vérifiable puisqu'il est censé recouvrir des situations canoniques différentes, égalerait 20 % du total des quatre cent mille prêtres catholiques du monde entier. Jean-Paul II a réduit fortement le nombre des dispenses autorisant le retour des prêtres à l'état laïque.

Oubliant les tendances « revendicatrices », qui s'étaient exprimées aux « synodes » des prêtres mariés de 1985 et de 1986, les animateurs de la Fédération ne cherchent plus un accommodement avec la hiérarchie et la réinsertion dans la structure de l'Eglise.

Le rôle croissant des petites communautés, le dialogue œcuménique avec les autres confessions chrétiennes, dont les ministres sont des hommes mariés, l'aspiration des femmes à l'ordination, le fait que les prêtres sont de plus en plus souvent amenés à gagner leur vie en exerçant un autre métier, leur font penser que l'Eglise ne pourrait qu'évoluer vers une pluralité de ministères, y compris vers des *« ministères à temps partiel »*.

Les prêtres mariés affirment, dans leur document final, que tous les ministères, sacramentels ou non, *« surgissent du peuple »*, avant d'être *« reconnus »* par l'évêque et *« acceptés »* par les communautés.

Les conclusions du congrès ont été présentées à la presse par le nouveau président de la Fédération, le Belge Bert-Peeters. L'objectif, a-t-il expliqué, n'est pas de *« revendiquer quelque chose »* ni de contester la valeur du célibat, mais de présenter à *« l'Eglise, peuple de Dieu »*, ce qu'un *« autre type de prêtre »* peut apporter comme signe d'une plus grande variété de ministères. *« Nous sommes prêtres, au service du peuple, et nous prenons part au renouvellement de l'Eglise »*, déclare le document final.

(Intérim).

SCIENCES

La conservation des objets du « Titanic »

Une moisson périssable

Les objets qui sont remontés du *Titanic* sont, pour un certain nombre d'entre eux, dans un assez bon état apparent. Malgré leur séjour de soixante-quinze ans sur les fonds de l'Atlantique du Nord-Ouest, ils ont été relativement épargnés par les attaques des phénomènes électrochimiques de la corrosion (*le Monde* du 28 août). Mais leur fraîcheur d'aspect ne doit pas faire oublier que leur conservation pose des problèmes très particuliers et très difficiles qui ne pourront être résolus que par des traitements obligatoirement longs.

Outre la corrosion, dont l'action commence à la surface des objets et ronge ceux-ci sur des épaisseurs très variables, il y a, en effet, des phénomènes chimiques dus à l'imprégnation par l'eau de mer du matériau constitutif de ces objets. Pour décrire cette imprégnation, M. Jacques Montluçon, chargé de mission à la direction des études et recherches d'Electricité de France, utilise le terme d'« empoisonnement ».

Cycle infernal

Le fer, par exemple, imprégné par l'eau de mer, donne naissance à des sels de fer qui s'hydratent et s'oxydent au contact de l'air humide. Les chlorures de fer, en particulier, se combinent à l'eau et à l'oxygène pour donner de l'oxyde de fer et de l'acide chlorhydrique. Ce dernier attaque le fer qui est encore sain pour donner des chlorures de fer...

Ces réactions chimiques qui se déclenchent au contact de l'air jouent en quelque sorte le rôle de catalyseur des phénomènes électrochimiques de la corrosion. On a ainsi affaire à un vrai cycle infernal qui peut faire très rapidement tomber en poussière l'objet pourtant sorti de l'eau de mer en parfait état apparent.

D'où l'importance d'immerger complètement dans de l'eau douce, sitôt leur sortie de l'eau, les objets auxquels on appliquera par la suite les traitements de conservation appropriés. Le cuivre et le bronze sont moins sensibles à cet « empoisonnement » ; mais eux aussi peuvent être attaqués, parfois après un temps long, par les processus d'un cycle analogue à celui du fer.

Contrat de sauvetage

Tous les musées présentant des vestiges ayant séjourné longtemps dans l'eau de mer sont d'ailleurs confrontés à ces problèmes. Beaucoup des objets disposés dans leurs vitrines sont des moulages. Electricité de France, dont la direction des études et recherches s'est fait une spécialité du « traitement électrique » des vestiges archéologiques ou historiques sortis de la terre ou de l'eau, a passé avec Taurus International, l'opérateur de l'expédition du *Titanic*, un contrat concernant deux cents objets remontés de l'épave et d'une durée de six mois.

Rien ne dit, d'ailleurs, que ces six mois seront suffisants : les opérations de traitement doivent être faites très lentement, et les matériaux sont très divers.

Pour déterminer au mieux les méthodes de préservation à utiliser et pour mieux comprendre les phénomènes de corrosion, les spécialistes d'EDF espèrent avoir des petits morceaux de débris métalliques variés du *Titanic*. Ainsi auront-ils des échantillons sur lesquels ils pourront travailler. Ce qui ne les empêchera pas, si besoin est, de faire appel à des laboratoires extérieurs à EDF ayant une maîtrise reconnue dans le traitement de matériaux particuliers.

YVONNE REBEYROL.

Le Monde sur minitel
MINI JOURNAL
Le Tour du Monde en 10 écrans
36.15 TAPEZ LEMONDE

Diplômes commerciaux en Gestion et en Marketing

Cours s'adressant aux diplômés et aux non diplômés

• cours en petits groupes • suivi individuel de chaque étudiant • équipe de professeurs expérimentés dans le monde des affaires • progrès accélérés aux cours d'été.

Programmes pour diplômés et non diplômés se dirigeant vers l'administration des affaires, l'informatique, la gestion internationale, la direction d'hôtel, la communication, les relations publiques et les langues européennes.

Cours en français et en anglais.

Venez vous informer sur place à nos réunions et choisissez le cours qui vous fera progresser.

AMIENS	1/9	Hôtel Ibis, 4, route Maréchal de Lattre de Tassigny	18.00
ROUEN	2/9	Grand Hôtel Nord, 91, rue Gros Horloge	18.00
LE HAVRE	3/9	Hôtel Mercure, Chaussée d'Angoulême	18.00
CAEN	4/9	Relais des Gourmets, 15, rue Geôle	18.00
LILLE	7/9	Hôtel Carlton, 3, rue Paris	18.00
REIMS	8/9	Hôtel de la Paix, 9, rue Buirette	18.00
METZ	9/9	Royal Concorde Hôtel, 23, avenue Foch	18.00
NANCY	10/9	Hôtel Albert 1er, rue Armée Patton	18.00

European University
THE CAREER BUILDERS



Pour tous renseignements et pour demander un dossier s'adresser au Directeur des Admissions Dept WT1 :

European University
35, rue des Chantiers 78000 VERSAILLES
Tél. (1) 30.21.11.77

L'European University est adhérent de l'American Assembly of Collegiate Schools.

Culture

Ouverture de la quarante-quatrième Mostra à Venise

La fringante rescapée

Pour d'obscures raisons de crise interne, de guerre de succession, de conflits administratifs, le Festival de Venise a failli ne pas avoir lieu. Mais la faculté d'improvisation des Italiens est infinie : proposant trente-six films et des salles de projection rénovées, la quarante-quatrième Mostra s'est ouverte avec une santé retrouvée.

On la donnait pour morte. La quarante-quatrième édition de la Mostra n'aurait pas lieu. Difficile de comprendre pourquoi. Une obscure bataille administrative où avaient manqué des grands électeurs dans des assemblées décisives empêchait la prorogation du mandat de directeur de Gian Luigi Rondi, homme habile, cultivé, à la rondeur vaticane. La Mostra n'avait plus de patron. La Biennale de Venise, dont elle dépend, était, elle aussi, dans une année charnière. La lagune clapotait de rumeurs déprimantes...

C'était compter sans la géniale faculté d'improvisation des Italiens. En quelques semaines, alors qu'il faut partout ailleurs dans le monde une année entière, la sélection de la Mostra 1987 était bouclée par un « curateur » nommé *in extremis* pour un an (renouvelable ?), Gulielmo Biraghi.

C'est un homme affable et serein. Critique pendant trente ans au *Messagero*, puis directeur du Festival de Taormina durant seize ans, il est docteur en chimie et est venu au cinéma par la musique. Pour expliquer la crise endémique de la Mostra, il met en cause ses statuts, *« résultat de la codification de l'incodifiable, l'esprit de mai 1968 »*, qui, rappelons-le, a soufflé en ouragan sur le festival jusqu'à l'interrompre pendant dix ans.

Lorsqu'il a accepté sa « mission impossible », a-t-il posé des conditions ? *« Je n'ai pas eu le temps de changer tous les instruments de bord*, dit Gulielmo Biraghi, *il fallait sauver le bateau. C'est-à-dire simplifier, alléger les structures, adopter une espèce de dérégulation, mettre en place un beau désordre, que j'espère créateur. »*

Un jury entièrement composé de « professionnels de la profession », dont Sabine Azéma (la précédente administration leur préférait les anthropologues ou les Prix de Rome) aura à visionner vingt-neuf films. L'allégement annoncé n'est-il pas théorique ? – *Non non,* insiste Biraghi, *il réside dans l'abandon des multiples « sections », dans le retour à la compétition officielle de la plupart des films. C'est un progrès. »* Ça n'est pas le seul. Le budget, le même que l'année précédente (3 milliards 400 millions de lires, soit 17 millions de francs) a été utilisé au mieux, au plus urgent : la réfection des salles.

Plus de projections à l'Excelsior ! Enfin ! Cet espace aménagé dans un modeste salon du fier palace n'était même pas à la hauteur des ambitions d'un patronage fauché. Toutes les autres salles, la Perla, dans le vieux casino investi par la Mostra, la Volpi, la grande salle du palais, ont été restaurées, dotées d'équipements neufs, bichonnées techniquement par les ingénieurs des laboratoires Dolby venus de Londres.

Et alors que le Festival de Locarno qui vient de s'achever avait révélé une certaine misère du cinéma d'auteur, la sélection de la Mostra 1987, au contraire, montre un panorama complet, divers, de ce cinéma-là. Des jeunes, des moins jeunes, des célèbres, des inconnus, ont répondu à l'appel de Biraghi, comme s'ils voulaient saluer la renaissance, le retour à une certaine idée de la fête – malgré l'absence notable de vedettes – d'une institution rhumatisante mais encore bien belle.

Afin de marquer leur confiance, Olmi, Comencini, n'ont pas hésité à se mettre en compétition. Les Français aussi. Ainsi Jacques Doillon avec *Comédie !* et Louis Malle avec *Au revoir, les enfants.* Ce dernier aurait pu éviter le risque, se mettre hors concours, ayant déjà été récompensé plusieurs fois à Venise...

« J'ai eu de la chance », dit, avec une modestie bien feinte, Gulielmo Biraghi, *« c'était une bonne année de production »*. Il ajoute : *« Et particulièrement riche pour les Italiens, que l'on a donnés trop vite hors course et qui sont présents avec six films. »*

Y a-t-il un thème récurrent, une préoccupation commune, des rencontres d'inspiration qui traversent la sélection ? *« Le thème de la nécessité ou de la difficulté à vivre ensemble se retrouve très souvent, en effet,* dit Biraghi. *L'idée de cohabitation est l'idée-force... Dans une maison, voyez Doillon ; dans un village, voyez Goretta, l'indien Aravindan, Huston, Comencini ; dans un hôtel, voyez la Québécoise Mireille Dansereau et le Turc Omer Kavur ; dans une ville nouvelle, voyez Rohmer... »*

Troisième jeunesse

A noter aussi, et c'est une excellente nouvelle, que la Mostra 1987 met à l'affiche une quantité très inhabituelle dans les manifestations internationales, de films, sinon gais, du moins optimistes. Et quelques superproductions, tels les très attendus *Incorruptibles*, de Brian de Palma, avec Sean Connery, ou le « film surprise » de clôture, dont on pense, à défaut du Kubrick, qu'il s'agira des *Sorcières d'Eastwick*, de GeorgeMiller, avec Jack Nicholson. A saluer enfin, une judicieuse, abondante, excitante rétrospective Mankiewicz allant de *Eve* à *Jules César* en passant par *le Limier* et *la Comtesse aux pieds nus.*

Gulielmo Biraghi, qui se voit assez bien sous les traits d'un moderne Cincinnatus, peut être raisonnablement content. La précarité de son mandat ne le tourmente-t-il pas ? Le « curateur » n'en a cure. Il dit : *« Je ne suis pas ambitieux. Je n'ai pas la préoccupation du futur. Je veux vivre bien ma troisième jeunesse, qui débute le 1er septembre, jour de mes soixante ans. Si ça va, ça va. Et, à mon avis, ça ira. »*

Malgré l'article patelin publié dans le *Tempo*, par Gian Luigi Rondi ou l'ancien directeur de la Mostra exprime sa *« perplexité »* devant les innovations de Biraghi et son *« espérance »* que *« Venise, cette année, ne déçoive pas »*, l'architecte Paolo Portoghesi, sérénissime président de la Biennale de Venise, croit, lui aussi, que *« ça ira »*.

« Pour la Biennale, dont on fêtera le centenaire en 1993, la Mostra est la dernière-née puisqu'elle a été créée en 1932. Une dernière-née est toujours un peu la préférée... On peut dire d'ailleurs que la Biennale a fait preuve, dès le début, d'un sacré flair. Parce que le cinéma, en 1932, en Italie, était considéré comme un spectacle, rien de plus. Et elle a baptisé aussitôt la nouvelle manifestation « Mostra d'Arte Cinematografico » (exposition d'art cinématographique).

Paolo Portoghesi a un mot aimable pour Rondi, un mot aimable pour Biraghi, un mot aimable sur le charme de l'*« alternance des personnalités »*, et un mot définitif sur la rupture du cordon ombilical de la Mostra avec l'Excelsior.

Selon lui, dans une formule dialectiquement osée, *« ce cordon ombilical était un péché originel »*. Il rappelle que le comte Cini, président de la Biennale en 1932, était en même temps propriétaire de la chaîne d'hôtels Ciga, dont un des fleurons est l'Excelsior. Elémentaire, mon cher Benito... Les premières Mostra se tenaient sur la terrasse, à ciel ouvert. C'est là qu'en 1938, par exemple, fut projeté le film qui, en 1987, ouvre la section « Rétrospective », *Luciano Serra, pilota.* Ode vibrante à un aviateur mort au combat, avec Amedeo Nazzari, sur un scénario de... Roberto Rossellini. *Luciano Serra, pilota* avait reçu la Coupe Mussolini du meilleur film, *ex aequo* avec *les Dieux du stade*, de Leni Riefenstahl...

Mais Paolo Portoghesi voit plus loin que le divorce d'avec la Ciga, il espère pour les années à venir ni plus ni moins que l'abandon du Lido. Rapatrier la totalité de la Biennale, cinéma compris, à Venise est son projet, son rêve, sa croisade. Pour y parvenir, il veut réhabiliter le quartier de l'Arsenal et ses splendides bâtiments qui pourraient devenir *« le plus beau contenant culturel du monde »*. En travers de la route de Portoghesi, des adversaires de taille, plus riches que tous les doges, et qui veulent faire de l'Arsenal un immense port de plaisance privé : Karim Aga Khan et Giovanni Agnelli...

En attendant l'utopique Arsenal, la Mostra du cinéma, c'est donc le Lido... sans l'Excelsior. Devant le palais, repeint en blanc comme une accueillante meringue, on a monté, en hommage à Cinecitta, une amorce de fausse villa palladienne. Des machinistes s'y exercent à la démonstration d'effets spéciaux hors de saison (neige, pluie, brouillard). On diffuse, très fort, une rengaine disco à la gloire du grand studio romain. Cinéma y rime avec Cinecitta, et Ingrid Bergman avec Vittorio Gassman...

Dimanche, la concélébration de la messe réservée aux hôtes du Festival a été présidée par le cardinal Marco Cè, patriarche de Venise, qui a rappelé dans son homélie que *« celui qui pense que le cinéma est démoniaque est un fou »*. Il n'est pas inutile de mettre – aussi – Dieu de son côté. Décidément, la Mostra, fringante rescapée, semble repartir du bon pied.

DANIÈLE HEYMANN.

« Maurice », de James Ivory

Un scandale bien tempéré

Difficultés et plaisirs des jeux de garçons dans un collège anglais au début du siècle : C'est Maurice, *de James Ivory, premier film en compétition.*



Une scène de *Maurice*

Au début de ce siècle, un pédagogue anglais explique à un petit garçon, lors d'une promenade sur la plage, les mystères de la vie qui l'attend : son « membre viril » va prendre (du pic de son parapluie il en fait le schéma sur le sable) des proportions gigantesques et fécondes. Le petit Maurice s'en fout. Il ne veut pas se marier.

Il n'a pas tort. Lorsqu'on le rejoint dix ans plus tard à Cambridge, il est sous la coupe – spirituelle –, d'un beau brun, Clive (Hugh Grant) qui a des liens avec le sulfureux et aristocratique Risley. Clive aime Maurice (James Wilby). Maurice est d'abord choqué. Puis, après les vacances, il avoue que lui aussi aime Clive. Mais voilà, l'époque n'est pas trop tolérante... Tous ces charmants jeunes gens qui foulent le gazon huppé avec morgue ont beaucoup à perdre. Risley en fera l'expérience pour avoir trop insisté auprès d'un troufion dans un pub : le premier accroc, embrasser l'uniforme, coûte six mois de geôle, à Reading ou ailleurs, et toute une carrière.

Dans le genre document ethnologique, la thèse d'Ivory est sobre et juste : l'Angleterre a toujours entretenu d'étranges rapports avec la nature et la contre-nature, et se demandait encore en 1913 si un homosexuel devait être fouetté ou pendu, selon le rang de ses infortunés géniteurs. Si l'on croit que la révolution sexuelle des années 60 a tout changé, ce n'est qu'en apparence – il suffit d'ailleurs de voir comment le SIDA est de nos jours politiquement associé à l'idée de châtiment, – nous dit Ivory. L'amour de son semblable peut redevenir un crime du jour au lendemain.

Donc, sagesse grave et noble. Nous suivons Maurice dans ses errements (il ne trouve pas aisément sa vérité ni son partenaire), avec sympathie et respect, pendant cent trente minutes. Clive se marie lâchement à une femme laide qu'il ne désire pas. Maurice connaît la révélation auprès d'un exquis garde-chasse adolescent de mauvaise renommée, Scudder (Rupert Graves). Le happy end amoureux ne fait guère illusion : ça ne sera pas drôle tous les jours pour ces marginaux-là. Soit.

Le propos du film n'est pas en question ni celui du roman posthume d'E.M. Forster dont il s'inspire. Mais le bon goût d'Ivory l'affaiblit. Toute violence lui répugne trop. Il est difficile d'être polémique et convaincant lorsqu'on est si distingué. Pas un reflet ne manque sur les draps froissés, les meubles d'acajou, pas un détail qui ne soit vérifié, poli, vernis, avec un scrupule de graveur. Et ces garçons si beaux ! Mêmes les filles – l'esthète Ivory ne peut s'en empêcher – sont plus jolies qu'à leur tour. Les étreintes sont au bord le plus suave du *soft*, il n'y a que les règles du cricket qui demeurent, au bout du compte, impénétrables.

C'est très beau et c'est un peu dommage. Chaque fois que l'émotion devrait pointer son noir museau, l'antiquaire Ivory l'encapuchonne joliment d'un flou, d'un fondu élégant, et nous en prive. S'en prive aussi, par tempérament, certes. Ce qui ne console pas tout à fait.

MICHEL BRAUDEAU.

La mort de Lee Marvin

L'homme de toutes les violences

Le comédien américain Lee Marvin est mort d'une crise cardiaque le 29 août au centre médical de Tucson (Arizona), il était âgé de soixante-trois ans.

En 1953, dans *Règlement de comptes*, film noir de Fritz Lang, un grand gars viril et inquiétant avec ses yeux froids, son physique de colosse (1,91 mètre, 80 kilos), joue le rôle d'un gangster arrosant le visage de Gloria Grahame avec le contenu brûlant d'une cafetière et la défigurant à moitié. La violence de la scène rend célèbre Lee Marvin dont les prestations les deux années précédentes n'avaient guère été remarquées. Bandit, tueur ou ange sombre du western, il fera toute sa carrière au cinéma dans les personnages cyniques, vindicatifs, brutaux.

Lee Marvin, né le 19 février 1924 à New-York dans un milieu aisé, se révèle un enfant et un adolescent rebelles, s'engage dans les marines en 1943, est gravement blessé dans le Pacifique sud et débute à Broadway au théâtre en 1946.

Henry Hathaway l'amène au cinéma en lui offrant un petit rôle pour *la Marine est dans le lac* (1951), premier film également d'un certain Charles Buchinski qui s'appellera plus tard Bronson. Après *Règlement de comptes*, Lee Marvin se spécialise donc dans la violence, la cruauté et un certain humour sardonique. Il est aux côtés de Marlon Brando dans *l'Equipée sauvage* (1954), d'Humphrey Bogart dans *Ouragan sur le Caine* (1954), de Spencer Tracy dans *Un homme est passé* (1954). De second rôle en second rôle (*les Inconnus dans la ville*, de Richard Fleischer, *la Peau d'un autre,* de Jack Webb, *la Peur au ventre*, de Stuart Heisler), il grimpe les échelons sans trop se soucier d'ailleurs du système hollywoodien. En 1961, il est à moitié scalpé dans *les Comancheros*, de Michael Curtiz où il joue avec John Wayne qu'il retrouve dans *l'Homme qui a tué Liberty Valance* (1962) et une comédie truculente *la Taverne de l'Irlandais* (1963), deux films de John Ford. En 1964, il incarne un de ses plus grands rôles très caractéristiques de la nature à laquelle le voue le cinéma, celui d'un tueur presque robotisé. C'est *A bout portant*, de Don Siegel où il se montre hallucinant.

Lee Marvin est désormais une star. Il se bat, il tue, il joue les ivrognes (et ne dédaigne pas l'alcool à la ville). Ses cheveux ont blanchi prématurément, ce qui lui donne une présence encore plus forte. Il est dans *Cat Ballou, les Professionnels, les Douze Salopards.* John Borman le dirige remarquablement (*le Point de non-retour* (1967), *Duel dans le Pacifique* (1968)). En 1970, il apporte la mythologie d'un romantisme morbide à *Monte Walsh*, western crépusculaire de William A. Fraker. Et fascine sa partenaire Jeanne Moreau. Il semble fatigué, il déclare qu'il va prendre sa retraite. Il tourne moins. Mais en 1980 dans *The big red one*, superbe film de guerre de Samuel Fuller, Lee Marvin semble trouver un nouveau souffle. Toujours aux prises avec la violence mais ne la dominant pas forcément, il va tourner encore *Gorky Park*, de Michael Apted (1983), *Canicule*, d'Yves Boisset (1984), *the Delta Force*, de Mehamen Golan (1986), conservant l'image d'une puissance intacte en marge de la loi.

JACQUES SICLIER.

MONTPARNASSE
GRANDE SALLE
Jean LE POULAIN Claude WINTER
en alternance avec
Michel AUMONT François BEAULIEU
François BARBIN Martine CHEVALLIER Alain MOTTET
Jeremy ZAPATTA Gregoire LOUIS
AUTRES HORIZONS
Eric KAHANE Bernard MURAT Philippe BOUDIN
Cycle Harold Pinter
PETITE SALLE
C'ETAIT HIER
adaptation Eric KAHANE mise en scène Jean-Pierre MIQUEL décors Alain ROY
Alain PRALON
Claire VERNET Catherine FERRAN
En coproduction avec la Comédie-Française
LOCATION OUVERTE : 43.22.77.74
1re GRANDE SALLE LE 16 · 1re PETITE SALLE LE 22

PARIS AU MOIS D'AOUT



La rentrée de la gare de Lyon.

هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUES

Le concours Clara Haskil de Vevey

Révélation indonésienne

Le concours Clara Haskil, à Vevey (Suisse), qui perpétue le souvenir de la grande pianiste, réunit tous les étés une nouvelle génération de virtuoses. Deux Français parmi eux, cette année, et une révélation, venue d'Indonésie.

Pour Clara Haskil, l'artiste errante à la vie dramatique et tourmentée, Vevey était un havre de paix. Elle y avait été recueillie par des amis, quand elle s'était échappée de France à la dernière minute, le 8 novembre 1942, juste avant l'invasion de la zone libre par les Allemands. Et c'est de là qu'après tant d'années où elle resta méconnue elle allait prendre son départ pour la gloire.

Vevey ne l'a pas oubliée. Pas plus que son ami Charlie Chaplin, qui la recevait traditionnellement pour le déjeuner de Noël et disait : *« Dans ma vie, j'ai rencontré trois génies : le professeur Einstein, Winston Churchill et Clara Haskil* (1). » Alors qu'une statue maladroite de Charlot erre parmi les fleurs au bord du lac, le souvenir de Clara Haskil est perpétué par un concours de piano à son image qui, tous les deux ans, réunit de jeunes artistes interprétant principalement des œuvres qu'elle aimait jouer. Un concours pour vrais musiciens, illustré par des lauréats tels que Christoph Eschenbach ou Michel Dalberto.

L'école française

Huit candidats (sur quarante-sept) ont été admis cette année pour les demi-finales : un récital de quarante-cinq minutes qui permet de bien apprécier les qualités des uns et des autres, et l'excellent niveau de ce concours.

Des seize Japonais, venus en force comme toujours, trois jeunes filles sont restées en lice, toujours appliquées, bonnes techniciennes, mais à l'imagination quelque peu paralysée devant des œuvres qui doivent jaillir du feu de l'esprit, bien que Hiroko Sakagami joue l'*Impromptu en la bémol* opus 90 de Schubert comme une délicate estampe de son pays.

Deux pianistes suisses témoignent de qualités inverses, avec une assise technique moins solide peut-être, mais un sens musical plus affirmé. Il est dommage que Franck Levy se perde souvent dans des lenteurs élégiaques pour en ressortir avec un toucher trop plombé. Mais Sylviane Deferne a une personnalité très vivante, une accentuation juste et un charme qui ne demandaient qu'à s'épanouir dans les *Variations Abegg* de Schumann comme dans la *Sonate en la mineur* D 845 de Schubert, en dépit d'une virtuosité un peu étriquée.

Notre école est bien représentée par deux solides lauréats des concours internationaux. Pourtant, le jeu clair et élégant de Jean-Marie Cottet, ainsi que son programme comprenant la *Sonate en fa*, opus 10, numéro 2, de Beethoven, brillante et désinvolte, les *Fantaisies* opus 116 de Brahms et une comptine de Ravel sans mystère, enfin le choix d'un *Adagio et rondo* insipide de Schubert ne reflète pas la grande tradition de Clara Haskil.

Laurent Cabasso s'en approche davantage en interprétant la même sonate de Beethoven et la *Fantaisie sonate en sol* de Schubert, avec une sensibilité plus aiguë à la vie intérieure des textes (malgré une certaint pâleur d'expression) qui semble indiquer une musique de vitalité et de vue profonde.

La révélation a été pour nous le pianiste indonésien David Satyabrata (vingt et un ans), fixé depuis l'enfance à Hambourg. S'attaquant seul à l'une des grandes sonates posthumes de Schubert (en la D. 959), il en a déployé peu à peu toute l'envergure poétique. Encore intimidé dans l'*allegro* initial qui demande une grandeur lyrique presque oratoire, il est comme transfiguré par les mouvements lents. Les tintements de la cloche des agonisants y encadrent une extraordinaire vision panique. Il en rejaillit en un scherzo exaltant et un final lumineux, d'une justesse d'accent et d'un ton qui manifestent un interprète pleinement habité par la musique.

Tandis qu'ont lieu ces épreuves, s'ouvrait le 42e Festival de Montreux-Vevey, qui rassemble à la fin de cet été, sur la Riviera suisse, quelques-uns des plus grands solistes internationaux, les Zukerman, Szeryng, Kremer, Berganza, Arrau, etc. Et l'Orchestre philharmonique d'Israël a joué deux belles pages cordiales et décontractées de Copland, la *Symphonie concertante*, nº 105 de Haydn aux larges perspectives et la *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski, sous la direction de Zubin Mehta, visiblement ravi d'entraîner une formation symphonique d'une si éclatante plénitude.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le livre très beau et émouvant de Jérôme Spicket sur Clara Kaskil (Ed. Payot-Van de Velde, 75 F, 284 pages).

★ Les finales avec orchestre du concours Clara-Haskil ont lieu les 31 août et 1er septembre.

Madonna à Sceaux

Boum de rentrée

Madonna est venue. On l'a vue un peu, on l'a bien entendue. Elle achève sa tournée européenne à Nice.

Il était écrit dans le Grand livre des fées que Madonna tenait absolument à s'offrir en spectacle au parc de Sceaux. Pour *« des raisons personnelles »*, chuchotait la presse bien informée qui n'en voulait pas trop dire. Parce qu'au temps des vaches maigres, quand elle galérait à Paris pour un cachet de choriste d'arrière-scène, la jeune Louise Ciccone avait fait sur ce *« green »* impeccable le vœu de devenir, comme dans les contes libéraux pour petites filles, riche, célèbre et parfaitement intégrée.

Comme elle a eu raison de s'accrocher à son rêve et surtout à ce parc ! Ce coin tranquille de banlieue résidentielle, ces jardins à la française, cette douce harmonie Second Empire ont prêté, samedi, un cadre idéal à l'imposante et si sage *garden-party* donnée par la star – *« la star des temps modernes »*, osera dire, sans rire, le speaker de la radio NRJ – à l'occasion de son accession à la respectabilité planétaire. Un point magique géographiquement situé entre Boston, Epsom et Neuilly.

Une autre prairie, moins distinguée aurait encore pu nous faire prendre Madonna pour une rockeuse damnée, une fille à l'index ou la *« bombe sexuelle »* si complaisamment promise par les gazettes. Un terrain vague, les labours de La Courneuve par exemple, auraient pu nous laisser croire que flottaient autour de la fausse blone apparition comme une odeur de soufre, un effluve de scandale. La provocation, le déhanchement iconoclaste ont dû être oubliés en chemin.

Car ce fut si sage, le concert si parfaitement réglé, la chanteuse comme il faut, le public docile et la nuit si douce qu'on aurait pu se demander, la madone repartie, si nous n'avions pas assisté à une sorte de grand « Bal des debs » en vidéo. A la projection d'un gigantesque clip au château, sous la lune. A la reconstitution, façon Broadway, d'une gentille soirée familiale quand l'aînée des filles se pare de la lingerie et des robes de maman pour nourrir les fantasmes innocents des plus petits.

Miss Chirac avait vu juste. Le maire de Sceaux n'avait rien à craindre pour ses prudes électeurs, les milliers d'invités rien à redouter pour leur réputation : le concert de Madonna, expurgé de toute violence, et souvent de toute sensualité authentique, ressemblait plus à l'entrée dans le monde d'une jolie et talentueuse roturière qu'au martèlement démoniaque d'une quelconque contre-culture par le stupre.

Les gosses auraient pu dire, les gosses ont dit : c'était *« clean »*. Propre, net, distrayant, joliment fait et un peu vide. Vide comme un Top 50. Comme la musique outre-Atlantique de cette fin de décennie, comme aussi les valeurs actuelles de l'adolescence et de ses tuteurs.

Les cent vingt mille jeunes – et leurs parents – qui ont attendu jusqu'à l'évanouissement la star toute la journée étaient venus entendre Madonna, d'abord parce qu'il n'y *« a pas grand-chose d'autre à écouter »*. Que l'été est pourri. Que le besoin de fraternité sous la mer des briquets allumés n'est pas un vain mot. Que la jeunesse, surtout celle des plus jeunes, se cherche des raisons d'être ensemble quand SOS-Racisme fait relâche. C'étaient les même qu'aux concerts de « Touche pas à mon pote », mais samedi, la grand-messe n'avait d'autre finalité que le miroir d'un « look » de références vestimentaires d'une frimousse – si proche – de gosse de la rue. Une simple image, sur grand écran, en mieux qu'à la télé, en attendant la rentrée scolaire. Une première hyper-surboum pour des milliers de petites filles accompagnées par des mères que Madonna ne cherche surtout pas à effaroucher.

Malentendu médiatique

Et comme ils n'étaient que des gosses en quête d'intégration et de loisirs sains, que les bandes de banlieue avaient oublié de venir, les organisateurs et les policiers entourèrent ce précieux public de tous les soins possible. Des secouristes, des pompiers, des « videurs » composèrent un ballet permanent aux pieds de la chanteuse, sorte de chorégraphie d'avant-scène, pour venir en aide aux victimes de la chaleur et de la déshydratation. On lança sur la foule des premiers rangs des centaines de bouteilles en plastique. On arrosa les madonnettes défaillantes. On hissa sur scène des centaines de syncopes qu'une ronde d'ambulances emportait, gyrophares allumés, à côté de Madonna.

Comme ils n'étaient que des gosses, que la fille du premier ministre avait engagé, malgré elle, la campagne électorale de Jacques Chirac, les forces de l'ordre se firent même chauffeurs de cars pour ramener vers Paris tous ceux qui n'avaient pas fui le parc ou le centre de Sceaux à la fermeture du RER et à l'extinction des feux d'une ville qui avait décidé, samedi, de se coucher tôt.

Il y eut beaucoup de déçus, tous ceux du bout du parc, parce que Madonna voit trop grand. Le Nôtre traçait ses jardins en longueur et, passé le premier kilomètre, la mythique sulfureuse n'était qu'un point blanc ou rouge éclairé entre deux lignes sombres de frondaison.

Il y eut des déçus, pas trop mais un peu, parce que pour 100 000 personnes, un *show* est d'abord une retransmission vidéo. Parce qu'entre la scène si lointaine, et l'écran géant, on passe sans transition de l'infiniment petit au gros plan artificiel.

Tout au long du spectacle, Rémy Grumbach, l'un des manitous de la réalisation TV de concerts et d'émissions de variétés, s'enthousiasma, jumelles aux yeux, à nos côtés. Il traquait le truc. La géniale astuce vidéo du concert. La scénographie très précise qui impose à Madonna de s'arrêter, de se jeter au sol, de montrer ses fesses – très chastement recouvertes – à l'endroit exactement voulu par sept caméras fort discrètes et une régie cachés.

C'est sans doute ce qui donne ce charme brouillé, mécanique, comme distancié, au *show*. La star, sur scène, ne peut rien donner gratuitement. La moindre pose échappe à toute inspiration. Madonna ne communique avec son public trop nombreux que par la voix. Pour certains, ceux du fond, c'était trop peu. Assez pour que des milliers de personnes repartent avec les fausses sorties de *« Who's that girl ? »* (« Qui est cette fille ? »).

Reste le malentendu médiatique. L'arnaque d'une rumeur de cuir clouté et de soie mauve. L'escroquerie à la promesse d'une Baby-Doll revisitée par Marilyn. Tous ceux qui auront attiré le gogo en effeuillant, dans les colonnes de la presse française, des guêpières de lupanar en sont pour leurs fantasmes. Madonna chante et danse en *« body »* fort sage. La fameuse culotte jetée au public n'est qu'un truc de plus. Pas le mieux. Un faux. A peu près ce que Hollywood aurait pu retenir du French Cancan servi par les plus mauvaises années du Casino de Paris.

Si Madonna est une star de la vulgarité proclamée, c'est vraiment au second degré. Ses imitations de l'Ange bleu, ses moues de prêtresse *« glamour »* paraissent si naïves, si apprêtées qu'on se demande si la force du *show*, sa vitalité ne reposent pas essentiellement sur l'espièglerie d'une jeune fille de bonne famille surprise dans une maladroite tentative de séduction.

Madonna fut beaucoup plus irrésistible quand elle dansa avec un gamin en costume trop grand. Plus envoûtante, par son *jogging* sur scène, ses sautillements que par ses jeux d'une musculature trop ferme pour faire croire aux mirages de Marylin retrouvée. Madonna fut plus drôle quand elle fit, fort involontairement, siffler le nom de Jacques Chirac par la foule. Plus émouvante, enfin, quand elle redevint elle-même, la Madonna fragile et paumée du film *« Recherche Susan desespérément »*. Meilleure dans la détresse, image fixe, tendue. Meilleure dans la sagesse qu'elle avait si ingénument provoquée tout autour d'elle.

PHILIPPE BOGGIO.

La semaine du mélomane

Les soi-disant ravisseurs du mélomane ont été appréhendés alors qu'ils tentaient d'échanger, contre des places pour Madonna, une liasse d'invitations aux manifestations suivantes.

Festival estival de Paris (tél. : 48-04-98-01) : lundi 31 août à 20 h 30, à Saint-Séverin : musique de l'école de Notre-Dame, par l'Ensemble Gilles Binchois ; mercredi 2 septembre à 20 h 30, à l'auditorium des Halles, œuvres de Darius Milhaud par l'Ensemble Erwartung ; jeudi 3, à 20 h 30, salle Pleyel, Orchestre français des jeunes dirigé par Emmanuel Krivine, avec Gérard Caussé, alto (œuvres de Debussy, Bartok et Beethoven).

Festival de Sceaux (tél. : 46-60-07-79) : Josette Morata, piano, le 5 à 17 h 30 (Stockhausen, Beethoven, Schumann) ; François-René Duchable, piano, et Gérard Causset, alto, le 6 à 17 h 30 (Schumann, Schubert, Brahms).

Festival de Besançon (tél. : 81-80-73-26) : au Théâtre municipal, mardi 1er septembre, Wiener Schubert Trio (trios de Mozart, Ravel et Schubert) ; jeudi 3, œuvres de Vivaldi, Tartini et Rossini, par I. Solisti Veneti ; vendredi 4, récital de piano par Nikita Magaloff (Ravel, Beethoven, Chopin).

Festival de La Chaise-Dieu (tél. : 71-00-01-16) : concerts de l'Orchestre philharmonique de Moscou, les 1er et 3 septembre (Prokofiev et Tchaïkovski) ; Beaux-Arts Trio, le 3, à 16 heures ; récital piano-violon par Eva Graubin et Edith Fischer, le 4 à 16 heures ; *Requiem* de Berlioz, les 5 et 6 septembre à 21 h 15.

« Piano aux Jacobins » à Toulouse (tél. : 61-23-32-00), José Carlos Cocarelli, le 2 (Chopin, Mozart, Fauré) ; Menahem Pressler, le 4 (Bach, Bartok, Ravel, Chopin).

N.B. : ces cartons d'invitation étaient grossièrement imités, et la prétendue oreille du mélomane était celle d'un veau. Le mystère s'épaissit...

GÉRARD CONDÉ.

NOTES

Premier Festival Omnimax à la Géode

Le premier Festival du film Omnimax se tiendra du 1er au 7 septembre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Sur l'écran hémisphérique de la Géode, le plus grand du monde, seront diffusés dix films documentaires, dont certains inédits, produits par les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas et la France. Un prix du public et un prix du jury seront remis.

★ *Renseignements.* – Sur Minitel : 36-15 code Villette ; par téléphone : 42-39-20-54.

Cinquante-six descendants de Gauguin à Copenhague

Pour la première fois, les descendants scandinaves actuellement vivants de Paul Gauguin se sont retrouvés ce week-end à Copenhague. Ils étaient cinquante-six entre soixante-dix-sept ans et cinq mois à avoir répondu à l'appel de Mme Mette Fonseca Gauguin, arrière-petite-fille du peintre, à qui la projection récente du film de Henning Carlsen, *Oviri*, avait vraisemblablement donnée l'idée de ce rassemblement familial.

CAMILLE OLSEN.

MERCREDI

BETTE DAVIS LILLIAN GISH
VINCENT PRICE
ANN SOTHERN

Un tact, une finesse, une lucidité dignes de Bergman.
LE MONDE

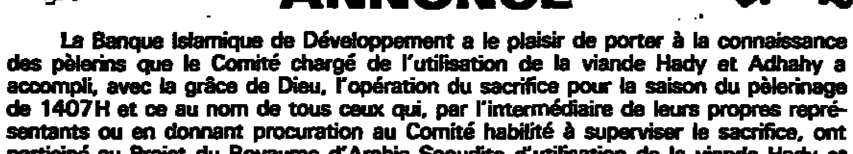
Une admiration sans limites, un tour de force.
LE FIGARO

On quitte cet univers préservé des turbulences modernes avec regret et émotion. On a envie de visiter cette île, de rencontrer ces vieilles personnes. De revoir le film.
TELERAMA

Les Baleines du Mois d'Août

LINDSAY ANDERSON





LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
JEDDAH - ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

ANNONCE

La Banque Islamique de Développement a le plaisir de porter à la connaissance des pèlerins que le Comité chargé de l'utilisation de la viande Hady et Adhahy a accompli, avec la grâce de Dieu, l'opération du sacrifice pour la saison du pèlerinage de 1407H et ce au nom de tous ceux qui, par l'intermédiaire de leurs propres représentants ou en donnant procuration au Comité habilité à superviser le sacrifice, ont participé au Projet du Royaume d'Arabie Saoudite d'utilisation de la viande Hady et Adhahy.

Le nombre total des procurations – toutes formes de sacrifices confondues – a atteint 478 994. Ainsi, le taux d'accroissement par rapport à l'année 1406H est de 37 % environ.

Une quantité de cette viande a été distribuée aux pèlerins à Mina ainsi qu'aux nécessiteux au sein du Haram. D'autres quantités ont déjà été acheminées, ou sont en cours de l'être, vers de nombreux pays islamiques par voie terrestre, aérienne ou maritime.

Dans le tableau qui suit on trouvera les détails en ce qui concerne les quantités de viande déjà transportées, ou en voie de l'être, à l'extérieur du Royaume d'Arabie Saoudite.

PROGRAMME DE DISTRIBUTION DE LA VIANDE ADHAHY POUR LA SAISON DU PÈLERINAGE DE 1407H

DESTINATION	Nombre de têtes déjà envoyées	Nombre de têtes en cours d'envoi	Mode de transport	Date
1. Jordanie	45 000		Frigorifié, terre	Durant jours Tachriq
2. Syrie	12 000		«	«
3. Liban		19 000	«	«
4. Pakistan	12 000	25 000	Frigorifié, air 10 vols	
5. Tchad	–	7 500	Frigorifié, air 3 vols	
6. Soudan - Khartoum	5 175		Frigorifié, air. 1 vol Avion Jumbo 747	Durant jours Tachriq
Port Soudan		20 000	Frigorifié, mer	21/8/87
7. Egypte		35 000	«	31/8/87
8. Djibouti		10 000	«	7/9/87
9. Somalie		3 000	«	10/9/87
10. Bangladesh		70 000	«	15-25/9/87
11. Mauritanie		7 000	«	9/9/87
12. Sénégal		7 000	«	10/9/87
13. Burkina Faso		5 000	Frigorifié, air Un vol via Dakar	10/9/87
14. Mali		5 000	Un vol via Dakar	13/9/87
15. Niger		5 000	Un vol via Dakar	13/9/87
16. Gambie		5 000	Frigorifié, mer	10/9/87
17. Guinée-Bissau		3 000	«	19/9/87
18. Guinée-Conakry		3 000	«	22/9/87
19. Sierra-Leone		3 000	«	25/9/87

Quant aux quantités de viande restantes, elles seront congelées dans les chambres froides de l'abattoir pilote d'Al-Moaissim, ainsi que dans d'autres chambres froides, afin d'être distribuées aux nécessiteux du Haram tout au long de l'année.

Pour l'année prochaine, le Comité compte, avec la grâce de Dieu, élargir encore plus le Projet afin de satisfaire la demande d'un plus grand nombre de pèlerins.

Le Comité saisit cette occasion pour adresser ses remerciements aux pèlerins qui lui ont fait confiance, ainsi qu'au Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite, et à sa tête le serviteur des deux Saintes Mosquées, pour les efforts qu'ils ont fournis et les moyens qu'ils ont mis au service du Projet.

Que tous puissent jouir de la récompense de Dieu et que la Communauté Islamique puisse être unifiée et victorieuse.



Spectacles

théâtre

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : Nous on fait où on nous dit de faire ; 22 h : Les Babas cadres.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : Carmen Cru.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Autour de Mortin. II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h : Saleté de pétunia ; 21 h : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 15 : Huis-Glauque.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Festival estival de Paris

(48-04-98-01)

Lundi 31, Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : Ensemble Gilles Binchois, dir. D. Vellard.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : Riverside Sixty Band (dern. le 31).

EXCALIBUR (48-04-74-92) : Harem.

KISS (48-87-89-64) : Touching Home.

LE MERIDIEN (43-45-12-45), 21 h 30 : Al Aarons.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Trio R. Urtreger.

NEW COPA (42-65-91-06), 20 h 30 : I. Diop.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : D. Moroni, P. Bousaguet, P. Combelle.

SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : J.-L. Longnon Sextet.

LES TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 22 h : Cameleon Trio.

Les concerts

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antiqua de Paris.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les Sixties.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Hommage à Barbet Schroeder. En avant-première et en présence de l'auteur : 20 h 30, Barfly (Vostf).

BEAUBOURG
(42-78-35-57)

15 h, Enfants de Paris, de G. Roudes ; 17 h, Mémoires d'un Mexicain, de C. Toscano de Moreno (v.o.) ; 19 h, Lo Mais, de G. Guérin.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (43-33-10-82).

AGENT TROUBLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Georges V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

ALERTE SUR WASHINGTON (A., v.f.) Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ATTENTION BANDITS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

AUTOUR DE MINUIT (A. v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A. v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42)

BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BLUESY DREAM (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA BONNE (**) (It.) : v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxeville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LA BRUTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA CHAMBRE DE MARIAGE (Turc, v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; h. sp.

CHATEAUROUX DISTRICT (Fr.) : 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – v.f. : Français, 9e (57-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-22-47-94)

DOWN BY LAW (A., vo) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; – v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

EVIL DEAD 2 (A.) (*). – v.f. : Maxeville, 9e (47-70-72-86).

EXTRÊME PRÉJUDICE (A.) : v.o. : Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; UGC Montparnasse, 14e (45-74-94-94).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.o. et v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES FOUS DE BASSAN (Fr., Can.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er, (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50); Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

MACBETH (Fr., v. it.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-30).

MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MON CHER PETIT VILLAGE (Tch., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, h. sp., 3e (42-71-52-36).

LE NINJA BLANC (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.), v.angl. : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.). Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).

PEE WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

PERSONAL SERVICES (A., v.o.) (*) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon-Bastille, 11e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

PLAISIRS DE FEMMES (It., v.o.) (*) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PLATOON (*) (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

POLICE STORY (A.). V.f. : Maxeville, 9e (47-70-72-86).

PRÊCHI-PRÊCHA (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

PREDATOR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40)) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A.), v.o. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 5e (43-54-07-76) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).

RÉSIDENCE SURVEILLÉE (Fr.) : Maxeville, 9e (47-70-72-86).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SCIROCCO (Fr.-it.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LE SECRET DE MON SUCCÈS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

SOUL MAN (A., v.o.)) ; Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Maxeville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

TANDEM (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE AMERICAN WAY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

THÉRÈSE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

TIN MEN, LES FILOUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

TRAVELLING AVANT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40.

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12).

UNE CHANCE PAS CROYABLE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). Vf. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94).

UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Fr.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

UNE GOUTTE D'AMOUR (Turc, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

UN HOMME AMOUREUX (Fr.), v.angl. : Gaumont Ambassades, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Les festivals

MICHEL SIMON, Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) : la Chienne.

WIM WENDERS (vo), 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) : Paris, Texas.

BUNUEL (vo), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 20 h 20 : El.

E. ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), + Denfert, 14 e (43-21-41-01), 16 h : les Nuits de la pleine lune.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 1er septembre

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

BABY DOLL (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEN HUR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA BETE (Pol., v.o.) (**) ; (v.f.) : Miramar, 16e (43-20-89-52).

BLOW UP (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

BOOM (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

BROTHER CAN YOU SPARE A DIME ? (A., v.o.) ; Utopia 5e (43-26-84-65).

CABARET (A.,v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

CASANOVA DE FELLINI (I., v.o.) (*) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A, v.o.) Champo, 5e (43-54-51-60).

CHINATOWN (A., v.o.) : (*) 14 Juillet Parnasse, 6e (42-26-58-00).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A. v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'EXTRAVAGANT Mr DEEDS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

ÈVE (A., v.o.) : Action Christine *bis*, 6e (43-29-11-30).

LE FAUCON MALTAIS (A.,v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

LA FUREUR DE VIVRE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

GANDHI (Brit., v.o.). – (v.f.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60). – (v.f.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

LE GUÉPARD (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIGHLANDER (A., v.o.). – (v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

HORIZONS PERDUS (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).

LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LUDWIG (VISCONTI) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36). H. sp.

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches-St-Germain, 6e (43-66-10-82).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MONICA, LE DÉSIR (Suéd, v.o.) Reflet Logos H. Sp., 5e (43-54-42-34).

MON ONCLE (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

MR SMITH AU SÉNAT (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Forum-Orient, 1er (42-33-42-26).

LE PIGEON (It, v.o.) Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

LES PROIES (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-29-11-30).

PROVIDENCE (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) H. Sp. Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A. v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

SHANGHAI GESTURE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THE KING OF MARVIN GARDEN (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

THE SERVANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE TEMPS D'AIMER ET LE TEMPS DE MOURIR (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) (Lubitsch) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TOOTSIE (A., v.o.) Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-43-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) H. Sp.

UN MILLION CLÉ EN MAIN (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-26-79-17) ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

20 000 ANS A SING SING (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

VIOLENCE ET PASSION (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Médicis, 16e (43-54-42-34).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES





LES FILMS NOUVEAUX

L'AMI DE MON AMIE. Film français d'Eric Rohmer : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; St-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaum. Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 Film américain de Tony Scott, vo : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pub. St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnasse Pathé, 114e (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). Vf : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grd Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 3e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 14e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Conv. St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; 3 Secrétan, 18e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FUNNY BOY. Film français de Christian Le Hemonet : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 14e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DE LA JUNGLE (*). Film américain de Clay Borris. Vo : George V, 8e (45-62-41-46). Vf : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Conv. St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79.

MISS MARY. Film brésilien de M.L. Bemberg. Vo : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). Vf : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 1er SEPTEMBRE

« L'impressionnisme au musée d'Orsay », 10 h 15, devant l'entrée (C. Merle).

« L'Opéra », 13 h 15, dans le hall (Monuments historiques).

« La Bibliothèque nationale et la galerie Colbert », 15 heures, hall de la Bibliothèque, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

« Du collège de Robert de Sorbon à l'université de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (Monuments historiques).

« L'hôtel de Lauzun », 17, quai d'Anjou. Téléphone, le matin : 42-77-15-88 (Monuments historiques).

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h30, devant la façade de la cathédrale Saint-Louis (Monuments historiques).

« Les jardins du Palais-Royal et les passages », 14 h 30, devant le Palais-Royal (Approche de l'art).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (P.-Y. Jaslet).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 45, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Le Vésinet : la cité la plus résidentielle deFrance », 15 heures, gare Le Vésinet-centre (Paris et son histoire).

« Fastes de la place Vendôme, découverte d'un grand hôtel », 15 heures, métro Tuileries, visite spéciale : 120 francs et 150 francs (Paris et son histoire).

« Le vieux village de Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt, sortie (Résurrection du passé).

« Les jardins privés du faubourg Saint-Jacques, congrégations religieuses, cité fleurie », 15 heures, devant le Val-de-Grâce, 277, rue Saint-Jacques (M. Hager).

« Hôtels du Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Flâneries).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 31 août

TF 1

20.35 Cinéma : L'indiscrétion. ■ Film français de Pierre Lary (1982). Avec Jean Rochefort, Jean-Pierre Marielle, Dominique Sanda, Jean-Hugues Anglade. *Un ingénieur pétrolier, passant des vacances à Paris, est pris aux pièges de la technologie d'un complot occulte* **22.15 Documentaire : Histoires naturelles.** Emission d'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury. 9. La Brenne, le pays aux mille étangs. **23.10 Athlétisme : championnat du monde.** (résumé). **23.25 Journal. 23.45 Série : Les envahisseurs.** Inquisition.

A 2

20.30 Théâtre : On m'appelle Emilie. Pièce de Maria Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Moreau. Avec Maria Pacôme, Odette Laure, Stéphane Bierry, Jean-Pierre Andréani. *Trois marginaux tentent une reconversion dans une vie dite normale. Cette pièce, la troisième écrite par Maria Pacôme, a été enregistrée au Théâtre Saint-Georges à Paris.* **22.15 Magazine : J'aime à la folie.** Présenté par Eve Ruggieri. Invité : Philippe Sollers, sur le thème « Musique classique et lyrique ». **23.10 Histoires courtes.** Ballade sanglante, de Sylvain Madigan. **23.35 Journal.**

FR 3

20.30 Cinéma : Le téléphone sonne toujours deux fois. ■ Film français de Jean-Pierre Vigne (1984). Avec Didier Bourdon, Seymour Brussel, Bernard Campan. *Un tueur sévit avec un téléphone et l'incruste sur le front des femmes, ses victimes. Parodie de polar mise en scène à la façon d'une bande dessinée.* **22.10 Journal.** ▶ **22.35 Série : Histoires vraies.** Sortilèges et envoûtements : faut-il croire au mauvais sort et aux sorcières ? **23.30 Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les cinquante-cinq jours de Pékin. ■■ Film américain de Nicholas Ray (1963). Avec Charlton Heston, Ava Gardner, David Niven, John Ireland. **23.00 Flash d'informations. 23.05 Magazine : Canal foot. 23.35 Les drives de Canal +. 0.35 Magazine : Le monde du sport. 1.30 Cinéma : Golden eighties.** □ Film français de Chantal Akerman (1985). Avec Myriam Boyer, John Berry, Lio, Delphine Seyrig, Charles Denner.

LA 5

20.25 Cinéma : Saturn 3. □ Film anglais de Stanley Donen (1980). Avec Farah Fawcett. *La vie paisible et amoureuse de deux savants – un homme et une femme – installés dans une station de Saturn 3 est troublée par l'arrivée d'un psychopathe et d'un robot aux réactions bizarres.* **21.55 Série : Matlock. 22.50 Série : Mission impossible. 23.50 Série : L'inspecteur Derrick. 0.50 Série : Supercopter. 1.40 Série : Cosmos 1999. 2.30 Série : Matlock.**

M 6

20.30 Cinéma à la carte. 1er choix : La guerre du fer. □ Film franco-italien d'Umberto Lenzi (1982). Avec Sam Pasco. *Un homme, chassé d'une tribu préhistorique, découvre le fer sur les flancs d'un volcan et fabrique des armes. Ce film totalement nul s'inspire – mal – à la fois de* Conan le barbare *et de* la Guerre du feu. **2e choix : La piscine.** ■ Film français de Jacques Deray (1968). Avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet. *L'arrivée d'un vieil ami et sa fille jette le trouble dans la vie de deux amants en vacances à Saint-Tropez. Drame psychologique dans le huis clos d'une luxueuse villa. L'histoire est semée de clichés, mais il y a de fameux interprètes.* **22.00 ou 22.25 Série : Brigade de nuit. 22.50 ou 23.15 Journal. 23.00 ou 23.25 Météo. 23.05 ou 23.30 Série : Les espions. 23.50 ou 0.15 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (en direct de Salzbourg) : Symphonie en mi bémol majeur de Hindemith ; symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre de Philadelphie, dir. Riccardo Muti ; à 22.00 Quintette pour piano et cordes, de Chostakovitch par le Trio Borodine ; à 23.05 Fantasiestück : Schumann, Hoffmann, Liszt, Mendelssohn Beethoven, Caplet.

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècle : Cicéros Dias. 21.15 René Char. Autour du Festival de poésie de Cogolin (1987). **22.15 Musique traditionnelle.** Bhimsen Joshi, chant khayal de l'Inde du Nord. **23.50 Entretiens avec... Marlène Dietrich. 0.05 Du jour au lendemain.**



Mardi 1er septembre

TF 1

14.45 Croque-vacances. 16.30 Variétés : Des clips dans mon 4 heures. 17.05 Série : Miss. 18.00 Mini-journal. 18.15 Série : Mannix. 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.35 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Théâtre : Féfé de Broadway. Pièce de Jean Poiret, mise en scène de Pierre Mondy. Avec Jacqueline Maillan, Michel Roux, Roger Carel, Annick Alane, Jacky Sardon. *Satire du monde du théâtre.* **23.15 Documentaire : Histoires naturelles.** 10. Le tour de pêche de deux enfants. **0.10 Athlétisme : championnat du monde** (résumé). **0.30 Journal. 0.50 Série : Le sixième sens.** La maison qui appelait au secours.

A 2

15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 15.55 Sports été. Aviron : championnat du monde. Athlétisme : championnat du monde (en Eurovision de Rome). **19.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de l'écran : Dead zone.** ■ Film américain de David Cronenberg (1983). Avec Christopher Walken, Brooke Adams, Tom Skerritt, Herbert Lom. *Cinq ans après un accident de la route, un homme émerge du coma et découvre qu'il possède un don de double vue.* ▶ **22.10 Débat : La voyance, mystère ou mystification ?** Avec Elisabeth Laborde-Notale, psychiatre, auteur d'une thèse sur la psychiatrie et la voyance ; Jean Vernette, vicaire général de Montauban et spécialiste des phénomènes religieux ; Luc Picon, professeur de biologie à Paris-VII, membre de l'union rationaliste ; François Laplantine, ethnologue, auteur de « Un voyant dans la ville » ; Robert Naquet, directeur de recherches au CNRS ; Jean-Charles de Fontbrune ; Elisabeth Alexandre, journaliste ; Marcel Picard ; Jeanine Forney ; Kristen Maud. **23.15 Journal.**

FR 3

15.05 Sports-loisirs. 15.20 Pense-bêtes. 15.30 Documentaire : Splendeur sauvage. 16.00 Gastronomie. 16.05 Les papies et les mamies de la 3. *16.10 Le jeu de la séduction.* **16.20 Le tube de l'été. 16.30 Le jeu de la séduction (suite). 17.00 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Le manège enchanté. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Belle et Sébastien. 18.30 Série : Les papas. 18.35 Feuilleton : Fortune. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.55 Inspecteur Gadget. 20.02 Jeux : La classe. 20.35 Cinéma : La belle et le cavalier.** ■■ Film italien de Francisco Rosi (1967). Avec Sophia Loren, Omar Sharif, Dolores del Rio, Georges Wilson. *Une paysanne un peu sorcière se fait aimer d'un prince. Conte napolitain en costume du XVIIe siècle. Surprenant de la part de Francesco Rosi, mais réussi dans le genre. Sophia Loren apporte une verve éblouissante.* **22.20 Journal. 22.50 Mini-films. 23.20 Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Les brutes dans la ville. ■ Film américain de Robert Parrish (1971). Avec Stella Stevens, Telly Savalas, Robert Shaw, Martin Landau. **15.45 Cinéma : La Bible ne fait pas le moine.** □ Film américain de Marty Feldman (1980). Avec Marty Feldman, Peter Boyle, Louise Lasser, Richard Pryor. **17.20 Série Batman. 17.45 Série : Les monstres. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 18.45 Star-quizz. 19.15 Mythofolies. 19.25 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.05 Football, les coulisses. 20.30 Football.** Nantes-Marseille (neuvième journée du championnat de France). **22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Le môme.** □ Film français d'Alain Corneau (1986). Avec Richard Anconina, Ambre, Michel Duchaussoy, Yan Epstein. **0.10 Cinéma : Le grand carnaval.** □ Film français d'Alexandre Arcady (1983). Avec Philippe Noiret, Roger Hanin, Richard Berry, Macha Méril. **2.20 Documentaire : Les animaux du soleil.**

LA 5

14.15 Feuilleton : Vidocq. 15.10 Feuilleton : Michel Strogoff. 16.10 Série : Les globe-trotters. 16.35 Série : Drôle de vie. 17.00 Les Schtroumpfs. 17.30 Dessin animé : Emi magique. 17.55 Série : Cosmos 1999. 18.45 Série : Shérif fais-moi peur. 19.35 Série : Supercopter. 20.25 Cinéma : Un génie, deux associés, une cloche. ■ Film franco-italien de Damiano Damiani (1975). Avec T. Hill, Miou-Miou, R. Charlebois. *Un aventurier, son ami métis et la compagne de celui-ci veulent s'emparer d'un butin détourné. Imitation parodique des westerns de Sergio Leone... qui a produit des films !* **22.20 Tennis : Tournoi de Flushing-Meadow. 0.50 Série : Mission impossible. 1.40 Série : Supercopter. 2.30 Série : Cosmos 1999.**

M 6

14.20 Musique : Clip fréquence FM. 15.20 Hit, hit, hourra ! (suite). 15.30 Jeu : Mégaventure. 16.15 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Les espions. La liste. **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Je chevaucherai le vent. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Jamais deux sans trois. **19.30 Série : Daktari. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Le petit monde de Don Camillo.** ■ Film franco-italien de Julien Duvivier (1951). Avec Fernandel, Gino Cervi, Sylvie. *Dans un village italien de la plaine du Pô, au temps de la guerre froide, la rivalité du curé au tempérament bouillant et du maire communiste. Le premier et le meilleur film d'une série qu'on peut rattacher à la « comédie italienne ». On l'a vu cent fois à la télévision.* **22.05 Série : Maîtres et valets.** Chantage. **23.05 Journal. 23.15 Météo. 23.20 Magazine : Images et dessert. 0.10 Musique : Boulevards des clips.**

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Concert (donné le 29 juillet 1987 à Bayreuth) : Les maîtres chanteurs de Nuremberg, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Michaël Schoenwandt ; chef de chœur : Norbert Balatsch.

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècle : Le général Massu. 21.15 René Char. Autour du Festival de poésie de Cogolin (1987). **22.15 Musique : TM +**, Ensemble instrumental électroacoustique (concert enregistré à l'auditorium des Halles le 11 mai 1987) : Ombres lumineuses, de Miereanu ; Lignes figurées, de Cuniot ; Reflets, de Naon ; Harreu, de Drouet. **23.50 Entretien avec... Marlène Dietrich. 0.05 Du jour au lendemain.**

Audience TV du 30 août 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

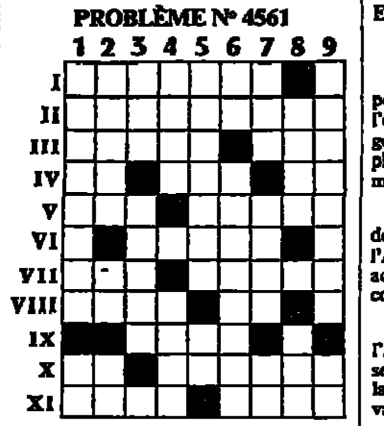
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30.2	Amour risque 11.1	Stade 2 9.5	Petits malins 3.0	Love you 1.0	Shérif 2.5	Chez soi 2.5
19 h 45	32.7	Amour risque 15.6	Quoi de neuf 5.5	Cherchez France 3.0	Catch 3.0	Supercopter 4.0	Homme ketane 1.5
20 h 16	45.2	Journal 20.6	Journal 11.6	Paul Hogan 5.0	Catch 2.0	Supercopter 3.5	Homme ketane 2.5
20 h 55	45.7	Cartouche 20.1	Mystère 4.5	Piste crime 2.5	l'Epreuve 4.0	le Justicier 15.1	Cil étoiles 1.5
22 h 08	44.7	Cartouche 21.6	Les carnets 6.5	France carte 3.0	l'Epreuve 4.0	PUB 7.5	Cil étoiles 4.0
22 h 44	32.7	Sports soir 10.6	Les carnets 5.5	Joueur échecs 3.5	La Bible 1.0	Mission impos. 9.5	Vegas 3.0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4561



HORIZONTALEMENT

I. Est rempli de plumes. – II. Femme d'ouvertures. – III. Qui a donc ce qu'il faut pour être bien vue. Manque à celui qui cherche l'inspiration. – IV. Possessif. N'est pas soumis à la neutralité. Conjonction. – V. Il devait lui arriver d'être au bout du rouleau. Permet de mettre en valeur la beauté d'une marquise. – VI. Fait déguster des tartes. – VII. Fait connaître la fin. Prise en main pour ne pas lâcher pied. – VIII. On y met très souvent la pièce. Savait se montrer brillant. – IX. Permet d'éviter la ruine. – X. Préserve l'anonymat. Gourde de faible capacité. – XI. Est à l'origine de nombreux reliefs. Peut être couvert de plaques.

VERTICALEMENT

1. Pour lui, le bridge et la roulette ne donnent pas matière à jouer. Permet de déduire. – 2. Endroit où de nombreuses vedettes sont appelées à évoluer. Ne se perdent pas facilement. Transmis par la « peste ». – 3. Est amené à entrer dans la danse. Il est une perte qui ne saurait lui faire de mal. – 4. Un qui a souvent été sur le pavé. Lance des bombes. – 5. Moyen de transport. Reste longtemps sur ses positions. – 6. Pronom. Pour ceux qui agissent en maîtres. – 7. Est fréquemment mis sur le chantier. Où nombreux furent ceux qui ne résistèrent pas au choc. Changea du tout au tout. – 8. Est utilisé à maintes « reprises ». Avant-dernier d'une liste. – 9. Assure la continuité. Conjonction.

Solution du problème n° 4560

Horizontalement

I. Cuisinier. Notion. – II. Toul. Carabine. – III. Midi. Potager. Il. – IV. Alénois. Tes. Pli. – V. Ri. Tresse. Isolé. – VI. Essence. Latine. – VII. Ce. Réer. Ire. Tri. – VIII. Art. Fer. Tien. – IX. Oc. Carrière. – X. Emue. Oui. Etirer. – XI. Espar. Arrêt. Ut. – XII. Snob. Etuvée. – XIII. Ame. Perle. Ere. – XIV. Parme. Gê. Grêlon. – XV. Es. Us. Este. Rusé.

Verticalement

1. Marécage. Cape. – 2. Utiliser. Me. Mas. – 3. Iode. Tousser. – 4. Suinter. Cep. Mû. – 5. Il. Orner. Aspes. – 6. Pièce. Corne. – 7. Ecosser. Au. Orge. – 8. Rat. Friables. – 9. Râtelier. – 10. Nage. Arrière. Gê. – 11. Obésité. Etêter. – 12. Tir. Si. Triturer. – 13. In. Pontier. Velu. – 14. Œillère. Eue. Os. – 15. Lie. Inerte. Né.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 30 août 1987 :

DES DÉCRETS

● Nos 87-712, 87-713, 87-714 du 26 août 1987 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

● N° 87-715 et circulaire du 27 août 1987 relatifs à la taxe sur le défrichement.

UN ARRÊTÉ

● Du 19 août 1987 portant prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.

DES DÉCISIONS

● N° 87-193 du 26 août 1987 relative au retrait et à la réattribution de fréquences utilisées par la Société nationale de programme Radio-France ;

● Du 26 août 1987 modifiant des décisions antérieures autorisant l'exploitation de services de télévision à vocation nationale diffusés en clair par voie hertzienne terrestre (sixième chaîne et cinquième chaîne).



6 BONS N°	3	1 983 160,00 F
6 BONS N° + complémentaire	5	602 370,00 F
5 BONS N°	985	11 475,00 F
4 BONS N°	[illegible]	180,00 F
3 BONS N°	1 300 142	12,00 F

3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 12,00 × 2 = 24,00 F

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 31 août à 0 h TU et le mardi 1er septembre à 24 h TU.

Des masses d'air humide et instable pénètrent lentement sur la France par l'ouest ; un temps chaud et souvent nuageux prédominera mardi, et des orages plus marqués sur l'est éclateront l'après-midi.

Mardi matin le ciel sera bien chargé de la Bretagne et de la Normandie à l'Aquitaine ; les nuages pourront être accompagnés de quelques ondées et de coups de tonnerre.

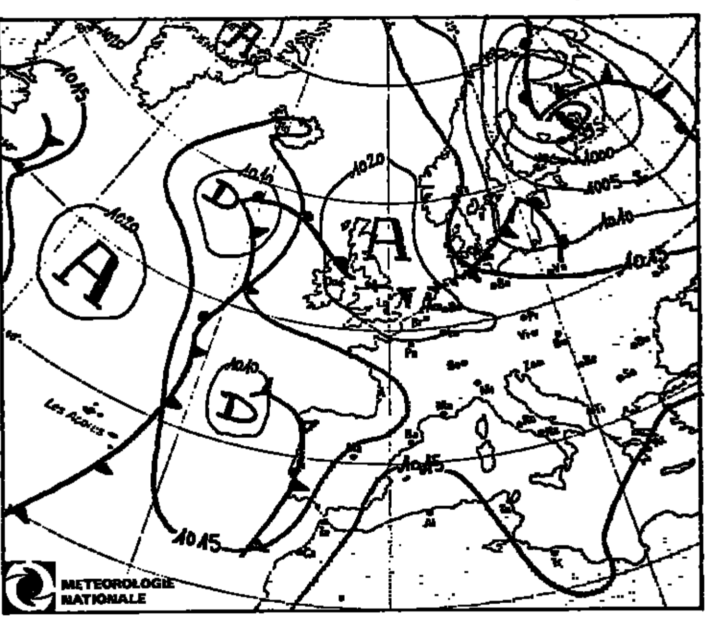
Plus à l'est, des Ardennes et de l'Alsace à la Méditerranée, les éclaircies seront belles ; quelques bancs de brouillard formés en fin de nuit dans certaines vallées se dissiperont rapidement ; des nuages bas seront présents le matin sur le Languedoc et le Roussillon.

Au cours de la journée le temps deviendra de plus en plus orageux sur l'est : le soleil se voilera et des orages éclateront par places ; ils seront plus nombreux et parfois forts sur le relief ; les régions méditerranéennes sont également exposées à des manifestations orageuses.

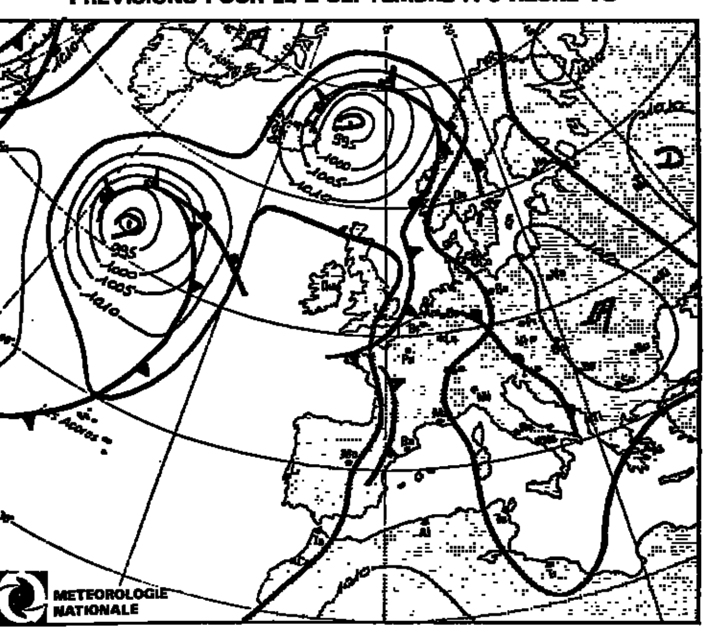
Plus à l'ouest, le temps restera le plus souvent nuageux ; quelques petites ondées sont encore possibles, en particulier le soir près de l'Atlantique et de la Manche.

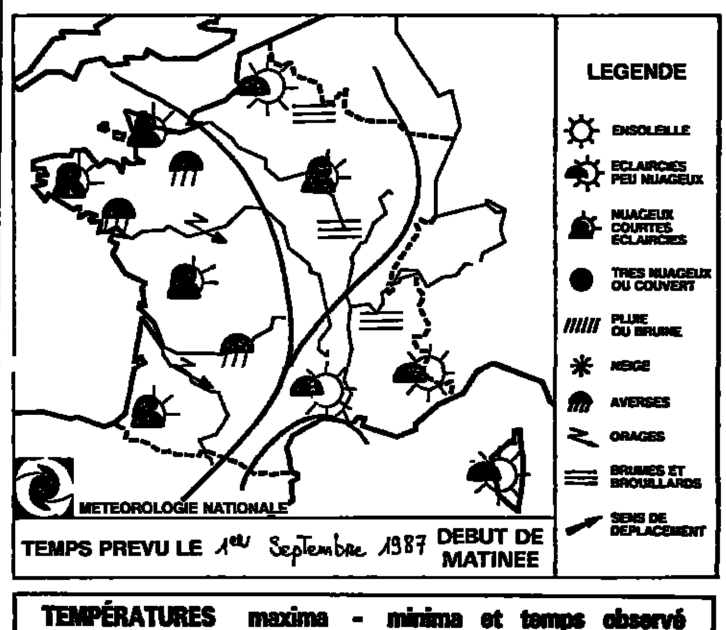
Les températures toujous élevées pour la saison avoisineront l'après-midi 22 à 24 degrés près de la Manche, 26 à 29 degrés sur la moitié nord dépassant parfois 30 degrés plus au sud.

SITUATION LE 31 AOUT 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 30-8 à 6 heures TU et le 31-8-1987 à 6 heures TU — le 31-8-1987

FRANCE							
AJACCIO	32	16	D				
BIARRITZ	29	19	B				
BORDEAUX	28	16	D				
BOURGES	28	15	N				
BREST	24	15	N				
CAEN	21	13	B				
CHERBOURG	18	15	N				
CLERMONT-FERR.	28	16	D				
DIJON	26	15	D				
GRENOBLE S-M-H	29	16	D				
LILLE	22	12	C				
LIMOGES	29	18	D				
LYON	28	15	D				
MARSEILLE-MAR.	31	17	D				
NANCY	25	14	B				
NANTES	30	19	N				
NICE	29	21	D				
PARIS-MONTS.	26	15	B				
PAU	29	16	N				
PERPIGNAN	26	19	N				
RENNES	29	17	N				
ST-ÉTIENNE	28	15	N				
STRASBOURG	26	14	D				
TOURS	28	16	N				
TOULOUSE	29	19	D				
POINTE-A-P.	–	–	–				

ÉTRANGER				ÉTRANGER			
ALGER	34	24	O	LOS ANGELES	22	18	D
AMSTERDAM	20	13	C	LUXEMBOURG	23	12	D
ATHÈNES	29	19	D	MADRID	25	16	D
BANGKOK	34	27	N	MARRAKECH	29	20	C
BARCELONE	28	20	C	MEXICO	24	14	B
BELGRADE	25	12	D	MILAN	28	17	D
BERLIN	19	14	C	MONTRÉAL	25	10	N
BRUXELLES	22	11	B	MOSCOU	14	7	D
LE CAIRE	28	20	D	NAIROBI	25	12	C
COPENHAGUE	17	12	N	NEW-YORK	26	16	D
DAKAR	29	25	D	OSLO	16	5	D
DELHI	35	28	D	PALMA-DE-MAJ.	34	24	N
DJERBA	31	24	D	PÉKIN	30	18	D
GENÈVE	25	13	D	RIO-DE-JANEIRO	34	22	C
HONGKONG	32	28	O	ROME	29	18	N
ISTANBUL	27	16	D	SINGAPOUR	28	26	C
JÉRUSALEM	29	16	D	STOCKHOLM	15	7	D
LISBONNE	25	20	A	SYDNEY	18	14	N
LONDRES	23	14	N	TOKYO	34	27	N
				TUNIS	33	25	D
				VARSOVIE	19	10	P
				VENISE	26	17	D
				VIENNE	24	14	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

Ouverture de l'université d'été à Carcans-Maubuisson

M. François Léotard annonce une série de mesures en faveur de l'audiovisuel

La huitième université d'été de la communication a ouvert ses portes, le lundi 31 août, dans le petit village de Carcans-Maubuisson au cœur de la forêt landaise. Un village qui s'apprête à vivre cinq jours à l'heure de l'audivisuel et des nouvelles technologies de la communication et à revevoir les principaux acteurs de ce secteur : PDG de chaîne, responsables de l'information, professionnels de la presse écrite, du cinéma et de la télévision.

Ce rendez-vous, qui coïncide avec la grande rentrée des chaînes, a été inauguré par M. Jacques Valade, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, et par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Ce dernier, qui venait d'abandonner ses militants réunis à Bordeaux, a saisi le thème de cette université d'été – création et programmes – pour annoncer plusieurs mesures visant à développer la production française et faire le point sur le budget de l'audiovisuel public. Un secteur, assure-t-il, en bonne santé. *« Nous sommes passés d'un audiovisuel étatisé, non concurrentiel, coûteux en prélèvements publics et pauvre en créations françaises à un système ouvert, moins coûteux et, en même temps, plus favorable à la création. »* Un jugement qui ne manquera pas de susciter des débats parmi les professionnels qui défileront tout au long de la semaine à Carcan-Maubuisson.

CARCANS-MAUBUISSON
de nos envoyés spéciaux

Voici les principaux points de l'intervention du ministre.

La réforme a conduit les groupes de communication à un développement sans précédent. Evoquant l'ampleur des fonds privés investis dans l'audiovisuel (4,5 milliards de francs dans TF 1, 1 dans la Cinq, 500 millions dans M 6), le ministre se félicite de la diversité des secteurs économiques désormais impliqués : la presse écrite, les sociétés audiovisuelles, les groupes bancaires et industriels. *« La situation du secteur audiovisuel est incomparablement meilleure qu'il y a un an »*, estime-t-il en annonçant un budget équilibré pour TF 1, des exercices bénéficiaires pour les chaînes publiques et des résultats exceptionnels pour Canal Plus (500 millions de marge pour 4 milliards de chiffre d'affaires).

La réforme a fait faire un bond à la création française. Dès 1988, souligne M. Léotard, les investissements français dans la création audiovisuelle vont croître de près de 70 %, passant de 1 à 1,7 milliard de francs. Ce boom devrait se traduire, l'an prochain, par la diffusion sur les écrans de télévision de 1 400 heures de fiction française inédite contre 900 seulement cette année. Le ministre se montre très ferme sur cet objectif : *« Les chaînes privées devront respecter les engagements auxquels elles ont souscrit. Ce point n'est pas négociable »*.

Un nouvel équilibre public-privé s'installe. *« Le secteur public marche bien depuis un an »*, déclare le ministre en évoquant à la fois la qualité, l'audience et la complémentarité d'Antenne 2 et de FR 3 avec leurs concurrents privés. Ce choix *« de la qualité »* est cependant coûteux, reconnaît-il, et justifie *« un bon budget »*.

Antenne 2 bénéficiera, l'an prochain, d'une dotation supplémentaire de près de 105 millions de francs, ainsi que d'une dotation exceptionnelle de 200 millions de francs prélevée sur le produit de la vente de TF 1. Pour FR 3, ces sommes seront respectivement de 60 et 100 millions de francs environ.

Les recettes de la redevance et de la publicité resteront pourtant stables. Comme cette année, les Français acquitteront 506 F pour un poste couleur, 333 F pour un noir et blanc, le gouvernement ayant même renoncé au rattrapage de l'inflation, soucieux *« de réduire, comme dans l'ensemble de l'économie, le poids des prélèvements publics »*. Le bon recouvrement de la redevance (80 millions de francs de plus que prévu), ainsi que la forte augmentation des recettes commerciales de certains organismes comme l'INA et TDF ont, il est vrai, facilité cette politique.

Il y a de la place pour six chaînes. Convaincu que chacune des six chaînes trouvera sa voie et son originalité, le ministre de la culture et de la communication se montre également confiant dans la progression de leurs ressources publicitaires, lesquelles devraient, selon lui, passer en cinq ans de 5 à 10 milliards de francs. Un dynamisme qui ne nuira pas, affirme-t-il, à la presse écrite. Les chiffres montrent, selon lui, que les investissements publicitaires dans la presse écrite ont augmenté de près de 10 % en 1986.

La France doit devenir la plaque tournante de l'audiovisuel européen. *« Mon principal objectif est maintenant de réussir 1992,* déclare M. Léotard, (NDLR : suppression des frontières à l'intérieur du Marché commun) *et de faire de la France le centre de la création audiovisuelle en Europe »*.

Plusieurs mesures serviront cet objectif :

– la création d'une société de capital-risques dotée de 100 millions de francs qui pourra investir en fonds propres dans les sociétés de production, financer de grandes fictions et permettre aux *« PME de l'audiovisuel »* de bénéficier d'apports en comptes courants ;

– une dotation exceptionnelle de 50 millions de francs au compte de soutien des industries de programmes ;

– l'augmentation de 20 millions de francs du budget de la SEPT, la chaîne culturelle européenne pour laquelle le ministre nourrit *« de grands espoirs »*.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

La réorganisation de la bande FM parisienne

La CNCL poursuit les pirates

La nuit de samedi 29 au dimanche 30 août a été celle du grand chambardement sur la bande FM parisienne. Toutes les radios autorisées par la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) devaient, cette nuit-là, prendre possession de leurs nouvelles fréquences. Ce mouvement a eu lieu sans problèmes, à l'exception de trois radios « pirates » qui ont refusé de quitter la bande, entre 87.8 et 106 MHz.

« Toutes les dispositions nécessaires seront prises en ce qui les concerne », a-t-on précisé à la CNCL, en ajoutant que la commission était décidée à faire preuve de la plus grande fermeté face aux « pirates ». Deux plaintes ont d'ores et déjà été déposées par la CNCL contre deux des stations réfractaires : Radio-Show et Radio du monde arabe, et la CNCL ajoute que d'autres poursuites judiciaires seront engagées en début de semaine.

Plusieurs radios non autorisées continuent d'émettre, du reste, mais elles ont reporté leurs fréquences sur la bande militaire (entre 106 et 108 MHz), en espérant ainsi échapper aux foudres de la CNCL. Rien n'est moins sûr : la partie de la bande FM que possède l'armée ne sera ouverte aux radios privées que progressivement, et selon un processus engagé sur plusieurs années.

Selon M. Yves Rocca, membre de la CNCL, chargé du dossier des radios, un *« accord de principe »* a été conclu avec l'armée pour que soient libérées, à terme, les fréquences qui lui sont réservées. Ce qui permettrait de libérer entre cinq et huit fréquences, et donc de satisfaire une dizaine de stations supplémentaires, compte tenu des « mariages » possibles entre radios.

Un de ces mariages vient d'être annoncé entre Radio-Paris, l'une des premières radios libres de la capitale, et Radio-Soleil-Goutte-d'or, dont le président, M. Mohamad Bachiri, a dû être hospitalisé, vendredi 28 août, après dix-huit jours de grève de la faim. En annonçant leur union, Radio-Paris et Radio-Soleil ajoutent cependant leur intention de s'exprimer *« sur la fréquence 106.8, jusqu'à ce que la CNCL leur délivre une fréquence »*. La bataille des ondes continue.

A. W.

● **Bernard Rapp anime « Découvertes ».** – Le présentateur du journal d'Antenne 2, Bernard Rapp, va animer l'émission « Découvertes », de 18 heures à 20 heures, sur Europe 1, à partir du lundi 31 août. Il succède à Stéphane Paoli qui devrait prendre en charge, dans la nouvelle grille de programmes de la station, les journaux du week-end. Bernard Rapp consacrera sa première émission de « Découvertes » aux « héros de l'été ». Autour de lui seront réunis : Harlem Désir, président de SOS-Racisme ; Hubert Auriol, qui évoquera la mémoire de son ami, le pilote Didier Pironi ; Pierre Feydel, directeur de la rédaction du *Matin de Paris* et membre du groupe des « dix » ; la chroniqueuse d'Antenne 2 Brigitte Simonetta, pour sa couverture du Tour de France cycliste ; la coureuse Jeannie Longo ; Stéphane Caron, recordman du 100 mètres natation, et Laurent Cabrol, nouveau responsable de la météo à Antenne 2.

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur d'impression nous a fait écrire, dans l'entretien avec M. Jacques Rigaud, PDG de RTL (*le Monde* du 29 août), que RTL est *« aujourd'hui autorisée à émettre sur la fréquence FM 103,1 MHz »,* alors qu'il fallait lire 104,3 MHz.



JEU GAGNANT N° 36
LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	TOULOUSE	TOULON	X N 2	9	MONTPELLIER	LILLE	X N 2
2	PARIS S.G.	BORDEAUX	X N 2	10	MONTCEAU	NIMES	1 N X
3	NIORT	CANNES	X N 2	11	LE PUY	SOCHAUX	1 N X
4	MONACO	LAVAL	X N 2	12	TOURS	CUISEAUX LOUHANS	1 N X
5	AUXERRE	NANTES	X N 2	13	BASTIA	DIJON	X N 2
6	MARSEILLE	ST-ETIENNE	X N 2	14	DUNKERQUE	NANCY	1 N X
7	LENS	MATRA RACING	X N 2	15	RENNES	GUINGAMP	1 X 2
8	LE HAVRE	BREST	X N 2	16	BEAUVAIS	ST-DIZIER	1 N X

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 30 Août 1987 : 2 3 4 6 8 11 14



Environnement

Rupture de digue évitée en Lombardie

Les ingénieurs italiens ont réussi, durant le week-end du 29 au 30 août, à évacuer, au moyen de pompes et de rigoles, une partie des eaux de la rivière Adda qui s'étaient accumulées derrière le barrage naturel formé par le gigantesque éboulement ayant enseveli, en juillet dernier, deux hameaux et leurs vingt-six habitants, en Lombardie. Après les pluies de ces derniers jours, le niveau du lac montait dangereusement, et l'on redoutait une rupture de la digue. Pour éviter une nouvelle catastrophe, les autorités avaient fait évacuer, sur 40 kilomètres, toute la vallée située en aval et ses vingt-huit mille habitants.

● **Un éboulement isole la haute vallée de Tende.** – Un rocher de plus de 100 tonnes s'est écrasé, le dimanche 30 août à l'aube, sur la nationale 204 reliant la Côte d'Azur à Tende, près de la frontière italienne. Un important volume de pierres et de boue dont la chute a été vraisemblablement provoquée par les pluies de la semaine dernière a également recouvert la route. Il ne semble pas y avoir eu de victimes mais les travaux de dégagement demanderont plusieurs jours durant lesquels l'accès à la haute vallée de Tende sera impossible.

FAITS DIVERS

● **Mort d'un enfant martyrisé.** – Un enfant de deux ans et demi, Frédéric Lecante, est mort, le dimanche 30 août, à la clinique Saint-Etienne de Bayonne (Pyrénées-Atlantique), à la suite de mauvais traitements infligés par ses parents. Le corps portait de nombreuses traces de coups ainsi que des brûlures. La mère avait fait plusieus séjours dans un centre hospitalier spécialisé en psychiatrie, et la garde d'autres enfants lui avait été retirée. Le couple était en garde à vue dimanche soir, au commissariat de Bayonne, et devait être déféré au parquet lundi matin.

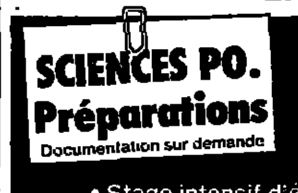
● **Un nouveau-né dans une poubelle.** – Le corps d'un bébé du sexe féminin a été découvert, le jeudi 27 août, dans une poubelle d'un immeuble de Vienne (Isère). La fillette, qui serait née vivante selon les médecins, portait encore son cordon ombilical lorsqu'elle a été découverte par un employé des HLM.

Pour les policiers, les traces de sang retrouvées sur l'interrupteur du local des poubelles, laissent à penser que la mère a accouché dans cet endroit. Une information judiciaire a été ouverte.

● **Deux détenus s'évadent de la prison de Briançon.** – Dominique Gutknecht, vingt-six ans et François Quellien trente et un ans, tous deux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, se sont évadés, le samedi 29 août, de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs), en utilisant un grappin de fortune, fabriqué avec un morceau de grillage et des lambeaux de drap.

Gutknecht, avait été condamné pour un double assassinat à Belfort et Quellien, pour avoir grièvement blessé un policier lors d'une fusillade à la suite d'un hold-up manqué à Besançon.

● **Le directeur du Relais culturel de Thann inculpé.** – M. Patrick Pointet, trente-six ans, directeur et trésorier du Relais culturel de Thann (Haut-Rhin), a été inculpé, le samedi 29 août, à Mulhouse, d'abus de confiance et placé sous mandat de dépôt, après la découverte d'un « trou » dans les finances de l'organisme. Le montant des sommes détournées a été estimé provisoirement à environ 400 000 francs.



Le Carnet du Monde

Naissances

– Le comte
Philippe de CORNEILLAN,
et la comtesse,
née Guillemette de Léaumont,
Hadrien et Hortense
sont heureux d'annoncer la naissance de

Guilhem.

Paris, le 5 août 1987.

– M. et Mme Thierry
PASCUAL-MARTIN,
laissent à
Hélène
la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Thibault,

né le 14 août 1987.

83, rue de la Bastille,
44000 Nantes.

Décès

– Paris. Miliana. Orléansville. Beauvais.

M. et Mme William Amsallem,
Les docteurs Hubert et Michèle Amsallem,
M. James Amsallem,
M. et Mme Walter Amsallem,
ses enfants,
Pierre et Maud,
Brigitte et Michel,
Catherine et Michel,
Edith, Franck, Valérie, Carole, Isabelle,
ses petits-enfants,
Alain, Elodie, Antoine, Caroline, Diane, Jessica,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Chiche, Cohen, Lellouche, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Félix Fredja AMSALLEM,
chevalier du Mérite agricole,

survenu le 29 août 1987, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques auront lieu ce lundi 31 août, à 17 heures, au cimetière de Pantin (Porte de la Villette).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Georges et Jacqueline Arenilla,
Leur fils Vincent,
Leur famille
Et leurs amis
ont le chagrin de faire part de la mort de

Jean-Pierre ARENILLA.

Il a choisi de nous quitter le 22 août 1987.

Il repose au Beugnon.

15, avenue Reille,
75014 Paris.

– Lucienne Cohen-Hadria,
sa femme,
Jane Nine et Alex Carmi,
Rachel et Jean Bouyssou,
ses enfants,
Mikhal et Jean-Pierre Leibovicz,
Anat et Amos Carmi,
Alice, Françoise et Suzanne Bouyssou,
ses petits-enfants,
Amikam Belluco,
Shlomit et Eran Leibovicz,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Elie COHEN-HADRIA,

survenu le 24 août 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

18, rue de la Marseillaise,
75019 Paris.

– Geneviève Dallet,
Sylvie Dallet,
Ermeline Dodici,
Et toute sa famille
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Jeanne DALLET,
née Frontier,
pharmacien,

survenu le 28 août 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er septembre, à 15 h 30, au cimetière de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Pleus,
77300 Fontainebleau.
26, rue Bezout,
75014 Paris.

– Claude Esteban,
son fils,
Mme Marthe Vexane,
M. et Mme Georges Lefrançois,
M. et Mme Georges Blanda
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marie ESTEBAN-YNDART,
née Vexane,

survenu le 29 août 1987, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Jeanne-de-Chantal, Paris-16e

Ni fleurs ni couronnes.

Dons éventuels à l'institut Gustave-Roussy.

11, rue Daguerre,
75014 Paris.
24, avenue du Général-Clavery,
75016 Paris.

– Henri et Marguerite Patte,
Jean-Pierre et Colette Diény,
Francis et Cécile Massias,
Jean-Baptiste et Anne Patte,
Pierre et Odile Simon,
Dominique et Françoise Patte,
François et Monique Patte,
Geneviève Patte,
Georges et Bernadette Saulais,
Leurs enfants, petits-enfants
Et toute sa famille
font part du rappel à Dieu de

Etienne PATTE,
ancien élève de l'Ecole polytechnique
(promo 12),
doyen honoraire
de la faculté des sciences de Poitiers,

endormi dans la paix du Seigneur, le 29 août 1987 dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu mardi 1er septembre, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue des Carmes,
86000 Poitiers.

– Mme Racault,
née Suzanne Demelier,
M. et Mme Jean-Michel Racault
et leurs enfants,
M. et Mme Yvan Racault
et leurs enfants,
Les familles Racault, Demelier,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston RACAULT,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 28 août 1987, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1er septembre, à 16 heures, au temple de Poitiers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de la Souche,
86000 Poitiers.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Max TERRIER,
officier de la Légion d'honneur,
conservateur en chef honoraire
des musées nationaux,

survenu le 23 août 1987, en son domicile dans sa quatre-vingt-sixième année, après une longue maladie.

34, rue de Penthièvre,
75008 Paris.

Remerciements

– Mme Renée Villain,
Et ses enfants, Alain, Anne-Marie, Jean-Michel et Marc,
remercient tous ceux qui leur ont témoigné des marques de sympathie, à l'occasion du décès de leur époux et père

Pierre, Sigfrid VILLAIN,

survenu le 21 juillet 1987.

76, boulevard de Vincennes,
94120 Fontenay-sous-Bois.

Anniversaires

– Il y a sept ans, en ce 1er septembre, notre B.A.F.

Jean BRENIER

nous quittait pour l'Orient éternel.

Une pensée fraternelle est demandées par son épouse à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 1er septembre 1985, disparaissait

Jacques TOUTAIN,
sénateur des Yvelines,
maire de Jouy-en-Josas.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire de

Didier PIRONI,
Jean-Claude GUENARD,
et
Bernard GIROUX,

sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris, le mercredi 2 septembre, à *10 h 30.*

Communications diverses

– Le 350e anniversaire du Discours de la méthode. L'Institut international de philosophie réunit à l'université et à l'académie des sciences de Stockholm, jusqu'au 2 septembre, un congrès international en l'honneur du 350e anniversaire du Discours de la méthode ; il célébrera en même temps le 50e anniversaire de sa fondation par la Sorbonne et l'université de Lund. Un message ddu premier ministre français sera lu devant les congressistes.

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 69 F
Abonnés .... 60 F
Communicat. diverses ... 72 F
Renseignements : 42-47-95-03





هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

PA

PA CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

membre de PA Consulting Group - 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 22 pays - a bâti sa réputation depuis 25 ans en France dans trois domaines d'activité :

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT - PA MANAGEMENT DEVELOPMENT
PA ADVERTISING S.A.

Les sept directions régionales implantées à AIX - LILLE - LYON - NANTES - PARIS - STRASBOURG et TOULOUSE sont prêtes à accueillir des consultants qui contribueront au développement de l'ensemble des secteurs d'expertise.

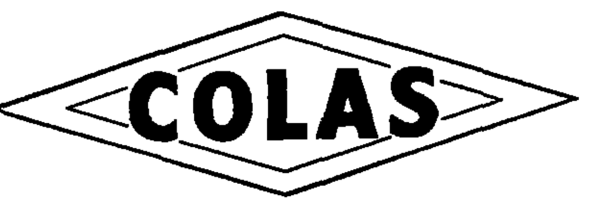
Ecrire à Francis WILLIGSECKER, directeur général de PA Conseil en Ressources Humaines
3, rue des Graviers, 92521 NEUILLY-SUR-SEINE, Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE.



Jeunes Ingénieurs chantiers... pour les responsabilités

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et *vous voilà sur nos chantiers* : plus de 8000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.
Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.
Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, *valeur ajoutée... et affinerez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations* commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.
Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.
Nous sommes présents dans près de 40 pays.
Notre poids : 19000 personnes et 8 Milliards de CA
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 36.



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

rejoignez un grand de la distribution

N° 3 sur notre marché (1 200 p., 5 millions de clients), nous sommes dotés, à Orléans, de moyens informatiques performants (environnement grand système, 5 imprimantes à laser, 450 terminaux) et en faisons notre outil de communication en nous appuyant sur des technologies de pointe (IDMS/R, réseau télématique...).

chef de groupe de projets confirmé,

venez conduire l'étude et le développement de projets de gestion (achats, marketing, prise de commandes), en collaboration avec les utilisateurs.
Ingénieur de formation, vous avez acquis en 5 ans minimum une solide expérience de la conduite de projets et de l'encadrement d'une équipe. Nous vous offrons, si vous en avez le potentiel, d'accroître rapidement vos responsabilités.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5057 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**





MEMBRE DE SYNTEC

directeur du personnel

en région Rhône-Alpes, pour une affaire industrielle de grande notoriété, dont le C.A. dépasse les 2 milliards.

Bien que nous ne puissions dans cette annonce vous en dire beaucoup plus, vous pouvez nous faire la confiance de nous écrire si vous cherchez à travailler dans un environnement mettant en œuvre des technologies les plus modernes, avec des collaborateurs jeunes, dans un contexte international.

Homme complet sachant mettre en œuvre une politique sociale avancée, vous voulez animer une équipe solide. Pour cela, vous avez plus de 40 ans et avez tenu des fonctions similaires dans une entreprise industrielle, de préférence.

Ecrivez à Mme G. GROUZET (réf. 1283 LM) qui étudie votre dossier en toute discrétion





MEMBRE DE SYNTEC

ARTHUR ANDERSEN &CIE

conseils en organisation

Afin de poursuivre notre croissance dans le **SECTEUR FINANCIER** (plus 45 % cette année), nous souhaitons renforcer notre équipe en y intégrant des collaborateurs disposant déjà d'une première expérience.

Vous êtes DIPLOME d'une :

GRANDE ECOLE DE GESTION
(HEC, ESSEC, SUP DE CO)
OU D'INGENIEURS
(X, ECP, ENST, ESE).

VOUS AVEZ ENTRE 2 ET 4 ANS D'EXPERIENCE en Organisation et/ou en Informatique pour avoir participé en tant qu'utilisateur, organisateur ou chef de projet à la conception et à la mise en place d'applications de traitement et de gestion dans le domaine financier **(BANQUE, ASSURANCE, BOURSE, MARCHES DE CAPITAUX ...).**

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière et élargir le champ de vos compétences dans des domaines tels que :
- le développement des nouveaux marchés et des nouveaux instruments financiers (Bourse, Matif, options...).
- l'application de nouvelles *technologies au domaine financier (Intelligence artificielle, systèmes experts, réseaux à valeur ajoutée...).*
- le conseil stratégique et opérationnel (schéma directeur de l'organisation et de l'informatique, amélioration de la productivité administrative et commerciale, refonte de réseaux d'agence. ...).
- la conception et le développement de nouveaux systèmes de traitement et de gestion bancaires.

De plus, au-delà de la composante bancaire et technique de votre métier, vous souhaitez :
- developper des relations plus étroites avec les utilisateurs et la Direction en tant que conseil extérieur,
- *animer et superviser une équipe de travail qui vous est directement rattachée.*

Nous vous proposons :
- un métier qui allie la réflexion, la créativité, le contact avec le client et la familiarisation avec les techniques avancées.
- la possibilité d'exercer une large gamme d'activités de Conseil dans des domaines très variés,
- un plan de carrière très motivant qui peut vous mener au statut d'associé de notre Cabinet,
- une formation approfondie et permanente en France et à l'étranger sur les techniques d'organisation, de gestion et d'informatique appliquées au domaine financier.

Envoyez votre dossier de candidature à :
Paule BOURY, ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour Gan, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2



HAVAS CONTACT

PEUGEOT S.A.

La direction des filiales de financement implantées en EUROPE

recherche son

CONSEILLER EN MATIÈRE DE PERSONNEL

Ce poste a pour objet principal la définition, l'animation et le contrôle de la politique de personnel de ces sociétés. A ce titre, il requiert une solide expérience dans les domaines de l'appréciation et de la formation du personnel, ainsi que la capacité de recommander une politique cohérente au niveau de chaque filiale et de l'ensemble constitué par les filiales étrangères.
Une suffisante pratique des problèmes de gestion de personnel est naturellement considérée comme un préalable indispensable.
Le poste ne peut convenir qu'à un cadre ayant déjà acquis l'expérience de la vie à l'étranger dans un domaine qui ne sera pas obligatoirement celui du personnel.
Basé à Paris, il nécessite des déplacements de courte durée.

Les candidatures sont à adresser à PEUGEOT S.A. – Gestion du Personnel – 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Dans le cadre de sa politique de Relations Humaines et Sociales
Le **Groupe HERVET** renforce ses équipes et recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE FORMATION
Cadre Classe VII

Face aux profondes mutations que connaît le secteur bancaire, il contribuera par son action à la réalisation des objectifs de la banque :
– en permettant aux membres du personnel d'élargir et de développer leurs connaissances des opérations bancaires classiques,
– en organisant les actions de formation concernant les activités nouvelles de la banque (opérations de marché notamment) et des nouveaux moyens logistiques (refonte du réseau informatique), en liaison avec les directions concernées.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur d'environ 35 ans, qui justifierait d'une expérience dans le réseau d'exploitation d'une banque. En outre, il bénéficiera d'une bonne compréhension des mécanismes financiers et monétaires ainsi que des questions touchant à l'organisation et l'informatique.

Pour un candidat de valeur, des perspectives de carrière sont à envisager dans ce département ou dans d'autres secteurs de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 223 à BANQUE HERVET – Bénédicte GUIBOURG, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plain Chomos

BANQUE HERVET

LE DIRECTEUR INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES D'UN HOLDING DE SOCIETES DE SERVICE INTERNATIONAL (SIEGE 92) **recherche**

SON ASSISTANT(E)

chargé (e) :
- de la gestion du personnel du holding (60 personnes dont 5 expatriés),
- du contrôle des effectifs et des frais du personnel des filiales (2500 personnes),
- des diverses études nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique sociale du groupe.

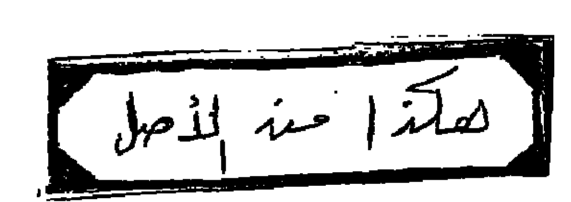
Pour ce poste d'avenir, sont exigées :
- formation supérieure,
- expérience d'au moins 5 ans ayant permis d'aborder les principaux domaines de la fonction personnel dans un contexte multinational,
- connaissance parfaite de l'anglais,
- grande disponibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. 15735. à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

6 à 8 cadres pluridisciplinaires HF

Parfaitement réussie début 87, FORMACTION 1 a créé 7 consultants indépendants. Poursuivant sa pénétration nationale, le Groupe CONSULTEC propose la même reconversion passionnante aux cadres dynamiques tentés par le conseil aux entreprises. FORMACTION 2 débute le 14 septembre et peut encore accueillir 6 à 8 candidats 35/50 ans, études supérieures, justifiant d'une réussite professionnelle d'au moins 15 ans en plusieurs entreprises ; détenteurs d'un savoir-faire à mettre au service des PME environnantes ; des relations locales très étendues sont nécessaires au démarrage, de même qu'une trésorerie couvrant les besoins personnels des six mois de lancement.
Placée sous le contrôle, et pour partie subventionnée par la région Rhône-Alpes, cette filière rigoureuse garantit le double but recherché du lancement de son cabinet personnel et de l'intégration cooptée au sein d'un groupe performant de dimension nationale.
F.X. COMTE, président du Groupe CONSULTEC, 31 rue Vernay, 69390 VOURLES, recevra vos candidatures en urgence car ce recrutement s'achèvera lors d'une séance collective organisée le 8/09 dans les locaux de l'APEC-Lyon.

Consultec



هكذا من الأصل

Le Monde

CADRES

GEO Ca prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Directeur des services généraux

Prisma Presse, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine en France grâce à ses titres et ses méthodes de gestion.

Elle édite aujourd'hui 5 publications et a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires HT supérieur à 1 milliard de francs.

Notre directeur administratif recherche :

Rattaché au Directeur Administratif, vous êtes responsable :

- de l'organisation fonctionnelle des services généraux (environ 20 personnes dont 4 cadres - 2 sites - 8000 m² de bureaux - budget de fonctionnement : 30 millions de francs),
- des aspects logistique, technique et économique de la fonction (accueil, liaisons, achats, entretien, agencements, sécurité),
- des prévisions budgétaires et de leur harmonisation avec les projets de développement de l'entreprise.

Vous avez 35 ans environ, une formation supérieure (Bac + 4), de préférence économique, et une expérience significative des services généraux, acquise à un niveau élevé de compétences et de responsabilités.

Dans un environnement dynamique, motivant, mais exigeant, vous devez faire preuve de qualités de rigueur et d'organisation. Diplomatie, sens de la communication, capacités d'animation sont également nécessaires pour réussir dans ce poste.

PRISMA PRESSE

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DSG à
PRISMA PRESSE
Direction du Personnel
6, rue Daru - 75008 PARIS

SOURCE

Tournant de carrière pour vendeur à haut niveau H/F

Quand les résultats dépassent les objectifs fixés, quand on est reconnu comme un vendeur de haut niveau, efficace et motivé, on aspire forcément à une évolution de carrière.

Ce tournant, vous pouvez le prendre avec nous si vous avez un diplôme d'études supérieures et une expérience confirmée de la vente de produits techniques haut de gamme.

Ce que nous proposons ? Une entreprise de dimension internationale, des produits sophistiqués, de l'autonomie et d'excellentes conditions matérielles.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Votre réponse à cette annonce sera peut-être un grand tournant dans votre carrière. Rassurez-vous, nous serons très discrets ; n'hésitez pas à nous indiquer les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre dossier de candidature.

Adressez votre candidature à Monsieur GAUTIER (réf. M 31) 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS.

GMA

DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE

Jeunes diplômés, découvrez avec nous l'action commerciale, la gestion et le management

Avec plusieurs sociétés en France, Belgique et Espagne, notre Groupe d'assurances représente plus de 2.000 personnes et 1,3 milliards de francs d'encaissement annuel. Notre dimension Européenne nous amène à préparer activement dès aujourd'hui 1992, en renforçant nos atouts : taille humaine de l'entreprise, caractère mutualiste et force de nos produits, travail marketing de tous nos marchés, informatisation accrue de nos intermédiaires.

Pour nos antennes régionales de **STRASBOURG, COLMAR, LILLE, LYON, NICE, MARSEILLE, MONTPELLIER, BORDEAUX, NANTES, ROUEN et PARIS,** nous recherchons de jeunes diplômés (Ecoles de commerce, Universités, DUT ou équivalent).

Très proche de la Direction Commerciale, vous animerez nos agents et courtiers : analyse du compte d'exploitation, définition des objectifs de croissance, construction du Plan d'action commerciale grâce à l'approche marché (forces, faiblesses, concurrence, etc...) et mise en application sur le terrain.

Engagement personnel, capacité à entraîner les hommes, rigueur, mobilité géographique et goût des chiffres vous permettront d'être le fer de lance de notre Groupe dans les régions. Les entretiens auront lieu dans les antennes régionales.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et photo) sous référence 5211 M à notre Cabinet BERNARD JULHIET ALSACE, 4 Quai Kleber - 67056 STRASBOURG CEDEX, qui vous garantit confidentialité et réponse.

SOURCE



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Membre de Syntec



Leader français de la transformation de pommes de terre (500 millions de CA), nous avons atteint en 15 ans une place de choix sur les marchés chips, purées, surgelés, produits apéritifs...
Nous recherchons pour notre siège basé à 100 km au Nord Est de Paris un

Jeune chef du personnel

700 personnes - 2 usines

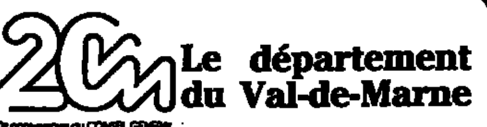
Dépendant directement du DG, il assurera la gestion du personnel de ses deux usines (paie informatisée, recrutement, déclaration, contrats de travail...). A court terme, il suivra une politique du personnel originale et pragmatique. Ce poste de responsabilités, en fonction du potentiel du candidat, devra évoluer vers celui de Directeur du Personnel au sens large.

Vous avez : • une première expérience de la fonction personnel en milieu industriel, • une formation de base solide, • une bonne maîtrise de l'outil informatique, • un tempérament opérationnel.

Nous vous offrons : • une société performante et dynamique disposant d'une assise financière solide, • des relations très étroites avec l'équipe de direction, • des responsabilités importantes, • des conditions de vie très agréables et une rémunération motivante.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL
14 bis, rue Daru - 75008 Paris sous référence 45901 M
portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval



Le département du Val-de-Marne

20e anniversaire du CONSEIL GENERAL du Val-de-Marne

organise un concours pour le recrutement

D'ATTACHÉS OPTION «INFORMATIQUE» ANALYSTE DU CADRE DÉPARTEMENTAL

à partir du 27 octobre 1987.

Conditions :

- être âgé, au 1er janvier de l'année du concours, de moins de 35 ans (sauf dérogations prévues par les textes) ;
- être titulaire de l'un des diplômes requis pour le premier concours d'entrée aux instituts régionaux d'administration ;
- être de nationalité française.

Retrait des dossiers de candidatures :
Jusqu'au 9 octobre 1987.

Date de clôture des inscriptions :
Vendredi 16 octobre 1987, à 16 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
Hôtel du département du Val-de-Marne,
Direction du Personnel départemental,
Bureau du Recrutement - 4e étage - Bureau 405,
Avenue du Général-de-Gaulle,
94011 CRÉTEIL CEDEX.
Tél. : 48-99-94-00, poste 24.82.

Directeur marketing et commercial

"Directeur général dans moins d'un an"

Société dynamique dont le CA actuel est de 140 millions, produits grand public destinés à l'habitat, recherche MANAGER capable d'assurer rapidement la direction et le développement.

Sa mission :

- développer un esprit marketing dans la conception des gammes de produits, l'appréhension fine et professionnelle des goûts des consommateurs, l'élaboration d'une stratégie commerciale (prescripteurs, grossistes et plus particulièrement la grande distribution),
- à court terme être à même d'assurer la Direction Générale tant sur le plan gestion que production et animation du marketing et du commercial.

Son profil :
Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure et d'une expérience réussie d'environ 8 ans, durant laquelle, il aura acquis une compétence en marketing et assuré la responsabilité d'un centre de profit.
Cette expérience sera acquise si possible dans les produits grand public de préférence dans le secteur bâtiment (revêtement sols, murs, mobilier, carrelage...).

Réelle opportunité pour candidat ayant un véritable profil d'entrepreneur.

Ville région Rémoise.
Ordre de grandeur de rémunération : **500.000 F**

Ecrire sous réf. 31 A 729 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Le marketing et le sport face aux nouveaux enjeux

UCPA **Le n° 1 du Tourisme Sportif d'aujourd'hui prépare son développement de demain.**

Pour créer la fonction marketing, nous recherchons un candidat ayant le goût du "challenge" et des réalisations concrètes, qui partage notre dynamisme et notre motivation.

Ce **JEUNE RESPONSABLE MARKETING,** grande école de Commerce ou équivalent aura prouvé qu'il a le potentiel d'un excellent professionnel grâce à une expérience réussie d'environ 3 ans dans le marketing de sercices ou de produits destinés au grand public.

Rattaché à la Direction Générale, en liaison avec tous les départements, en collaboration avec des conseils extérieurs, il évoluera vers de larges responsabilités :

- élaboration de la stratégie (cibles, objectifs, marchés...),
- conception et mise en œuvre du plan marketing (nouveaux produits, tarification, communication, actions promotionnelles).

Si votre potentiel et votre acquis sont en rapport avec notre dynamisme, nos motivations et nos valeurs, écrivez-nous, en précisant vos aspirations.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 31 A 708 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



Papeteries de Condat

branche papier bois de Saint-Gobain

Un parcours motivant

de l'étude marketing à la performance commerciale

chez l'un des leaders du papier d'impression haut de gamme (CA 1,2 milliard), connu dans la profession pour son image de qualité et d'efficacité de service, c'est l'opportunité offerte à un(e) jeune diplômé(e) SUP DE CO ou équivalent, maîtrisant bien l'allemand et si possible l'anglais, et ayant acquis une première expérience, de préférence dans les produits industriels commercialisés par un réseau de distributeurs.

Sa première mission aura pour objectif de suivre le positionnement de l'entreprise sur ses marchés : études de la clientèle directe, de la distribution, de la concurrence impliquant de nombreux contacts internes et externes à la société, recueil et synthèse d'informations contribuant à l'élaboration du plan stratégique et de la politique communication promotion.
Cette fonction constitue un bon tremplin pour un candidat qui fera la preuve de ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative.
Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 31 A 735 - 7 M - Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL

Notre société leader mondial du contrôle des échanges internationaux, recherche pour son implantation à Paris

Le Chef du Département

qui organise et effectue les contrôles en France des biens exportés vers plus de 20 pays. Il animera un département de 50 personnes comprenant des analystes de prix et des agents administratifs.

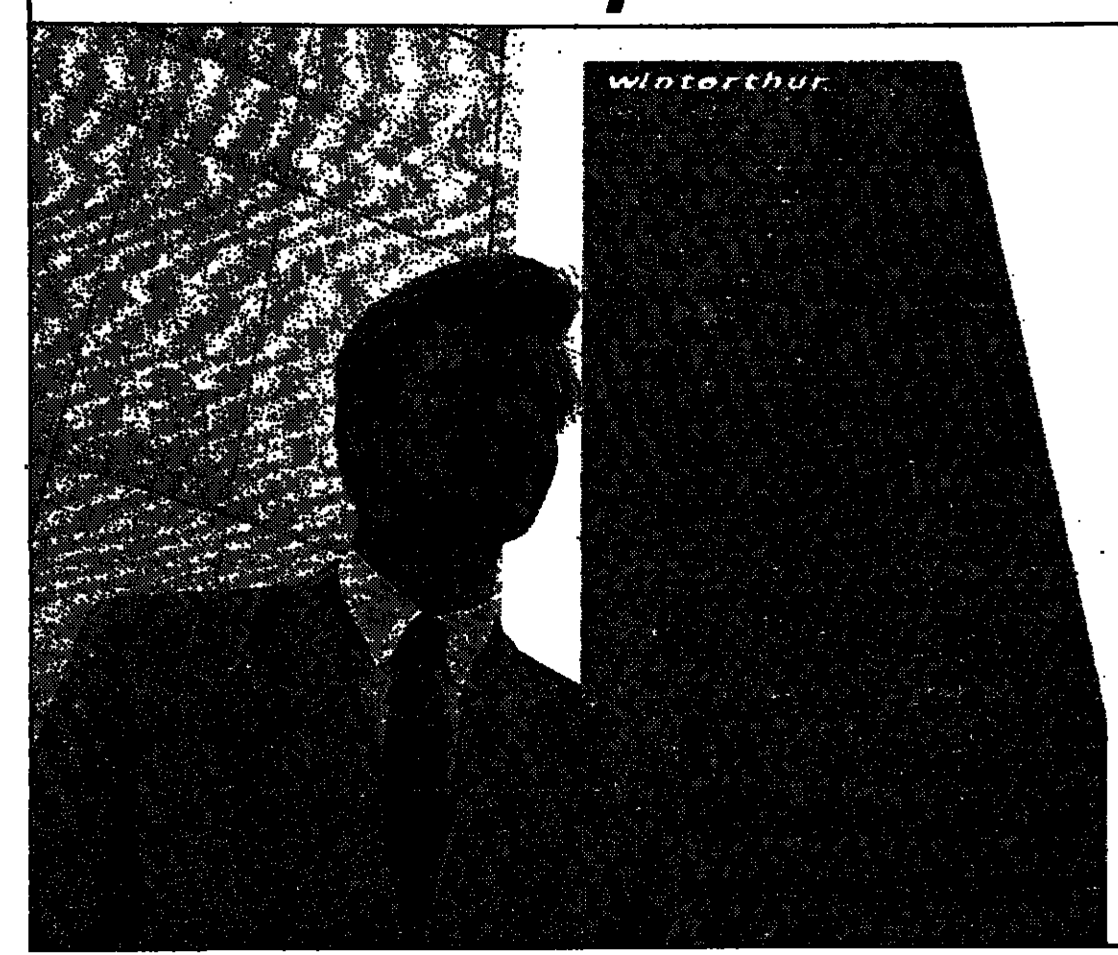
Le candidat a une formation supérieure commerciale ou technique et parle couramment l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions sous numéro 6916 à ***PARFRANCE ANNONCES*** *4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra. Discrétion assurée.*

REPRODUCTION INTERDITE

SUP DE CO, I.E.P., ...

Société à Responsabilités sans Limites



WINTERTHUR, Société Suisse d'Assurance, étend son champ d'action dans le monde entier et figure ainsi parmi les toutes premières compagnies d'assurances internationales.

WINTERTHUR a, en France, la volonté d'élargir plus encore ses activités à tous les secteurs de l'économie et auprès d'une clientèle de plus en plus diversifiée.

WINTERTHUR, avec des produits reconnus et des techniques commerciales en constante évolution, vous donne les structures et les moyens d'accéder à des responsabilités immédiates.

Rapidement, vous aurez la charge de notre réseau d'Agents Généraux : une mission complète qui fera également appel à vos qualités d'homme de marché, d'organisateur, d'animateur et de formateur.

Homme de marché : vous évaluez les potentiels locaux de développement, vous participez à la stratégie commerciale de l'entreprise, vous mettez en place les actions commerciales adaptées à notre politique.

Organisateur : vous définissez, en fonction du plan de développement, les implantations nouvelles et recrutez nos futurs Agents.

Vous adaptez en permanence votre structure à votre marché.

Animateur et formateur : vous êtes responsable du développement du C.A. de vos Agents Généraux, vous les dynamisez par vos plans d'action. Vous les formez à nos produits, à nos techniques et à nos méthodes.

Sup. de Co, I.E.P..., 24 à 28 ans, vous voulez démarrer dans une entreprise qui fasse immédiatement appel à votre sens de la performance et de la persuasion.

Les secteurs à pourvoir sont les suivants : Auvergne - Bretagne - Centre et Pays de Loire - Limousin - Lorraine - Normandie - Périgord - Picardie - Poitou-Charente.

Prenez contact en adressant votre C.V., s/réf. LM, à Ph. LEMEILLE - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS, et en précisant la région ou les régions choisies.

MEDIA PA

winterthur assurances

SELNI
Filiale du Groupe
THOMSON

UNE FILIALE DE PRODUCTION (+ de 600 pers.)
spécialiste au niveau international
(200 KM SUD DE PARIS)
recrute

JEUNE INGENIEUR Animateur de la QUALITE

INGENIEUR DIPLÔMÉ
mécanicien/électromécanicien
ayant une 1re expérience industrielle
(débutant s'abstenir)
en qualité ou désireux
d'évoluer vers cette fonction
pour structurer une
action collective de développement
de l'esprit qualité

POSTE TREMPLIN
AU SEIN DE SELNI OU DU GROUPE
POUR UN ÉLÉMENT DE VALEUR

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8710 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

VENDRE : LE BON TREMPLIN

Jeunes cadres commerciaux

ESCAE, ESSEC, HEC, IEP, MAITRISE DE GESTION, INGENIEUR...

Débuter par la vente pendant un an dans l'une des directions commerciales d'un grand Groupe automobile, c'est vous assurer une solide formation complémentaire aux techniques commerciales.

Vous pourrez après cette 1ère étape prendre des responsabilités dans l'un des domaines suivants : ● animation d'équipes de vente, ● promotion, ● gestion-finances, ● marketing, ● inspection commerciale...

les possibilités d'évolution sont multiples tant en France qu'à l'Export.

Ces postes à pourvoir dans toutes les régions de France sont des accélérateurs d'avenir pour des débutants sachant s'investir.

Séduits ? Adressez votre candidature à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 434 M mentionnée sur l'enveloppe.

Carré Turenne

Rowntree Mackintosh

1400 personnes
CA 1,4 milliard de F
7 usines

LION
NUTS
SMARTIES
AFTER EIGHT
QUALITY STREET
LANVIN...

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT
recherche

● Pour son siège de Marne la Vallée

INGENIEUR QUALITE Réf. IQLM

Chargé de "l'Assurance Qualité" de tous nos produits, vous assurerez la préconisation, la création, la mise en oeuvre, l'audit et le contrôle de tous les dispositifs permettant d'atteindre les standards qualité. Vous serez aussi chargé de la sensibilisation de tous les services concernés. Pour mener à bien votre mission, vous aurez l'aide d'un collaborateur, le soutien d'une structure éprouvée : marketing, production (2 usines), ingénierie, recherche développement, laboratoires, ainsi que des outils performants notamment micro-informatiques. De formation Ingénieur type ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA, vous avez une première expérience et une forte motivation pour la Qualité. Vous parlez anglais couramment.

● Pour l'usine de Dijon (450 personnes)

INGENIEUR ENTRETIEN Réf. IELM

Véritable N° 2 de notre service Entretien, vous animerez nos équipes de professionnels d'entretien (Electriciens, Mécaniciens, Régleurs...). Interlocuteur des Responsables de production, vous assumerez le suivi des travaux et assisterez votre Chef de Service dans certaines de ses activités. Vous êtes ingénieur mécanicien de formation (de type E.N.I.), vous possédez une première expérience en entretien et vous souhaitez rejoindre une entreprise dynamique aux investissements industriels importants.
La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'écrire lettre, CV, photo, salaire actuel
Réf. IQLM : Mr Belda - Rowntree Mackintosh - Noisiel 74422 Marne la Vallée Cedex.
Réf. IELM : Mr Barrel - Rowntree Mackintosh ZI Nord - Rue de Cluj - 21019 Dijon.

CONTESSE

MORY-LOGIDIS



Nous sommes Filiale du Groupe MORY, l'un des leaders du TRANSPORT en France. Notre activité - la logistique sur mesure - prend en charge le produit depuis sa "sortie usine" jusqu'au consommateur : entreposage et gestion des stocks, conditionnement à façon, distribution, mise en linéaire. C'est aujourd'hui 1.500 personnes, 150.000 m2 au sol sur 14 entrepôts. Nous recherchons notre

responsable du personnel

Auprès du Président Directeur Général et dans le cadre d'une politique Ressources Humaines Groupe, vous êtes chargé de créer la fonction dans sa globalité, à partir d'éléments aujourd'hui dispersés : animer et faire évoluer la paye, gérer le recrutement, l'intégration, la formation et les évolutions de personnel, traiter tous les aspects sociaux et légaux, favoriser la concertation et la motivation du personnel (cercles de qualité, intéressement). Ce poste vous concerne si vous êtes dès à présent un professionnel bien aguerri à tous les aspects du métier : vous avez donc de 5 à 10 ans dans la fonction après votre diplôme, vous possédez la législation sociale, vous pouvez fonctionner de façon autonome et conseiller les responsables de sites. Vos compétences et votre rigueur vont de pair avec le sens du dialogue et de la négociation... et bien sûr vous êtes mobile à partir de notre siège dans le 10è à Paris.

Adressez votre dossier (C.V., lettre man., salaire actuel et tél. pers.) sous la réf. 61 PM

HLB Hervé Le Baut-Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39

Importante industrie en expansion
Produits Modernes pour le bâtiment,
à Strasbourg, recherche pour renforcer son équipe "exportation"

JEUNE CADRE EXPORT

IECS - ESC
formation export.
ou similaire

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 2 à 3 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.

Mission : développement et gestion de marchés d'exportation, tant sur le terrain (déplacements fréquents) que depuis le siège de Strasbourg, au sein d'un service structuré.

Poste d'avenir évolutif.

Rémunération stimulante.

Adr. CV dét. ss. réf. 1257 à
SELECTEC Conseil
67609 STRASBOURG CEDEX

CABINET DE CONSULTANTS
RECRUTE

FORMATEURS

dans le domaine de la micro-informatique et des logiciels correspondants LOTUS, MULTIPLAN, TEXTOR, etc. possib. de développement vers l'organisation et le conseil.

2 POSTES A POURVOIR

dont l'un disponible pour les candidats débutants ou stagiaires.

Ecrire sous le n° 8792
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

280 000 F *

Société de développement
d'HABITATS de LOISIRS

cherche son

MANAGER COMMERCIAL

Disposant d'une grande autonomie, il devra faire fructifier ses qualités d'animateur au sein d'une structure légère s'appuyant sur des associés puissants.

Son rôle sera de :

- Coordonner et animer une équipe d'agents commerciaux en régions ;
- Contrôler l'évolution des projets ponctuels en liaison avec les réseaux partenaires ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie commerciale et organiser son application.

Sur un marché nouveau en expansion très rapide, ce poste implique une expérience solide en animation commerciale, une bonne capacité de réaction et un enthousiasme efficace.

Base : PARIS et fréquents déplacements sur tout le territoire, anglais apprécié.

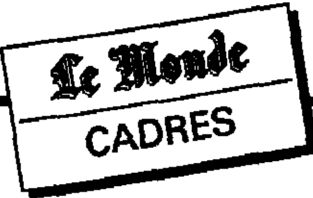
Ecrire sous le n° 8 776 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

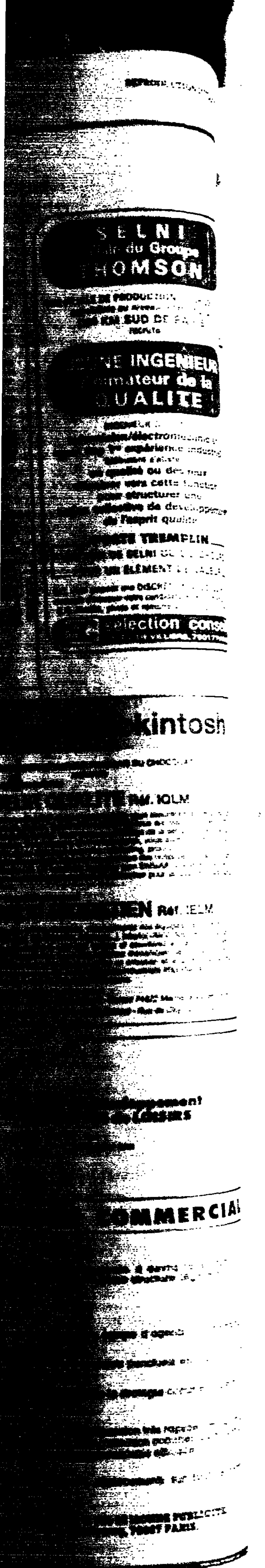
CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F *



à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Retrouvez chaque semaine
dans *Le Monde* du mercredi daté jeudi
la rubrique d'offres d'emploi
consacrée aux cadres de haut niveau.





REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

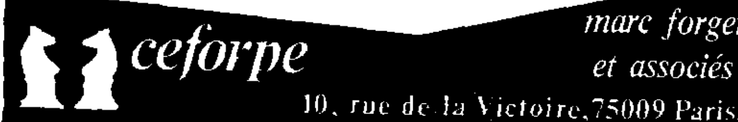
IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION DE L'ASSURANCE ET D'ORGANISATIONS SOCIALES PROFESSIONNELLES,
soucieux de renforcer son image et ses parts de marché auprès de ses adhérents, recherche le

RESPONSABLE
DE SON SECTEUR
FORMATION AU MANAGEMENT

Avec une équipe de 4 formateurs responsables de lignes de stages, il :
- assurera avec succès le développement des actions de formation au management, (gestion des ressources humaines, animation des hommes, efficacité personnelle, action qualité...)
- animera et dynamisera son équipe en lui donnant le goût du challenge,
- négociera avec chacun, ses objectifs de résultats, ses budgets et plans d'action,
- organisera et managera les actions de promotion de son secteur en direction des adhérents.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant : ● environ 5 ans d'expérience orientée vers la formation (management, gestion des ressources humaines...) ● managé une équipe ● un tempérament de leader ● une grande capacité de communication ● une forte implication professionnelle ● de la disponibilité.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil sous référence RESM.1



IMPORTANTE ENTREPRISE DE DISTRIBUTION
en forte expansion (C.A. 500 M.F.)
située en BOURGOGNE-SUD recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur.
- Soit d'origine scientifique (diplôme d'ingénieur d'une grande école) ;
- *Soit d'origine commerciale (HEC, ESSEC, ESCAE...).*

- Disposant d'une personnalité de premier plan, véritable professionnel, c'est un homme de méthode et de communication, qui s'imposera par ses compétences et les résultats qu'il apportera à une équipe très performante.
- Une première expérience réussie à un poste de responsabilité est bien entendu indispensable.
- La connaissance du milieu de la grande distribution et l'expérience d'un vécu au quotidien d'une direction logistique importante constitueraient des atouts appréciés.
- Le candidat devra, en effet, assumer la responsabilité de l'évolution vers un meilleur service aux clients et une plus forte compétitivité des flux, dont les caractéristiques sont :
  - ● 350.000 m3 traités annuellement,
  - ● 42.000 m2 d'entrepôts,
  - ● 50 semi-remorques.

Une rémunération importante est prévue.
Le recrutement sera instruit dans la plus totale discrétion.

Ecrire sous n° 8785 - LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Groupe Pharmaceutique Français
recherche dans le cadre de son développement

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Intéressés par le fonctionnement global de l'entreprise, ils débuteront leur parcours par une prise de responsabilité dans les équipes d'ingénieurs des centres de production de Tours ou de Montargis.

Intégrés dans un premier temps à l'une des grandes fonctions de l'entreprise (production, entretien, achats, assurance qualité, informatique), ils pourront ensuite évoluer vers une fonction différente pour mettre à profit leur expérience et leurs aptitudes.

Leur ouverture d'esprit et leur mobilité géographique seront les conditions d'une évolution qui s'effectuera à travers les différents établissements du Groupe en Province ou au sein des services centraux situés en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae,
photo et prétentions sous la référence 934 à
l'attention de D, VOLTZ - SYNTHELABO
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.



Pierre Lichau

CENCEP

Les Caisses d'Epargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, **Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance**, chef du **Réseau Ecureuil** recherche pour sa Direction de l'Animation du Réseau

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Vous serez plus particulièrement chargé :
- ● de *conseiller et d'assister* les entreprises du réseau dans tous les domaines de l'organisation,
- ● de proposer les moyens d'améliorer la productivité et d'adapter l'organisation des services à l'évolution rapide du réseau.
- ● de participer à des missions d'audit, ou de les superviser.

A 35 ans environ, vous avez une expérience réussie d'au moins 7 ans à un poste similaire au sein d'un établissement de crédit ou de conseil.

Ce poste, à *large autonomie d'action*, requiert de son titulaire de l'engagement personnel mais également des qualités de contact et une grande motivation pour animer la fonction dans l'ensemble du réseau avec l'aide d'une équipe à constituer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions*, en précisant la référence CO au CENCEP - 5, rue Masseran 75007 PARIS. Discrétion assurée.

Organisation et Publicité

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES-VIE
NOISY-LE-GRAND/MONT-D'EST
Dans le cadre de la décentralisation des services de *gestion dans les bureaux régionaux* nous recherchons :

JEUNES
CHARGÉS D'ÉTUDES

MISSION :
- *Participer à la mise en place d'une fonction audit de gestion.*
- **Mettre en application et assurer le suivi des procédures décentralisées.**
- **Conseiller et former les gestionnaires.**
- **Maîtriser les communications siège/bureaux régionaux.**
- **Proposer et mettre en place les organisations appropriées.**

Les candidats retenus seront titulaires d'un DUT spécialisé dans les techniques d'organisation ou d'un diplôme équivalent. La préférence sera donnée à ceux qui ont une certaine connaissance de l'Assurance-Vie.

Les postes sont à pourvoir à Marne-la-Vallée et des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Dynamisme et bonne présentation exigés.

Adresser lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae mentionnant les prétentions et d'une photo d'identité, sous n° 319 à :

R.B. CARRIÈRES
20, rue Fourcroy, 75017 Paris, qui transmettra.

CONTROLEUR SUR LE MATIF

Sciences PO, grandes écoles de gestion, MBA, DESS Dauphine...

Notre société, la Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris (CCIFP) assure toutes les opérations de mise en place, de contrôle, d'administration, de garantie des contrats négociés sur le MATIF. Le département "contrôle" crée plusieurs postes.

Le contrôle de la CCIFP *s'exerce* chez les adhérents (banques, agents de change...) ; il consiste à vérifier le respect des règles en vigueur, évaluer les risques *pris par les intervenants* à l'égard du marché, assister le service MATIF de l'adhérent... Chaque vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous souhaitez commencer votre carrière en *PARTICIPANT AU FANTASTIQUE DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS.* Nous vous formerons à notre métier.

La rigueur, le sens du détail, le goût pour l'analyse, mais aussi les qualités de contacts et de diplomatie sont nécessaires pour réussir.

Nous vous proposons de nous témoigner ces qualités mais aussi votre esprit de synthèse et votre capacité rédactionnelle à travers votre dossier de candidature *que vous enverrez à notre conseil sous réf. M/176.*

ornicar 34, Bd Haussmann 75009 Paris

LVM-TOURNAY/ASSCOM

ESPACE VILLES
(Le bien être dans la cité)
Ingénierie municipale

Filiale d'un groupe français de services recherche

l'assistante
de son Vice-Président

Elle sera responsable : ● de son secrétariat personnel, ● de la constitution et mise à jour du fichier clients en micro-informatique. Très disponible et mobile, elle doit pouvoir l'accompagner à ses rendez-vous, réunions, congrès... sans contrainte, établir des comptes-rendus et mettre à jour les dossiers.
Ce poste de confiance exige : de la classe, de la diplomatie, de fortes capacités relationnelles, de la méthode et de l'autonomie. Il s'adresse à des candidates de niveau supérieur et d'expérience confirmée. Poste à Issy les Moulineaux. Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant votre salaire actuel, sous la réf. 7836 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, *qui* transmettra

---

LA SÉCURITÉ SOCIALE

offre par **Concours**

18 Postes

pour une formation rémunérée de **CADRES** *(8 mois)* chargés de fonctions de représentation et de contrôle auprès des Entreprises de la **Région Parisienne.**

Conditions :
- ● Diplôme niveau BAC + 3 en Gestion, Comptabilité ou Droit.
- ● 21 ans minimum en Septembre 87 et avoir *Carte Nationale d'Identité.*
- ● Permis de conduire catégorie B.

Renseignements et dossier d'inscription
Service des Formations Régionales
17-19, Place de l'Argonne - 75019 PARIS
(10è étage - Porte 10015)
Tél. 42.02.84.00
clôture des inscriptions le 10.09.1987

amp

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Notre développement nous amène à rechercher pour notre département **Systèmes de Communication**, des

CHEFS DE PROJETS RÉSEAUX

COMMUTATION, PÉRICOMMUTATION

Vous avez acquis une solide expérience, principalement dans le domaine des télécommunications et dans la gestion de projets importants.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats possédant la connaissance des méthodes et le sens du management.

Ces postes sont évolutifs vers des fonctions de

Directeurs de Secteurs.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 279 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Juriste d'entreprise confirmé

Paris 2e. Un important groupe agro-alimentaire français (C.A. 2 milliards de francs - 1000 personnes) souhaite recruter un responsable du contentieux et des assurances, capable de prendre en charge rapidement, sous l'autorité du Secrétaire Général, l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe (notamment pour ce qui relève du Droit des sociétés et du Droit contractuel).

De niveau Licence en Droit, il dispose impérativement d'une première ***expérience professionnelle similaire d'au moins 5 ans,*** acquise de façon opérationnelle au sein d'une entreprise industrielle. La connaissance de l'anglais serait utile. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et prét. sous la référence G030/M à D. FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SM **SEMA•SELECTION**
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT SAV

Filiale d'un groupe français, lui-même d'un groupe implanté mondialement, nous produisons et *distribuons des équipements pour l'automobile, les poids lourds et le machinisme agricole.*
Notre service après-vente (seconde monte), réalise ses objectifs avec les principaux constructeurs et les grossistes, 10 % de nos expéditions sont destinées à l'exportation.
Nous recherchons le Collaborateur qui prendra la responsabilité de ce Centre de Profit, au stockage très automatisé, réalisant plus de 200 millions de C.A., avec un effectif de moins de 100 personnes.
Nous souhaitons un Ingénieur de 43 ans environ, très au fait du milieu automobile, bon gestionnaire, ayant une solide expérience commerciale, une autorité naturelle et de compétence. Il devra maîtriser parfaitement l'anglais avec, si possible, de bonnes bases perfectibles en allemand.
Ce poste est à pourvoir en région parisienne au premier trimestre de l'an prochain.
La rémunération est motivante, une voiture de fonction R 25 complète l'attrait de ce poste.
Merci de faire parvenir votre candidature, sous réf. 701.PA.165 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

VIVEZ AVEC L'ESPACE

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe comme

Responsable produits

Vous aurez pour mission le lancement d'un nouveau concept de loisirs scientifiques axé sur les technologies aéronautiques et spatiales.
Vous définirez le plan marketing, vous piloterez l'ensemble de la communication (publicité et relations publiques) et de la promotion commerciale des produits.
Vous serez responsable des négociations avec les fournisseurs, sous-traitants et distributeurs.
Vous assurerez, avec le support des spécialistes de notre équipe, la cohéeance des produits sur tous leurs aspects techniques, pédagogiques, financiers, etc.
Diplômé (e) d'une Ecole de commerce, âgé (e) d'environ 35 ans, *vous êtes responsable produits et possédez l'expérience du* lancement d'un produit dans le secteur des services ou de l'industrie. Vous parlez anglais.
Si vous souhaitez intégrer une équipe basée à **TOULOUSE,** fortement motivée, privilégiant avant tout la rigueur et le professionnalisme, envoyez votre dossier pour une première rencontre à Michel MOULLET sous réf. 625.

Pour nous le compte à rebours est déjà commencé...

CURSUS CONSEIL
26, rue Croix des Petits Champs. 75001 Paris.

CURRICULUM

REPRODUCTION INTERDITE



SUP DE CO.IEP...

LE TREMPLIN
LA FORMATION

WINTERTHUR, Société Suisse d'Assurance, l'une des toutes premières à l'échelon international, est le premier groupe étranger en France.

Dans le cadre du développement de nos marchés, la formation de nos réseaux d'Agents Généraux est l'une des priorités de notre politique commerciale.

Après un entraînement complet et actif à nos méthodes et produits, votre rôle consistera à participer à la conception de nos programmes et actions de formation. Vous animerez les stages à destination de nos inspecteurs et de nos Agents Généraux. Vos aptitudes pédagogiques s'exerceront à la fois dans le domaine technique (produits, gestion...) et commercial (marketing local, plan d'action commercial, négociations...).

Un poste riche qui vous formera à toutes les réalités de notre métier, et qui vous placera sur une bonne trajectoire pour évoluer dans notre Groupe.

Adresser votre candidature à Ph. LEMEILLE, sous la réf. LM/212 - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS.

winterthur
assurances

MEDIA PA

COORDINATEUR

Notre société est leader dans notre activité de service (20 filiales françaises et étrangères 10.000 personnes).
Notre Président recherche son ASSISTANT.
Il est responsable :
● de l'organisation et de la préparation des Comités, des A.G. des différentes sociétés, des Conseils d'Administration, des "Conventions" du Groupe, etc.,
● des comptes-rendus de ces réunions (secrétariat),
● de la centralisation et de la diffusion de l'information.
Ce poste de confiance, très proche du Président, implique : diplomatie, disponibilité, souplesse de caractère et renoncement à l'opérationnel.
De formation supérieure, à dominante juridique, vous avez une rigueur rédactionnelle et pratiquez l'anglais. Une expérience en secrétariat général, Cabinet ou Groupement professionnel sera appréciée.
Veuillez envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence 7581 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME
DE PREVOYANCE
crée pour son département ENTREPRISE un poste de

CADRE MARKETING

Sa mission :
- concevoir des outils promotionnels des différents produits.
- préparer les opérations commerciales.
- concevoir les outils d'animation d'un réseau de 150 partenaires.
- exécuter les opérations de communication du département.

Ce poste conviendrait à un candidat H/F, à fort potentiel, diplômé d'une école supérieure de commerce ayant une première expérience dans le marketing (des services de préférences).

Rémunération à débattre.

Le collaborateur travaillera en relation directe avec le responsable du département.

Adresser CV avec photo (restituée), lettre manuscrite et prétentions à FNMF Division des Relations Sociales, 56/60 rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.



CONTESSE

GROUPE INTERNATIONAL diversifié
(Hôtellerie, Tourisme, Restauration, Loisirs :
CA : 10 milliards de F. : 40 pays)
recherche pour sa Direction Développement :

analyste et négociateur d'affaires

Sa mission :
- analyse stratégique
- analyse financière et concurrentielle des sociétés et des projets
- négociation, montage et suivi des affaires.

Son profil :
- diplômé d'une Grande Ecole (Ingénieur ou Gestion)
- formation complémentaire (MBA, Insead, Isa) appréciée
- expérience professionnelle réussie de 3 à 7 ans dans Cabinet Conseil, Banque d'Affaires, Direction plan/stratégie
- Anglais courant indispensable, deuxième langue souhaitée.

Lieu de travail : PARIS VIII - Courts déplacements à l'étranger à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions
sous réf. PER 403/M à la Direction du Personnel
40, rue de l'Arcade 75008 Paris.

LEVI-TOURNAY/ASICOM



IMPORTANT ORGANE DE PRESSE
recherche

1) JOURNALISTES CONFIRMES
Spécialistes de la Bourse et des Affaires.

2) JOURNALISTES DEBUTANTS
si compétents en analyse financière.

3) JOURNALISTE
ayant de bonnes connaissances
placements patrimoniaux
(produits d'assurance, immobilier, SICAV).

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous réf. 28899 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Société d'études indépendante

Liste de clients prestigieuse
spécialisée grande consommation

RECHERCHE

DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIF

MINIMUM 7 ANS D'EXPÉRIENCE
(au moins en partie en cabinet)

Pour contact et suivi clientèle - Projets -
Suivi de réalisation - Interprétation

Motivation pour travail d'équipe indispensable.
Possibilité d'accession au capital.
Discrétion totale garantie.

Ecrire sous nº 8 791, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC - ESC ou équivalent
spécialisation Marketing et/ou Publicité
3 à 5 ans d'expérience Marketing,
Promotion, Publicité
200 000 F BRUT +

Une société de 1300 personnes, en expansion régulière, 6 usines (France, RFA, Suisse, Canada), produits évolués pour le Bâtiment et les Travaux publics, recherche ce jeune cadre relevant directement du Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication externe dans le cadre de son budget annuel.
Anglais courant indispensable. Deuxième langue souhaitée.
Poste d'avenir évolutif.
Résidence dans une grande ville universitaire de l'Est.

Adr. CV détaillé
ss réf. 1261 à
seletec 67005 STRASBOURG CEDEX

Filiale d'un groupe parisien
NOTRE S.S.C.I.

RECHERCHE

2 CONSULTANTS
dotés d'un tempérament commercial.

Chargés de la commercialisation de logiciels et mise en place d'applications informatiques de gestion sur matériel IBM.

Profil :
– diplômé de l'enseignement supérieur : DECS ou Sciences Po ou Sciences Eco ou DESS « Ressources humaines » ou Maîtrise de gestion ;
– connaissances de la gestion d'entreprise et maîtrise de l'outil informatique ;
– expérience : 2 à 5 années.

Poste basé à Lyon. Déplacements dans la région Sud-Est.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions à
NIPSI RHONE ALPES, 11, r. Elie-Rochette, 69007 LYON.

La mairie de Sèvres (92)
recherche

LE DIRECTEUR DU FUTUR CENTRE D'ACTIVITÉS CULTURELLES ET DE LOISIRS SÈVRES ESPACE LOISIRS

Géré par l'Association SÈVRES CULTURE LOISIRS

Comprenant :
● Une salle polyvalente de 600 places ;
● Une salle de spectacles de 400 places ;
● Plusieurs salles d'activités, d'ateliers et de réunion pour les associations locales.

Le candidat devra avoir une expérience de la gestion d'un équipement culturel et associatif. Formation universitaire appréciée.

Adr. lettre manuscrite de cand., c.v. dét. et photo d'identité à : Monsieur le Maire de Sèvres, secrétariat général, hôtel de ville, 92311 Sèvres Cedex.

Clôture des candidatures le 15 septembre 1987.

Urgent

organisation humanitaire
Action internationale (AICF)

recherche pour tous pays

CHEFS DE MISSION

– Négociations de projets.
– Animation des équipes.
– Administration des programmes.

Envoyer photo + C.V. + lettre manuscrite à :
ACTION INTERNATIONALE (AICF)
34, avenue de Reille, 75014 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Le Premier en France et l'un des premiers dans le monde dans son secteur d'activité
recherche

UN ADJOINT AU D.R.H.

pour promouvoir

LE DÉVELOPPEMENT DU SOCIAL

au sein du groupe
(poste basé à PARIS)

Dans le cadre de la politique du groupe et en relation avec les directeurs du personnel de nos unités de production, il devra travailler sur le contenu de notre politique sociale : développement des responsabilités, mise en place des cercles de progrès et de qualité, flexibilité des horaires, etc.

A moyen terme, ce poste pourra évoluer vers une Direction du Personnel au sein du groupe.

Une première expérience, un tempérament moteur, un esprit innovant allié à une prise en compte des réalités du terrain, de grandes capacités de communication, un charisme naturel, un sens politique, stratégique et tactique sont des atouts indispensables à la réussite dans le poste.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence ADM.1

ceforpe
marc forget
et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

renforce son équipe ORGANISATION et recherche

Débutant ou première expérience

● Diplômé Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce.
● Possédant le sens de la communication, de la persuasion et le goût du travail en équipe,

vous participerez, sous la conduite d'un Ingénieur en organisation senior, à l'analyse des fonctions et des circuits d'information existants pour concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes organisationnels.

Des connaissances informatiques et/ou des nouveaux produits de trésorerie seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 28859 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

CONTESSE

Venez gagner avec nous dans cette fonction qu'aucune Ecole n'apprend et soyez notre

ACHETEUR-LOGISTICIEN

C'est un poste opérationnel et évolutif que nous vous proposons au Siège de notre Société, filiale d'un Groupe de premier plan.

Nous : - Un métier, où nous sommes leader en France avec un CA de 7 Milliards de Francs et déjà très bien placé en Europe.
- Une volonté : l'excellence pour nos clients.
- Un objectif : la qualité et la compétitivité.
- Un défi : les résultats des meilleurs mondiaux.

Vous : - La trentaine, une expérience des achats et des appros qui fait de vous un expert de cette fonction.
- Autonome, fin négociateur, vous êtes mobile et parlez anglais.
- Intrapreneur, vous avez la volonté de mener avec nous la réalisation de notre projet d'Entreprise.

A 1 h 30 de Paris en Normandie... un challenge.

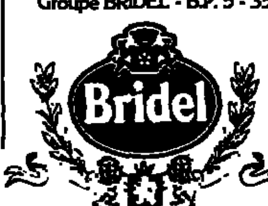
Venez nous parler de votre réussite ; nous vous ferons part de nos projets.

Adressez CV, photo et prétentions s/réf. 28904 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

DE L'ACTION POUR UN INGENIEUR D'APPLICATION

FORMATION SUPERIEURE AGRO-ALIMENTAIRE

Vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience en recherche appliquée. Les études, analyses et synthèses sont des démarches intellectuelles qui vous sont familières, mais vous voulez aussi être un homme d'action, de conseil et de développement. Rattaché directement à la Direction Recherche et Développement, vous assurez l'adaptation de nos produits industriels issus du lait, à l'utilisation en clientèle. Vous travaillerez en étroite collaboration avec le service commercial et le laboratoire et vous vous déplacerez 60 % de votre temps auprès des différentes industries agro-alimentaires, en France et à l'étranger. Votre fonction, qui permet d'allier connaissances techniques et capacités relationnelles, est susceptible d'évoluer vers d'importantes responsabilités techniques ou commerciales. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Une formation complémentaire commerciale supérieure serait appréciée. Vous serez basé à notre futur siège social de Rennes.
Pour mieux connaitre notre proposition, contactez-nous en adressant C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 87.914 à la Direction du Personnel
Groupe BRIDEL - B.P. 5 - 35240 RETIERS ou téléphonez au : 16.99.43.66 poste 11.35

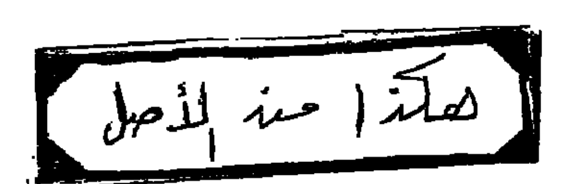


GROUPE DE 2.200 personnes, 11 usines et 4,5 Milliards de C.A. dont les activités, les structures, l'esprit moderne et le succès font naturellement dire :

Emile Bridel

Les bonnes carrières ont un nom

Organisation et Publicité



Le Monde CADRES

DE LA GESTION AU MARKETING OPERATIONNEL

Notre entreprise : filiale d'un groupe français, notre jeune SSII développe et commercialise une gamme de logiciels de gestion de personnel à l'usage d'entreprises de toutes tailles.

La mission : définir la stratégie commerciale de notre société, mettre en place un plan de marketing et de communication, prospecter les entreprises et commercialiser nos logiciels. Une assistance technique est bien entendu assurée.

Votre profil : âgé d'une trentaine d'années, vous bénéficiez d'une formation supérieure commerciale (type ESC) que vous avez complétée par quelques années d'expérience en entreprise, dans la vente ou au sein d'une direction du personnel. Une bonne familiarisation avec l'outil informatique est souhaitable, ainsi qu'une grande disponibilité, de nombreux déplacements sur toute la France étant à prévoir.

La rémunération (fixe + intéressement) saura motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser v/dossier de candid. (lettre manus. + C.V. + photo), s/réf. LM/8743, à Philippe LEMEILLE -

COPERS
1, rue Mondey - 75009 PARIS

Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche

ASSISTANTS CONFIRMÉS

Les candidats, de niveau DECS ou équivalent, justifieront *d'une première expérience de un à deux ans.*

Sous la responsabilité d'un chef de mission, ils participeront à des missions d'expertise et de conseil auprès de PME tant françaises qu'internationales.

Adresser c.v. et prétentions sous le nº 8789 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Nous sommes un important **ORGANISME PROFESSIONNEL** du SECTEUR B.T.P., particulièrement actif et performant dans la Région CENTRE. Nous recherchons un

ATTACHE DE DIRECTION
(Adjoint du Secrétaire Général)

En liaison avec les entreprises et leurs salariés, les organisations professionnelles, les Pouvoirs Publics, les organismes de formation, il anime les actions destinées à promouvoir et développer la formation professionnelle dans le B.T.P.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole Supérieure d'Ingénieur) et une expérience d'au minimum 2 années en entreprise, dans un poste qui vous a donné le goût des contacts, de la communication, de l'animation et de la négociation.

Nous vous proposons une fonction à réelle responsabilité, avec large autonomie dans un contexte évolutif.

Lieu de travail : **Orléans**, avec déplacements fréquents dans la région (voiture de fonction).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 8401 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

LA FÉMINITÉ ? C'EST VOUS !

Notre Société française, de notoriété internationale, recherche un(e)

Chef de produit

Après une formation ESC, vous avez une première expérience marketing (produits de luxe ou mode).

Votre personnalité, votre créativité permettront de lancer et de développer une nouvelle ligne de lingerie pour femmes.

Poste à Paris.

Rémunération liée à votre expérience.

Laurence LENOIR vous remercie de lui adresser lettre + C.V., sous la référence CP/LM, et vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SALES MANAGER
400.000 F minimum par an

Nous sommes une des plus importantes et performantes entreprises de promotion au monde. Notre clientèle est la petite entreprise et le commerce local. Nous recherchons un Sales Manager (H/F) pour recruter, former et motiver une équipe commerciale pour notre premier bureau en France dans le Val de Marne.

Si vous êtes disponible et ambitieux, merci de téléphoner au 43 75 09 77 pour convenir d'un rendez-vous confidentiel.





STCR
AUTOPLUS

Le réseau de la Rochelle occupe une place particulière dans les Transports Urbains en France par ses conceptions du service rendu à la clientèle. Pour conforter notre politique, nous *recherchons notre*

Responsable service exploitation

Sous l'autorité du Directeur Général, il anime, coordonne et dynamise le personnel de son service (effectif de 150 personnes).

Ingénieur de formation, ayant déjà une expérience du Transport Urbain, c'est aujourd'hui ses qualités de communicateur et de manager qui seront sollicitées.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous réf. 704/M à notre Conseil, Etienne ROUAUD.

AXONE
57, rue Charles Monselet
44000 NANTES

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

Secteur Associatif

Coordinateur

Insertion Sociale Jeunes et Formation Permanente

Notre Spécialité : la mise en valeur des possibilités de développement des personnes.
Vos missions : • coordonner les activités de 25 services régionaux • assurer la prospection • animer des équipes de concepteurs de formation.
Vous avez : une expérience pratique de formation.
Vous connaissez : les administrations et les organismes concernés.
Votre rémunération : environ 160 000 F.

Envoyer CV + photo + rémunération à notre Conseil M. PERCHE, 65 Avenue Kléber 75116 PARIS sous réf. B 225.

CORT
MEMBRE DE SYNTEC — *Paris - Lille - Lyon - Strasbourg*

SAINT-GOBAIN VITRAGE recherche pour ses FILIALES un ATTACHE COMMERCIAL

Ces filiales sont des P.M.E. qui transforment et commercialisent des produits verriers destinés au bâtiment.

La clientèle est constituée de Miroitiers, Métalliers, centres de bricolage et Menuisiers.

Le poste est à pourvoir à TOULON, mais une évolution de carrière est possible au sein de la Société SAINT-GOBAIN VITRAGE et de ses 26 Filiales *pour le candidat de valeur qui accepte la mobilité géographique et qui aura* réussi dans ce premier poste.

Les candidats ont une formation de niveau Bac + 2, une première expérience de la vente serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 4 M à Madame TRIDON - Direction du Personnel

Saint Gobain Vitrage
Saint-Gobain Vitrage
Cédex 27
92096 Paris la Défense

Important établissement public

recherche

ATTACHÉ AUX ÉTUDES

dans le domaine de la formation professionnelle continue, chargé du suivi de la réglementation et d'une mission de conseil aux entreprises. Formation juridique (DES-DESS).

Ecrire sous le n 8787 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7.

GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ

EQUIPEMENTS et CONSOMMABLES

recrute pour son siège à Besançon

DIRECTEUR DES VENTES

pour diriger et animer notre force VENTES DIRECTES FRANCE composée de 50 personnes : cadres, commerciaux exclusifs, télévendeuses et agents techniques.

Agé de 35 ans environ, le candidat est un homme de terrain disposant d'une bonne formation commerciale et de l' expérience réussie de la direction d'une force de vente.

Placé sous l'autorité du Directeur Commercial France, il est responsable du Chiffre d'Affaires, des moyens de gestion et de la productivité de l'équipe VENTES DIRECTES FRANCE. Il reçoit l'appui **d'une équipe Marketing** de haut niveau et dispose **d'un outil de gestion totalement informatisé.**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 68.065 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra. Discrétion totale assurée.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT
LITTORAL CHARENTAIS

RECHERCHE son

CHEF COMPTABLE

possédant un DECS complet
expérience bancaire ou d'entreprise souhaitée.
Transmettre candidature manuscrite et photo.

Sous nº 8 793 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

SOCIETE INTERNATIONALE
dans le domaine des T.P. et INGENIERIE
recherche pour son siège social (situé à 35' à l'ouest de PARIS), un

JURISTE INTERNATIONAL

BILINGUE ANGLAIS

Expérience d'une dizaine d'années dans :
- négociation et rédaction de contrats commerciaux,
- gestion des assurances et des risques,
- contentieux.

Adressez votre C.V., photo et prétentions sous la référence 8043 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA CHAINE DES HOTELS ARCADE
(GROUPE PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS)
recherche pour son important développement en FRANCE et à l'ETRANGER

CHARGE D'AFFAIRES

Intégré à la Direction du service développement, vous êtes responsable de la recherche, conception, justification, montage et suivi de la réalisation des nouvelles unités.
Cette mission implique une bonne formation supérieure, un haut degré d'initiative, des qualités de négociateur et un bon esprit d'analyse et de synthèse.
Les candidats âgés de 30 ans minimum devront justifier d'une première expérience dans le montage et le suivi d'opérations similaires.
L'anglais est indispensable et de fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adresser candidature, photo et prétentions à
PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS
Service Recrutement - 12, rue Portalis 75008 PARIS.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
PARIS 7e
recherche pour faire face
au développement de ses activités

CHEFS DE MISSION H/F
AUDITEURS CONFIRMES

- Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'Audit en cabinet.
- Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions
COGERCO-FLIPO 72, rue de Bellechasse
75007 Paris

PREDICA

PREDICA, Compagnie d'ASSURANCE VIE du CRÉDIT AGRICOLE en forte *expansion renforce* son département Organisation et Informatique.

chef de projet expérimenté

- INGÉNIEUR, MIAGE
- 5 à 10 ans d'expérience application de gestion environnement **IBM (MVS/CICS)**
- **Un atout majeur :** forte expérience de la **conception** d'applications en Assurance Vie, *Capitalisation ou produits financiers.*

Mission : assurer la responsabilité du développement de projets informatiques Assurance Vie dans les 4 centres de gestion du CRÉDIT AGRICOLE et au siège de PREDICA. Analyser les besoins des utilisateurs. Concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenances.

La fonction est passionnante mais exigeante en implication et en disponibilité.

Poste basé à Paris Tour Maine Montparnasse. Déplacements en province.

Merci d'adresser lettre *manuscrite, CV et photo sous réf.* **M 53G**
à notre Conseil : **ARCO** - *Claude* **BERGES**
25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche

ASSISTANTS DÉBUTANTS

De formation comptable et financière (MSTCF, ESCLAE, DECS, ETC.), les candidats seront intégrés dans des équipes où ils participeront à des missions d'expertise et de conseil auprès de PME-PMI.

Adresser c.v. et prétentions sous le nº 8 788 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

—— LYON ——

ETABLISSEMENT BANCAIRE

bien implanté sur la région Rhône-alpes recherche un

CHARGE DE RECRUTEMENT

Il aura à :
- prendre en charge complètement les recrutements qui lui seront confiés,
- participer activement à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.

De réelles perspectives d'évolution (encadrement) existent pour un candidat de formation supérieure (BAC + 4), possédant une première expérience de la fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 47069 à CONTESSE PUBLICITE, 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07.

UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE



Vos talents d'audit pour organiser notre comptabilité

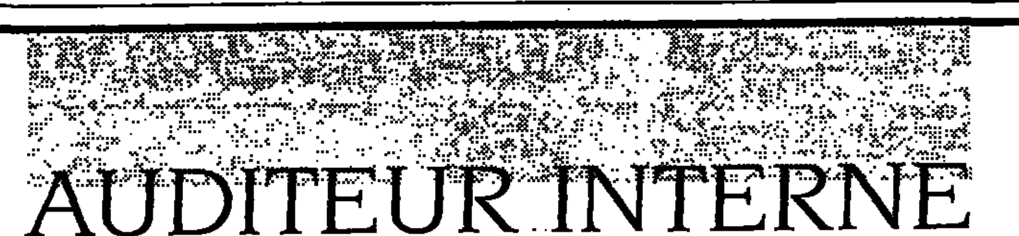
Aux Assurances Générales de France, la fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes Directions de l'entreprise. Au sein de la Direction Comptable du Groupe, le Service d'Organisation Comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :
- la définition, la mise en place et le contrôle des procédures comptables,
- les modifications à leur apporter à la suite de changements d'organisation ou de réglementation,
- la formation des services comptables.

Responsable du service d'organisation comptable, vous aurez à diriger une équipe de six chargés d'études, en étroite liaison avec l'informatique et les Directions du Groupe.

De formation supérieure (type grande école de commerce), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit. Vos talents de coordinateur, vos qualités de contact et votre sens de l'animation seront déterminants pour votre réussite.

Rejoignez-nous en adressant votre dossier de candidature sous référence BOC aux **Assurances Générales de France - Département Gestion de l'Emploi - 33 rue Lafayette - 75009 Paris.**

SOURCES



AUDITEUR INTERNE

UNE OPPORTUNITE DECISIVE DANS NOTRE GROUPE



Le groupe CASDEN Banque Populaire, jeune et dynamique, se développe rapidement : 6 filiales, plus de 12 milliards et demi de total bilan, 330 personnes et la confiance de 450 000 clients...

Chiffres éloquents qui nous incitent à poursuivre notre expansion et à renforcer nos structures. NOUS CREONS DONC, LE POSTE D'AUDITEUR INTERNE A VOCATION FINANCIERE ET COMPTABLE.

Rattaché à notre contrôleur général, responsable de l'Audit Interne du groupe, vous serez conduit, à examiner plus spécialement les aspects financiers et comptables du Groupe.

Vous possédez :
- bien entendu, une formation superieure ;
- une expérience minimum de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit ;
- une bonne approche de la micro-informatique ;
- une pratique de l'anglais et/ou l'allemand serait appréciée ;
- des qualités de tenacité, de jugement et de diplomatie.

***Vous souhaitez** concrétiser vos acquis et réussir votre vie professionnelle en integrant un groupe dynamique.*

Nous offrons des larges possibilités d'évolution vers des postes plus opérationnels.

Cadre de travail agreable à 25 mn de Châtelet.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

*Merci d'adresser lettre manus., C.V., photo + prét., s/réf. A, à M. Denis TAQUET-CASDEN **Banque Populaire** - 91, Cours des Roches-Noisiel - 77424 MARNE-LA-VALLEE Cedex 02.*

MEDIA BA

RESPONSABLE FINANCIER

d'une importante société mutualiste
(CA : 600 MF)

Cadre à fort potentiel, de formation supérieure de gestion, DECS, vous justifiez d'une première expérience réussie d'au moins trois ans.

En liaison avec la Direction Générale, à laquelle vous êtes rattaché, vous vous verrez confier la mise en place de la comptabilité analytique et budgétaire, le suivi de la trésorerie.
Vous participerez activement au développement des moyens informatiques nouveaux et assurerez les situations mensuelles et bilans.

Basé à Paris, le poste comporte des déplacements de courtes durées.
Sens de l'organisation, rigueur, mais aussi diplomatie et qualités humaines sont des atouts pour ce poste de **haut niveau**.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous référence 1146 à LTA - Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON

Causse Walon est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Spontex.

recherche

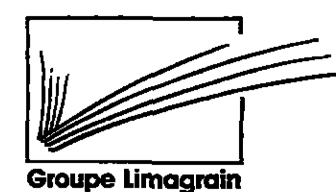
Un contrôleur de gestion

chargé des procédures budgétaires et du contrôle de gestion des 10 établissements répartis sur l'ensemble du territoire national.

(Des déplacements sont à prévoir).

Le candidat de formation supérieure (école supérieure de commerce, maîtrise de gestion...) aura au moins une première expérience de la fonction.

Envoyer candidature manuscrite, C.V. et photo à François- Marie GESLIN
Chef du Personnel - **CAUSSE WALON**
128, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.



Groupe Limagrain

Nous sommes l'un des premiers groupes internationaux dans le secteur stratégique des semences.

Jeunes Diplômés

Grandes Écoles de Commerce et de Gestion ou équivalent

Vous êtes débutant ou avez une première expérience du contrôle de gestion ou de la trésorerie, nous vous proposons au sein de nos services holding, l'un des postes suivants :

CONTROLEUR DE GESTION
(réf. 396)
Vous développerez le contrôle de gestion de la Branche Potagère et Florale : analyse du réel, prévisions court et moyen termes, tableau de bord. Nombreux contacts avec les opérationnels des différentes sociétés de la Branche (France et étranger).

CADRE FINANCIER
(réf. 397)
Vous aurez la responsabilité de la trésorerie francs du Groupe, ce qui comporte des relations quotidiennes avec les filiales françaises et les partenaires financiers. Vous participerez en outre au développement des nouveaux outils financiers.

Ces deux postes, basés en Auvergne, nécessitent une bonne pratique de l'anglais. Ils sont évolutifs au sein d'un Groupe dynamique ayant une dimension internationale.

Votre candidature, avec prétentions et référence du poste, est à adresser à : Groupe Limagrain — Département du Personnel — BP 1 — 63720 ENNEZAT.

MEDIA BA



ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1er PLAN
recherche



Gestionnaire de portefeuille

Responsable de la gestion finanicère d'un portefeuille très important (l'actif d'une compagnie d'Assurance) il :
- participera à la définition de la stratégie de placement de ce portefeuille,
- coordonnera les investissements réalisés par les différents opérateurs.

Pour ce poste qui requiert autant de sens de la négociation que de goût pour l'organisation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience significative d'au moins 3-4 ans dans le tertiaire financier. Une connaissance de l'assurance constituera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 28849 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.



EN VAL-DE-LOIRE
OBJECTIF : LE MANAGEMENT PAR LA QUALITE

Notre société (900 personnes - 1 Milliard de F de CA), fait partie d'un des tout premiers groupes alimentaires français (4500 personnes - plus de 4 milliards de Francs de CA).

Pour améliorer notre performance globale, nous réalisons actuellement un ensemble d'actions pour la mise en place d'un management par la qualité. Nous recherchons donc un jeune

INGENIEUR
GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE
AGRO, AGRO-ALIMENTAIRE

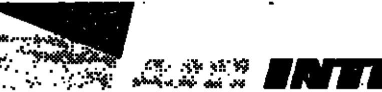
Il aura deux fonctions principales :
- responsable du Labo de Contrôle (une dizaine de collaborateurs), il assure le contrôle des matières premières, des matériaux de conditionnement, le suivi de qualité de la production, les contrôles particuliers répondant aux remarques de la clientèle ou de services internes,
- «FACILITEUR», il aura un rôle primordial dans la mise en place et de développement de CERCLES DE QUALITE.

Il a environ 5 ans d'expérience en milieu industriel, et est déjà sensibilisé aux impératifs du management par la qualité.

Merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous référence 7081 M aux consultants chargés de cette recherche.

Gallos & Associés **116, avenue Champs-Elysées - 75008 PARIS**

SOURCES

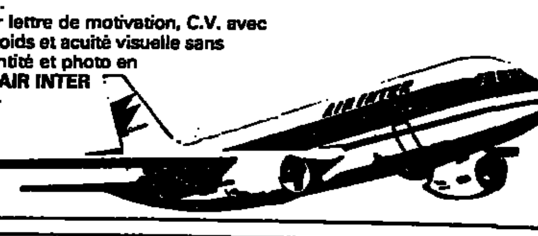


Nous poursuivons notre développement et préparons la mise en ligne des nouveaux AIRBUS A 320.
Nous renforçons aujourd'hui nos effectifs.

HOTESSES STEWARDS

Vous pouvez justifier du niveau BAC et disposez d'une solide culture générale. Vous vous exprimez avec aisance en anglais. Vous avez entre 21 et 30 ans, votre présentation est excellente, votre aisance relationnelle et votre goût pour les métiers de service sont bien affirmés. Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez vous investir dans un métier dynamique et exigeant.

Les candidats retenus à l'issue des sélections seront, après formation, engagés à titre définitif.
Merci de nous adresser lettre de motivation, C.V. avec mention de vos taille, poids et acuité visuelle sans correction, photo d'identité et photo en pied, s/réf. PNC/LM, à AIR INTER DP-YR - 91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.



MEDIA BA

Société Leader dans le domaine des télécommunications recherche pour centres de province

Futurs chefs du personnel

Vous assistez le chef du Personnel dans ses diverses missions (animation sociale, gestion prévisionnelle, rémunérations, administration, formation...) et vous prenez en charge directement un certain nombre d'actions et de projets.

Vous disposez d'une solide formation en Gestion de Personnel ou Sciences Humaines (Grandes Ecoles de Commerce, DESS, IGS...). Vous êtes ouvert, avez le sens du concret et de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions sous réf.2523 M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

IMPORTANTE SOCIETE D'EDITION JURIDIQUE

recherche son

assistant DU PRESIDENT

Agé d'environ 30 ans, vous possédez un diplômé d'études supérieures de type Grandes Ecoles Commerciales, DESS option gestion...
Outre votre formation, ce sont vos qualités d'organisateur, votre esprit de synthèse et un sens développé des relations humaines et du travail en équipe qui feront de vous le candidat idéal.

Vous aurez la responsabilité :
- *d'assurer le secrétariat* du Conseil d'Administration
- de développer le contrôle de gestion des Sociétés
- de suivre les projets de développement internes et externes
- d'assumer les coordinations internes dans le cadre de vos compétences *et de celui plus général de la mission d'assistance.*

Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Merci de nous écrire avec CV, photo, prétentions et enveloppe à votre adresse au siège social ELA - 19, rue Peclet - 75739 Paris Cedex 15 à l'attention du Directeur du Personnel.

CONTESSE



IMPORTANT INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Intégré à la direction financière située à Paris, il assurera le contrôle des procédures comptables, le suivi des opérations financières, l'étude des problèmes fiscaux et règlementaires propres aux placements. Il développera les outils nécessaires à ces diverses activités.

Sa formation supérieure (école de commerce, Sciences Po-Ecoñ) complétée d'un DECS, son expérience de 5 ans en milieu bancaire ou en assurances en font le professionnel que nous recherchons.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 8009 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Mission top niveau pour professionnel reconnu

Un des leaders internationaux du sportswear recherche

UN ACHETEUR INTERNATIONAL

Sa mission :
- rechercher à travers le monde (Europe, Afrique, Extrême-Orient) les produits correspondant à la collection déterminée par la cellule création, ainsi que ceux qui viendront l'enrichir et l'agrémenter,
- négocier les marchés... les conclure.

Ce poste, directement rattaché à la Direction Générale, permet à un cadre, dont la réussite dans une fonction similaire est incontestable, de progresser dans un groupe dont le dynamisme est particulièrement reconnu.

Le poste est basé au siège à 100 km de Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 705198/LM (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS LYON NEW YORK MILAN



DANS LE CADRE DE LA RESTRUCTURATION DE SES SERVICES, LE DIRECTEUR DES COMPTABILITES DE NOS ACTIVITES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION (1 800 PERSONNES, 2 MMF DE CHIFFRE D'AFFAIRES) CHERCHE PLUSIEURS COLLABORATEURS.

Chef comptable

Normandie (Réf. 585)

Sous l'autorité du Directeur du site, il a pour mission de mettre en place une structure comptable suivant le modèle des autres sites du groupe : comptabilité générale (fournisseurs, trésorerie, immobilisations) et comptabilité analytique (prix de revient, stocks, établissement du budget, contrôle budgétaire). Il supervise et anime une équipe d'une vingtaine de personnes.

Professionnel confirmé de la comptabilité, vous avez une formation supérieure solide (Ecole Supérieure de Commerce + DECS) et une bonne expérience de la fonction dans une unité de production. Vous prendrez effectivement vos fonctions en Normandie après avoir reçu une formation d'environ 6 mois au service central de la comptabilité à Bordeaux.

Cadre de comptabilité analytique

Bordeaux (Réf. 583)

Sous l'autorité du Responsable de **Comptabilité Analytique** du site, vous élaborez les budgets, assurez le contrôle budgétaire, analysez *et étudiez les éléments comptables, préparez le tableau de bord... Vous travaillez en étroite liaison avec le Responsable de* Production et le Contrôleur de Gestion Central.

A 26 ans environ, ESC + DECS, vous avez, par exemple, une première expérience réussie de la comptabilité générale en milieu industriel. Vous connaissez la comptabilité par **standard** et la **micro-informatique.**

Cadre de comptabilité générale

Bordeaux (Réf. 584)

Directement rattaché au Directeur des Comptabilités, vous êtes chargé de mettre en place un nouveau logiciel de Comptabilité Générale. Après l'inventaire de l'existant, vous **adaptez** le nouveau logiciel (en liaison avec le service informatique et les utilisateurs), le mettez en place et en assurez la maintenance.

De formation Ecole supérieure de Commerce + DECS, vous avez au minimum 5 ans d'expérience de la comptabilité en milieu de production *et maîtrisez* l'outil informatique.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (+ photo), sous la réf. correspondante, à Annick Lucchini **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA



elf antargaz PARIS

recherche son

Responsable Formation

Vous prendrez en charge la **GESTION** complète de la **FORMATION** : recueil et étude des besoins, puis élaboration, mise en place et suivi du **PLAN DE FORMATION.**

Vous assurerez les contacts externes (profession, intervenants extérieurs...) et internes (partenaires sociaux dans le cadre des commissions formation), nécessaires à votre fonction.

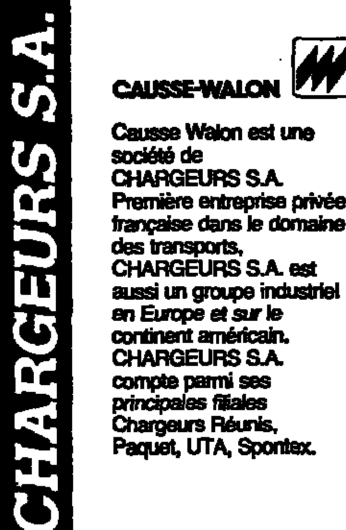
Vous participerez à la gestion prévisionnelle des carrières.

De formation supérieure, vous êtes un **véritable professionnel** de la formation et justifiez d'une expérience de quelques années dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions
ELF ANTARGAZ - Service Recrutement - 4, rue Léon Jost 75017 PARIS.

Confidentialité assurée.

Pierre Lichau



CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON

Causse Walon est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Spontex.

recherche

L'assistant de son controller

Chargé du suivi budgétaire, contrôle des investissements, rapports de gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sup. de Co., Gestion).

L'expérience d'une fonction similaire serait un plus.

Envoyer candidature manuscrite, C.V. et photo à François- Marie GESLIN
Chef du Personnel - **CAUSSE WALON**
128, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.



AUDIT INTERNE

Notre groupe, d'origine franco-allemande, compte 2500 personnes réparties en 10 sociétés.
Adjoint au Directeur Administratif et Financier, le candidat prendra en charge l'audit, et sera responsable, au niveau des sociétés du groupe pour :
- Le contrôle du respect des procédures comptables ; leur révision pour adaptation aux besoins d'un *secteur en plein développement.*
- La coordination avec les services comptables de la maison-mère, notamment pour l'établissement des bilans consolidés et leur transmission.
- Des missions ponctuelles : contrôle des inventaires, points de vente, immobilisations, etc.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques...), le candidat maîtrisera parfaitement la langue allemande.
Il justifiera d'une expérience réussie dans une société importante ou dans un cabinet. Il y aura affiné son sens de l'observation, son esprit d'analyse et de synthèse, et développé une aisance relationnelle indispensable pour la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Danielle LECHARPENTIER - BP 6- 75725 Paris Cedex 15.

CONTESSE

LYON

Notre métier : le conseil d'entreprises en Ressources Humaines, formation et communication interne.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons

Consultant HF

pour assurer le développement de la clientèle, analyser les besoins des entreprises, leur proposer toute action adéquate et en assurer le suivi.
Jeune Sup de Co, votre expérience en entreprise vous a permis de mettre en pratique vos compétences en matière de communication et négociation à haut niveau. (Réf. 533C).

Assistante de Direction

chargée, en relation constante avec la direction, du suivi de dossiers en cours.
De formation supérieure (Bac + 3 minimum), votre expérience significative en entreprise, alliée à de réelles qualités en communication et négociation à haut niveau, vous permettra de réussir dans cette fonction. (Réf. 533A).

Pour ces deux postes, vous construirez votre évolution en prouvant votre valeur.
Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous référence choisie, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

RENFORCEZ

NOTRE CONTROLE BUDGETAIRE !

Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la **CASDEN BANQUE POPULAIRE** (330 pers., 450 000 clients, plus de 12 milliards de total bilan), située dans un cadre *agréable à MARNE-LA-VALLEE (25 mn en RER* depuis Châtelet).

Agé d'environ 26 ans, vous êtes de formation supérieure (Ecole ou Université). De plus, ce qui nous est essentiel, vous justifiez *d'une expérience pratique* acquise en entreprise (2-3 ans) de la décomposition des coûts : vous savez construire un coût, le comptabiliser, le refacturer... Vous avez, bien sûr, de la rigueur et un bon jugement.

A ce nouveau poste, rattaché à notre Direction Financière, vous développerez notre Contrôle Budgétaire : à cette fin, vous élaborerez, mettrez en place et suivrez des outils de travail.

Nous offrons des possibilités d'évolution motivantes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manus., C.V., photo et prétentions, s/réf. CB, à Direction du Personnel - CASDEN BANQUE POPULAIRE - 91, cours des Roches-Noisiel 77424 MARNE-LA-VALLEE Cedex 02.



MEDIA BA

REPRODUCTION INTERDITE



RESPONSABLE AUDIT

FICHET BAUCHE, leader de la sécurité des biens et des personnes recherche pour intervenir sur l'ensemble de ses FILIALES FRANCAISES et ETRANGERES son

Responsable audit

Vous avez une formation ESC + DECS, certificats supérieurs souhaités, une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet d'Audit ou dans un groupe important.

Vous assurerez le contrôle des comptabilités et des procédures des Sociétés du Groupe et vous participerez à l'établissement des comptes consolidés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à FICHET-BAUCHE s/réf. RA à la Direction des Relations Humaines,
15-17 avenue Morane-Saulnier,
78140 Vélizy.

FICHET


CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 05 ou 36 14 Code : CONTESS

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme recherche
pour son Service Central des Etudes :

chargé(e) d'études de gestion

A partir :
- des documents élaborés par les différents secteurs du Groupe (Ferroviaire, Tourisme, Hôtellerie, Restauration)
- des informations obtenues auprès des Responsables de ces secteurs

Il participe aux analyses des résultats de gestion ainsi qu'à différents travaux d'études concernant l'évolution des divers ratios.
Ce poste évolutif convient à un jeune débutant, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce option finances, Maîtrise de Gestion) ayant le sens des résultats et le goût des contacts.
Compte tenu du contexte international du Groupe, les connaissances linguistiques sont un plus.
Connaissance de la micro-informatique appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PER 404/M à la Direction du Personnel
40, rue de l'Arcade
75008 Paris

WAGONS LITS



ODA

1 800 collaborateurs, environ 3 milliards de CA
Régisseur de la Publicité dans les annuaires des PTT
Filiale du Groupe HAVAS,
recherche

CONTROLEUR DE GESTION A FORT POTENTIEL HF

Il contrôle l'ensemble des directions du Marketing et de l'Informatique.
- Il s'intègre dans une équipe dynamique.
- Il utilise les techniques performantes d'une fonction reconnue dans l'entreprise.
- Il relève du Contrôleur de Gestion société.

SA MISSION :
- élabore les budgets en relation avec les directions.
- réalise les tableaux de bord mensuels.
- tient à jour les prévisions et propose des recommandations.
- effectue les études économiques appropriées.
- contrôle les engagements de dépenses et de personnel.

SON PROFIL :
- HEC, ESSEC, ESCP (DECS apprécié).
- expérience de 2 ans minimum en cabinet d'audit ou dans une direction financière.
- rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

Rémunération attrayante et évolution dans le groupe possible pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
ODA - Evelyne MALACH - 136, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.

Pierre Lichau



BANQUE RÉGIONALE

RECHERCHE LE

RESPONSABLE COMMERCIAL

DE SA

DIRECTION DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Fonctions : auprès du directeur des opérations de marché, votre rôle consistera à :

— Animer la vente des produits de gestion de trésorerie auprès d'une clientèle directe ;

— Conseiller les agences de la banque dans la commercialisation de ces produits auprès de la clientèle du réseau ;

— Développer l'activité marché primaire obligataire.

Profil : environ 30 ans, de formation supérieure et après quelques années d'expérience, en particulier du marché obligataire, vous avez un goût prononcé pour les contacts humains et les négociations à haut niveau et vous faites preuve d'esprit d'initiative. Vous parlez couramment anglais.

Rémunération : selon expérience.
Poste basé à Paris.
Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre c.v. à Madame CADEC, 12, rue La Fayette, 75009 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche son

RESPONSABLE DE LA DIVISION GESTION DE LA PREVOYANCE INDIVIDUELLE

Le candidat diplômé de l'enseignement supérieur devra justifier d'une expérience d'au moins 10 ans dans l'animation d'un service de gestion de produits d'assurances individuelles.
Il aura à gérer une équipe de 35 collaborateurs. En liaison avec le département informatique, il assurera la conception et la mise en place de nouveaux outils souples et performants. Il participera à la réalisation de la décentralisation de ces derniers. Il sera responsable de la formation, du conseil et du contrôle des nouveaux utilisateurs.

Adressez CV avec photo (restituée) lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 28665 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

BANQUE INTERNATIONALE NEUILLY

recherche pour son département NÉGOCE INTERNATIONAL

GRADÉ(ES) DE BANQUE

Expérience 3 ans dans le domaine des crédits documentaires. Bonne pratique de la comptabilité.
Anglais indispensable.

Adr. C.V. détaillé et prétentions s/réf. 6350 à Pierre LICHAU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

ROUEN

recrute pour rentrée 87

ENSEIGNANTS PERMANENTS ET/OU VACATAIRES

En :
- Informatique : UNIX, langage C, architecture des systèmes ;
- Electronique : analogique, numérique, microprocesseurs.

Adr. lettre cand., C.V. et photo à ESIGELEC, B.P. 1012, 76171 ROUEN CEDEX.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE CONFECTION

RECRUTE

responsable projet pédagogique

MISSION : mise au point administrative et pédagogique d'un projet de structure de formation. Conditions requises :

- Expérience indispensable en gestion de la formation à haut niveau ;
- Etudes supérieures ;
- Libre rapidement ;
- Connaissance du secteur habillement appréciée. Conditions offertes :
- CDD transformable ;
- Rémunération attrayante ;
- Lieu de travail : PARIS.

Adr. c.v. détaillé, photo, lettre de motivation sous nº 8 783, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, R. MONTTESSUY, PARIS-7e.

BASF FRANCE
(700 personnes,
4,7 milliards de francs C.A.)
filiale du groupe chimique allemand BASF recherche

D'URGENCE

pour traduction et rédaction de documents techniques.

2 TRADUCTEURS-TECHNIQUES

ALLEMANDS FRANÇAIS

Bonnes connaissances générales (BTS mini.), expérience industrielle souhaitée. Libres de suite pour un travail d'une durée de 6 mois mini. renouvelable.

Lieu de travail accessible métro et SNCF.

Tél. vendredi matin 28-8 au 47-30-59-12 ou écrire avec c.v., photo et prétentions à BASF France, 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Conservatoire national Arts & Métiers Saclay

cherche URGENT
rentrée 87 - cours soir
enseignement supérieur

PROFESSEURS

Informatique - Technique financière et comptable
T. 69-08-44-10/69-08-52-09.

BASF France
(700 personnes
4,7 milliards de francs C.A.)
filiale du groupe chimique allemand BASF

recherche d'URGENCE

pour traduction et rédaction de documents techniques

2 TRADUCTEURS TECHNIQUES

ALLEMAND FRANÇAIS

Bonnes connaissances générales (BTS mini.), expérience industrielle souhaitée, libres de suite pour un travail d'une durée de 6 mois mini. renouvelable.

Lieu de travail accessible métro et SNCF.

Ecr. avec c.v., photo et prét. à BASF FRANCE, 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

ROUEN

recrute pour rentrée 87

ENSEIGNANTS PERMANENTS ET/OU VACATAIRES

En
- Informatique UNIX, langage C, architecture des systèmes.
- Electronique : analogique, numérique, microprocesseurs.

Adresser lettre candidature, c.v. et photo à ESIGELEC, BP.1012, 76171 Rouen Cedex.

Ecole supérieure

RECHERCHE

PROFESSEURS

expérimentés en informatique, physique, électronique, économie.

Env. C.V. + photo + lettre s/réf. ESP1 à ESIG, 28, r. des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

Ecole supérieure

RECHERCHE

pour son centre en Côte-d'Ivoire

PROFESSEURS en

informatique, gestion, mathématique, français, anglais.

Env. C.V. + photo + lettre s/réf. ESP1 à ESIG, 28, r. des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

MAIRIE DE VALENCE-D'AGEN
(Tarn-et-Garonne)
Commune de 5.000 à 10.000 hab.
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Adr. cand. + C.V. + photo à M. le Maire, 82400 Valence-d'Agen.

« L'YONNE RÉPUBLICAINE »
Quotidien régional
recherche

JEUNE JOURNALISTE LOCALIER

Expérience souhaitée.
Disponible au 1er octobre.
Ecrire avec C.V. à :
M. le rédacteur en chef de « L'Yonne républicaine », 8-12, avenue Jean-Moulin, B.P. 389, 89006 AUXERRE CEDEX.

Banque Parisienne de financement des entreprises, filiale d'un des premiers groupes bancaires français, recherche pour renforcer une équipe jeune et dynamique un

spécialiste des opérations interbancaires

La connaissance des techniques bancaires vous permet d'assurer le traitement des flux financiers de la banque ainsi que la gestion de ses comptes de trésorerie.

Au fait des évolutions technologiques et règlementaires dans le domaine des transmissions des moyens de paiement, vous proposez les adaptations nécessaires en terme d'organisation et de traitement.

Vous avez une formation supérieure ou ITB et une première expérience dans le traitement des opérations bancaires.

Ce poste constitue une opportunité de carrière pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7521 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

JOUVEINAL, important groupe pharmaceutique français d'une quinzaine de sociétés (850 personnes, 650 Millions de CA) recrute pour son service juridique un

CADRE JURIDIQUE

Droit des Sociétés

Après une maitrise en Droit Privé, vous avez acquis une expérience de 2 ou 3 ans minimum dans le domaine du droit des sociétés. Vous pouvez agir de manière autonome. Vous parlez anglais couramment.

Directement dépendant du Directeur Juridique, vous devrez assurer le bon fonctionnement de la vie juridique des sociétés du Groupe:

- Préparation et tenue des assemblées et conseils;
- Etablissement des actes de sociétés;
- Préparation des traités et accords inter-sociétés;
- Formalités diverses auprès des administrations...

De plus, vous interviendrez en tant que juriste généraliste au travers de diverses missions ponctuelles.

Alors contactez-nous !

Envoyez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence LM/36 à Mme BERTHIER :

LABORATOIRES JOUVEINAL
1, rue des Moissons - 94263 FRESNES.

jouveinal

Important Etablissement Financier
recherche

CHARGE D'ETUDES COMPTABLES

Au sein de la Direction des Etudes Economiques, il participera à l'établissement et au suivi du tableau général des ressources et emplois de l'établissement.

En liaison avec la comptabilité générale, il procèdera à l'étude et à l'analyse des différents états financiers et documents comptables.

De plus, il sera associé aux analyses prévisionnelles impliquant l'utilisation de modèles de simulation.

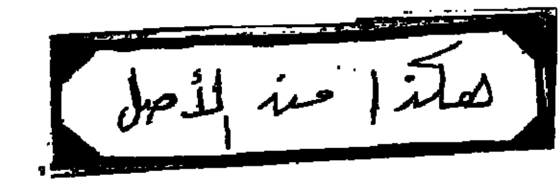
Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieur de Commerce,...) de niveau DECS ayant 2 à 4 années d'expérience professionnelle.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 28849 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

A partir du vendredi 4 daté 5 septembre
retrouvez dans le supplément

« LE MONDE AFFAIRES »

La rubrique d'offres d'emploi pour tous les cadres d'entreprise.



هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE PRIVEE ANGLO-SAXONNE,
FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL,
nous cherchons pour PARIS un

Gérant de portefeuilles obligataires

Au sein du Département Financier, il gérera les FCP et SICAV obligataires court et long termes, ainsi que le propre portefeuille de la banque. A côté d'autres gestionnaires spécialistes-actions, il participera à l'élaboration de la politique.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, ou de formation universitaire en gestion ou en finance équivalente, il a une première expérience de quelques années chez un agent de change, dans une compagnie d'assurance ou une banque.

Une grande rigueur, une bonne aptitude relationnelle conditionnent la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 523-2, à Catherine de La Roche Saint André, - JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

Créer votre poste

Organisation - audit - contrôle de gestion

Directement rattaché au Directeur Economique et Financier, vous allez nous aider à définir les méthodes et les moyens de mieux maîtriser la gestion de notre activité, et de mieux en contrôler les flux.
Vous allez, après une analyse de l'existant sur le terrain consolider les procédures budgétaires et créer un réel Contrôle de Gestion Central.
Vous participez activement à améliorer la gestion de l'entreprise par le développement et le suivi des sytèmes d'informations que vous mettez en place.
Vous augmentez l'efficacité administrative et le contrôle interne par une organisation, des procédures intelligentes et un plan d'Audit que vous concevez, mettez en place et suivez.
Vous animez une équipe de 6 personnes (Contrôle de gestion, Etudes informatiques).
Nous sommes une société de 1 200 personnes dans le domaine de la Santé et des Bio-Technologies.
Si vous voulez réaliser la synthèse de vos 6/8 années d'expérience après une formation supérieure type ESC, DECS, IEP, si cette expérience nécessairement variée dans ses applications vous a permis de rencontrer des interlocuteurs de tous niveaux et de démontrer vos qualités de rigueur et de diplomatie, vous trouverez une réelle occasion de réalisation et d'évolution.
Cette fonction de conception et de réalisation se développera du fait de l'entreprise, mais prendra sa réelle dimension par votre action spécifique. Elle est basée à Orsay (91).
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 L, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

IMPORTANTE MUTUELLE D'ASSURANCES
recherche pour son siège situé
en région RHONE-ALPES, son

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

Interlocuteur de la Direction Générale pour tous les problèmes de gestion, il assumera à l'aide d'une équipe de 3 personnes, les missions suivantes :
- Collaborer à la fixation des objectifs et les matérialiser par des données chiffrées,
- Aider à la planification stratégique,
- Surveiller les réalisations conformément à la politique de l'entreprise,
- Jouer un rôle de conseil en gestion.

• Une formation supérieure de gestion • 2 à 5 ans d'expérience • des qualités d'analyse, de raisonnement, de synthèse • un sens prévisionnel • des visions prospectives et des facilités relationnelles sont des atouts indispensables.

Si cette offre vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence MSM.1
(discrétion assurée)

ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Assistant contrôle de gestion

Schlumberger Industries
Groupe Régulation & Capteurs.

Le groupe Régulation et Capteurs, entité opérationnelle de Schlumberger Industries, possède des unités industrielles en France, en Angleterre, aux Etats-Unis.

La direction du Contrôle de Gestion propose à **un jeune assistant** de se former aux techniques de Contrôle de Gestion du groupe. Débutant ou possédant une première expérience, vous avez une formation supérieure en gestion, complétée par un DECS. *Participant à la présentation des* comptes du groupe, vous vous verrez confier des Etudes et Missions Spécifiques.
Ce poste devrait déboucher sur une fonction de Contrôleur de Gestion en unité opérationnelle. Compte tenu de la dimension internationale de la fonction, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre CV manuscrit à la Direction du Personnel de Schlumberger Industries, Groupe Régulation et Capteurs, 100 route de Paris 91342 MASSY Cedex.

B.T.P. :

UN CHEF DE SERVICE FINANCIER

Groupe B.T.P. en expansion, 1,5 milliard de C.A. dont 40 % à l'export, très bonne rentabilité, recherche pour *son siège en région parisienne* UN FINANCIER CONFIRMÉ ayant rang de chef de service.

Le poste à occuper comporte :
- la *prise en charge directe des recherches de* financement export, de la gestion des risques et des garanties à l'étranger,
- le suivi de la gestion de la trésorerie, des crédits et des relations bancaires.

Vous avez la trentaine, vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures, vous disposez de 6 à 7 ans *minimum* d'expérience financière et vous maîtrisez bien les problèmes financiers des projets à l'export, venez valoriser vos compétences au sein d'une équipe performante.

Adressez votre candidature sous réf. 7525 à l'Agence MEESTERS 113, rue de Reuilly 75012 PARIS qui nous transmettra votre candidature. Discrétion assurée.

MEDIA PA

BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un Groupe important recherche un jeune

EXPLOITANT COMMERCIAL H/F

D'excellent niveau, le candidat :
- devra développer et entretenir un portefeuille de clientèle PME-PMI ;
- sera diplômé de l'enseignement supérieur ;
- aura le sens de l'organisation et du risque et devra démontrer des aptitudes au travail en équipe.

Une expérience de l'exploitation bancaire permettant une intégration rapide est une condition indispensable pour postuler à cet emploi.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét., sous la réf. 144/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



MEDIA PA

Le Monde CADRES

Lycée privé sous contrat Nancy cherche pour la rentrée
PROF. PHYSIQUE
temps complet
1re et terminale.
Ecrire sous le n° 8 782 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Importateur articles d'habillement
EXTRÊME-ORIENT
clientèle centrales d'achat
recherche libre de suite
JNE COLLABORATEUR
H.F., débutant, niveau école commerce international. Très bonnes connaissances anglais. Travaux divers. Etude de collection. Prix de revient. Possib. d'avenir pr candidat(e) motivé(e) et très disponible.
Ecrire ou se présenter mardi 1er sept. M. REINHARD, Sté CAREL, 26-28, rue d'Aboukir, Paris-2e.

AFPA Association de formation professionnelle pour adultes, recherche
INTERVENANTS et FORMATEURS
TOURISME - LOISIRS
Contrats à durée déterminée ou indéterminée, à pourvoir en ALSACE - CORSE - NORMANDIE - POITOU/CHARENTES.
Expér. professionnelle dans le secteur tourisme loisirs.
Adresser c.v. à Nicole TASSO, CPTA - Z.I. Les Chanoux, 53, rue Ampère, 93330 Neuilly-s/Marne, av. le 15 sept. 1987.

Un groupe impt de cliniques recherche
SES FUTURS GÉRANTS D'ÉTABLISSEMENTS
Ces postes s'adressent à des diplômés d'école de commerce avec ou sans expérience.
Adr. c.v. dét. sur formation et exp. sous n° 8 790 M,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Société financière dans le cadre de son développement recherche pour sa nouvelle agence Paris Elysées, ses
FUTURS CONSEILLERS EN PLACEMENTS FINANCIERS
H./F. débutants ou confirmés
formation assurée.
Ecrire sous le n° 8 780 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
matières premières, Neuilly-sur-Seine, recherche
COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Diplômé école commerciale, IUT ou BTS, débutant ou courte expérience. Anglais nécessaire.
Adresser c.v. détaillé, photo et prét. s/réf. 28 875 à Contesse 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui trans.

Centre de formation recrute
FORMATEUR(TRICE)
en secrétariat bureautique avabt exp. de la formation continue (jeunes et adultes). Rémunération ann. 95 000 F. Adr. lettre + c.v. à Monsieur le Président du CISPO, 18, av. Adrien-Raynal, 94310 Orly.

Le Centre d'informations financières
rech. pour ses 5 agences à Paris ou région parisienne CONSEILLERS CCIAUX H./F.
— Formation assurée.
— Contacts à haut niveau.
— Rémunération importante.
Tél. 45-63-20-00, p. 107.

APPEL DE CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN PROFESSEUR DE DROIT
Une chaire de professeur de droit est vacante à l'ENPC à partir de la rentrée scolaire 1988-1989
Le professeur titulaire sera responsable des cours d'initiation au droit, concessions et marchés, droit commercial et fiscalité, droit du sol.
Le texte détaillé de l'Appel de Candidature est disponible au Secrétariat de la Direction de l'Enseignement, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.
Tél. : 42-60-34-13, p. 1208.
Les candidatures devront être adressées avant le 30 SEPTEMBRE 1987.

URGENT
La ville de NIORT (Deux-Sèvres) 60 000 hab.
RECRUTE
un « chargé de la presse écrite »
— Niveau de formation : Bac + 4 + exp. professionnelle.
— Form. journaliste appréciée.
Adr. cand. et c.v. détaillé à M. le Maire, Service du Personnel 79022 NIORT CEDEX.

Fédération de tourisme familial et social
RECHERCHE
pour son siège à PARIS, un
RESP. DE SERVICE COMMERCIAL
dynamique et expérimenté.
RÉMUN. : 140 000 F brut.
Ecrire sous le n° 8 784
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Directeur administratif organisation et informatique

La société TROUVAY & CAUVIN (chiffre d'affaires 1,2 milliard de francs, 1.100 personnes), spécialisée dans la distribution et fabrication *de matériel* industriel (*robinetterie,* tuyauterie et accessoires, machines de T.P.), a acquis une excellente notoriété internationale sur ses marchés: industrie, eau, gaz, pétrochimie, nucléaire. Poursuivant son évolution, elle recherche son futur directeur administratif, organisation et informatique. Rattaché au directeur général, il sera responsable d'un ensemble de 100 personnes comprenant l'administration des ventes, et des achats du groupe (France, *Moyen-Orient*, Afrique, Europe, Amérique), le service organisation et informatique, les services généraux. Un de ses objectifs primordiaux sera le développement d'un système d'information cohérent, fiable et de haute productivité. Ce poste d'envergure, basé au Havre, s'adresse à *un candidat de 30 ans minimum, disposant de préférence* d'une double formation ingénieur + école de gestion type M.B.A., ou gestionnaire de formation (HEC, ESSEC...) ayant acquis une solide culture technique. Une expérience diversifiée est souhaitée en administration, informatique et gestion de production. De réelles qualités d'organisateur et la pratique de l'anglais sont indispensables. La rémunération, fonction des compétences, sera de l'ordre de 350 à 400.000 francs. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8209M. (PA *Minitel* 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Cadre administratif et juridique

220/250.000 F

Prestations de services en Charente-Poitou - Une importante société de services dont les prestations sont assurées dans le monde entier, recherche un cadre administratif et juridique. Placé sous l'autorité directe du secrétaire général, il assumera outre les responsabilités qui relèvent classiquement d'un secrétariat général, un rôle de conseil pour les questions relevant du domaine juridique et de l'organisation administrative. Basé en Charente-Poitou, ce poste qui suppose une bonne maturité s'adresse à un juriste titulaire d'une maîtrise de droit privé ou de droit des affaires et justifiant avoir acquis en entreprise (5 ans minimum) une expérience de la fonction dans ses aspects études et animation de réunions. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 220 à 250.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence *A/R9252M*. (PA *Minitel* 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef des services administratif, comptable et financier

Distribution - Cette entreprise dont l'activité est liée à la distribution de tissus en magasin spécialisé emploie environ 140 personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 millions de francs. Elle jouit d'une bonne image de marque grâce à la qualité de ses produits et aux services qu'elle offre à sa clientèle, essentiellement composée de particuliers. *Elle* recherche, pour son siège parisien, le chef des services administratif comptable et financier. Rattaché au président directeur général, il sera responsable de la comptabilité générale, de la trésorerie, des déclarations fiscales et sociales, de l'établissement de la paie et du personnel. Il animera une équipe de 7 personnes. Il établira le bilan et aura pour mission de mettre en place une comptabilité analytique ainsi qu'un contrôle interne de gestion. Par ailleurs, il participera activement à l'installation d'un nouveau système informatique. Ce poste complet s'adresse à un candidat de formation supérieure comptable (DECS, école de gestion, ...) âgé d'au moins 30 ans et justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans une entreprise de négoce, dont 2 à des responsabilités d'établissement de bilan. Une première expérience de la comptabilité analytique serait un atout supplémentaire, ainsi qu'une bonne ouverture à l'informatique. Le poste est basé à Paris et la rémunération essentiellement fonction de l'expérience du candidat pourra être de l'ordre de 240.000 francs par an. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence S8215M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur de gestion

Ingénieur + ICG (ou équivalent)

socea

Charente Maritime près de La Rochelle
Cette société, filiale du groupe Aérospatiale fabrique et vend des éléments et des équipements complets destinés aux constructeurs aéronautiques civils et militaires et des équipements embarqués *ou au sol destinés aux compagnies aériennes. Elle emploie 750 personnes pour un* chiffre d'affaires supérieur à 250 millions de francs en 1987, et recherche un contrôleur de gestion. Directement rattaché au directeur financier, il mettra en place des procédures de contrôle budgétaire concernant la production, l'avancement des affaires *commerciales et mettra en place des indicateurs physiques de gestion* industrielle. Issus de l'industrie ou d'un cabinet d'audit, les candidats posséderont une double compétence d'ingénieur et de gestionnaire. *Maîtrisant* des techniques quantitatives de gestion et de comptabilité analytique, ils auront acquis une première expérience significative. Ils posséderont en outre des qualités personnelles fortes: potentiel, maîtrise du contact et du dialogue, adaptabilité à des interlocuteurs variés: direction générale, production, ingénieurs d'affaires. Le salaire, motivant, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire ou téléphoner à S. ENGRAND en précisant la référence A/1470M. (PA *Minitel* 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

REPRODUCTION INTERDITE



ORGA[redacted]
Se[redacted]mptabilité-Finances

H/F **250 000 F**

Notre société est l'un des enjeux stratégiques d'un puissant groupe international. C.A. 20 milliards dans le domaine de la distribution. De profondes modifications juridiques et structurelles sont en cours, dues à des absorptions et diversifications. Dans cette optique, le Service Organisation est le fer de lance de la Direction. Un organisateur diplômé HEC, ESCP (ou équiv.), compétent en finances-comptabilité, ayant déjà mené des projets importants, à la tête bien faite et aux contacts directs, peut trouver, dans la mission confiée, une opportunité exceptionnelle de mettre en valeur ses talents et se voir proposer ensuite une évolution rapide dans le groupe. Poste basé en Banlieue Sud. Fréquents et brefs déplacements. Adresser lettre man. et CV détaillé, ss réf.23768/M à Marie José FOURNIAT,
Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux,
92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

Très importante société de né[redacted]
souhaitant renforcer [redacted]

Jeu[redacted]chef de projet

Rattaché au responsable de l'informatique vous participerez dans un premier temps au développement des projets existants, puis vous assumerez seul, la responsabilité de nouveaux projets depuis la conception avec l'utilisateur, le choix des solutions, leurs mises en place et la formation des utilisateurs. Ingénieur de formation, après une première expérience de 3 à 5 ans dans une SSII, vous vous sentez à même d'assurer seul des responsabilités importantes. Votre ouverture d'esprit, votre compétence, votre ascendant personnel vous permettront d'évoluer dans un environnement complexe. Les projets sont développés sur VAX - base de données ORACLE - méthode MERISE. Une connaissance dans ces domaines constituerait un atout supplémentaire. Toutefois, nous sommes prêts à vous donner les compléments de formation nécessaires s'il y a lieu. Poste très évolutif. Lieu de travail : Paris.
Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73860/M à M. CLERE - Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE cedex.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

PUBLIVAL

CITIBANK⊕ IMMOBILIER

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE MONDIAL A BESOIN DE VOUS POUR LA PROMOTION DE SES CRÉDITS IMMOBILIERS EN FAVEUR DES PARTICULIERS.

DEVENEZ L'ACTEUR DE NOTRE DÉVELOPPEMENT.

Nous recherchons :

UN ANALYSTE DE CRÉDIT

Vous avez une formation supérieure, économique ou bancaire (ITB) renforcée par une expérience professionnelle de quelques années de l'analyse des risques en matière de crédits acquéreurs et de crédits d'investissements commerciaux.

Agé de 27 ans environ, le candidat devra posséder un sens aigu de l'analyse et une bonne maîtrise des risques notamment ceux liés aux concours consentis aux professions libérales et aux activités de la distribution commerciale.

En relation constante avec les centres de production, il devra posséder de réelles qualités en matière de communication.

Après un stage de quelques mois au Siège, il aura l'opportunité d'exercer une fonction de Responsable du montage des dossiers et de la maîtrise du risque dans une des agences du Réseau Paris-Province.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque/CITIBANK
BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Bleu Publicité

Etre le numéro deux d'une affaire, de 1000 personnes, de plus d'un milliard de CA, liée à un groupe puissant et diversifié.

ESSEC, ESCP,...

Pour être ce gestionnaire rigoureux, il vous faut outre une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion et de l'encadrement, être à la fois homme de communication, de réflexion et d'action.
Votre mission :
• Aider au recrutement, à la formation et animer les équipes administratives des différentes unités (12)...
• Mettre en place, contrôler les budgets, les investissements, les comptes d'exploitation.
• Poser les vraies questions d'un contrôleur de gestion relatives à l'évolution de l'entreprise en termes de gestion, d'organisation, d'hommes, de marché.
• Définir, avec votre Direction, la stratégie de développement dans tous les domaines.
L'expansion à venir (FRANCE et EUROPE) est impressionnante mais réaliste.
Poste basé à Paris.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. 8119/M, à Christian BANG ROUHET, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris

P A R I S   L Y O N

WANG filiale française (CA 532 MF) d'un groupe international figurant parmi les leaders en Informatique et Bureautique recherche un :

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

Au sein du Département Administratif et Financier et rattaché hiérarchiquement au Directeur financier, vous devez :

- Animer une équipe de 8 personnes ;
- Préparer, contrôler, suivre les commandes et contrats du District qui recouvre : comptes géographiques et ventes indirectes (CA = 250 MF) ;
- Coordonner l'activité de crédit et de recouvrement des créances ;
- Etre l'interface administratif du Département Vente et Financier.

Une formation supérieure (Ecole de Gestion) suivie d'une expérience de 3 ans dans une fonction similaire ou à responsabilité dans le Crédit-Recouvrement, en secteur informatique ou industriel, est indispensable.
La pratique de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser votre candidature et vos prétentions à : Lydia MARKARIAN
WANG FRANCE S.A. - Service du Personnel
78/80, avenue Galliéni - Tour Galliéni 1 - 93170 BAGNOLET CEDEX.

WANG

SOCIÉTÉS D'INGÉNIERIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS DE PREMIER RANG

recherchent 2 RESPONSABLES JURIDIQUES ET FINANCIERS, EXPORTATION

– L'un au sein de la société mère, en proche banlieue sud de Paris.

– L'autre dans une importante filiale à Grenoble.

Ils auront chacun les responsabilités suivantes dans leur société de rattachement :

Gestion administrative et financière
des projets d'affaires à l'exportation
(liaisons avec banque, COFACE, administration).

Cautions
Assurances
Affaires juridiques : contrats et contentieux
Droits de société.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'études supérieures comportant une spécialité en droit des affaires et auront un anglais courant (parlé et écrit).

Des connaissances en espagnol seraient appréciées.

De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir (zones méditerranéenne et africaine en particulier).

Une expérience réussie de 3 à 5 ans en gestion, de grands contrats à l'exportation, si possible en BTP, sera demandée.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + prétentions + photo s/réf. 1 621 : à

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias, 75017 Paris

LYON

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST
[redacted] 2400 employés et cadres

JEUNES DIPLOMES,
[redacted]
AUDIT INTERNE

Dans une unité rattachée à la Direction Générale, vous interviendrez, pour des missions de diagnostic et de conseil, sur le fonctionnement des différents secteurs (siège et réseau commercial).

Cette approche globale de l'entreprise doit vous permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour évoluer rapidement vers des fonctions de management.

Votre formation : BAC + 4, UNIVERSITAIRE, ECOLES DE COMMERCE.

Vos qualités : un esprit d'analyse et de synthèse, un sens développé de la communication.

Adressez-nous courrier manuscrit, CV et prétentions à **CRCAM du SUD-EST, Service du recrutement** - 69541 Champagne Montdor Cedex.

CONTESSE

CRÉDIT AGRICOLE

Responsable de formation

HEC, ESC...

LYON

Nº 1 du Travail Temporaire en France, nous voulons poursuivre notre développement et devenir Nº 1 du Travail Temporaire en Europe.

Notre Directeur Général crée à ses cotés la fonction FORMATION et souhaite la confier à un candidat de haut niveau ayant prouvé son efficacité dans un environnement commercial.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. RFM à ECCO
4 rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO
IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

CONTESSE

Vallée du Rhône

Vous avez envie d'orienter votre carrière vers une entreprise performante de l'industrie nucléaire qui met en oeuvre des technologies de pointe ; devenez

Adjoi[redacted]u chef du servi[redacted]mptable

Le site de travail (850 personnes) est dans une agréable petite ville.
La société (1600 personnes, 1 milliard de CA HT), 2 usines en France et une à l'étranger, est filiale d'un des premiers groupes français.
Vos principales missions : comptabilité générale et analytique, consolidation des comptes, suivi de la trésorerie...
Vous avez 27 ans minimum, vous êtes diplômé d'une école de commerce, option finances/comptabilité, plus D.E.C.S. Vous êtes peut-être en préparation de l'expertise comptable.
Vous avez le goût de l'informatique, la conduite des hommes vous intéresse et des responsabilités importantes ne vous effraient pas, alors nous vous remercions de nous écrire (Réf. 3012).

DB|S.A. Les 4M - Chemin du Petit Bois - BP 18 - 69131 Ecully Cedex.
91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

média-system

Cabinet situé à Paris, petite structure très performante, nous développons notre activité de conseil, et souhaitons recruter un :

CONSEIL EN ORGANISATION DANS LE DOMAINE DE LA GESTION

MISSION

- conception et suivi de projets informatiques en collaboration avec les informaticiens des entreprises clientes,
- étude des circuits et du traitement de l'information,
- audit opérationnel, audit informatique.

PROFIL PROFESSIONNEL

- Formation de type MIAGE, école d'ingénieur, de gestion ou équivalent,
- une expérience minimum de 3 ans en organisation, en cabinet ou en entreprise.
- Domaines d'intervention : systèmes d'information et de gestion, dans l'industrie, la distribution, la banque.

Pour participer à ce recrutement, merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe, la réf. 15507, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Lamy S.A.
ÉDITEUR D'OUVRAGES JURIDIQUES ET TECHNIQUES

REDACTEUR JURIDIQUE SPECIALISE EN DROIT COMMERCIAL

(faillites, fonds de commerce, baux, propriété industrielle)

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'édition juridique ou en entreprise serait appreciée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV, disponibilité, prétentions) a Mme BROU Sté LAMY S.A., 155 rue Legendre, 75850 PARIS CEDEX 17.

FNAT - Poste à pourvoir

MONITEUR DE GESTION

Formation DUT-GEA (option F.C. ou GAPMO) ou BTS comptable exigés. Expérience professionnelle et maîtrise de l'anglais souhaitées.
Stage de formation préalable rémunéré de 3 mois en province.

Indiquer prétentions sur c.v.
avant le 9-9-87 à l'attention de Pierre-Yves CAPBLANC, FNAT – 102, avenue Simon-Bolivar, 75019 PARIS.

[redacted]

recherche
pour son siège parisien

FORWARD TRADER

25-30 ANS **H/F**

pour intégrer sa division Investment Banking.
Vous possédez une première expérience significative et réussie dans la pratique des Termes/Forwards/Swaps, développée au sein d'une banque importante.
La dimension de notre groupe et le dynamisme de sa gestion permettent d'envisager une évolution très motivante pour un candidat performant.
Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 64827 à DEB'S 103, rue Jouffroy 75017 PARIS qui transmettra.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio Télévision, le Monde des Affaires... -, la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un CA consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite du redressement du journal. Dans ce contexte de développement, pour remplacer le titulaire actuel appelé à d'autres fonctions, notre Direction Financière cherche un

Contrôleur de gestion

Rattaché à notre Directeur Financier, vous prendrez à terme la responsabilité générale d'aider les opérationnels à maîtriser leur gestion. Etablissement et animation du processus budgétaire, suivi des réalisations, mise en place du système de gestion de l'imprimerie, élaboration du tableau de bord de synthèse et du rapport mensuel de résultats, appréciation de la rentabilité des investissements... autant de missions à mener sans exclure des études ponctuelles et l'évolution du système de gestion. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant si possible une expérience industrielle dont au moins 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Nous exigeons autant technicité en contrôle industriel, hauteur de vue, esprit de synthèse que sens de la pédagogie, capacité de réalisation et ténacité d'opérationnel.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre CONSEIL 10, rue du Colisée 75008 PARIS, sous la référence 335/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK

Bleu Publicité

recherche pour son *DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX :*

UN JEUNE JURISTE HF

Agé de 25 ans environ, titulaire d'une maîtrise de droit privé, vous avez une première expérience de 3 ans dans un cabinet de Conseil Juridique ou un Secrétariat Général d'Entreprise. Vous avez un goût prononcé pour l'analyse et un bon esprit de synthèse.

La connaissance de l'environnement informatique est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - Compagnie Générale de Banque CITIBANK BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Société de services dynamique, **filiale d'un groupe international,** en raison de son developpement constant, recherche son

CONTROLEUR INTERNE

Il analyse les résultats opérationnels : ventes, retour sur investissements, gestion. Il prépare les prévisions, budgets et plans. Il en suit l'exécution, analyse les ecarts et propose les solutions correctives. Il doit donc pouvoir *appréhender l'entreprise dans son ensemble et être en* relation constante avec les services et les agences. Il reporte directement au Directeur General. Il prépare et lui présente l'ensemble de la situation chiffree ainsi que propositions et simulations. Il est impliqué naturellement dans toute situation nouvelle : choix des développements, etude de rachats de sociétés.

Le poste **à créer** conviendrait parfaitement a un candidat jeune diplômé de l'enseignement superieur avec une solide approche financiere et comptable (ESC - IAE - DECS, etc.) et **ayant obligatoirement une expérience budget ou contrôle.** *Poste a pourvoir proche banlieue* Nord-Est.

Envoyer CV + photo et pretentions sous réf. 28869 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche pour le Département Finance de sa Direction Administrative et Financière

cadre financier

Diplômé d'une grande école de gestion : HEC, ESCP, ESSEC, il devra posséder déjà quelques années d'expérience dans le secteur bancaire ou industriel.

Dans le cadre du Service Etudes et Plans Financiers, il sera chargé :
- de la réalisation d'études financières diverses,
- de la conception et de la mise en œuvre de modèles d'aides à la décision en matière d'investissement et de financement,
- du montage de financements nationaux et internationaux,
- *de missions d'assistance auprès des filiales du Groupe.*

Il participera en outre, à la communication financière du Groupe : rapport annuel, réunion des analystes financiers.

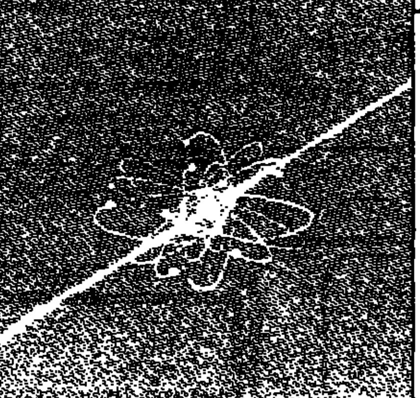
Des connaissances en informatique et un niveau DECS sont vivement souhaités. Anglais indispensable.
Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 318 M à



Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

AGENCE MAILLE



Et c'est souvent ce qui est le plus actif qui precisement est fondamental.
Notre force c'est tout comme des electrons, d'être mû par une grande énergie qui nous fait graviter autour d'un projet commun mais de façon autonome et responsable.
Ce projet : fonder notre croissance sur la recherche du top niveau technologique en misant sur l'épanouissement personnel et professionnel de nos collaborateurs.
A la pointe des technologies les plus avancées, nous nous attachons à développer les méthodes de gestion adaptées à l'importance de notre Groupe (18000 personnes, 8 Milliards de CA dont 50 % à l'export, 43 filiales en France et dans le monde).

AUDITEUR INTERNE

vous serez membre de l'équipe du service central d'Audit.
Au cours de vos differents déplacements dans nos unités opérationnelles (Départements, filiales...), en France ou à l'étranger, vous assurerez des missions d'Audit concernant les domaines **comptables** et économiques et veillerez au bon fonctionnement interne de l'unite.
De formation superieure de commerce ou de gestion, completée par un DECS ou expertise comptable, vous connaissez l'informatique et maîtrisez l'anglais ainsi que l'espagnol ou l'italien. 2 à 3 ans d'expérience d'Audit Comptable en **milieu industriel**, vous permettront de travailler avec **rigueur et autonomie.** Grâce à vos capacités d'adaptation, vous effectuerez vos missions avec tact et efficacité.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence FLA 2408, à MERLIN GERIN, Recrutement Ingénieurs et Cadres, 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'energie electrique



MERLIN GERIN

L'AMORCE D'UNE VRAIE CARRIÈRE

C'est ce que vous propose une importante société d'ASSURANCES I.A.R.D., dont le siège est en proche banlieue Est, qui crée le poste

D'ADJOINT à son CHEF DE DÉPARTEMENT COMPTABLE ET FINANCIER

Il devra progressivement assurer le management de la comptabilité générale et du contrôle budgétaire et l'assister dans la gestion financière.
Ce poste convient à un candidat ayant : • une formation supérieure de gestion • au minimum une première expérience professionnelle • une vivacité d'esprit et de compréhension • du dynamisme • une réelle capacité active • de la rigueur • un ascendant naturel • de grandes qualités de communication.
Si ce poste vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil, sous référence CDMO.1



ceforpe

marc forget et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Société d'Assurances spécialisée en protection juridique, recherche son futur

CHEF DE SERVICE CONTENTIEUX - ETUDES

Votre sens du contact facilitera :
- l'animation d'un réseau de correspondants judiciaires et votre équipe de rédacteurs
- la recherche des solutions appropriées pour régler les litiges qui seront confiés au service

Vous avez une maîtrise en droit privé et au moins trois ans d'expérience professionnelle nécessairement acquise dans le domaine judiciaire.

Si vous êtes très motivé, envoyez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 503 935 à COFAP 20, av. de l'Opéra 75001 PARIS, qui transmettra.

dejbo

BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un Groupe Financier important recherche jeune

EXPLOITANT A FORT POTENTIEL HF

diplômé d'études supérieures, 30 ans minimum.

Le candidat : - devra posséder une bonne expérience dans le secteur bancaire - devra avoir le sens de l'organisation - aura le goût de l'action commerciale - aura le sens du travail en équipe.

Une préférence sera donnée à un candidat ayant une bonne connaissance des Professions Juridiques et Judiciaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét., sous la réf. 142/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA PA



services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Cabinet de conseils juridiques internationaux

recherche pour son cabinet de PARIS-8e

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au « Managing Partner », il accompagnera le cabinet dans son expansion, tant en France qu'à l'étranger, et étudiera la faisabilité des nouveaux projets.

Par ailleurs, il prendra en charge :
- La supervision de la comptabilité ;
- La mise en place de son informatisation ;
- La gestion prévisionnelle avec la mise en place d'un contrôle de gestion par centre de profit ;
- *La trésorerie, les relations avec les banques ;*
- La gestion du personnel (déclarations sociales et fiscales, paie);
- La gestion des services généraux.

Formation supérieure de commerce. Environ 32 ans. Expérience de direction financière. Anglais. Connaissances en droit international appréciées.

Adresser c.v. et lettre manuscrite sous nº 8 775 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7e.

GIE exerçant sur le MATIF

RECHERCHE

NÉGOCIATEUR EN BOURSE

Au sein d'une équipe de 5 personnes, il participera à la négociation en Bourse, au suivi administratif des opérations et à l'analyse du marché. Le candidat idéal devra être disponible, vif et avoir le sens des responsabilités.

Contact. : Gérard Stadler ou 42-60-05-96.



C.E.C.E CENTRE D'EXPLOITATION DES CAISSES D'ÉPARGNE

Notre organisme, chargé de la *gestion des cartes bancaires et des titres de l'ensemble* du réseau des Caisses d'Épargne souhaite intégrer pour faire face à un fort développement son :

Responsable de l'exploitation titres

Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes, il devra justifier d'une expérience solide de l'ensemble des opérations sur titres afin d'optimiser l'efficacité de ce service d'exploitation.

L'ampleur des volumes traités nécessite un excellent sens de l'organisation et beaucoup de méthode.

Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser votre dossier sous Réf. 1725 ou transmettez-le à **CV PLUS** en composant le 36-15 code **CV PLUS** sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

ÉTABLISSEMENT D'HOSPITALISATION PRIVÉ

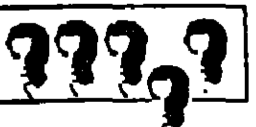
à but non lucratif (Paris) recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Il secondera le Médecin-Directeur dans l'ensemble de ses fonctions administratives et de gestion.
- Il supervisera notamment les services comptables et financiers, économiques et techniques ainsi que la Direction du Personnel.
- Il sera responsable de la réalisation et de l'équipement du Nouvel Hôpital.

Ce poste est offert à un Cadre Gestionnaire - 35 ans minimum - ayant au moins 5 ans d'expérience similaire en milieu hospitalier et une excellente connaissance des problèmes financiers.

Pour détails, téléphoner au 83.35.42.63 ou écrire sous référence 700 à M. Claude BLIQUE - Conseil en recrutement.



Cabinet BLIQUE
BP 3097
54013 Nancy Cedex

Jonction

Cabinet Claude Blique

REPRODUCTION INTERDITE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Demandeurs d'emploi ou Cadres en Congé de Formation

IBIA

VOUS PROPOSE UN STAGE RÉMUNÉRÉ

MONITEUR FORMATEUR/TRICE EN MICRO-INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Participants : Niveau minimum : Bac - 21 ans et plus.
Début du stage : 8 octobre.

recrutement immédiat

Envoyez CV + lettre à IBIA - Claire Fayard - 63, avenue de Villiers 75017 Paris - Tél. : 47 66 84 22

PLURIAL

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé de formation, Jeunes diplômés

l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose 4 stages de formation en gestion du personnel de 7 mois 1/2
(un certain nombre de places sont rémunérées par l'Etat) :

Pour les jeunes diplômés (BAC + 4)

- Assistant Directeur du Personnel
- Informatique et Gestion du Personnel

Pour tous cadres avec expérience professionnelle d'au moins 5 à 10 ans

- Direction du Personnel et Formation à la Gestion Sociale
- Management et Développement des Ressources Humaines



Début des stages : semaine du 28 Septembre - **Recrutement immédiat**
Envoyer C.V. et photo à I.G.S.
33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS
pour convocation à une réunion d'information

B.C.

Cadres, Jeunes diplômés, Ingénieurs débutants

IBIA

VOUS PROPOSE UNE FORMATION DE :

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION

Objectifs :
Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.
durée de la formation : 2 mois (dont stage en entreprise)

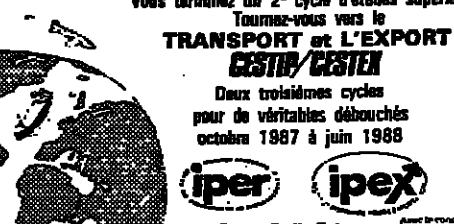
recrutement immédiat

Envoyez CV + lettre à Pascale Aubéry Duclos - 33, boulevard Gouvion Saint Cyr 75017 - Tél. : 45 72 02 08

PLURIAL

Deux métiers d'avenir

Vous terminez un 2e cycle d'études supérieures
Tournez-vous vers le
TRANSPORT et L'EXPORT
GESTIP/GESTEX
Deux troisièmes cycles
pour de véritables débouchés
octobre 1987 à juin 1988



iper ipex

9, rue Emile-Zola
76087 LE HAVRE CEDEX
Tél. : 35.42.09.23

Avec le concours de

Demandeurs d'emploi
25-35 ans environ, C.I.F.
L'I.F.A.C.E. (Chambre de commerce et d'industrie de Paris) organise un stage gratuit et rémunéré, niveau BAC + 2 : gestionnaire de micro-systèmes informatiques, durée 10 mois à partir d'octobre 1987.
Les inscriptions seront closes le 10-09-87.
Tél. : 43-55-39-08, P. 12-07.

automobiles

A VENDRE
SEAT RONDA GLX 1.2
Gris métal., 40 000 km, avril 84, alarme, pot d'échappement neuf.
PRIX ARGUS 23 000 F.
Tél. : 48-95-29-96.

capitaux propositions commerciales

Vous êtes au minimum maître en droit

aussi dynamique que passionné par le droit des affaires.

VOUS POSSÉDEZ
UN CAPITAL
DE 150 000F.

Rejoignez notre équipe au service des entreprises.

Ecrire à B.P. 184, 84000 AVIGNON.

Gestion Base Vie
Rech. contact avec ing. T.P. Ingénieurs d'affaires internat. pour proposer d'assurer la gestion de Base Vie tous pays.
Tél. : (1) 45-22-89-37.

propositions diverses

J.F. ALLE. CH. COURS PART. de franç. sept./oct., par étud. lic. HB 48-62-71-83.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR 47 ans

J'ai dirigé une importante PMI « biens d'équipement ». Disponible 6 à 12 mois, je vous propose mon expérience pour toute intervention ponctuelle :
- Diagnostic, stratégie d'entreprise, plan d'action M.T. ;
- Etude de marché, lancement produit, implantation réseau FR, EXP. (anglais 5/5) ;
- Restructuration, organisation d'unités industrielles ou administratives ;
- Ainsi que toute mission opérationnelle ou remplacement poste temporairement vacant, FR./étranger.

Ecrire sous le nº 8 778 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Assistante de direction ou Responsable administration des ventes, 40 ans, sténo traitement de texte informatique, sens responsabilités, initiatives, relations humaines, esprit vif et créateur, disponible horaires et déplacements, libre suite, cherche poste dynamique, 15000 F x 13. Tél. 39-92-11-43.

Docteur Ing. INPG métallurgiste formation complémentaire administ. des affaires, gestion de la qualité commerce internat., esp., angl. courant, 10 a. exp. comme chef de mission et resp. export, rech. poste directeur ccial ou resp. filiale à l'étranger de préf. Amérique lat., secteur métall., chimie, biens d'équipement industriels.
Ecrire sous nº 8 781,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

BTSS + DEUG trilingue ch. secrétariat d'écrivain, 6 a., expér. Tél. : 45-73-03-67.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
J.F. 30 ans, solide exp. presse et édition, ch. poste région indiff. Tél. : 42-41-64-13.

F. 40 ANS CHERCHE EMPLOI DACTYLO MI-TEMPS.
Ecrire sous le nº 8786
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JURISTE : AVOCAT + DEUG PSYCHOLOGIE,
CHERCHE
EMPLOI A MONTPELLIER.
ECRIRE HAVAS nº 196 566,
34063 MONTPELLIER CEDEX.

Personne honorable, docteur *honoris causa*, excellentes relations commerciales, aimerait représenter comme consul honoraire n'importe quel pays, également du tiers-monde.
Prière de télexer.
CH-8700 Kusnacht Zurich.
Seestrass 231 Postfach.
Tél. : (+41-1) 910-68-41, 910-78-73, 910-78-77.
Téléfax (+41-1) 910-10-39, 910-38-04).
Télex : 825-717.

INFIRMIÈRE D.E.
dynamique, expérimentée, 10 a. hôpital, ch. dom. santé ou assistance travx diff., sér. motiv., ttes rég. + étranger. (16) 43-91-30-46 (sauf rep.).

J.F. Autrichienne 17 a., ch. famille pour 3 semaines pour parfaire le français, garderait enfants et ferait travx ménagers, en échange, nourrie, logée, et argent de poche. Jutta Hangler A. 4904 Atzbach 72 Autriche. Tél. 19-43-76-76-18-340.

Jeune Fille Allemande
(19 a., parlant anglais),
cherche poste au pair en France. Linda Holzner, Kurfuerstenstrasse 19, D-8230 Bad Reichenhall.

J.F. 23 ans, décoratrice, designer, créat. textile (dipl. ESAM, 86), motivée, dynamique, recherche emploi. Libre de suite. Nathalie Legrand, 43, rue des Gloriettes, 77400 Carnetin. Téléph. : 64-30-09-41.

H. de confiance rech. gérance appointée, exp. bar, restaur. ou chauff. de direction. M. Michel, 62, rue de Verdun, 76600 Le Havre, 35-48-91-79 h rep.

Reprise de la rubrique AGENDA
Le 1er daté 2 septembre.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

PRÈS MAIRIE
Dans imm. rénové PLATEAU à aménager 120 m², 1 720 000. GIPPI — 47-66-03-18.

7e arrdt

DUROC p. de t., ét. élevé, 7 p., triple réception + 4 ch., gde cuis., 2 bns, w-c, 210 m², balc. Sud + 3 services. URGENT — 43-35-18-36.

12e arrdt

AVENUE SAINT-MANDÉ
réc., 7e ét., soleil, 4 p., balcon, verd., 2 bains, 2 parkings. FLEURUS 45-44-22-36.

14e arrdt

SAINT-JACQUES — RARE
S/3 niv. b. mais. à rén. 170 m² + ss-sol compl. + 100 m² jdin privé. Expo. Est-Ouest, calme. 3 500 000, 43-35-18-36.

MAIRIE bon imm. 1er étage s/cour, calme, 3 p. comprenant entrée, séj., 2 ch., cuis., s. de bains, w.-c. séparés, 62 m². 1 000 000 F — 43-35-18-36.

PORTE ORLÉANS
Superbe imm. 2 PIÈCES + chambre enfant. BALCON. GIPPI — 47-66-03-18.

16e arrdt

IÉNA 160 m², 5 P.
Prof. lib. poss., grand standing « Malesherbes 73 » 45-22-05-96.

17e arrdt

PL. DES TERNES (PRÈS)
P. de t., stdg, 4e ét., mag. 6 p., ent., cuis. éq., 2 s. bns, 2 w-c, 176 m², ét. impec., 2 serv., 5 100 000, 43-35-18-36.

PRÈS BD PÉREIRE
4 p. tt cft 88 m² 1 144 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

18e arrdt

PLACE DES ABBESSES
hôtel en rénovation
vente sur plan 2 p. 40 m² « M. 73 » 45-22-05-96.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m.) vue superbe résidentiel 10e et dernier étage, studio 54 m² + balcon, 320 000
4 p. 85 m² + balc., 550 000
6 p. 139 m² + balc., 820 000.
Propriétaire : 42-60-29-61.

Province

Tourcoing (59) de résidence, F 2, 46 m², cuis. équipée, park., 4e, imm. 1984, très bien situé. 350.000 F. Tél. : 20-70-02-95.

viagers

VIAGER 79 a. MAISON ANCIENNE rénovée, tt cft, cuis. mod., s. à m., 3 sal., 5 ch., 2 bains, 3 w.-c., meub., linge, argenterie, jdin arb., dépend. (16) 62-06-22-02.

appartements achats

PROPRIÉTAIRES VOUS VENDEZ
un logt avec ou sans confort, adressez-vous à un spécialiste IMMO MARCADET. 42-52-01-82.
Estimation gratuite, réalisation rapide.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres.
TÉL. : (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PCES et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDING.
I.S.I. - Tél. : 45-26-18-95.

locations meublées offres

Minitel

Location 5 p., cuisine, s. de bains, bord de mer, 15 min. université Oran, aut. Alger, 63-79-92. Paris 45-39-66-11.

pavillons

A VENDRE

PACY-SUR-EURE
CENTRE, MAIRIE A 400 m

Pavillon comprenant : entrée-couloir desservant la maison et le jardin, salle à manger, cuisine et arrière-cuisine. Au 1er étage : palier desservant 2 chbres avec salle de bains et w.-c. Grenier aménageable. Au fond du jardin garage pour 2 voit. avec entrée indépendante. Terrain 220 m².

Tél. : (1) 45-77-63-15. Le soir.

fonds de commerce

Hapimag

Restaurant/Surface commerciale

à louer au centre de PARIS, rue Saint-Honoré/rue Vauvilliers.

Conviendrait à installation de restaurant, bureaux, salon de coiffure, agence de voyages ou autres.

Toute personne désireuse de se renseigner ou de consulter les documents peut s'adresser à : Hapimag Touristik SA, à l'attention de M. Richard A. Fries, Zugerstrasse 53, CH-6340 BAAR.
Tél. : 19/41/42/312.333.

immeubles

INVESTISSEZ AU CANADA
Région de Montréal
23 APPARTEMENTS RÉSIDENTIELS
A VENDRE OCCUPÉS
terrains pour développement résidentiel et commercial, centre d'achats à vendre.
Ecrire à INVESTISSEMENT SAVIM LIMITÉE, 1350 SHERBROOKE OUEST, suite 1430, MONTRÉAL QUÉBEC H3, G2, G1, CANADA, à l'attention de M. B. Savard.
Tél. : (514) 849-29-49.
FAX : (514) 288-37-93.

immobilier information

Pour Vendre ou Acheter
Maison - Appartement
Château - Propriété
Terrain - Commerce
sur toute la France
LAGRANGE
9, r. Le Châtelier, 75017 Paris.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

propriétés

DROME
5 mn sort. autor. du Soleil, 75 km de Lyon, part. vd direct. dans village domin. la vallée du Rhône, site panoram. except., une maison de notable avec parc de 3.600 m², piscine, gde récept., 4 chbres, 4 salles de bains, cave climat.
Prix : 2.200.000 F.
Tél. : (16) 42-28-12-63.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Vote adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Domiciliation depuis 80 F/ms Paris, 1er ou 8e ou 12e ou 15e. Constitut. SARL 1.500 F H.T. INTERDOM - 43-40-68-50.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Domiciliation depuis 80 F/ms Av. des Champs-Elysées (Etoile), Rue St-Honoré (Concorde), Rue Cronstadt, Paris-15e, 21 *bis*, rue de Toul, Paris-12e. Constitut. SARL, 1.500 F HT. INTERDOM : 43-40-31-46.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
Tél. 45-55-91-82





Le Monde
Emplois Cadres
CHAQUE MERCREDI PRIX 10 F
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

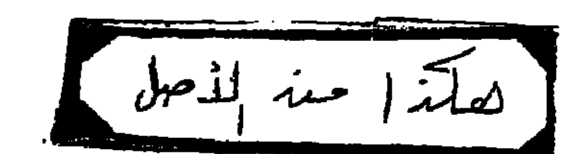
CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

D'EMPLOIS

Reprise de la rubrique AGENDA Le 1er date 2 septembre.

commerce

bureaux

Devoirs de vacances

Le Monde ÉCONOMIE

Priorité à l'équité

par ALAIN JUPPÉ (*)



LONGTEMPS, le sort des plus âgés d'entre nous est resté dépendant du bon vouloir de leur famille, ou de leur effort d'épargne individuel. Au sortir de la dernière guerre, la collectivité *nationale* a estimé que ces pratiques ne suffisaient plus ; elle a mis en place des mécanismes de solidarité entre générations qui permettent à *nos aînés de continuer* à bénéficier de la richesse du pays même lorsque l'âge les oblige à quitter la vie professionnelle.

Cette patiente construction est aujourd'hui en question. On prévoit que la branche vieillesse du *régime général de Sécurité sociale* sera, en 1988, en déficit de 19,8 milliards de francs. Diverses études montrent que ces difficultés financières, loin d'être occasionnelles, résultent au contraire d'évolutions structurelles et sont appelées à s'aggraver.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Que pouvons-nous faire pour corriger cette *évolution, et préserver* l'œuvre de nos prédécesseurs ?

I. – Le déséquilibre de l'assurance-vieillesse n'a pas une cause unique, survenue brutalement : c'est le résultat d'une conjonction de facteurs dont l'émergence est progressive.

1. Le premier est démographique.

La population française vieillit. Les années récentes ont été, pour les régimes de retraite, exceptionnellement favorables du point de vue démographique en raison, d'une part, de l'arrivée à la retraite des classes creuses issues de la Grande Guerre, d'autre part de l'entrée dans la vie active des classes nombreuses issues du « baby boom ».

Mais cette situation se transforme profondément. En haut de la pyramide, ce sont les classes issues de l'entre-deux-guerres, plus nombreuses, qui font aujourd'hui liquider leurs droits à pension. Et dans vingt ans ce seront celles, encore plus nombreuses, venues au monde dans les années 45.

Les nouveaux retraités, en outre, perçoivent, et il faut s'en féliciter, leur pension pendant une *durée plus longue : les progrès* fantastiques de la médecine permettent un allongement de la durée de vie qui, sans être spectaculaire, est considérable. Nous gagnons en moyenne un trimestre chaque année !

A l'opposé, la baisse de la *fécondité, observée depuis la fin* des années 50, fait sentir ses effets. Le nombre de nouveaux cotisants potentiels diminue.

Au total, la proportion des personnes âgées de plus de soixante ans dans l'ensemble de la population s'accroît de manière considérable : de *16,6 % en 1946, elle est* passée à 18,3 % en 1985, mais devrait atteindre 20,4 % en 2000, 26,1 % en 2020, 29,9 % en 2040.

2. Les régimes vieillesse, en deuxième lieu, sont également victimes de la crise économique.

Il est évident que le chômage pèse sur l'assurance vieillesse. Les personnes privées d'emploi ne paient pas de cotisation : elles ne contribuent donc pas à l'alimentation du mécanisme de répartition sur lequel est fondé le système. Un calcul sommaire montre que les deux millions de chômeurs supplémentaires constatés depuis 1974 font perdre aux régimes vieillesse environ 12 milliards de francs de cotisations.

Toutefois, le phénomène perturbateur le moins connu, bien que ses effets soient sans doute aujourd'hui dominants, est la venue à maturation des régimes de retraite. Les « Trente Glorieuses » ont, en effet, été caractérisées par l'amélioration continue de la protection sociale des Français qui, s'agissant des retraites, s'est traduite notamment par l'extension de la population couverte, l'*adoption* de règles de calcul des pensions plus généreuses, l'assouplissement des conditions de validation des périodes non effectivement travaillées.

Chacun des ministres qui se sont succédé, a cherché à attacher son nom à une loi reconnaissant de nouveaux droits, et il faut admettre que, en cette période de prospérité économique, vouloir faire participer les retraités à la richesse collective paraissait relever de l'équité la plus élémentaire. Mais ces multiples réformes ne produisent leurs effets que peu à peu, au fur et à mesure que les classes d'âge qui en bénéficient représentent une proportion croissante des retraités.

Il est une décision, présentée lorsqu'elle fut prise comme une amélioration de la couverture, qui mérite, à titre illustratif, un développement particulier. Je veux parler de l'abaissement de l'âge de la retraite. Cette décision, bien évidemment, n'est nullement la responsable unique de tous nos maux. Mais elle a accentué les évolutions perturbatrices en transformant des actifs, qui cotisaient, en des retraités qui perçoivent une pension mais ne versent plus de cotisations aux régimes de vieillesse. La retraite à soixante ans, c'est 437 000 pensions supplémentaires à financer en 1987, c'est aussi plusieurs centaines de milliers de cotisations en moins, car les départs n'ont pas été compensés par un nombre équivalent d'embauches.

Au total, et compte tenu de toutes ces évolutions, le nombre de retraités augmente et surtout augmentera beaucoup plus vite que celui des cotisants. La charge d'un retraité était partagée entre quatre actifs en 1975 ; elle le sera entre deux seulement en 2020.

II. – La poursuite de ces évolutions peut-elle être stoppée ?

Les partenaires sociaux, qui gèrent les régimes de retraite, et les pouvoirs publics ne sont certes pas désarmés et doivent agir vite.

1. Des ajustements sont nécessaires.

Il n'est, bien sûr, pas question de revenir sur les améliorations qui ont été apportées aux régimes de retraite. Mais il convient peut-être de se demander si certaines règles, adoptées lors de la montée en puissance des regimes, sont toujours justifiées aujourd'hui, alors que ceux-ci ont atteint leur rythme de croisière. Bien évidemment, de tels ajustements ne sauraient être effectués que dans le respect des droits acquis, c'est-à-dire ne sauraient valoir de manière rétroactive au titre des périodes ayant déjà donné lieu à cotisation.

S'agissant de l'âge de la retraite, une réflexion spécifique s'impose. Car qui peut croire que l'abaissement de l'âge de départ pourra être concilié durablement avec une entrée dans la vie active de plus en plus tardive du fait de l'allongement des études ? Les taux d'activité des hommes de quinze à dix-neuf ans et vingt à vingt-quatre ans étaient, respectivement, de 71 % et 92 % en 1950, ils sont désormais (1985) de 18 % et 68 %.

Le départ à la retraite *d'hommes et de femmes encore* jeunes est bien souvent un gâchis pour la collectivité, et un drame *personnel et familial*. De nombreux pays étrangers l'ont bien compris, qui, tels les Etats-Unis, retardent progressivement l'âge de départ.

En matière *démographique*, les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, n'ont guère de moyens d'action sur la population existante ; mais ils peuvent en avoir sur la dépopulation future. C'est toute la nécessité de la politique familiale qui apparaît ici : comment, dans le respect des choix éthiques et de vie qui n'appartiennent qu'à chacun de nous, accentuer le réveil démographique du pays ?

La collectivité consent déjà un effort considérable en faveur des familles, qu'il s'agisse des prestations familiales, du quotient familial ou des aides au logement. Mais cet effort est-il bien organisé ? Son effet nataliste est-il le *meilleur possible ou ne s'est-il pas*, au contraire, dilué dans un dispositif indifférencié d'aide au revenu des familles ?

Les réformes récentes, qui ont redéployé cet effort, constituent assurément un progrès appréciable. D'autres restent certainement *à accomplir pour adapter* la politique familiale aux changements des aspirations et des modes de vie.

2. Il faut dégager de nouvelles ressources.

Toutefois, ces mesures ne suffiront pas à rétablir l'équilibre. Celui-ci nécessitera une action parallèle du côté des recettes, afin que des ressources supplémentaires soient *dégagées* en faveur des retraites.

Une partie de cet effort pourra être individuel : c'est l'objectif du plan d'épargne pour la retraite (PER), mis en place par la récente loi sur l'épargne, que de nous inciter à l'accomplir et d'en accroître les effets. Mais il devra aussi être collectif, pour que les liens de solidarité entre générations forgés par les régimes de répartition soient sauvegardés.

Il faudra donc faire des choix : utiliser une proportion plus grande encore de la richesse du pays pour payer les retraites impliquera de limiter d'autres actions. Chacun d'entre nous doit se persuader aussi de cette nécessité, et s'y préparer.

∴

Le devoir et la volonté qui sont les nôtres d'assurer à nos aînés une retraite paisible nous obligent donc à adapter continûment les conditions du partage des richesses entre actifs et inactifs, afin que celui-ci demeure équitable. Les difficultés que rencontrent les régimes de retraite ne constituent qu'un des problèmes à résoudre.

D'autres sont également financiers. Les personnes du troisième et du quatrième âge ont, en effet, besoin de davantage de soins médicaux que les plus jeunes. L'accroissement de leur nombre contribue, par conséquent, à l'emballement des dépenses de santé qui conduit les régimes maladie à connaître peu à peu des difficultés de financement voisines de celles des régimes vieillesse.

Les conséquences de ces évolutions seront aussi culturelles. De même que les années 50 et 60 ont été caractérisées par l'émergence des *jeunes dans* la *société* française, dont les modes de vie et les valeurs ont été peu à peu transformés, de même les prochaines décennies seront *marquées par* la prépondérance des troisième et quatrième âges.

La société française devra se transformer à nouveau pour que nos aînés connaissent une retraite non seulement paisible, mais active, selon des modalités nouvelles. La vie sociale et la vie professionnelle sont, jusqu'à aujourd'hui, largement confondues ; il ne pourra plus en être ainsi demain. ■

(*) Ministre du budget.

> **Sujet : « Dans quelle mesure l'évolution démographique, économique et sociale met-elle en cause la nature du système de financement des retraites en France ? »**
> *(Baccalauréat. Économie, série B, juin 1987)*

> **Avec le « devoir de vacances » de M. Alain Juppé se termine la série qui portait sur les sujets du baccalauréat d'économie. Nous avons ainsi publié, dans nos éditions du 11 août et du 18 août, les « copies » de M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et de Mme Edith Cresson, ancien ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, sur la question du déficit des échanges de la France. Le 25 août, c'était au tour de M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, qui « planchait » sur le sujet traité aujourd'hui par M. Juppé.**

ALGÉRIE

Le pétrole vert au lieu de l'or noir

La baisse des prix du pétrole a des effets redoutables sur le budget algérien. Pour assainir l'économie, le gouvernement donne priorité à l'agriculture et à la productivité industrielle.

L'ECONOMIE algérienne est en pleine *mutation*. Le secteur privé national est complètement réhabilité – même s'il n'est pas encore très performant – depuis l'adoption, par référendum le 16 janvier 1986, d'une nouvelle charte nationale, le texte de référence du socialisme algérien. Les entreprises, après la restructuration entamée en *1980*, ont été fractionnées en unités plus petites et mieux gérables. Fini le gigantisme industriel !

Finie, également, la bureaucratie ? Pas encore ! Mais le président de la République, M. Chadli Bendjedid, ne manque pas une occasion de la désigner comme principale responsable des maux étouffant l'économie. Une nouvelle réglementation doit permettre aux entreprises de *« gérer leur activité en toute responsabilité commerciale »*, sans être soumise à des *« contraintes administratives centralisées, sources de lourdeur, de rigidité et de surcoûts. »*

Les entreprises adopteront désormais leur propre plan annuel, *décideront* des prix de vente de leurs produits et pourront investir librement leurs bénéfices, alors que jusqu'à présent les investissements provenaient du budget de l'Etat. La rentabilité financière devient le principal critère pour juger l'efficacité des sociétés d'Etat, reléguant au second plan les prestations sociales qu'elles assuraient aux travailleurs.

L'heure est maintenant à la productivité. L'Algérie en a bien besoin qui, vingt-cinq ans après son indépendance, fait toujours de la « corde raide ». Touchée de plein fouet, dès la fin de 1985, par la récession des prix du pétrole, elle est toujours au plus profond de la crise. Ses recettes d'exportations, qui proviennent à 98 % des hydrocarbures, ont fondu de 12,5 milliards de dollars (1) en 1985 à moins de 8 milliards en 1986.

La réticence des prêteurs

Cette année, dans l'hypothèse d'un prix moyen de 17 dollars le baril, elles devraient atteindre environ 9 milliards de dollars et dégager ainsi un excédent de balance commerciale de 1,5 milliard de dollars, les importations jugées incompressibles devant s'établir à 7,5 milliards de dollars. Mais aux *remboursements* de la dette de 3,4 milliards de dollars s'ajoutent 900 millions pour les paiements courants. Au total, les besoins de financement de l'Algérie en 1987 devraient représenter 4,3 milliards de dollars.

Des réserves de change estimées à 600 millions de dollars lui laissent encore une certaine latitude, mais les emprunts sur le marché international des capitaux ne sont plus aussi accessibles que par le passé. Les prêteurs, qui n'avaient pas manifesté trop d'inquiétude l'an dernier, se montrent moins enthousiastes, et parfois déconcertés par les exigences de l'Algérie en matière de taux d'intérêt.

Leur réticence a commencé à poindre à la fin 1986, après qu'un emprunt de la Banque nationale d'Algérie (BNA) eut été ramené de 300 à 250 millions de dollars. Elle s'est confirmée cette année : un emprunt lancé au Japon a été réduit de 100 à 75 millions de dollars, alors que le lancement d'une euro-émission de 40 millions de dollars en Suisse a été purement et simplement ajourné.

L'Algérie devra donc trouver, cette année, quelque 3 milliards de financements bancaires directs, alors que jusqu'à présent elle avait réussi à ne pas avoir recours aux prêts à court terme. Une telle solution impose, de toute façon, que les banques croient en la solvabilité du pays et à un redressement sensible des cours du pétrole en 1988 qui lui permettrait de faire face à ses engagements internationaux. Dans le cas contraire, Alger serait bien obligé, d'envisager une restructuration de sa dette, estimée à la fin de 1986 à environ 21 milliards de dollars.

Tout a été fait pour éviter d'en arriver à cette extrémité que les *Algériens, dans leur ensemble*, considéreraient comme une atteinte à leur indépendance. Les termes « FMI » et « Banque mondiale » font frémir en Algérie, où l'austérité imposée, depuis plusieurs années est certainement plus sévère que celle généralement préconisée par le Fonds *monétaire international. La loi de* finances complémentaire avait révisé à la baisse, de manière drastique, les dépenses de l'Etat, en les ramenant de 128 milliards de dinars (2) à 104,5 milliards en 1986.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite page 32.)

(1) 1 dollar = 8,99 F en 1985, 6,93 F en 1986 et 6,09 F en 1987. Il s'agit là de valeurs moyennes à Paris.
(2) 1 dinar = 1,24 F.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : 3e session 15 septembre 87.
Inscriptions immédiates.
Tél. : 47 66 84 22

Nom ______
Age ______
Diplôme ______
Adresse ______

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

ALGÉRIE

Du réalisme dans le gaz

PARADOXALEMENT, ce sont les richesses de l'Algérie qui provoquent aujourd'hui ses déboires économiques. Mono-exportateur, puisqu'elle tire 98 % de ses rentrées en devises de la vente des hydrocarbures, elle est particulièrement sensible à la fluctuation des cours. La politique d'indexation du prix du gaz sur un panier de différents pétroles bruts lui a été favorable jusqu'au retournement de la conjoncture, au dernier trimestre 1985, où ce prix s'est effondré au même rythme que le cours du baril.

La révision des accords conclus avec les acheteurs européens était inévitable, les exportations de gaz s'étant repliées de 3 milliards de dollars en 1985 à 1,7 milliard l'année dernière. Les prix officiels vidés de leur sens, le gaz algérien s'est alors vendu indexé sur le prix du marché des pétroles entrant dans la composition du panier de référence, en attendant la rénégociation des contrats avec les principaux acheteurs.

Jusqu'à présent, la société italienne SNAM est la seule à avoir conclu un nouvel accord à moyen terme avec la compagnie algérienne SONATRACH. La SNAM a obtenu que la base de référence ne soit plus le prix officiel du brut, mais sa valeur sur le marché libre, et que s'instaure une certaine souplesse dans ses enlèvements qui seront programmés annuellement. Elle s'est toutefois engagée à prendre, sur les vingt-cinq ans contractuels, la totalité des quantités définies.

De son côté, Gaz de France est en négociations depuis un an avec la SONATRACH. La compagnie française désire arriver à une formule d'indexation du gaz qui reflète mieux le marché et tienne compte des prix des fuels lourds et domestiques, comme elle l'a déjà obtenu de ses fournisseurs néerlandais et soviétiques. Les discussions ne concernent pas les volumes, GDF ayant depuis 1984 une marge de manœuvre de 10 % dans ses enlèvements, jusqu'en 1992.

La compagnie belge Distrigaz doit entamer prochainement la renégociation d'un accord intérimaire conclu en juillet 1986, qui lui laisse déjà une grande souplesse dans ses enlèvements et aligne le prix de son gaz sur celui payé, depuis avril 1986, par GDF et la compagnie nationale espagnole Enagas. Cette dernière renégociera ses accords avec la SONATRACH l'année prochaine.

En direction des Etats-Unis

Un contentieux opposant les deux partenaires sur les prix et les quantités avait été réglé en février 1985 quand Enagas avait accepté de payer le même prix que GDF. En contrepartie, elle avait obtenu un aménagement du rythme de ses enlèvements, qui étaient jusque-là trop importants pour son marché intérieur. Le gouvernement espagnol acceptait en même temps de payer une indemnité compensatoire de 500 millions de dollars pour les quantités non prises entre 1981 et 1984.

Les renégociations des contrats signés au début des années 80 montrent clairement que l'intransigeance algérienne qui prévalait jusqu'en 1985, a fait place à une attitude plus réaliste. La SONATRACH, contrainte par la conjoncture, prend maintenant en considération les fluctuations du marché pétrolier, tout en continuant à vouloir indexer le prix de son gaz sur ceux des différents bruts de référence, dans l'espoir évident de voir revenir les prix officiels à un niveau avantageux pour elle.

L'Algérie avait toujours refusé de vendre son gaz en dehors de contrats à long terme. Sa politique évolue. Elle pratique depuis 1986 des ventes « spots », avec l'Allemagne fédérale notamment, et se dispose à le faire avec des compagnies américaines, comme elle a conclu avec le Japon un accord pour des ventes ponctuelles en période de forte consommation.

Elle cherche également de nouveaux débouchés, pour essayer de maintenir le niveau de ses rentrées en devises. Elle a signé un nouveau contrat avec la Yougoslavie qui doit entrer en vigueur en 1988, et négocie avec la Grèce, le Brésil, la Turquie et le Portugal. Mais ces pays sont de petits consommateurs.

L'Algérie regarde donc de nouveau vers les Etats-Unis. Elle avait perdu entre 1983 et 1985 ses trois clients américains : El Paso, Panhandle et Distrigas-Boston. Les tractations avec Panhandle ont permis d'arriver à un compromis en septembre 1986 : la SONATRACH a reçu 200 millions de dollars en dédommagement pour le gaz non enlevé et 11 % du capital de la société, soit l'équivalent de 265 millions. Panhandle étant également distributeur, les négociations continuent pour réussir à commercialiser d'importantes quantités de gaz sur le marché américain, gros consommateur.

Vendeur d'un côté, la SONATRACH se retrouve, à l'autre bout de la chaîne, acheteur et distributeur. Cette pratique, en rupture totale avec le passé commercial de l'Algérie, s'inscrit logiquement dans la continuité de la nouvelle politique d'ouverture pragmatique voulue par le président Chadli.

F. F.

Le pétrole vert au lieu de l'or noir

(suite de la page 31.)

Cette année, elles sont fixées à 108 milliards (63 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 45 milliards pour les dépenses d'équipement).

L'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle sont les plus gros consommateurs avec une part globale de 21,4 milliards de dinars, soit plus du tiers du budget de fonctionnement total. L'explication est simple : 45 % de la population a moins de 14 ans et le taux de scolarisation – officiel – dépasse 90 %. Le secteur de la santé (10,5 milliards de dinars) progresse au même rythme que les dépenses d'éducation, conséquence directe de la démographie galopante et des récentes mesures adoptées pour limiter la mortalité infantile (*le Monde* du 19 février 1987). Le très fort taux d'accroissement démographique, estimé officiellement à 3,06 % par an (le recensement de cette année évalue à près de 23 millions la population algérienne), a donc des conséquences dramatiques pour les finances de l'Etat, d'autant plus que, pour la deuxième année consécutive, il est supérieur à la croissance économique.

Des secteurs prioritaires

Le budget d'équipement ne progresse pas par rapport à 1986. 22 % des 45 milliards de dinars sont consacrés à l'agriculture et à l'hydraulique, secteurs désormais prioritaires. L'Algérie consacre 30 % de ses importations à l'achat de produits agro-alimentaires, car la production nationale ne couvre que 40 % des besoins en céréales, 30 % pour le lait et les légumes secs et 75 % pour les viandes rouges.

Les recettes budgétaires, dans leur ensemble, ont été arrêtées à 96 milliards de dinars, en augmentation de 6 % par rapport à 1986. Les recettes de la fiscalité pétrolière baissent encore, cette année, ne dépassant pas 22 milliards de dinars (7,5 % du PIB), alors qu'elles atteignaient 29 milliards l'an passé, et 47 en 1985. En contrepartie, plusieurs mesures ont été décidées pour améliorer les recettes fiscales ordinaires, qui devraient atteindre 74 milliards de dinars contre 62 milliards en 1986.

Parallèlement, de nouvelles sources de revenus ont été créées : impôt sur les constructions individuelles dont le coût est supérieur à 2 millions de dinars, cet impôt pouvant atteindre 50 % de la valeur totale ; augmentation de certains droits de douane ; taxation des biens importés par les immigrés lors de leur réinstallation au pays ; renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ; augmentation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; contribution obligatoire des entreprises publiques au budget de l'Etat.

Cette année encore, les recettes ne couvrent pas les dépenses. Le déficit budgétaire prévu est de 12 milliards de dinars. Moins important qu'en 1986 puisqu'il avait été fixé à 14 milliards par la loi de finances complémentaire. Cependant, il semble que le décalage entre le chiffre officiel et la réalité soit important. Les calculs pour 1986 avaient été faits sur la base d'un baril à 17,5 dollars, alors que le prix moyen n'a pas dépassé 15 dollars, entraînant un déficit budgétaire réel plus proche de 20 milliards de dinars que de 14 milliards.

Pour sa part, le plan annuel consacre 89 milliards de dinars à l'investissement, soit 3 milliards de moins qu'en 1986. Mais surtout, il est loin d'être en concordance avec le deuxième plan quinquennal (1985-1989), auquel on ne fait quasiment plus référence, et qui prévoyait un volume global d'investissements de 550 milliards de dinars, en accroissement de 37 % par rapport au plan précédent. Le plan quinquennal étant définitivement hypothéqué, les investissements concernent en priorité les projets qui n'ont pas, ou peu, besoin du recours à l'étranger. Les autres continuent d'être gelés ou différés, qu'ils soient inscrits au plan, comme le métro d'Alger, ou non.

Vie chère et chômage

L'espoir de pouvoir contenir l'inflation à 8,5 % en 1986 ne s'est pas réalisé. La suppression de certaines subventions habituellement accordées à des produits de grande consommation, l'application du statut général du travailleur (SGT), véritable grille des salaires à l'échelle nationale, ont eu des conséquences inflationnistes. Finalement proche de 18 % en 1986, l'inflation ne diminuera pas cette année, qui voit le retour à une certaine vérité des prix. Les ménages en font les frais, et la cherté de la vie touche maintenant toutes les classes sociales, déjà affectées par la dégradation du marché de l'emploi, qui va s'accentuant.

Le service militaire de deux ans, la durée croissante des études et la place de la femme confinée au foyer dans la société musulmane ne suffisent plus à compenser le flux des nouvelles générations. Chaque année, près de 400 000 jeunes débarquent sur le marché du travail, qui ne peut, dans le meilleur des cas, en absorber plus de 150 000. Les embauches sont interrompues dans la fonction publique depuis plus d'un an, et de nombreux licenciements interviennent dans l'administration, dans les sociétés nationales, priées de retrouver une productivité normale, ainsi que dans les sociétés de wilayas (départements). Le dernier chiffre connu remonte à 1984, où le taux de chômage affiché officiellement atteignait 17 % de la population active.

A court terme, aucun secteur n'est en mesure de compenser la baisse des recettes pétrolières et gazières. Même l'agriculture, qui s'est vu accorder la priorité absolue depuis le Ve congrès du FLN, en décembre 1983, n'est pas exportatrice de manière significative. Bien sûr quelques primeurs et agrumes commencent à arriver sur le marché français, mais les quantités sont faibles et les prix fortement subventionnés. C'est ainsi que l'hiver dernier on pouvait acheter à Paris des oranges algériennes à 7 F le kilo, alors qu'elles étaient vendues à 25 dinars (31 FF) sur les marchés algérois.

Prix incitatifs

Cependant, les efforts consentis commencent à porter leurs fruits, et l'énergique ministre de l'agriculture, M. Kasdi Merbah, a toutes les raisons d'être satisfait des premiers résultats de sa nouvelle politique. En 1985, l'agriculture algérienne a enregistré sa meilleure performance depuis l'indépendance, avec une progression de 25 % par rapport à l'année précédente, plutôt morne.

Ce bond spectaculaire n'est pas à mettre uniquement au compte d'une pluviosité exceptionnelle. Il est également dû à l'amélioration réelle de l'encadrement et de l'équipement, ainsi qu'aux prix consentis à la production, incitatifs pour des agriculteurs qui avaient oublié que leur secteur pouvait être rentable. Ce score remarquable a été atteint grâce à plusieurs productions records : céréales (en augmentation de 114 %), pommes de terre (+ 74 %), œufs (+ 70 %). Les résultats de 1986, sans être du même niveau, sont encourageants : l'indice de la production agricole a augmenté de 6 %, et celui de cette année devrait être comparable.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, l'Algérie n'a pas importé de pommes de terre ni d'œufs en 1986. Certes, il reste beaucoup à faire, et l'agriculture algérienne souffre de nombreux handicaps. La surface agricole utile (SAU) ne représente que 3 % des 2,4 millions de kilomètres carrés du territoire national, et les meilleures terres sont dans le Nord, la zone la plus urbanisée. La bande littorale fertile a été grignotée par le béton.

La mise en valeur des terres non encore exploitées est une priorité du gouvernement, qui prévoit d'octroyer aux Algériens qui en font la demande quelque deux millions d'hectares d'ici à l'an 2000, afin d'augmenter d'un tiers la SAU. L'objectif étant de tendre le plus rapidement possible vers l'autosuffisance alimentaire et de remplacer l'or noir par ce que l'on appelle déjà le « *pétrole vert* ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

ENTREPRISES:
LES PIÈGES DE LA COMMUNICATION INTERNE
SCIENCE & VIE SEPTEMBRE
ÉCONOMIE

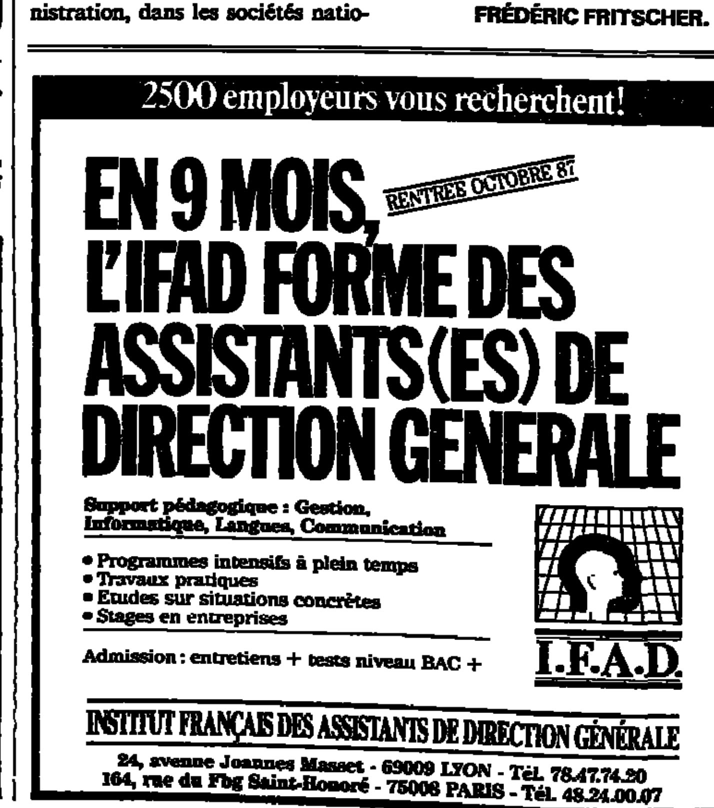
Collection
Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

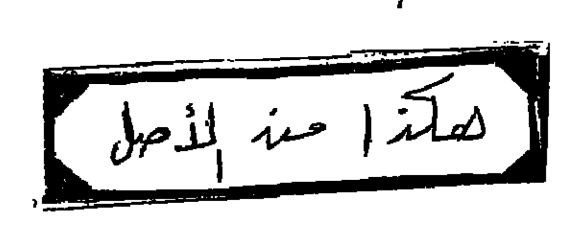
Le Monde sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Les bourses du monde
36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde
DIRIGEANTS
à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...
Retrouvez chaque semaine dans *le Monde* du mercredi daté jeudi la rubrique d'offres d'emploi consacrée aux cadres de haut niveau.
Le Monde : Point de rencontre des grandes ambitions



IAE
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
C.A.A.E.
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises
D.E.S.S. Diplôme National de 3e cycle
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel
CADRES D'ENTREPRISE
La formule adaptée à vos besoins
☎ 45 54 40 10 M.C. SCAGLIA 45 57 62 52
ÉTUDIANTS
La formation complémentaire indispensable
☎ 45 54 40 10
Test d'entrée le 26/9/87 - Inscriptions avant le 10/9/87
LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE







La chronique de Paul Fabra

Vers le plein-emploi aux Etats-Unis ?

AU début de cette année, on aurait sans doute encore trouvé une majorité d'économistes aux Etats-Unis pour annoncer comme probable une récession dans les dix-huit mois à venir. La plupart d'entre eux en tout cas tablaient sur un ralentissement sensible de l'activité à partir du second semestre de 1987. Or rien de tel *n'est en vue*.

Tout semble indiquer au contraire que, dans son ensemble, l'Amérique n'a probablement pas connu depuis de nombreuses années une prospérité aussi grande. Démentant tous les pronostics, les consommateurs achètent, et achètent beaucoup, les entreprises font des profits confortables, parfois énormes, l'inflation qui relevait la tête pendant les premiers mois de l'année s'est calmée, et surtout on est en train de redécouvrir un phénomène que l'on croyait disparu pour *longtemps encore : il est de nouveau* question d'un pénurie de main-d'œuvre.

L'observation quotidienne comme de nombreux témoignages directs en provenance des régions les plus diverses, y compris celles les plus sévèrement touchées par la crise des secteurs en perte de vitesse, confirment les indications *données par les statistiques. L'économie* américaine, malgré les licenciements parfois importants auxquels procèdent toujours de grands groupes industriels, continue à créer des emplois à un rythme rapide : plus de 160 000 pour le seul mois de juillet. Les pancartes *« Help wanted »* se multiplient à la devanture des magasins, des restaurants, des ateliers. *Business Week* en a fait le titre de sa couverture dans son numéro paru le 10 août. Les Américains, malgré un climat général qui reste très marqué par le scepticisme *et l'inquiétude, se demandent* s'ils ne doivent pas changer leurs schémas de référence.

C'est à un exercice de ce genre que l'article auquel il vient d'être fait allusion invitait ses lecteurs. Fini le temps où l'arrivée sur le marché de l'emploi de générations moins nombreuses, comme comme c'est encore le cas en France ou ailleurs, était saluée comme la promesse d'une diminution du chômage. *« La faible croissance de la population en âge de travailler,* écrivent les auteurs de l'article, *va faire entrer les Etats-Unis dans une période de rareté de la main-d'œuvre qui pourrait bien durer jusqu'au début du siècle prochain, quand la modeste reprise de la natalité en cours fournira à nouveau un plus grand nombre de jeunes travailleurs. »*

Avec un taux de chômage de 6 %, les Etats-Unis *s'approchent d'une situation* qu'on est tenté de qualifier de plein-emploi. Il n'existe pas pour celui-ci de définition statistique objective, bien que les experts américains se soient pendant longtemps risqués d'en donner une, estimant qu'un taux de 4 % du chômage correspondait à l'absence à peu après complète de demandes de travail non *satisfaites. Ce pourcentage de 4 % est* d'ores et déjà atteint dans trente des plus importantes agglomérations urbaines du pays.

TEL est le résultat, disent les partisans de Reagan, d'une expansion qui dure depuis cinq ans pendant laquelle 12 millions d'emplois ont été créés (mais 5 millions avaient été supprimés par la récession précédente). Ce à quoi les adversaires de l'administration républicaine, et ils sont nombreux, répondent comme ils le font depuis plusieurs années (mais peut-être aujourd'hui avec un peu moins de conviction) : la désindustrialisation a détruit des centaines de milliers d'emplois bien payés, disons entre 25 000 et 35 000 dollars (entre 150 000 et 210 000 francs au cours du change actuel) correspondant à des gains horaires de 12 à 17 dollars ; pendant ce temps, on a créé des millions de nouveaux emplois dans le commerce de détail et les services où les salaires se situent plutôt entre le minimum légal de 3,35 dollars et 6,5 dollars environ.

Il semble en réalité qu'une détérioration du montant moyen des rémunérations soit beaucoup moins nette qu'on le disait il y encore deux ou trois ans. En tout cas, que le débat sur ce thème se poursuive sans conclusion tendrait à *prouver qu'on ne dispose pas de données* incontestables permettant de le trancher.

Mais les calculs en moyenne n'ont pas la portée qu'on leur prête, surtout dans ce domaine. Que des emplois aient pu être offerts à des millions de gens qui n'en avaient jamais eu d'aussi rémunérateurs auparavant doit être considéré comme un gain absolu. Ce n'est pas seulement du Mexique et des autres pays d'Amérique latine, mais d'Afrique, du Moyen-Orient, du Pakistan, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de la Corée, etc. que les immigrants ont afflué aux Etats-Unis, poussés par rien d'autre que le besoin de travailler et la quasi-certitude de pouvoir le faire à New-York, à Chicago, à Atlanta, ou à Los Angeles. *Il n'existe* plus, et de très loin, de pôle d'attraction comparable dans le monde depuis que l'Europe occidentale n'est plus capable de jouer ce rôle.

Il n'est pas niable non plus que la population noire américaine a participé au mouvement, et sans doute de façon décisive, pour préparer la voie à son intégration plus complète dans la vie économique. Mais les études sur ce point restent fragmentaires. Il reste que l'insuffisance du système éducatif, *dénoncée tous les jours par* la presse, frappe particulièrement les Noirs et que c'est parmi eux que le chômage continue d'atteindre des proportions alarmantes, parfois supérieures à 30 % pour les jeunes.

Dans le centre des Etats-Unis, où sévissait une crise agricole particulièrement grave, les choses sont aussi en train de s'améliorer. Globalement, les fermiers devaient aux banques américaines environ deux fois plus que ne leur doit l'Amérique latine (200 milliards de dollars contre 100 milliards environ). Mais les plus endettés des agriculteurs ont disparu par faillite. Beaucoup d'autres ont amélioré leur situation. *Ceux qui ont su garder une situation* financière saine ont reconstitué leurs liquidités. Les prix des terres, qui avaient baissé de plus de moitié depuis 1980, commencent doucement à remonter.

IL est vrai qu'on n'ose pas encore trop se prononcer sur la solidité de ce renouveau, perceptible dans la plupart des Etats naguère sinistrés de l'agriculture. L'amélioration constatée ne serait-elle pas due pour l'essentiel aux énormes subventions versées aux agri*culteurs (quelque 25 milliards de dollars* par an) ? Ce montant représenterait plus de la moitié des bénéfices nets de la profession.

Mais les marchés se ressaisissent, et certains se plaignent déjà des obstacles que la récente loi sur l'immigration — *« un véritable monstre juridique qui avantage les clandestins au détriment de ceux qui étaient restés en règle »* — impose à la venue de nouveaux travailleurs.

A la faveur de ces résultats et de la *hausse de la Bourse, l'espoir est en train* de renaître. L'économie américaine pourrait conserver intact son dynamisme retrouvé pendant plusieurs années encore, soutiennent les optimistes. Leurs pronostics ont-ils plus de chance de se vérifier que ceux en sens contraire formulés naguère ? D'où pourraient venir les menaces ? Il en est quatre qui reviennent dans la bouche de la quasi-totalité de nos interlocuteurs.

1) Une soudaine détérioration des relations avec les Japonais, à la suite par exemple du vote par le Congrès du projet de loi hautement protectionniste déposé par un parlementaire démocrate. Mais le président, ajoute-t-on, opposera certainement son veto.

2) L'européanisation du marché de l'emploi. Profitant de la position dominante qu'il occupe au Sénat en présidant la commission dite du travail et des ressources humaines, Ted Kennedy réussira probablement à faire voter (les démocrates ayant désormais la majorité dans les deux Chambres) un certain nombre de lois sociales dont l'adoption pourrait marquer la fin d'une longue période caractérisée par une indéniable prépondérance patronale, et, disent les adversaires de ces différents projets, introduire dans l'économie américaine les rigidités dont les Européens ont tant de *mal à se débarrasser.*

PARMI les projets qui ont le plus de chance d'être votés, citons notamment une hausse de 40 % du salaire minimum (resté inchangé depuis 1981) ; l'obligation faite aux entrepreneurs de notifier soixante jours à l'avance tout licenciement (toutefois, beaucoup d'exceptions sont prévues à cette règle) ; l'obligation faite à toutes les entreprises d'assurer un plan d'assurance-maladie obligatoire pour leur personnel (37 millions de salariés américains ne disposent pas de cette garantie), sauf à partir du moment de leur retraite.

La nouvelle loi frapperait surtout les petites et moyennes entreprises qui se créent en grand nombre, car la plupart des grandes assurent déjà leurs employés.

3) Une crise bancaire, car la fragilité des établissements financiers reste grande. Les grandes entreprises s'adres*sent désormais directement au marché* financier, et les banques ont pour clientèle les emprunteurs les moins solides.

4) Une nouvelle crise du dollar. ■

BIBLIOGRAPHIE

Jean Saint-Geours, amoureux de la complexité

JEAN SAINT-GEOURS aime les titres provocants. Peu après mai 1968, il écrivait un ouvrage intitulé *Vive la société de consommation!* Voici qu'il fait l'éloge de la complexité à l'heure où les citoyens et les pouvoirs sont ballottés par des interdépendances qu'ils ne maîtrisent plus. Notre auteur adopte, au fond, la démarche marxiste : l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre et se veut résolument optimiste. Puisque tout devient plus complexe, appliquons-nous, le moins mal possible, à trancher les nœuds gordiens ou à bien manœuvrer avec les « systèmes ».

Jean Saint-Geours n'a pas de mal à nous prouver que le monde devient de plus en plus difficilement gouvernable, *mais ce n'est* pas la faute des « publicrates » (politiciens et fonctionnaires) précisément engendrés par la complexité, dont les sphères sont de plus en plus grosses... Les villes deviennent monstrueuses (pourquoi Mexico n'est-il pas cité ?), le champ de solidarité s'étend jusqu'à des risques de rupture financière, et dans le domaine de la production, la « gouvernance » (Jean Saint-Geours préfère ce mot à « management » et il a raison) est plus subtile.

Comment réagissent les Français face à la complexité ? Notre auteur repère trois esprits : l'« esprit d'atelier » qui se ramène soit à l'esprit d'équipe soit à l'esprit de clocher, l'« esprit de hiérarchie », (encore pyramidal, plus qu'on ne le croit), qui est en contradiction avec l'autre et l'« esprit d'administration », *qui* est la propension à recourir aux textes et aux structures pour résoudre les problèmes de la « gouvernance ». *Il peut y avoir* heureusement un « bon usage » de ces tendances fondamentales, et l'optimisme de Jean Saint-Geours reprend là, le dessus. *Il aurait pu* nous épargner cependant le chapitre sur « les sources mythiques et historiques des trois esprits », en sublimant — comme *Auguste* Comte qu'il ne nomme pas — le chiffre « 3 ».

Sur le registre international, enfin, d'excellentes pages. Jean Saint-Geours fait une proposition concrète pour l'administration du système monétaire et met en relief le bon choix pour les pays en développement : acquérir progressivement les structures suffisamment solides pour se permettre soit de participer aux relations économiques mondiales avec l'autonomie nécessaire, soit de *refuser* cette interdépendance.

Le débat sur la complexité bien relancé par Jean Saint-Geours est passionnant, et notamment s'il porte sur le rapport coût-bénéfices. La « complexification » du monde est une *donnée* et elle est apparue très riche de sens à un homme comme Pierre Teilhard de Chardin qu'on aurait aimé voir cité dans ce livre. Elle a une face moins positive, évoquée par notre auteur à la fin, mais qui mériterait d'amples développements : l'inéluctable progression de la *« société duale »*, due à la complexité de notre organisation économique et sociale qui contribue à *« expulser »* de la société les individus qui ne sont pas en mesure d'en comprendre et d'en vivre les règles.

L'Éloge de la complexité ne *devrait pas en tout cas élargir* la cohorte, déjà trop nombreuse, de ceux qui disent : *« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? »*

PIERRE DROUIN.

★ *L'Eloge de la complexité,* Editions Economica, 194 pages. 75 F.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

FORMATION SPÉCIALISÉE EN GESTION FINANCIÈRE

• Cycle de formation supérieure hors temps ouvrable (une soirée par semaine et un samedi sur deux) comprenant les cours de :

- Diagnostic financier
- Politique financière
- Evaluation et opérations en capital
- Applications informatiques en gestion financière
- Principaux circuits de financement des entreprises
- Relations banques-entreprise
- Stratégie financière.

• Réservée aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grande école)

Durée : 125 heures   Début des cours : le 6 novembre 1987

PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Dossiers de candidature :

CHAIRE DE FONCTIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DES ENTREPRISES

2, rue Conté, 75003 PARIS
Téléphone : 42-78-96-58.
42-71-24-14, poste 505

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau.
7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 3e session 14 septembre 87.
Inscriptions immédiates.
Tél : 47 66 84 22

4 OPTIONS :
Finances et contrôle de gestion
Marketing et commerce international
Gestion des ressources humaines
Management de la qualité

Nom ______
Age ______
Diplôme ______
Adresse ______

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3e cycle de Management Avancé.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement prive d'enseignement supérieur



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Août 1987

Emprunt à taux fixe : 1 milliard de Francs
soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 910 F
Taux nominal : 9,90 %
Taux de rendement actuariel brut : 10,15 %
Durée : 15 ans
Amortissement en trois tranches égales à partir de la treizième année.

Emprunt à taux révisable : 1 milliard de Francs
soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 943 F
Taux d'intérêt du 1er coupon : 8,735 %
payable le 14 septembre 1988
Coupons suivants : le taux d'intérêt annuel, fixé un an avant chaque échéance, sera égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations pour les mois de Juin et Juillet précédant la fixation du coupon, diminué d'une marge de 0,60 % l'an.
Durée : 12 ans
Amortissement in fine.

Modalités communes aux deux emprunts :
Jouissance, règlement : 14 septembre 1987
Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Agents de Change et des Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 87-313 du 27/08/87) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.



Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

LES DIPLÔMES EUROPÉENS EXISTENT DÉJÀ

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE SEPTEMBRE

Destiné à encourager la recherche universitaire*

LE PRIX DU CREDIT NATIONAL

(1er prix : 25 000 F ; 2e prix : 15 000 F)

sera décerné, comme chaque année, en 1987

Il récompensera deux études originales portant sur les entreprises, la finance ou l'économie industrielle

Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

Crédit National 

Secrétariat du Prix
Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises
24, rue Saint-Dominique — 75700 Paris

Date limite de dépôt des candidatures : 1er novembre 1987

* Les étudiants de 3e cycle d'une Université française et les élèves des écoles françaises de gestion de 2e cycle peuvent se porter candidats. Les anciens étudiants ayant cessé de remplir ces conditions peuvent également concourir s'ils ont obtenu leur diplôme entre le 1er novembre 1984 et le 31 octobre 1987.

Economie

M. Balladur au « Club de la presse »

« Je crois plus en l'homme qu'en l'Etat »

Confirmant son intention de privatiser une compagnie nationale d'assurances en décembre prochain, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a par ailleurs profité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, pour présenter un bilan plutôt satisfaisant de la conjoncture économique française. Il a indiqué que « *notre croissance sera* [en 1987] *inférieure à 2 %, et la hausse des prix supérieure à 3 %* ».

Interrogé sur la situation de l'économie française dix-huit mois après son arrivée rue de Rivoli, M. Edouard Balladur a souhaité éviter tout « *sentiment d'euphorie* ». « *Dans la conjoncture actuelle, il y a des éléments favorables. Pour d'autres, nous n'en sommes qu'à la moitié du chemin* », a-t-il expliqué.

Parmi les points positifs, le ministre d'Etat a évoqué « *la baisse du déficit budgétaire, réduit de 45 milliards de francs en deux ans* », (...) « *la réduction des impôts* », évaluée aujourd'hui par lui à 62 milliards de francs. « *L'investissement va mieux* », sur le front des prix, « *la désinflation est en marche* » selon M. Balladur, qui a rappelé que l'écart avec l'Allemagne fédérale était passé, en cinq mois, de 3,9 points à 2,7 points.

Le ministre d'Etat a cependant reconnu que les ambitions affichées par le gouvernement pour 1987 ne pourront pas être réalisées. « *Notre croissance sera inférieure à 2 %, la hausse des prix supérieure à 3 %* », a-t-il annoncé. L'emploi et le commrce extérieur sont aussi deux points noirs persistants.

Difficulté à vendre

A propos de l'emploi, le ministre d'Etat a déclaré que « *les choses vont mieux depuis trois mois ; le nombre des chômeurs a diminué de plusieurs dizaines de milliers* ». Le déficit du commerce extérieur traduit notre « *difficulté à vendre* ». « *Depuis 1980, nous avons perdu plus de 10 % de nos marchés, ce qui représente 100 milliards de francs, soit 2 points de production* », a indiqué M. Balladur.

Pour expliquer la conjoncture économique actuelle et les révisions d'objectifs qu'elle entraîne, le ministre de l'économie a invoqué le problème de la durée. « *Sur la cohabitation, on a dit une chose juste : c'est que deux ans, c'est moins bien que cinq ans.* » Il a aussi rappelé que « *beaucoup de pays étrangers révisent leurs perspectives de prix en hausse et de production en baisse.* »

Constatant que « *les Français ne sont pas très sensibles* » aux baisses d'impôts (de 7 % en deux ans), le ministre de l'économie a reconnu que, « *dans le même temps, la situation de la Sécurité sociale a nécessité des mesures d'augmentation de cotisations, des impôts nouveaux qui représentent* [pour les particuliers] *l'équivalent de cette somme* ». S'il qualifie d'« *excellent notre système de protection sociale* », le ministre d'Etat estim qu'« *il coûte cher en raison du chômage* » : « *Réduire le chômage de cent mille personnes représente ainsi une possibilité de récupérer 8 milliards de recettes en plus ou de dépenses en moins.* »

« *Réconforté par l'intérêt que suscitent* » les privatisations, le ministre compte poursuivre son programme, « *de manière raisonnable (...). Mon intention est de privatiser une compagnie d'assurances en décembre* ». Mais le ministre, qui avait annoncé, en septembre dernier, la mise en vente des AGF, n'a pas encore fait son choix sur le premier assureur qui sera finalement privatisé. « *J'ai décidé*, a dit M. Balladur, *pour ne faire aucune injustice, de désigner lundi les banques conseils qui auront pour mission d'examiner la situation de l'UAP. Je ferai mon choix* [entre l'UAP et les AGF] *fin septembre.* » Il n'exclut pas de privatiser les deux d'ici à mars prochain.

A propos du débat sur la répartition des plus-values potentielles des compagnies d'assurances, M. Balladur a expliqué qu'il avait « *appliqué les recommandations de M. Mayoux et au-delà...* » « *Les assurés auront 60 % des plus-values, les actionnaires 40 %.* » Indiquant que le « rapport » de M. Mayoux, en fait « *une lettre de six ou sept pages* », serait désormais « à la disposition du public », le ministre de l'économie, en tant que responsable de l'épargne, a dit aux assurés : « *Vous pouvez être tranquilles* » ; aux actionnaires : « *Vos droits seront préservés* ».

« Croyez-vous que j'aie cinquante-deux amis ? »

Toujours sur les privatisations, M. Balladur s'est défendu d'avoir cédé les entreprises nationales à des amis politiques. « *Dans les noyaux durs, il y a 52 entreprises ou groupes. Croyez-vous que j'aie cinquante-deux amis ?* », a demandé le ministre, ajoutant à ce sujet : « *Quand je le peux, je diversifie le plus possible. Jusqu'à présent, j'ai fait en sorte qu'aucun groupe n'ait plus de deux participations.* »

« *Le débat sur l'investissement perd de son acuité* », a, par ailleurs, estimé M. Balladur, qui a décidé de créer « *une commission mixte pour étudier s'il y a matière à revoir la durée des amortissements* », vant d'annoncer la publication prochaine d'un livre sur les privatisations et dont le titre sera *Je crois plus en l'homme qu'en l'Etat*.

Eviter l'euphorie

UN ministre d'Etat qui garde la maison en l'absence du premier ministre et qui a les yeux fixés sur l'horizon 88, l'année des élections, ne peut que dresser un bilan positif de son action. M. Balladur a l'art de le faire sur un ton qui ne suscite pas la polémique.

Les points positifs pour lui ne manquent pas. Les impôts ont diminué tant pour les particuliers que pour les entreprises. L'inflation est bien contenue, même s'il faut admettre enfin que les prix augmenteront de plus de 3 % cette année. On avait prédit pire avec la suppression de toute réglementation intervenue dès la fin de 1986. Le déficit budgétaire et la dette publique vont se réduisant. Enfin, l'investissement semble reprendre.

« *Il reste, il est vrai, la situation de notre commerce extérieur* », reconnaît tout de même le ministre d'Etat, sur le ton du lion de la fable susurrant qu'il lui est arrivé quelquefois de manger le berger. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un paramètre quelconque dont les effets seraient sans importance pour l'ensemble de l'économie.

La balance commerciale est d'abord le signe de la capacité productive d'un pays. Le fait que, pour la première fois cette année, les échanges industriels de la France se trouvent en déficit devrait interdire à M. Balladur de parler d'amélioration. La situation est grave et il faut le dire. Les entreprises françaises ne sont pas compétitives et le déséquilibre commercial est devenu chronique. L'emploi — autre point noir admis par le ministre — en souffre. En souffre aussi la confiance que les partenaires commerciaux peuvent avoir dans les capacités de redressement de la France. Les points positifs soulignés par le ministre d'Etat risquent de leur sembler précaires.

La réduction des déficits, la baisse des impôts, cela relève certes d'une volonté politique. Mais le gouvernement a été grandement aidé dans cette voie par les rentrées fiscales supplémentaires que lui a procuré le brusque effondrement des cours du pétrole qui a réduit les coûts des entreprises. Cette circonstance ne se renouvellera sans doute pas.

On ne saurait donc pour l'instant parler que d'embellie. Comment, au demeurant, se faire trop d'illusions quand M. Balladur lui-même annonce que la croissance « *sera sans doute légèrement inférieure à 2 %* » en 1987 alors qu'en début d'année, il espérait 2,8 %. Chacun sait qu'il en faudrait plus (au moins 3 %) pour que le pays — ses entreprises — crée plus d'emplois qu'il n'en est détruit. Nous n'en sommes pas là et le chômage continuera de peser sur les comptes sociaux dont le rééquilibrage nécessite des ponctions. Aussi élevées de l'aveu même du ministre, que les diminutions d'impôts. Il est vrai que là, ce sont les ménages qui en feront les frais: On comprend que M. Balladur ait commencé son exposé en affirmant qu'il fallait éviter tout sentiment d'euphorie.

FRANÇOIS SIMON.

La privatisation des compagnies d'assurances

Hésitations

« *Mon intention est de privatiser une compagnie d'assurances* » en décembre. M. Edouard Balladur, en rappelant, dimanche soir 30 août, ses intentions, veut mettre fin à la rumeur, insistante dans les milieux financiers, selon laquelle il aurait abandonné son projet de rendre au privé les sociétés d'assurances (UAP, AGF et GAN).

Deux séries de raisons avaient été invoquées pour accréditer cette idée. Tout d'abord, la polémique née autour des restructurations en cours des compagnies d'assurances avait amené certains à estimer difficile l'opération de privatisation. M. Balladur a profité du « Club de la presse » d'Europe 1 pour faire une mise au point à ce sujet. Selon le ministre, les opérations de transferts de portefeuille et de répartition des plus-values potentielles entre assurés et actionnaires sont réalisées dans la « *transparence* » souhaitable en ce domaine.

Pour apprécier les projets de transferts auxquels il doit donner son agrément, il avait demandé à M. Mayoux, l'ancien président de la Société générale, de lui définir des critères précis. Un rapport « oral » fait au ministre d'Etat avait permis à ce dernier de donner aux responsables des sociétés d'assurances des recommandations, de manière à aller au-delà du « schéma » Mayoux. Celui-ci était cependant resté « secret ». Par souci de transparence, M. Balladur a annoncé, dimanche : « *Si quelqu'un veut la lettre de M. Mayoux* [une lettre de six ou sept pages], *je la tiens à votre disposition de la façon la plus claire.* »

Selon le ministre d'Etat, la répartition de 60 % des plus, values latentes en faveur des assurés et de 40 % en faveur des actionnaires est juste, pour les uns comme pour les autres. Cet aspect du problème ne serait plus, à ses yeux, un obstacle à la privatisation d'une société d'assurances.

Un autre facteur avait alimenté la rumeur d'un nouveau report : la course à la privatisation qui se joue aujourd'hui dans la banque. Après la Société générale, privatisée au début de l'été, les deux autres grandes banques (la BNP et le Crédit lyonnais) multiplient les pressions pour être à leur tour privatisées. Rue de Rivoli, le choix apparaît difficile. Sur le plan financier, il serait préférable de vendre d'abord la BNP. Sur le plan politique, certains s'interrogent sur la capacité de « nuisance » politique de M. Jean-Maxime Lévêque, le président du Crédit lyonnais, si sa banque n'était pas remise au privé avant les élections. L'une et l'autre des deux banques craignent enfin si elles restent publiques d'être handicapées par rapport aux deux autres privatisées.

M. Edouard Balladur veut donc privatiser une société d'assurances, Mais il n'a pas encore arrêté son choix. Il le fera en septembre. Décidément, sur ce dossier, le ministre manque un peu d'assurance.

E. I.

Un bilan des dix premières sociétés privatisatisées

Les cours des entreprises industrielles ont plus progressé que ceux des banques

Dès le mois d'octobre, la Compagnie financière de Suez et Matra marqueront le début de la deuxième vague de privatisations, à laquelle s'ajouteront, peut-être, une compagnie d'assurances au mois de décembre et une autre l'an prochain, a annoncé le ministre des finances, M. Edouard Balladur. A quel prix seront vendus les titres, et surtout comment attirer les actionnaires dans un marché boursier plutôt incertain ? Autant de questions qui se posent après les performances des dix premières sociétés privatisées.

A l'évidence, il semble que l'euphorie des débuts ait largement disparu, et que les valeurs financières soient plus touchées par cette désaffection que les industrielles.

Tout d'abord, la prime à l'émission, c'est-à-dire le gain enregistré le premier jour de cotation par rapport à l'offre publique de vente (OPV), a largement diminué au fil des introductions. Ainsi, pour les trois dernières, l'Agence Havas, la Société générale et TF 1, les plus-values réalisées au premier jour ont été inférieures à 10 % (voir tableau), contrairement à leurs devancières. Le record est détenu par la Sogénal avec une hausse de 80 %.

Deux explications sont avancées pour justifier cet essoufflement. L'une est paradoxale. Elle résulte du succès des premières OPV, avec pour conséquence le nombre de titres reçus par chaque actionnaire. Les extrêmes étant la Banque des travaux publics (BTP), une action, et la Banque industrielle et mobilière privée (BIMP), une action et demie. Quand le souscripteur s'est vu attribuer ses dix titres demandés, comme ce fut le cas pour TF 1, la Société générale, la Compagnie générale d'électricité (CGE) et le Crédit commercial de France, il s'est interrogé Le placement a-t-il été un échec puisqu'on en cède de telles quantités ? Les petits porteurs, alors, préfèrent vendre plus rapidement leurs titres. Le retour de papiers lors des premiers jours de cotation a été nettement supérieur pour les dernières privatisées. Le cours monte donc beaucoup moins.

A ce phénomène psychologique s'ajoute une autre raison plus pragmatique : ce ne sont pas les premiers cours cotés qui sont plus bas, mais les prix d'offres qui deviennent plus élevés au fur et à mesure des introductions. « *Saint-Gobain a été privatisé à un prix très attractif, tandis que la Société générale a été proposée à son prix* », estime un gérant de portefeuille. De même pour TF 1. Alors que la charge introductrice estimait à 140 F le prix de l'action, la Commission de la privatisatioion a arrêté le prix à 165 F.

Aux primes qui diminuent avec le temps, s'ajoutent des parcours boursiers très différents. La meilleure performance revient à Saint-Gobain qui se détache avec 58,8 % de hausse au 28 août par rapport à son prix d'offre. La firme bénéficie de l'intérêt du public pour les groupes industriels. Il en va de même pour la CGE, qui, après un départ relativement lent, s'octroie 18 % de mieux.

	Prix OPV (Offre publ. vte)	Date OPV	Nombre de titres reçus (par action.)	Nombre d'actionnaires (en millions)	Premier jour de cotation	Premier cours	Prime à l'émission	Cours au 28 août	Variation par rapport à OPV
Saint-Gobain ..	310	24-11-86	10	1,547	24 déc. 86	369	+ 19,0 %	492,50	+ 58,8 %
Paribas	405	19-01-87	4	3,804	12 févr. 87	480	+ 18,5 %	442	+ 9 %
Sogénal	125	09-03-87	6	0,850	9 avril 87	225	+ 80,0 %	134	+ 7,2 %
BTP .... (Banque des trav. publ.)	130	06-04-87	1	1,030	27 avril 87	176	+ 35,3 %	142	+ 9,2 %
BIMP .... (Bque indust. mobil. privée)	140	21-04-87	1,5	0,523	11 mai 87	170	+ 21,5 %	178	+ 27,1 %
CCF .... (Crédit commerc. France)	107	27-04-87	10	1,650	22 mai 87	125	+ 16,8 %	142,50	+ 33,1 %
CGE .... (Compag. génér. d'électric.)	290	11-05-87	10	2,237	3 juin 87	323	+ 11,4 %	344	+ 18,6 %
Agence Havas .	500	25-05-87	3	0,730	10 juin 87	540	+ 8,0 %	547	+ 9,4 %
Société générale .	407	15-06-87	10	2,298	9 juill. 87	432	+ 6,0 %	429,70	+ 5,5 %
TF1	165	29-06-87	10	0,415	24 juill. 87	178	+ 7,8 %	185	+ 12,1 %

Attirer le chaland

En revanche, les valeurs financières sont mal perçues par les actionnaires. Beaucoup les assimilent, souvent à tort, à des établissements qui pâtissent de la hausse des taux d'intérêts. Bien qu'ayant enregistré des scores appréciables dans un marché en baisse depuis la mi-mai, la Sogénal, la Société générale et la BTP sont revenues en dessous de leurs premiers cours cotés. Il en est de même pour Paribas. Sa récente augmentation de capital de 4 milliards de francs a également pesé sur les cours. Seuls, le CCF et la BIMP se sont distingués avec respectivement 33 % et 27 % de hausse. Le CCF en raison de l'intérêt qu'il suscite auprès de firmes récemment entrées dans son capital et la BIMP pour son caractère de banque spécialisée.

Comment donc séduire les petits porteurs en leur proposant encore une valeur financière, Suez ? D'autant que certains ne pourront s'empêcher de se référer aux performances boursières de Paribas. Quant à Matra, comme pour Havas, le futur acquéreur aura pour point de référence la lecture des cours déjà existants. Faudra-t-il pour attirer le chaland proposer un prix d'offre assez bas quitte à être accusé de brader les sociétés ? « *De toute façon*, affirme un connaisseur, *les privatisées trouveront toujours des acquéreurs chez les institutionnels ou chez les étrangers qui n'ont jamais reçu le nombre de titres demandés.* »

DOMINIQUE GALLOIS.

AGRICULTURE

Dans les Côtes-du-Nord

Après une mauvaise récolte de blé des agriculteurs accusent les semences

Il y a bien longtemps qu'une mauvaise récolte n'est plus imputable à la fatalité. Si l'année a été désastreuse, l'agriculteur veut en connaître les causes, afin d'être mieux armé, la saison suivante, pour répondre à de mauvaises conditions climatiques, à la multiplication d'insectes ou de champignons.

Dans les Côtes-du-Nord, les moissons en cours seront, de l'avis des cultivateurs, catastrophiques. Dès la fin du mois de juillet, ceux-ci avaient constaté que le blé présentait un aspect inhabituel : beaucoup d'épis n'avaient pas de grains. En conséquence, les rendements, qui atteignaient 100 quintaux à l'hectare dans certaines régions les années précédentes, ne dépassent pas 10 quintaux dans nombre d'exploitations.

Pour les agriculteurs, le coupable serait la semence, une variété dite « Moulin », qui, jusqu'alors, avait pourtant donné toute satisfaction. Le temps humide de cette année ne conviendrait pas à cette semence, pourtant présentée dans la notice publicitaire sous la mention : « *Donne d'excellents résultats en toutes conditions* ».

Aussi, près de six cents agriculteurs, coopératives et groupements, ont décidé de saisir la justice et, dans un premier temps, ils ont demandé au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris de désigner des experts. A l'audience du mardi 25 août, Me Marie-Aline Michel, conseil des agriculteurs, avait assigné toutes les coopératives et les entreprises intervenant dans la chaîne de distribution de la semence « Moulin » et notamment les établissements Florimond Desprez, représentant, en France de la société britannique National Seed Development Organisation, « obtempteur » de la variété, les sociétés Verneuil Semences, Prima Sem. Belloy, Menthéour, Sem Diffusion, Union Nickerson et CAF Apro.

Séparer le bon grain de l'ivraie

Sans s'opposer à la désignation des experts, les avocats de ces sociétés ont présenté des réserves et, parmi eux, Me Jacques Frouin s'est élevé contre les poursuites que les agriculteurs envisagent d'engager : « *Nous ne sommes pas une firme automobile, il n'y a pas d'obligation de résultat. On se plaint ici de mauvais rendements mais d'autres ont eu d'excellents résultats.* »

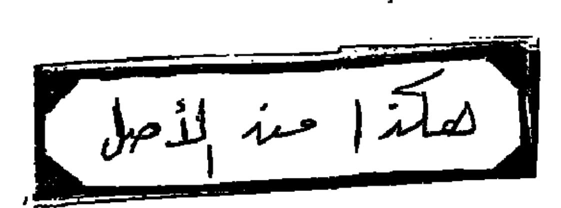
Les distributeurs de semences estiment que la variété « Moulin » ne peut être incriminée puisque, selon les situations géographiques et les conditions de culture, des résultats variables ont été obtenus. A leurs yeux les agriculteurs sont seulement victimes des conditions climatiques de cette année et les avocats des sociétés faisaient état de leurs craintes de voir se développer « *une affaire bretonne* » en souhaitant que le magistrat nomme un expert « *qui échappe au milieu local* ».

Jeudi 27 août, M. Jean-Marie Desjardin, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, désignait M. Joël Guiard, de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et M. Maurice Estevenon, expert agricole près la cour d'appel de Rennes. Ces deux spécialistes ont jusqu'au 1er janvier 1988 pour séparer le bon grain de l'ivraie puisque l'ordonnance précise qu'ils devront « *dans la mesure du possible, préciser l'origine des faits constatés (...) et en expliquer les causes* ».

Si les semences se révélaient responsables, les agriculteurs engageraient un prochès devant le tribunal de Paris et pourraient invoquer le « *vice caché* » ou la « *publicité mensongère* », deux notions juridiques délicates à manier en matière agricole et qui donneront lieu à de longs débats. Mais, d'ores et déjà, près de trois cents agriculteurs du Finistère envisagent de se joindre à la procédure.

MAURICE PEYROT.

Le Monde sur minitel
C'EST LA RENTRÉE :
CONSULTEZ VOTRE PORTEFEUILLE
36.15 TAPEZ LEMONDE



Economie

AFFAIRES

Le tribunal de commerce entérine le plan de restructuration

Les collectivités locales subventionneront les chantiers navals du Havre

ROUEN
de notre correspondant

Le plan de *restructuration* de la réparation navale au Havre, qui prévoit la fusion des anciennes sociétés en dépôt de bilan, ARNO (Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest) *et* la COGER (Compagnie générale d'entretien et de réparation), vient d'être entériné par le tribunal de commerce du Havre.

L'accord des juges consulaires était suspendu à celui donné, le 25 août, par la ville du Havre qui apportera *sa part au montage financier* de l'opération aux côtés d'autres collectivités, de la chambre de commerce et d'industrie du Havre, du conseil général de *Seine-Maritime et* du conseil régional de Haute-Normandie. Pendant trois ans, la région et le département apporteront chacun *2,5 millions de francs*, la ville du Havre 2 millions de francs et le CCI 0,5 million de francs, ce qui fait un total de 22,5 millions de francs. *Une aide de l'Etat s'élevant sur la même période* à 20 millions de francs est *prévue*.

La nouvelle société emploiera 140 personnes sur les 600 que comptaient encore les deux entreprises en 1986. Parallèlement, seront constituées deux entreprises pour la peinture (70 salariés) et la réparation des conteneurs (50 salariés). L'actionnaire *principal* sera un holding constitué par la SNACH (Société nouvelle des ateliers et *chantiers du Havre) avec 59 %* des parts et la CGM (Compagnie générale maritime) avec 41 % des parts.

Sursis ou relance ?

Afin de ne pas trop enfreindre les règles *communautaires sur les aides* à l'industrie navale, les subventions seront perçues par le port autonome du Havre qui accordera alors des *rabais sur l'utilisation de ses installations* (dock flottant, formes de radoub) par la nouvelle société.

La mise au point de ce plan de *sauvetage a suscité de* nombreuses controverses. Si le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par M. Roger Fossé (RPR) et le conseil général de Seine-Maritime présidé par M. *Jean Lecanuet* (*UDF*), ont rapidement donné leur aval au projet en juin dernier, en revanche, la municipalité du Havre dirigée par le maire communiste, M. André *Duroméa*, a tardé à répondre, marquant sa désapprobation avec la méthode employée. Devant le conseil général, *les élus communistes du Havre* avaient déjà regretté *« l'absence de volonté politique de la France d'avoir une filière maritime »* et ils avaient refusé de prendre part au vote.

Sursis ou relance sur des bases saines pour la réparation navale au Havre ? Pour M. Antoine Rufenacht, député RPR et vice-président du conseil général, le plan proposé, dont il est l'artisan, *« représente l'ultime chance susceptible de maintenir un outil indispensable pour un grand port compétitif avec ceux d'Europe du Nord »*.

ÉTIENNE BANZET.

Prouvost : la famille ne détient plus que 13 % à 15 % du capital

La participation des familles Prouvost et Lefebvre dans le capital de Prouvost, qui était encore de 22 % à 24 % le 19 août, a baissé ces *derniers jours : elle ne serait plus* comprise qu'entre 13 % et 15 %, selon les dernières informations dont le groupe textile dispose.

Contrairement à ce qui s'était produit pendant la première quinzaine d'août, les deux familles ont vendu leurs titres en Bourse. Auparavant, rappelle-t-on, seule une partie de la famille Prouvost avait cédé en bloc quelques-uns de ses titres (8 % environ).

La part de Vitos-Etablissements *Vitoux*, qui était déjà montée de 15 % à 17 % environ, s'établirait désormais à 19 %. Dès lors, le président de Prouvost, M. Christian Derveloy, conforte sa position dans le groupe : par le biais de Vitos-Établissements Vitoux et de la SAFIT (deux holdings qu'il contrôle) il espère avoir la maîtrise de 34 % à 35 % de Prouvost.

Comme les grandes manœuvres de ces derniers jours le laissaient penser, il aurait donc la minorité de blocage dans le groupe lainier, alors que l'on ne sait toujours pas si le président des Chargeurs SA, M. Jérôme Seydoux, a dépassé de *son côté le seuil des 33,33 %*.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

L'ultime déficit des chemins de fer japonais

Les chemins de fer japonais (JNR), qui ont été privatisés le 1er avril dernier, ont enregistré au cours de leur ultime exercice un déficit de 9,67 millions de dollars (59 millions de francs) inférieur de 3,2 millions de dollars à la perte de l'année précédente en raison des 48 600 licenciements intervenus en 1986. *Le déficit cumulé des JNR* en trente-huit ans d'existence s'élève à la somme astronomique de 108,4 milliards de dollars (661 milliards de francs). *Le gouvernement japonais avait décidé de* diviser les chemins de fer *nippons* en sept sociétés privées pour mettre fin à ce déficit chronique.

Un distributeur du Nord relance la publicité comparative

La société Boulanger, numéro un de l'électro-ménager dans le Nord-Pas-de-Calais, relance la publicité comparative en affichant dans ses trente-huit magasins le prix de ses concurrents les plus proches pour chaque article mis en vente. A cette fin, une quarantaine d'enquêteurs effectuent quotidiennement un *relevé* de prix chez les concurrents situés à une vingtaine de minutes en voiture de chaque magasin Boulanger. La comparaison ne porte *que sur* des produits strictement identiques et sur la totalité de ceux mis en vente dans chaque magasin Boulanger. La chaîne de magasins *fonde* la légalité de sa campagne sur un arrêt de la Cour de cassation de juillet 1986 qui affirme que la publicité comparative n'est pas illi*cite s'il s'agit de produits comparables*.

Mobil cède son siège social *à un groupe japonais*

Mobil Corp., deuxième groupe pétrolier américain, vient de vendre le droit au bail de l'immeuble qui abrite son siège social à New-York (vingt-six ans restent à courir) à un groupe japonais, Hiro Real Estate Company. Le prix de cession n'a pas été *révélé*, mais des observateurs spécialisés l'évaluent à 250 millions de dollars. Hiro Real Estate a déjà acheté, au cours des dernières années, trois ensembles de bureaux dans Manhattan. Mobil, qui doit installer son siège social à Fairfax (Virginie), occupera encore pendant trois ans la tour de quarante-deux étages (135 000 m²), qui appartient à la famille Goelet. Cette cession intervient après la vente par Exxon, en *décembre* dernier, de son immeuble new-yorkais à un autre groupe japonais, Mitsui Fudosan, *pour* 610 millions de dollars. — (*UPI*.)

Ferruzzi achète l'amidon de l'américain CPC

Le groupe italien Ferruzzi a acheté pour plus de 600 millions de dollars (3,6 milliards de francs), le secteur *européen de l'amidon* de la société américaine CPC. Le chiffre d'affaires de CPC-Produits pour l'industrie a atteint en 1986 environ 1 milliard de dollars. La société s'appellera désormais Cerastary-Groupe Ferruzzi. Elle possède treize *unités* de production en Europe occidentale et un centre de recherche à Vilvoorde (Belgique) et fera de Ferruzzi le premier producteur *européen d'amidon* et de glucose.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DISTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Conformément à l'autorisation reçue de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 1987, le Conseil d'Administration d'AVENIR réuni le même jour a porté le capital social de 13 122 700 F à 52 490 800 F, par incorporation de primes d'émission et de fusion.

Cette augmentation est rémunérée par la création de 787 362 actions nouvelles de 50 F nominal chacune.

L'attribution se fait à raison de TROIS actions nouvelles pour UNE ancienne.

Du fait de cette augmentation, le capital d'AVENIR sera représenté par 1 049 816 actions de 50 F nominal chacune.

Les opérations d'attribution gratuite des actions nouvelles seront réalisées automatiquement à partir du 7 septembre 1987, sans intervention des actionnaires qui seront informés par l'établissement gestionnaire de leurs titres du nouveau nombre d'actions détenu.

Dès cette date, la cotation de la Bourse de Paris tiendra compte de la création des nouvelles actions.

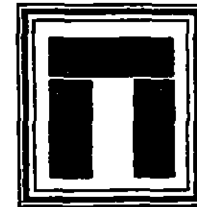
Il est, en outre, rappelé que le paiement du dividende dû au titre de l'exercice 1986 *interviendra le 3 septembre prochain.*

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330



Tous ces titres ont été vendus. Le présent avis est publié pour mémoire seulement.

20 août 1987

8 000 000 d'actions

The Helvetia Fund, Inc.

Actions ordinaires

Kidder, Peabody & Co. Incorporated

Alex. Brown & Sons Incorporated

Smith Barney, Harris Upham & Co. Incorporated

Bear, Stearns & Co. Inc. — The First Boston Corporation — Donaldson, Lufkin & Jenrette Securities Corporation — Drexel Burnham Lambert Incorporated

A. G. Edwards & Sons, Inc. — Hambrecht & Quist Incorporated — Lazard Frères & Co. — PaineWebber Incorporated

Prudential-Bache Capital Funding — L.F. Rothschild & Co. Incorporated — Salomon Brothers Inc — Shearson Lehman Brothers Inc.

Wertheim Schroder & Co. Incorporated — William Blair & Company — EuroPartners Securities Corporation

ABD Securities Corporation — Advest, Inc. — Arnhold and S. Bleichroeder, Inc. — Robert W. Baird & Co. Incorporated

Bateman Eichler, Hill Richards Incorporated — Blunt Ellis & Loewi Incorporated — Cable, Howse & Ragen Incorporated — Cowen & Co. — Dain Bosworth Incorporated

Daiwa Securities America Inc. — Eberstadt Fleming Inc. — Eppler, Guerin & Turner, Inc. — First Albany Corporation

First of Michigan Corporation — Hottinger Brothers & Co., Inc. — Howard, Weil, Labouisse, Friedrichs Incorporated

Janney Montgomery Scott Inc. — Johnson, Lane, Space, Smith & Co., Inc. — Ladenburg, Thalmann & Co. Inc.

Cyrus J. Lawrence Incorporated — Legg Mason Wood Walker Incorporated — McDonald & Company Securities, Inc. — Morgan Keegan & Company, Inc.

Neuberger & Berman — Piper, Jaffray & Hopwood Incorporated — The Robinson-Humphrey Company, Inc. — Rothschild Inc. — Sutro & Co. Incorporated

Tucker, Anthony & R. L. Day, Inc. — Underwood, Neuhaus & Co. Incorporated — Wheat, First Securities, Inc.

Birr, Wilson Securities, Inc. — The Chicago Corporation — R. G. Dickinson & Co. — Dominion Securities Corporation

Gruntal & Co., Incorporated — Johnston, Lemon & Co. Incorporated — Josephthal & Co. Incorporated — The Milwaukee Company

Morgan, Olmstead, Kennedy & Gardner Incorporated — Newhard, Cook & Co. Incorporated — Parker/Hunter Incorporated — Raymond James & Associates, Inc.

Richardson Greenshields Securities Inc. — Sanyo Securities America Inc. — Stifel, Nicolaus & Company Incorporated

Wedbush Securities, Inc. — Wood Gundy Corp. — Branch, Cabell and Company — Jesup & Lamont Securities Co., Inc.

Keane Securities Co., Inc. — Oberweis Securities, Inc. — Raffensperger, Hughes & Co. Incorporated

R. Rowland & Co. Incorporated — Scott & Stringfellow, Inc. — Edward A. Viner & Co., Inc.

Economie

SOCIAL

Tiens ! voilà la rentrée !

L'année sociale est rythmée par une série de rites auxquels on ne saurait déroger. Il en est ainsi de celui de la «rentrée». Sous prétexte que des entreprises ferment pendant le temps des congés d'été, où seule, au demeurant, une partie des salariés part en vacances, les dirigeants syndicaux font chaque année, de la fin août au début septembre, leur «rentrée». Les journalistes et les militants servent d'auditoire aux résultats de leurs méditations de l'été. Même s'ils n'ont rien à dire de neuf au lendemain de périodes où l'actualité française s'est souvent mise en congé. Mythe de la rentrée.

Laissons les rites et les mythes et essayons de regarder les réalités. Théoriquement, qui dit «rentrée» dit reprise. On pense irrésistiblement à un nouvel élan, au début d'un nouveau chapitre. Bref, on attend du neuf ! A cet égard, la cuvée 1987 risque de se révéler bien décevante. A un peu plus de trois mois des élections prud'homales du 9 décembre, test de représentativité grandeur nature des organisations, le syndicalisme semble évoluer en morne plaine. Le discours paraît plat et figé.

Les salariés qui rentrent de vacances risquent de ne retenir que quelques images plus ou moins spectaculaires, celle, par exemple, d'un syndicaliste d'une caisse primaire d'assurance-maladie incarcéré pour détournement de fonds, ou celle de militants transformant l'Opéra de Paris en cirque pour... défendre l'avenir de Renault. Du triste au dérisoire.

Pas de quoi raviver l'intérêt pour un syndicalisme qui aurait pourtant besoin d'une cure de jouvence. Qu'un tribunal de grande instance, à Créteil, déclare à propos d'un préavis d'arrêt de travail des pilotes d'Air Inter, qu'une telle grève est *« illicite »* en raison du *« caractère déraisonnable des revendications mises en avant »*, et c'est tout juste si les syndicats manifestent quelque émoi. La CGT grogne. La CFTC s'inquiète. La CGC applaudit. Mais aucun débat réel ne s'engage dans le monde syndical sur l'avenir du droit de grève ou sur l'interventionnisme croissant de juges, qui ne sont pas forcément les mieux placés pour apprécier le motif d'un conflit.

Sans surprise

Le résultat est que la *« rentrée »* est sans surprise. Morne, M. Edmond Maire déçoit l'attente des aoûtiens en limitant la réflexion de son traditionnel article dans *le Monde* à la formation dans l'entreprise, sujet, certes, important (et assez consensuel), mais trop limité pour esquisser le paysage social de l'automne. Du coup, la CFDT se croit obligée de préciser qu'il ne s'agissait pas de la *« véritable rentrée »* de M. Maire, laquelle n'aurait lieu que le 3 septembre, devant la presse, avec tour d'horizon général et, dit-on un réquisitoire musclé contre le libéralisme.

Comme la CFTC, FO s'est inquiétée, à travers l'interview de M. André Bergeron à *la Tribune de l'économie,* des *« détonateurs »* qui risquent de provoquer des tensions si on n'y prend garde, qu'il s'agisse des salaires, de l'emploi, des statuts du secteur public ou de la Sécurité sociale. FO manifestera le 3 octobre pour défendre l'ensemble de ses revendications. Mais le discours qu'elle profère en septembre est en tout point identique à celui qu'elle proférait en juin. Les fonctionnaires s'apprêtent à déterrer la hache de guerre en partant du constat mathématique qu'on leur a promis 1,7 % de hausse des salaires (en niveau) pour 1987, alors que les prix (en glissement) ont déjà progressé de 2,4 % depuis janvier. Mais le pouvoir d'achat est-il encore un thème mobilisateur ?

La CGT, avant le discours que M. Henri Krasucki prononcera le 3 septembre à Vaulx-en-Velin (Rhône), use du même registre qu'en 1984, en 1985 et en 1986. Chapitre premier : tout va de mal en pis et le déclin de la France s'accélère. Chapitre second : il n'y a qu'une seule solution, l'action. Cette année, la CGT manifestera et fera grève le 1er octobre, avec des manifestations régionales qui rendront difficile l'appréciation de son mouvement. A l'autre bout de l'échiquier syndical, la CGC crie (un peu) sur les salaires et applaudit (beaucoup) sur les baisses d'impôts en 1988, en donnant l'impression que M. Paul Marchelli, son président, aurait pu trouver presque les mêmes raisons pour exprimer son mécontentement ou, au contraire, se réjouir — les gros contribuables bénéficiant quasiment autant de l'allégement que les cadres moyens.

A court d'idées nouvelles

Ainsi, la machine syndicale apparaît-elle plutôt grippée, à court d'idées nouvelles, et peu à même de nourrir de grands débats sur les questions de société où elle a pourtant son mot à dire. C'est la rentrée ? Oui. Mais les syndicats vont-ils vraiment se décider à *« rentrer »* ? Vont-ils se reprendre, ouvrir un nouveau chapitre, donner un élan nouveau ? Rien ne serait plus grave pour le syndicalisme que de s'en tenir à cette espèce de rite *sans vie où le ronron des discours* n'intéresserait que les initiés, laissant l'opinion indifférente. Les syndicats ont un rôle important de régulation et d'animation, même conflictuelle, de la vie sociale à jouer. Si certains employeurs ou certains juges rêvent, dit-on, d'une *« économie sans grèves », il serait inquiétant qu'on prenne son parti d'une société*où le discours syndical ne servirait qu'à animer les discussions entre militants. A la marge.

La difficulté, pour les confédérations syndicales, c'est que, progressivement, le débat se déplace dans les entreprises — alors que plus de 40 % des établissements de plus de cinquante salariés n'ont pas de délégué syndical. C'est là que, de plus en plus, loin des états-majors parisiens, s'élaborent des revendications, diversifiées suivant les secteurs d'activité et les catégories professionnelles, se concluent des accords plus ou moins novateurs, se jouent des conflits. Le discours global, le mot d'ordre national, la revendication interprofessionnelle, ont peu de prise sur ce microcosme social. Le temps où il fallait se battre pour un Smic à 2 000 francs, pour les trente-cinq heures et pour la retraite à soixante ans, paraît bien lointain. Mais, dans une société où l'emploi est si précaire, où le salariat paraît si éclaté, où tant d'inégalités sont avivées par la crise, le syndicalisme n'a-t-il pas un rôle à réinventer pour trouver la voie de nouvelles solidarités ?

MICHEL NOBLECOURT.

La Fondation France active aidera les chômeurs

Huit organismes et associations (1), qui, depuis des années, mènent des actions en faveur des chômeurs, se sont regroupés pour constituer la Fondation France active, chargée de multiplier les initiatives pour la création d'emplois.

Une campagne de publicité commune, intitulée *«Faire contre le chômage»*, a été lancée par la Fondation, qui mènera une action d'information et organisera la collecte de fonds. Techniquement, la Fondation s'appuie sur le savoir-faire de l'Agence initiatives et innovations, créée en avril 1987, qui elle-même succède au Centre d'information sur les innovations sociales (CIIS), fondé en 1975 par M. François Bloch-Lainé. Depuis ses origines, cette agence travaille en étroite relation avec l'ANCE, l'Agence nationale pour la création d'entreprises (142, rue du Bac, 75007 Paris), où elle est domiciliée.

L'objet de la Fondation France active est de multiplier les vocations d'entrepreneurs, de soutenir *«les structures existantes»* par un réseau de bénévolat, de compétence et de coopération, et de participer à la création de fonds de soutien locaux.

(1) La Fondation rassemble la Caisse des dépôts et consignations, la CIMADE, le Comité catholique contre la faim et pour le développement, le Crédit coopératif, la Fondation de France, la Fondation pour entreprendre, le Fonds social juif unifié et le Groupement des sociétés d'assurance à caractère mutuel.

ÉTRANGER

En Tchécoslovaquie

L'entreprise d'Etat au centre des débats

Un débat public sur le projet de réforme de l'entreprise d'État, inspiré du modèle soviétique, bat son plein en Tchécoslovaquie. Ce projet est présenté comme un des piliers du programme de reconstruction de l'économie nationale.

L'organe central du PC tchécoslovaque, *Rude Pravo*, a ouvert une page quotidienne à la discussion où les lecteurs peuvent, jusqu'à la fin octobre, donner leur avis sur le texte. Fait exceptionnel, un numéro de *téléphone fonctionnant vingt*-quatre heures sur vingt-quatre, a été mis à la disposition du public par la radio tchécoslovaque pour enregistrer toutes les questions et remarques.

En tête des préoccupations figure le problème du rôle dévolu au parti communiste et au syndicat officiel dans la gestion. — (*AFP.*)

Kirk Douglas traîne Sperry devant les tribunaux

L'acteur américain Kirk Douglas réclame 17,8 millions de dollars (plus de 100 millions de francs) à la firme informatique Sperry en dédommagement de la perte de son poste de porte-parole après la fusion entre ce groupe et Burroughs. Il a également engagé une procédure à l'encontre de Burroughs et d'Unisys, la société née de la fusion des deux entreprises informatiques.

Kirk Douglas, qui avait fait des apparitions publiques et des films publicitaires pour le compte de Sperry, reproche à Burroughs d'avoir mis fin au contrat de 2,5 millions de dollars sur deux ans qui le liait à Sperry.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Plus vite, moins cher !

SUPER SOLDES
sur les derniers modèles 1987
en stock :

- 205 XR 1360 cm³ (bleu calypso)
- 205 XT (bleu baltique, gris graphite, gris winchester)
- 205 GTI 115 cv (blanc)
- 205 XA 5 vit., (blanc, beige antilope)
- 205 Cabriolet CTI (bleu azuro métal.)
- 305 GR (bleu calypso, blanc, gris futura, beige antilope)
- 309 XL Profil (gris futura)
- 309 XR (blanc meije)
- 309 XRD (beige antilope)
- 309 XL Profil (gris winchester)
- 309 XA (blanc)

NEUBAUER

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
10, rue Curnonsky 75017 PARIS ☎42.70.67.60
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 20 août
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	414 706
dont : Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	111 134
ECU	62 853
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 387
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	44 966
dont : Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	152 754
dont : Effets escomptés	66 190
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	77 472
5) DIVERS	11 234
Total	701 133

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	220 919
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 550
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 271
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	103 177
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	81 036
5) ECU A LIVRER AU FECOM	75 443
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	256 839
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	8 726
Total	701 133

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986	21 août	28 août
Valeurs franç. à rev. variable	103,6	107,2
Valeurs industrielles	112,9	116,4
Valeurs étrangères	134,8	134,6
Pétroles-Energie	106,8	108,7
Chimie	109,6	113,4
Métallurgie, mécanique	120,4	123,7
Electricité, électronique	96,1	99,4
Bâtiment et matériaux	119,9	124,8
Ind. de consommat. non alim.	116,1	120,2
Agro-alimentaire	115,5	118,1
Distribution	101,4	107,2
Transports, loisirs, services	98,5	101,5
Assurances	90,2	93,4
Crédit banque	97,3	100,7
Sicomi	77,1	77,6
Immobilier et foncier	92,4	93,1
Investissement et portefeuille	92,7	97,8
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	96,9	97,1
Emprunts d'Etat	98	98,3
Emprunts garantis et assimilés	96,4	96,7
Sociétés	96,5	96,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 472,6	3 593,3
Valeurs étrangères	4 870,3	4 883
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	501,1	518,5
Valeurs étrangères	659,7	657,7
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	115,6	115,8
Emprunt d'Etat	113,3	113,7
Emprunts garantis et assimilés	115,8	116,2
Sociétés	117,4	117,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	411,4	426
Produits de base	268,5	277,3
Construction	453,5	477,5
Biens d'équipement	315,5	327,8
Biens de consom. durables	664,3	678,8
Biens de consom. non durables	562,7	582
Biens de consom. alimentaires	484,5	473,8
Services	373,5	384,3
Sociétés financières	510,1	537,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	438,7	449,1
Valeurs industrielles	402,5	415,6
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	346	354,3

CHANGES

Dollar : 6,06 F ⬇

Le marché des changes était *très calme, lundi 31 août, en raison* notamment de la fermeture de la place de Londres. A Paris, le dollar était à 6,06 F contre 6,0815 vendredi au fixing et 6,0605 à la clôture. A Tokyo, le billet vert a terminé à 142,20 yens, en légère hausse par rapport à vendredi (141,80 yens).

FRANCFORT	28 août	31 août
Dollar (en DM)	1,8110	1,8140

TOKYO	28 août	31 août
Dollar (en yens)	141,80	142,20

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (31 août)	7 1/16-7 3/16 %
New-York (28 août)	6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	27 août	28 août
Valeurs françaises	106,6	106,6
Valeurs étrangères	136	134,7
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	425,5	426

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	27 août	28 août
Industrielles	2 675,86	2 639,35

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	27 août	28 août
Industrielles	1 755,10	1 759,80
Mines d'or	435,60	431,50
Fonds d'Etat	84,96	85,05

TOKYO

	29 août	31 août
Nikkeï Dow Jones	26048,17	26029,22
Indice général	2518,21	2154,26

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 28 août 1987
Nombre de contrats : 100 949 (nouveau record)

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	101,15	100,85	100,80	–
Précédent	100,90	100,60	100,55	–

LA VIE DE LA COTE

LA SCOA LANCE UNE OPA SUR CPU COMPUTERS A LONDRES. — La SCOA vient de lancer à la Bourse de Londres, une offre publique d'achat portant sur les actions de CPU Computers Ltd. Les deux principaux actionnaires de cette société ont d'ores et déjà donné leur accord de cession pour 57 % des actions.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE MAISONS PHÉNIX. — Maisons Phénix va augmenter son capital de 82,5 millions de francs en émettant une action nouvelle *pour une ancienne au prix de* 50 F. Cette opération financière aura lieu du 1er au 22 septembre.

LA BV CAPITAL MARKETS AUTORISÉE A OPÉRER SUR LE MARCHÉ JAPONAIS. — La BV Capital Markets Asia Limited, filiale à 50 % de la Banque ouest-allemande Bayerische Vereinsbank, a reçu du ministère des finances japonais l'autorisation d'opérer sur le marché des valeurs de Tokyo. La BV Capital Markets, commencera à fonctionner le 1er octobre.

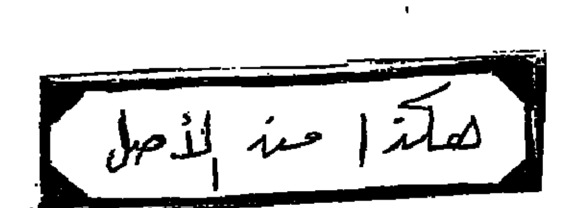
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

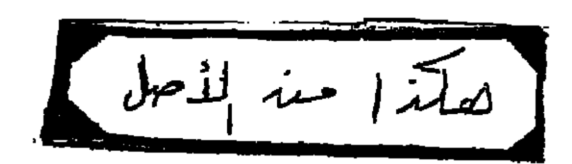
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0615	6,0675	+ 10	+ 25	+ 40	+ 65	+ 210	+ 290
$ can.	4,5938	4,6018	– 86	– 58	– 147	– 111	– 345	– 249
Yen (100)	4,2597	4,2669	+ 118	+ 138	+ 254	+ 287	+ 850	+ 937
DM	3,3378	3,3430	+ 85	+ 102	+ 192	+ 217	+ 650	+ 711
Florin	2,9612	2,9655	+ 48	+ 59	+ 111	+ 126	+ 396	+ 443
F.B. (100)	16,0740	16,0984	+ 48	+ 195	+ 191	+ 387	+ 857	+ 1243
F.S.	4,0572	4,0640	+ 116	+ 134	+ 262	+ 290	+ 859	+ 932
L (1 000)	4,6130	4,6246	– 251	– 216	– 485	– 427	– 1128	– 1033
£	9,8863	9,9022	– 220	– 178	– 432	– 368	– 1196	– 1014

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 5/8	6 7/8	7	7 1/8	7	7 1/8	7 7/16	7 9/16
DM	4 1/8	4 3/8	3 7/8	4	3 7/8	4	4 1/8	4 1/4
Florin	4 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 3/16	5 5/16	5 5/16	5 7/16
F.B. (100)	6	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 13/16	7 3/16
F.S.	40	50	3 3/4	3 7/8	3 5/8	3 3/4	3 5/8	3 3/4
L (1 000)	10 1/8	11 1/8	13 1/4	13 3/4	13	13 1/2	12 5/8	13 1/8
£	9	9 1/2	9 7/8	10	10 1/16	10 3/16	10 1/2	10 5/8
F. franç.	7 1/8	7 3/8	7 11/16	8 7/8	7 7/8	8 1/8	8 3/4	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Marchés financiers

financiers

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Cie des agents de change

NEW-YORK

LONDRES

TOKYO

MATIF

DE LA COTE

LA BV CAPITAL MARKETS AUTORISÉE A OPÉRER SUR LE MARCHÉ JAPONAIS.

BANCAIRE DES DEVISES

EUROMONNAIES

BOURSE DE PARIS — 28 AOUT

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote

Second marché (sélection)

SICAV (sélection) 28/8

• : coupon détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent ; * : droit détaché

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/8	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ECU	[illegible]	[illegible]		
Allemagne (100 DM)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Belgique (100 F)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Pays-Bas (100 fl.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Danemark (100 krd)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Norvège (100 k)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Grande-Bretagne (£ 1)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Grèce (100 drachmes)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Italie (1 000 lires)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Suisse (100 f.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Suède (100 krs)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Autriche (100 sch)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Espagne (100 pes.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Portugal (100 esc.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Canada ($ can 1)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Japon (100 yens)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/8
Or fin (kilo en barre)	[illegible]	[illegible]
Or fin (en lingot)	[illegible]	[illegible]
Pièce française (20 fr)	[illegible]	[illegible]
Pièce française (10 fr)	[illegible]	[illegible]
Pièce suisse (20 fr)	[illegible]	[illegible]
Pièce latine (20 fr)	[illegible]	[illegible]
Souverain	[illegible]	[illegible]
Pièce de 20 dollars	[illegible]	[illegible]
Pièce de 10 dollars	[illegible]	[illegible]
Pièce de 5 dollars	[illegible]	[illegible]
Pièce de 50 pesos	[illegible]	[illegible]
Pièce de 10 florins	[illegible]	[illegible]
Or Londres	[illegible]	[illegible]
Or Zurich	[illegible]	[illegible]
Or Hongkong	[illegible]	[illegible]
Argent Londres	[illegible]	[illegible]

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel

36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Le Monde

La situation en Nouvelle-Calédonie

Ouverture de la campagne pour le référendum d'autodétermination

La campagne électorale en vue du référendum d'autodétermination a officiellement débuté, le dimanche 30 août à minuit (heure locale), en Nouvelle-Calédonie, pour s'achever deux jours avant le scrutin soit, le 11 septembre. Les premiers panneaux électoraux ont aussitôt fait leur apparition reproduisant les consignes de vote des trois partis politiques habilités par la commission de contrôle – composée de magistrats – à participer à la campagne officielle : *« Votez bleu, votez la France »* pour le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), *« Ne votez pas »* pour Libération kanake socialiste (LKS) – parti indépendantiste modéré préconisant, comme le FLNKS, le boycottage de la consultation – et, enfin, *« Non à l'aventure »* pour le Front national (FN). Quatre autres formations politiques ont vu leurs candidatures rejetées par la commission de contrôle en raison de l'insuffisance de leur représentativité dans les institutions locales : le Comité d'action patriotique, l'Association pour le renouveau calédonien, le Front calédonien, et le Parti fédéral kanak d'OPAO.

De son côté, le Front de libération kanak et socialiste (FLNKS), conformément à sa consigne de boycotter la station RFO-Nouméa considérée comme « partisane », a décidé de rester en marge de la campagne audiovisuelle.

La situation est calme sur l'ensemble de l'archipel – du point de vue de l'ordre public – mais reste marquée par une guerre des nerfs en raison de la menace permanente du FLNKS d'organiser des attroupements à Nouméa. Par mesure préventive, les autorités ont pris le parti de boucler des quartiers entiers. Lundi, deux escadrons de gendarmes mobiles ont pris à nouveau position autour du quartier de Montravel, fief indépendantiste. Par ailleurs, l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE) – affiliée au FLNKS – a appelé à une journée de grève pour mardi 1er septembre, à l'occasion de la Journée internationale pour la paix et le désarmement, décrétée par la Fédération syndicale mondiale (FSM).

« Opération marée noire »

NOUMÉA
de notre envoyé spécial

Dans les jours précédents, la rumeur avait transpiré : ce week-end, le FLNKS allait à la plage pour ce qu'il appelait lui-même une « opération marée noire ». Dès le samedi matin 29 août, dans la salle opérationnelle du haut commissariat, on voyait des messieurs gravement penchés sur la carte balnéaire de Nouméa, dressant des plans de bataille, étudiant soigneusement les accès et les issues. Samedi à midi, la plage de la baie des Citrons, la grande plage de Nouméa, était interdite à la circulation. Mais de Canaques point. Le sable demeurait blanc.

C'est à l'aube de dimanche qu'arrivent soudain, en petits groupes anodins, quelque trois cents baigneurs indépendantistes. Sur leurs talons se déploient les CRS qui rebouclent le quartier. Et les mains dans les poches, voici enfin de singuliers surveillants de baignade, parmi lesquels on reconnaît Claude Sarran, président du Front calédonien (extrême droite), et une poignée de ses militants. *« Nous, on restera là tant qu'ils resteront. Ils ne nous chasseront pas. Ni d'ici, ni d'ailleurs. » « Il est anormal,* renchérit une militante, *que des gamines qui travaillent tous les jours ne puissent pas venir se baigner, alors que ces bédouins* (geste circulaire), *ils ne travaillent pas de la semaine. »*

Mais attention ! les militants du Front calédonien trouvent parfaitement normal que des Canaques, le temps d'un dimanche, investissent la plage des Citrons. *« S'ils venaient tous les dimanches, ce serait très bien. »* C'est le dispositif policier – interdisant aux voitures mais pas aux piétons l'accès de la plage – qui suscite leur colère. *« Alors si les Européens ne peuvent plus aller se baigner... »*

Indifférents à ces débats, les Canaques entament leur dixième partie de volley-ball, tandis que s'installe le marchand de glaces qui, avec sa carriole, a réussi à faire fondre les CRS.

Vers 15 heures enfin, repli en bon ordre du commando-baignade qui, de chaque côté de la route, regagne sagement la banlieue de Montravel. Le front de mer est pacifié.

D. S.

LIBAN

L'agitation contre la vie chère s'étend en province

Pour la première fois depuis huit ans, M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, se trouve au Liban sud, bastion de la communauté chiite. Il devait participer, le lundi 31 août, à plusieurs cérémonies à la mémoire de l'imam Moussa Sadr, le fondateur d'Amal, disparu en 1978 en Libye, tandis que l'agitation contre la vie chère fait tache d'huile dans plusieurs villes de province.

BEYROUTH
de notre correspondant

Une journée de manifestations, samedi, à Beyrouth, Saïda et Rachaya ; une journée de grève, lundi, à Beyrouth-Ouest, en mémoire de l'imam Moussa Sadr, un appel à des sit-in pour mardi en secteur musulman : malgré une pause relative, l'agitation émeutière suscitée par la paupérisation accélérée d'une bonne moitié de la population libanaise n'est pas terminée.

D'autant que le secteur chrétien commence à s'associer timidement à la protestation tout en se démarquant de la violence. Il organise, ce lundi matin, une marche pacifique à Achrafieh.

Alors que la communauté chiite s'apprête à commémorer la fête de l'Achoura, propice à l'exaltation populaire, la semaine qui s'ouvre au Liban est pleine d'embûches.

Décidé à éviter que cette situation entraîne des développements imprévisibles, le premier ministre par intérim, M. Selim Hos, ne parvient ni à réunir un conseil ministériel ni même à se concerter avec ses principaux ministres, qu'ils soient chrétiens (MM. Hachem et Cassir) ou musulmans (MM. Berri et Joumblatt).

Dans ce contexte, le président Amine Gemayel, en route pour le sommet francophone à Montréal, a fait escale inopinément à Alger, afin de relancer les efforts algériens pour apaiser la crise libanaise.

Un incident est venu empoisonner davantage l'atmosphère lundi matin. Un autobus de la compagnie d'aviation MEA transportant des employés du secteur chrétien vers l'aéroport – situé en secteur musulman – a été intercepté malgré le dispositif de sécurité syrien. Cinq de ses passagers ont été enlevés, dont un vice-président de la compagnie, M. Accad, et un médecin, le docteur Zebouni. La MEA fonctionne dans des conditions très précaires et dans un chaos auquel, malgré leur remarquable bonne volonté, ses dirigeants et employés ne parviennent pas à mettre fin : cohue, réservations non honorées.

LUCIEN GEORGE.

● **Accrochages au Sud.** – Des accrochages se sont déroulés samedi dans le sud du Liban, à la lisière de la zone de sécurité établie par Israël, entre soldats israéliens et miliciens de l'Armée du Liban Sud (ALS, créée et armée par Israël) d'une part, et combattants chiites libanais, d'autre part. Le bilan de ces combats, près du village de Yater, diffère selon les sources. Les Israéliens affirment avoir tué quatre combattants libanais. Un officier de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a pour sa part fait état de quatre morts dans le bombardement d'un poste tenu conjointement par les Israéliens et l'ALS. Enfin, la Résistance nationale libanaise affirme avoir tué huit soldats israéliens dans une embuscade tendue dans la zone de sécurité israélienne. – *(AFP-Reuter.)*

Sur le vif

Mademoiselle Claude

Vous avez vu ce qui m'arrive ? Je me tire un mois... enfin un peu plus, tout le monde a le droit de prendre des vacances, et à mon retour qu'est-ce que je trouve ? Ma place est prise. Non, pas ici, pas en haut à droite, à la sortie du journal, pas du tout. A Matignon. Et par qui ? Par la propre fille de mon Jacquot. Elle s'appelle Claude, en plus, ce culot ! Et elle y va de ses conseils, de ses engueulades, de ses admonestations. Marie-France Garaud, ex-égérie du futur maire de Paris, c'était rien à côté ! Qu'est-ce qu'elle doit râler aussi, celle-là.

Surtout que l'autre n'y va pas de main morte :

– Ecoute papa – parce qu'elle le tutoie, – si tu dégringoles dans les sondages, cherche pas. C'est rapport à ton look. Et à ta bande son. Ça fait ringard, tu peux pas savoir. Va falloir me rajeunir tout ça. Tes costards, terminé, c'est plus maman qui te les achète, c'est moi : tennis, jean et sweatshirt. Laisse-moi faire, je vais te décrocher un interview dans *Podium* et un passage à NRJ.

– Et si ils me posent des questions, qu'est-ce que je réponds ?

– Que la musique sur l'ex-6, t'adores ça. C'est super, c'est extra. Pas c'est « textra », attention, fais gaffe à tes liaisons. Quant à Madonna, je vais essayer de te la récupérer. Sa tournée européenne est réglée depuis des mois au décibel près, mais, bon, c'est pas parce que ni Maggie ni la reine de Hollande n'ont pensé à prendre le thé avec elle, que toi, tu peux pas. Ah ! dis donc, quand tu la remercieras pour son aide dans la lutte contre le SIDA, emploie pas ce mot-là.

– Lequel ?

– Aids. Ça veut dire SIDA en anglais. Elle croira que tu crois qu'elle l'a.

Naturellement ça n'a pas manqué ! Pauvre Jacquot, pauvre chéri, il est tellement tourneboulé par tous ces oukases en série, en cascade, qu'il en a oublié de changer de chaussettes le jour où il est allé faire le zigomar à *Podium*. Mes enfants m'ont raconté : paraît que c'était d'une farce ! Il avait un walkman aux oreilles et des mi-bas de fil noir dans ses baskets. Toute la France rigolait devant son écran de télé. La colère qu'elle a piquée, sa garce de fille : Puisque c'est comme ça, la petite culotte rose de Madonna, tu peux toujours te l'accrocher, tu l'auras pas. Ça t'apprendra !

CLAUDE SARRAUTE.

TUNISIE : après la mort de six militants islamistes

La Ligue des droits de l'homme demande l'ouverture d'une enquête

TUNIS
de notre correspondant

La Ligue tunisienne des droits de l'homme a publié, dimanche 30 août, un communiqué exprimant sa *« profonde préoccupation face à la dégradation de l'état des droits de l'homme et des libertés publiques en Tunisie au cours de l'année 1987, et plus particulièrement au cours des derniers mois »*.

Le comité directeur de la Ligue, qui réunit toutes les sensibilités politiques du pays, indique qu'il a été saisi de plaintes confirmées par des avocats *« faisant état de tortures subies par des prévenus membres du Mouvement de la tendance islamique (MTI) »* et qu'il dénonce *« ces pratiques utilisées au nom de la défense de l'Etat de droit et que l'Etat de droit condamne »*. Il réclame à ce propos l'ouverture d'une enquête pour étudier *« les circonstances des décès suspects »* de six militants islamistes et d'un militant syndicaliste (1), *« afin que toute la lumière soit faite sur ces affaires et que les responsabilités soient délimitées »*.

La Ligue dénonce, d'autre part, *« les violations de domicile à l'occasion des perquisitions collectives effectuées au cours de ces dernières semaines »*, *« les arrestations abusives de parents des personnes recherchées »* et *« les atteintes à la liberté vestimentaire »* (après l'interdiction du port de la tenue islamique faite aux fonctionnaires). Elle met aussi l'accent, sans toutefois se référer explicitement à la création des *« comités de vigilance »* du Parti socialiste destourien, sur la nécessité que *« la responsabilité du maintien de l'ordre »* demeure *« du ressort exclusif des agents de l'Etat »*.

Après avoir souligné son attachement à la Constitution, au régime républicain, à l'Etat de droit et à une société moderne et tolérante, la Ligue rappelle, à la veille de la reprise du procès du MTI, que *« le respect des lois, l'indépendance de la magistrature, la sérénité de la justice, ainsi que l'élargissement de l'espace des libertés sont les meilleurs garants de la pérennité du régime républicain »*.

MICHEL DEURÉ.

(1) Il s'agit, selon le communiqué, de MM. Taoufik Marzouki, Abdessatar Trabelsi, Moncef Zarrouk, Khalled Ben Salah Khlifi, Anouar Ben Jaouad, Mohamed Ali Nefzi et Nabil Barkati.

Pour « propos racistes »

Un député RPR du Rhône porte plainte contre le propriétaire d'une discothèque

Le professeur Jean-Michel Dubernard, député RPR du Rhône, et adjoint au maire du 6e arrondissement de Lyon, a porté plainte, le dimanche 30 août, pour *« propos racistes »* contre le propriétaire et les « videurs » d'une boîte de nuit de la ville qui avaient refusé l'entrée à ses enfants parce qu'ils étaient accompagnés d'une amie ivoirienne.

Les trois enfants de M. Dubernard s'étaient rendus, samedi soir, à la discothèque L'Actuel, dans le quartier de la Part-Dieu, en compagnie de la fille d'un chirurgien d'Abidjan, en visite à Lyon. Les quatre jeunes gens ont été refoulés par les « videurs ».

Prévenu par ses enfants, M. Dubernard s'est rendu sur les lieux, où il n'a recueilli que des explications confuses de la part du propriétaire. Mais un employé a « trahi » les habitudes de l'établissement : *« Ici, on ne reçoit ni les Arabes ni les Noirs. »*

La loi « antiraciste » de juillet 1972 interdit notamment les discriminations dans l'offre d'un bien, d'un service, d'un emploi ou d'un logement. Elle punit, en outre, les injures racistes et la provocation à la haine raciale.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 août

Encourageante

La Bourse de Paris démarre cette semaine doucement à la hausse. Après avoir ouvert avec + 0,06 %, la progression en matinée était de + 0,21 % en matinée.

Hausse de Bail Investissement (+ 3,07 %), de Prouvost (+ 2,97 %), Parisienne de Réescompte (+ 2,82 %), Prétabail, Bail Equipement et Bis. Repli du Cételem (– 3,77 %), de la SFIM, de Hachette et de OPFI Paribas.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	489	490	499
Agence Havas	547	547	550
Air Liquide (L')	706	706	701
Bancaire (Cie)	778	778	777
Bongrain	2925	2931	2931
Bouygues	1230	1230	1230
B.S.N.	5240	5240	5250
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	1367	1367	1367
Club Méditerranée	680	685	683
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	3942	3942	3942
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1623	1512	1549
Michelin	342	343	345 50
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	2889	2889	2898
Navig. Mixtes	1128	1145	1138
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	994	994	994
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	492 50	492 50	492 50
Sanofi	770	768	770
Source Perrier	927	926	928
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
T.R.T.	2060	2070	2085
Valéo	650	654	655

PREPA H.E.C.
Bacheliers C et D.
Classe spéciale pour bacheliers B.
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE
PCS 48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. : (1) 45 66 59 98

ESAM
bacheliers + 2 langues
Relevez le défi européen avant 1992
UN JOB ASSURE
1re école française habilitée à préparer un diplôme européen délivré dans 10 pays depuis 25 ans.
ESAM, membre du groupe IGS et de l'Académie Européenne de Secrétariat et de Management
assister un manager international
Selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction trilingues, aimant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.
L'ESAM : une formation efficace
30 mois (20 en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur : traitement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.
ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT
Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. 42 27 20 69
M. (Mlle) ______ adresse : ______
______ Tél. : ______
bac présenté : ______ ☐ souhaite recevoir une documentation.

(Publicité)
MATH SUP - MATH SPÉ* - BAC C.D.E. - DEUG A
INSCRIPTIONS JUSQU'AU 28 SEPTEMBRE 1987
Tél. (1) 64-09-27-69
*73 % de réussite aux concours des écoles d'ingénieurs en 1987.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
42, rue Bancel, 77000 MELUN

DERNIERS JOURS
LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX
COUTURE HOMMES ET FEMMES
BALMAIN, DIOR, LOUIS FERAUD, LAPIDUS, MAX MARA, Y.S.L., UNGARO,
RABAIS ÉNORMES
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanche inclus.
David Shiff
PARIS 8e : 4, RUE MARBEUF (1er ÉTAGE) Mo ALMA-MARCEAU

LA FRANCE EST-ELLE UN PAYS RICHE ?
SCIENCE & VIE ÉCONOMIE SEPTEMBRE

Le numéro du « Monde » daté 30-31 août 1987 a été tiré à 473 471 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A B C D E F G

